|  |
| --- |
| Jean Benoist  Médecin et anthropologue  Laboratoire d’Écologie humaine, Université d’Aix-Marseille III, France.  (2015)  *Chronique d’un lieu de pensée. Fonds Saint-Jacques, Martinique.*  Collection “Anthropologie médicale” Collection “Les sociétés créoles”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, sociologue, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi, à partir de :



Jean Benoist, anthropologue

***Chronique d’un lieu de pensée. Fonds Saint-Jacques, Martinique***, Matoury, Guyane française : Ibis Rouge Éditeur, 2015, 206 pp.

M Jean Benoist, anthropologue, nous a accordé le 6 mars 2023 son autorisation de diffuser ce livre en accès libre à tous dans Les Classiques des sciences sociales.

 Courriel : [oj.benoist@wanadoo.fr](mailto:oj.benoist@wanadoo.fr)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 8 mars 2023 à Chicoutimi, Québec.

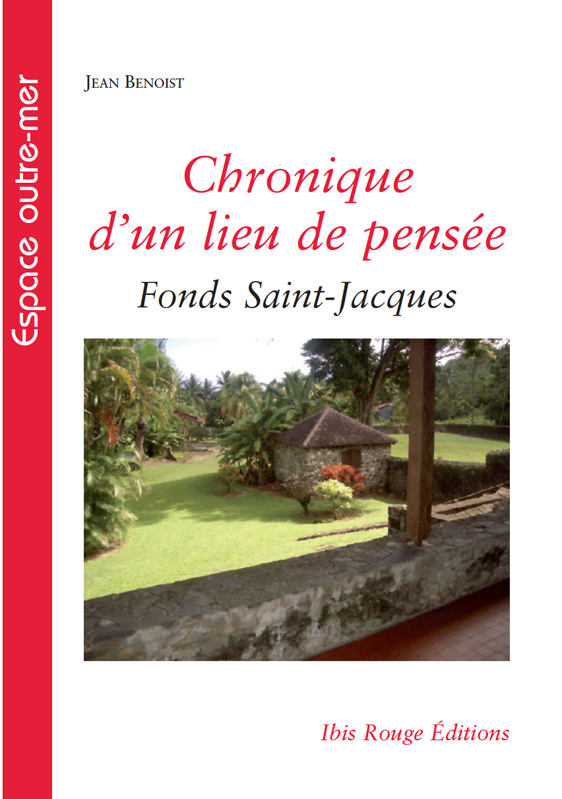


Jean Benoist

Médecin et anthropologue

Laboratoire d’Écologie humaine, Université d’Aix-Marseille III, France.

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*



Matoury, Guyane française : Ibis Rouge Éditeur, 2015, 206 pp.

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Quatrième de couverture



[Retour à la table des matières](#tdm)

Durant quinze années, le Centre de recherches caraïbes de l’université de Montréal a été présent aux Antilles, par ses chercheurs et ses étudiants. Installé à la Martinique dans le beau lieu historique de l’ancien monastère de Fonds St-Jacques, le centre a d’abord permis le sauvetage et la restauration du lieu. Puis, il a réalisé de multiples travaux en anthropologie, linguistique, archéologie, géographie, démographie, zoologie et écologie et publié un grand nombre de livres et d’articles.

Créé en 1968, lors d’une période charnière de la présence du Québec au monde, il a été un lieu de rencontre de la francophonie et il a donné naissance à de nombreux liens entre les Antilles et le Québec. Dans ce livre, on suit ses activités au quotidien, on suit les efforts de ceux qui ont œuvré à l’essor du Centre, on voit débuter la carrière des chercheurs et des enseignants qui s’y sont formés, et on découvre certains de leurs travaux.

Mais ce livre dépasse le cas particulier du centre de recherche de Fonds St-Jacques, pour devenir l’étude du milieu de la recherche. Il analyse les conditions de naissance et de développement d’un centre, sa structure, ses relations avec l’université et avec le monde extérieur. Les réflexions sur la recherche, sur les conditions d’une interdisciplinarité par la mise au point de structures qui la font émerger, l’analyse des forces sociales qui entourent, suscitent ou freinent la recherche, sont au cœur de cette chronique vivante de la Martinique des années 1970.

Jean Benoist a commencé sa carrière comme chef de laboratoire à l’Institut Pasteur de la Martinique. Il est ensuite devenu professeur à l’université de Montréal puis à celle d’Aix-Marseille.

Il n’a jamais cessé de s’intéresser aux sociétés créoles de la Caraïbe et de l’océan Indien, où il a mené de nombreux travaux, tout en se consacrant à la recherche et à l’enseignement en anthropologie médicale.

On connaît de lui, entre autres, les ouvrages [*L’archipel inachevé*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657)et [*Hindouismes créoles*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174488).

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[3]

Chronique  
d'un lieu de pensée

[4]

[5]

Jean Benoist

*Chronique  
d'un lieu de pensée*

Fonds Saint-Jacques, Martinique

IBIS ROUGE ÉDITIONS

[6]

Publié avec le concours du Centre International de Recherches,  
d'Échanges et de Coopération de la Caraïbe et des Amériques



© **IBIS ROUGE EDITIONS, 2015**

Matoury, Guyane française  
<http://www.ibisrouge.fr>

ISBN : 978 - 2 - 84450 - 465 - 4

[7]

À *mes enfants,  
pour la suite du monde.*

[8]

[203]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Table des matières

[Quatrième de couverture](#Chronique_lieu_de_pensee_couverture)

Chapitre 1. [Projet ou rêve ?](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_01) [9]

Chapitre 2. [Construction](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_02) [29]

Chapitre 3. [Interlude : regards sur Fonds Saint-Jacques](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_03) [55]

Chapitre 4. [Recherches](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_04) [61]

Chapitre 5. [Restaurer les lieux, organiser la recherche](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_05) [77]

Chapitre 6. [Les années intenses, I, 1969-1971](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_06) [97]

Chapitre 7. [Les années intenses, II, 1972](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_07) [117]

Chapitre 8. [Les années intenses, III, 1973-1975](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_08) [135]

Chapitre 9. [Les années intenses, IV, 1976-1977](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_09) [155]

Chapitre 10. [Les années intenses, V, 1978](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_10) [167]

Chapitre 11. [Ébranlements 1979-1980](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_11) [183]

Chapitre 12. [Vers la fin](#Chronique_lieu_de_pensee_chap_12) [189]

[Annexes](#Chronique_lieu_de_pensee_Annexes) [199]

Annexe I. [Après la fin... la suite](#Chronique_lieu_de_pensee_Annexes_I) [199]

Annexe II. [Aux Archives de l'Université de Montréal, le fonds du Centre de recherche caraïbes](#Chronique_lieu_de_pensee_Annexes_II) [201]

[9]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 1

PROJET OU RÊVE ?

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les ruines de l'ancienne habitation du Fonds Saint-Jacques, submergées de végétation, dégageaient en 1966 un charme triste et cependant une grande beauté. Si on s'y attardait, si on flânait sous les arbres, il en montait comme une brume, un flou. Le soir, les cris des insectes qui faisaient éclater la nuit tropicale couvraient le bruit de cascade de la rivière.

Mais il n'y avait pas que cela. Ce lieu était l'un de ces « lieux sur terre où souffle l'esprit » ; quelle force nous disait que son abandon, son silence, étaient un sommeil, pas une mort ? Parler de « ruine » semblait erroné : les murs estompés dans le végétal semblaient avoir été placés là pour embellir le paysage, pour dire que sous ce foisonnement somnolait l'attente d'un réveil.

Ma première visite eut lieu sous la conduite de Jacques Petitjean Roget [[1]](#footnote-1), alors président de la société d'histoire de la Martinique. Il y avait alors longtemps que cet ensemble, propriété du Conseil général de la Martinique, était à l'abandon. On y hébergeait un employé des eaux et forêts, et le reste avait été laissé à la libre disposition du voisinage. Le plus grand bâtiment, la purgerie [[2]](#footnote-2), abritait un dépôt de bananes utilisé par les petits planteurs du quartier ; le terrain du vaste enclos était semé de ces petits jardins sur pilotis où l'on cultivait des salades ; des porcs, quelques moutons, et nombre de poules vivaient en grande liberté sur le terrain et dans les ruines, tandis qu'un voisin y élevait ses coqs « game », qu'il faisait combattre certains dimanches.

Seule la chapelle était entretenue ; bien des années auparavant, un couple maintenant très âgé, M. et Mme Wagram, s'était installé dans un bâtiment contigu et ils en avaient fait une maison d'assez bonne qualité où ils avaient élevé leurs enfants ; deux de leurs filles y demeuraient encore avec eux. La vie de Madame Wagram avait été consacrée au maintien de la chapelle « du Père ». Avec son mari, ils l'avaient restaurée, régulièrement repeinte. Ils avaient obtenu qu'un prêtre y dise de temps en temps une messe [10] et que des bancs soient installés. Une de leurs filles y faisait le catéchisme ; mais la chapelle était aussi un lieu où venaient adresser leurs demandes (à Saint-Jacques ? au père La bat ?) ceux qui cherchaient un secours. Une boîte aux lettres près de l'autel recevait des billets de remerciement ou d'imploration, tandis que quelques messages étaient parfois glissés au pied de l'autel.

Cette chapelle et les autres bâtiments occupaient les lieux où ils étaient déjà du temps du Père Labat, qui les décrit ainsi en 1694 [[3]](#footnote-3) :

« Ce terrain s'appelle le fond Saint-Jacques ; il est situé à la Cabesterre à deux lieues du bourg de la Trinité (...).

Notre maison ou couvent est situé sur un petit terrain uni à côté de la rivière, élevé d'environ deux toises et demie au-dessus de la Savane, et éloigné du bord de la mer de deux cents cinquante à trois cents pas. Il consistait en trois bâtiments de bois qui enfermaient une cour de dix à onze toises en quarré, toute ouverte du côté de la mer , au bout de laquelle était un jardin (...) la Chapelle domestique était à la gauche, longue de trente-six pieds, sur huit de large : elle était de maçonnerie jusqu'à la hauteur de huit pieds, le reste était de bois aussi bien que toute la couverture qui était d'essentes ou de bardeau au lieu de tuiles, dont l'usage est presque inconnu dans le pays. (...) Le corps de logis opposé avait trente-six pieds de long sur vingt-quatre de large ; il comprenait une salle de vingt pieds de longueur sur seize de largeur ; les fenêtres étaient du côté de la cour, une petite chambre à côté qui servait d'office, deux chambres de douze pieds de large sur seize de long, ayant vue sur la mer, avec un escalier. Le haut ne contenait qu'un corridor avec deux chambres que l'on pouvait partager chacune en deux. Le toit était en mansarde sans lambris.

Ce bâtiment était joint à une cuisine de maçonnerie par un magasin (...) Ce corps de logis était joint à la Chapelle par un mur, au milieu duquel était la porte qui donnait entrée dans la cour.

(...) La sucrerie était derrière le dernier corps de logis dont elle était éloignée d'environ vingt-cinq toises ; un petit ruisseau qu'on passait sur une planche coulait au milieu de cet espace. »

Ces images guidaient parfaitement ma première visite, et Jacques Petitjean Roget, amoureux des textes des chroniqueurs, me citait cet extrait des voyages de Labat tandis que nous passions d'un bâtiment à l'autre. Certains édifices plus ou moins remaniés étaient en place (la purgerie, la maison d'habitation, la cuisine, la chapelle) ; il ne restait que des traces de [11] quelques autres. Des travaux importants avaient été effectués depuis le premier passage du père Labat, essentiellement sous son impulsion, puis plus d'un siècle plus tard quand se développa la sucrerie industrielle. Moins de bois, plus de pierres ; l'immense salle, la purgerie, qu'il avait fait construire, était demeurée à peu près intacte. La chapelle était elle aussi en place, sous un toit et avec une façade rénovés. Quant au plan général, ce quadrilatère de bâtiments, ouvert par une entrée du côté ouest, il était inaltéré. Çà et là, apparaissaient sous la végétation qui semblait les dévorer, quelques restes du matériel de la sucrerie du xixe siècle. Pour l'essentiel, et comme l'avait constaté Labat à son arrivée, « [t]ous ces bâtiments étaient aussi délabrés par dehors, que mal meublés au dedans. Tel était l'état de nos affaires à la Martinique quand j'y arrivai. » J'espérais pouvoir dire un jour comme lui : « On verra la différence quand j'en suis parti. »

Car je n'étais pas là en simple visiteur. J'étais depuis six ans professeur d'anthropologie à l'Université de Montréal, et je connaissais bien les Antilles pour avoir auparavant travaillé pendant quatre ans à l'institut Pasteur de la Martinique. Peu après mon arrivée au Québec, j'avais lancé un programme de formation par la recherche en conduisant sur un terrain antillais des étudiants québécois. J'avais désormais l'ambition d'assurer la permanence de ce programme. Il s'agissait de trouver une base qui permettrait d'accueillir des chercheurs venus de diverses disciplines et de divers pays, de créer un lieu d'interaction avec des partenaires antillais, et de leur transmettre à travers ce lieu les résultats des recherches accomplies par des chercheurs venus d'ailleurs. Trop souvent en effet, que les chercheurs viennent de France ou d'Amérique du Nord, leurs publications, effectuées dans leur lieu d'origine, demeuraient inconnues et inaccessibles aux Antilles. Or il s'y développait alors une forte demande pour une meilleure connaissance de la société des îles. Une génération intellectuelle nouvelle remettait en question des idées qui avaient jusque-là paru des évidences. À la différence des précédentes, elle ne comptait pas en elle que des enfants de familles aisées. Beaucoup étaient issus du milieu rural. Aussi, moins décentrés par rapport à la vie locale, moins exclusivement identifiés à des projets et à des regards issus de la France métropolitaine, cherchaient-ils à déceler, voire à construire, leur identité à travers une histoire et une culture qui leur soient propres.

Venir du Québec offrait en ce sens un sérieux avantage. Le Québec frémissait depuis quelques années de cet émouvant éveil qu'avait été la Révolution tranquille. Il sortait de ses campagnes, de son centrage sur une vie sociale et religieuse confinée et, en regardant le monde, il s'offrait aussi à lui. Il préparait l'exposition universelle de 1967, il développait ses relations avec l'extérieur, en les dégageant du vecteur « canadien » par lequel il s'identifiait jusqu'alors à l'étranger. De « Canadien-français », il devenait [12] « québécois », « francophone ». La présence de ce nouveau Québec dans le monde s'affirmait : il en avait le désir, il en montrait les capacités, et dans bien des pays francophones on était heureux de son émergence qui enrichissait le monde de langue française. Tout était donc favorable à une interaction à construire entre les étudiants québécois et les jeunes Antillais. Je rêvais donc d'un lieu où ils puissent se sentir les uns et les autres chez eux, s'apportant mutuellement et par des échanges aussi peu formels que possible un nouveau mode de se situer dans le monde et de révéler tout le poids de leur société et de leur culture.

Jamais toutefois je n'avais pensé à un lieu tel que Fonds Saint-Jacques. J'imaginais une maison peu coûteuse, même en mauvais état, quelque part aux environs de Fort-de-France. Mais se charger d'une propriété en ruine, occupée par des habitants sans droit, ce qui à la Martinique voulait tout de même dire inamovibles, semblait nous engager dans une voie trop détournée. Il faudrait beaucoup de temps, d'efforts, avant que le but soit atteint : que le lieu permette et concrétise la présence durable de la recherche. Combien d'argent faudrait-il pour le restaurer, ne serait-ce que pour le mettre « hors d'eau » ? Comment passer de ces ruines à un carrefour international crédible ? Que faire avec des occupants qui vivaient là depuis parfois des décennies ? Fallait-il que mon projet débute en les chassant, c'est-à-dire en allant directement à l'encontre de la démarche d'empathie qui est celle de l'anthropologue ?

Et cependant, les froissements des feuillages au moindre vent, les tons estompés des anciens murs, l'entrelacs de la nature et des traces anciennes de ceux qui avaient tenté de la maîtriser, mais aussi la vie quotidienne de cette « cour », au sens créole, qu'était devenu Fonds Saint-Jacques, tout cela était terriblement attirant. Mais ce lieu n'était-il pas un piège ? Je pressentais aussi qu'on se situait là au carrefour d'intérêts et de forces contradictoires, qui avaient empêché jusque-là toute sauvegarde ; chacun de ceux qui étaient concernés plus ou moins directement craignait les empiétements des autres sur ses droits et sur ses projets : la mairie, le conseil général, les occupants, et bien d'autres que je croyais deviner. Les difficultés paraissaient extrêmes. Plus difficile encore à contrôler, il y avait un autre risque : l'image de la Plantation, de la maison de maître, ne nous marquerait-elle pas, ne créerait-elle pas une distance infranchissable avec la population, malgré la cordialité apparente ? Car ce bâtiment était aussi un rappel de la période de l'esclavage...

En réalité, ce sont ces difficultés qui ont fait le succès de l'entreprise. Une petite maison serait restée invisible à ceux qui n'étaient pas directement concernés. Elle n'aurait apporté aucun prestige particulier à l'université de Montréal ; elle n'aurait pas attiré l'attention du monde culturel et politique local, elle n'aurait offert aucun levier pour trouver des moyens financiers qui, nécessaires en un tel lieu, deviendraient forcément des contributions [13] non seulement à l'édification et à l'entretien des locaux mais aussi à la recherche elle-même.

Le hasard de cette proposition, qui semblait au départ illusoire en raison de l'état des ruines, impossible à prendre au mot faute de moyens matériels, excessive en raison de la grande dimension des bâtiments, devint vite le moteur d'une action bien plus ample que prévu.

C'est le choix de cette ancienne habitation sucrière, le besoin ressenti sur place de la restaurer à condition de lui donner une fin et de trouver le moyen de la faire vivre ensuite qui, loin de freiner mon projet, contribuèrent à l'amplifier, à le développer, à le pousser bien plus loin que je ne l'avais espéré.

Et ce qui se passait sur place à la Martinique se passa aussi à Montréal. En allant bien au-delà d'un simple programme de recherche, qui ne concernait au fond que quelques professeurs et quelques étudiants, et en proposant l'édification aux Antilles d'un centre qui y assurerait la présence et la visibilité de l'université de Montréal, et du coup du Québec, le projet s'assurait des alliés dans la haute administration de l'université. Et Fonds Saint-Jacques apportait un argument très fort ; d'abord, il s'agissait d'une propriété du Conseil général, ce qui prouvait l'intérêt, la participation, des autorités locales ; ensuite il ne s'agissait pas d'un bâtiment banal, mais d'un haut lieu, à l'architecture émouvante qui, aux yeux du visiteur québécois était à la fois empli d'un passé qui faisait écho à celui de Québec et de l'imprégnation d'une nature tropicale qui lui donnait un étonnement admiratif.

Comme toute action quelque peu novatrice, celle-ci ne pouvait réussir qu'en maintenant une certaine ambiguïté. En effet, si elle sembla rencontrer bien des soutiens enthousiastes, et cela dès le début, cela ne signifiait pas que tous ceux qui la soutenaient avaient sur elle les mêmes vues. Bien au contraire. À la Martinique, chacun des interlocuteurs avec qui je m'entretenais du projet traçait des perspectives différentes. Les uns voyaient l'arrivée des « Canadiens » comme celle de mécènes, d'autres comme d'un cheval de Troie dans la forteresse française, dominatrice et exclusive, et ainsi de suite, ouvrant devant moi et à mon grand étonnement un véritable kaléidoscope d'interprétations, de souhaits, voire de fantasmes, car un projet canadien venait secouer les inerties, et laissait espérer à chacun de nouveaux alliés. Du coup, il m'apparut vite que le projet ne garderait tous les soutiens alors indispensables que tant qu'il demeurerait assez flou, assez malléable, pour que chacun puisse le concevoir comme en accord avec sa propre façon de voir la question et selon ses propres priorités. Et en recroisant tous les propos que j'entendais je commençais à me demander quand et comment les faire converger pour aboutir enfin à des décisions. J'avais déjà vu bien des fois à la Martinique de grands projets s'ébaucher, donner lieu à des discours enflammés, être annoncés par communiqués et articles de presse, gonfler au point de devenir irréalistes, puis éclater avant de retomber dans l'oubli. Et cependant, ce n'est qu'à partir d'une montée d'enthousiasme de cet ordre [14] que tout pouvait se décider, à condition de rassembler en une masse critique les élans de mes interlocuteurs.

Mais ils n'avaient guère en commun. Entre le maire soucieux de son prestige dans sa commune, l'intellectuel opposé à la situation politique et au statut de la Martinique, le nostalgique d'un patrimoine évanescent, le sous-préfet responsable de son territoire, l'universitaire qui voit là une perspective pour sa carrière, le Québécois attiré par un certain exotisme et celui qui pense à l'affirmation nationale du Québec, l'historien attaché à la sauvegarde d'un lieu qui était pour lui un document, ils avaient bien peu de choses en commun.

Et cependant le succès dépendait de leur convergence. Du moins de leur convergence pendant une période brève, mais suffisante pour que se prennent quelques décisions irréversibles. Ensuite viendraient certainement les replis, les indifférences, les oppositions, voire les conflits. Mais ce serait trop tard pour remettre le projet en cause, et ce serait à lui de s'imposer par sa qualité, par ses résultats et aussi par sa vigilance à se faire des alliés d'un poids suffisant pour que l'adversité, inévitable, ne l'emporte pas.

Mais qui impliquer ? À la Martinique tout se sait très vite. Il y a ceux auxquels on parle d'un projet, ceux qui en reçoivent la nouvelle par nos premiers interlocuteurs, ceux qui la devinent à partir de bribes ; il y a tous ceux qui jugent que leur présence s'impose et que leur avis doit être entendu ; ceux qui s'opposent par principe ; ceux qui jugent à partir d'un projet et ceux qui jugent à partir de l'identité de celui qui le propose. Il y a aussi les bruits, les rumeurs sur les positions des uns et des autres. Ceux qui vous mettent en garde et ceux qui vous conseillent d'être plus audacieux.

Dès que Jacques Petitjean-Roget m'eut fait visiter les lieux, les rumeurs commencèrent ; mais elles étaient faibles et je ne les entendais pas. Elles se levèrent d'abord chez les occupants des lieux. Nos visites attentives n'étaient pas celles de touristes, et l'alerte commença. Je ne l'appris que bien plus tard, car, au début je n'étais pas conscient de tous les enjeux sous-jacents. Le séjour que je faisais à cette occasion n'était pas très long, et je voulais au moins avoir quelques idées claires avant de repartir à Montréal. Il fallait prendre les quelques contacts essentiels, qui permettraient d'évaluer la possibilité du projet. Et cela dans chacune de ses dimensions : le choix du lieu ne se heurtait-il pas à des impossibilités administratives ? L'idée de développer un programme de recherche suscitait-elle l'écho nécessaire à son succès ? Quelles étapes prévoir pour arriver à la mise sur pied à la fois de lieux utilisables et d'une activité intellectuelle valable ?

Une première série de visites commença. D'abord à Antonin Mercan, maire de Sainte-Marie. Son accueil et son soutien ont été immédiats et définitifs. Par chance, il était un homme simple et enthousiaste, instituteur « à l'ancienne », croyant aux vertus de l'instruction, et très attaché à sa commune ; il avait une image idéalisée du Québec et de « nos cousins », et il [15] voyait déjà les enfants de sa commune faire des échanges avec des écoliers québécois [[4]](#footnote-4). Dans sa petite maison, assez proche de Fonds Saint-Jacques, coincée entre la route et la mer, il me recevait devant un punch pendant de longs moments et, en la présence très maternelle envers moi de sa femme, nous évoquions des souvenirs et des projets. Sa rencontre est certainement l'un des cadeaux que m'a fait l'élaboration du projet. Il a quitté la mairie au cours de la réalisation, et c'est avec son successeur, Camille Petit [[5]](#footnote-5), avec lequel j'avais des relations professionnelles (médicales) et amicales depuis plusieurs années, que les choses ont abouti.

A un tout autre niveau, je trouvai aussi un sérieux appui. Je connaissais Aimé Césaire depuis une dizaine d'années et nous nous étions rencontrés plusieurs fois, soit chez des amis communs, soit dans son bureau de la mairie de Fort-de-France. J'étais également un peu lié avec son beau-frère, Aristide Maugée et avec quelques membres de sa famille. Césaire était très sensible à l'approche anthropologique des Antilles. Dès 1957 il m'avait encouragé à m'engager dans ce sens, et je n'oublierai pas la lettre de soutien très ferme qu'il m'avait donnée lors de ma candidature au CNRS. Comme chez beaucoup d'intellectuels et d'hommes de culture, il y avait à ses yeux une continuité entre l'anthropologie et la littérature, ce que lui confirmait l'œuvre antillaise de Michel Leiris. Ce poète et écrivain de qualité était aussi un familier de l'ethnologie : il avait participé en 1932-1933 à la fameuse expédition Dakar-Djibouti conduite par Marcel Griaule, et il en avait ramené un grand livre, qui oscillait entre compte-rendu de l'expédition et journal intime : *l'Afrique fantôme* [[6]](#footnote-6)*.* C'est avec le même talent, mais en choisissant un ton exclusivement scientifique qu'il avait rédigé un autre livre, lui aussi remarquable [[7]](#footnote-7), le premier ouvrage de ce niveau sur les sociétés des Antilles françaises. Césaire, qui avait beaucoup apprécié le travail de Michel Leiris, souhaitait que l'on aille plus loin dans cette direction ; il savait combien l'anthropologie, en complément des œuvres de création littéraire, contribuait à ciseler l'image de la personnalité antillaise. Il voyait en elle une force capable de faire monter à la conscience, par une autre voix que celles du poète et du romancier, la vision du monde d'un peuple, et combien ainsi elle permettait à ce peuple de résister à ce qui l'écarté de lui-même, pour se saisir de ce qui lui est propre et doit demeurer inaliénable.

Le Québec de 1967, qui avait émergé plus fort de sa Révolution tranquille et qui commençait à rayonner de façon autonome dans l'espace francophone, ajoutait un poids sérieux au projet. Le soutien d'Aimé Césaire, en [16] particulier lorsque le Conseil général eut à se prononcer, a été constant. Je dois rendre en fait hommage à tous les conseillers généraux, dont l'avis était essentiel puisque Fonds Saint-Jacques appartient au Conseil général, dont l'ouverture d'esprit a été grande et qui se sont pleinement ralliés au projet, sans considération de leur appartenance politique, si bien que la quasi-unanimité du Conseil a soutenu la proposition de location d'une partie au moins de Fonds Saint-Jacques à l'université de Montréal pour qu'elle y établisse un centre de recherches.

Restait l'administration. Les autorités préfectorales, souvent méfiantes devant des entreprises culturelles qu'elles cernaient mal, surtout si elles venaient de l'étranger, auraient pu être très réticentes. En réalité, il n'en fut rien tant l'image du Québec était alors positive. Je sentis même assez souvent, lors de mes entretiens, l'espoir de voir l'interlocuteur québécois comme un allié médiateur, en mesure de faciliter le débat culturel local - avec ce qu'il sous-entendait toujours de tension politique avec la métropole. Bien entendu, le rôle des administrateurs n'était pas d'avoir une opinion personnelle, car ils devaient avant tout s'assurer de la régularité administrative des actions en cours. Mais rien ne les obligeait à nous soutenir et à nous conseiller aussi positivement que ce fut le cas. Je vis d'abord le sous-préfet de Trinité, M. Bachelier, le contact ayant été pris grâce au maire de Sainte-Marie. Tout en se montrant clairement soucieux de nous aider à réussir, il souligna un sérieux problème : le domaine de Saint-Jacques étant la propriété du Conseil général, celui-ci était seul à pouvoir en disposer. Mais il y avait à cela une sérieuse limite : il ne pouvait en aucun cas passer convention avec un organisme étranger. De ce fait, l'université de Montréal ne pouvait pas traiter avec lui, ni être son éventuel locataire. Pour que la chose puisse se faire, il fallait donc concevoir un dispositif capable de suivre les règles légales, ce qui semblait assez difficile.

Ces premiers éléments acquis, il fallait présenter les choses à Montréal et convaincre bien au-delà du doyen de la faculté des sciences sociales, Philippe Garrigue. J'étais optimiste : le Québec avait alors un dynamisme et une capacité d'innovation qui stimulait toutes les initiatives. Institutions, édifices, programmes politiques, projets internationaux se développaient chaque jour. Le lever de rideau sur le monde qu'était l'exposition universelle de Montréal, succédant au grand déblaiement du passé par la Révolution tranquille faisait de chacun un pionnier. Effectivement, il en alla ainsi avec mon projet, du moins avec les autorités administratives de l'université de Montréal, car certains collègues anthropologues étaient plus réticents devant le risque de me voir sortir du cadre où ils fonctionnaient et où ils jugeaient que chacun devait se tenir. On me demanda toutefois de présenter un projet structuré, qui ne soit pas qu'une base à la Martinique, mais un véritable Centre de recherches ; on verra plus loin comment cela fut possible.

[17]

Après ces premiers contacts je lançai à Montréal ma proposition initiale en passant par la voie hiérarchique : le directeur du département d'anthropologie, Lionel Vallée [[8]](#footnote-8) reçut une première description du projet et la transmit au doyen de la faculté des sciences sociales. Il lui écrivit le 28 mars 1967 :

« J'ai le très grand honneur de vous transmettre un projet d'établissement à la Martinique d'une base de recherche du Département d'Anthropologie de l'Université de Montréal. Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir prendre ce projet en considération. Il est évident qu'il s'agit là d'une opportunité unique et que le département en sera le grand bénéficiaire. »

Comme on le voit, le projet se cantonnait alors à un point d'appui à la recherche pour le département d'anthropologie. Il apparut vite que cet objectif assez limité ne susciterait pas de la part des autorités de l'université un intérêt suffisant pour qu'elles le soutiennent, et je compris qu'il est plus facile de faire réussir un projet ambitieux qu'un autre, qui, plus limité, ne soulève pas le même élan. Même en ces domaines, il faut savoir susciter le rêve...

Par bonheur, le doyen Philippe Garrigue était une conquérant, prêt à s'avancer dans toute direction où sa faculté pourrait affirmer sa présence. Il jouissait aussi à cette époque d'un grand soutien de la direction de l'université où il avait su créer ex nihilo une faculté qui commençait à compter dans le monde académique. Il me communiqua donc le résultat de ses démarches :

17 mai 1967,

« J'ai le plaisir de vous faire savoir que les autorités universitaires acceptent ma proposition de vous déléguer auprès des autorités gouvernementales de l'île de la Martinique, afin d'établir les modalités d'un accord au sujet de la création d'un centre de recherches de l'Université à la Martinique.

Veuillez donc me faire rapport après votre voyage, des modalités acceptables par les autorités de la Martinique, afin que je puisse les soumettre à l'Université. »

Vint l'été, où dans le monde universitaire tout demeure en suspens, mais durant lequel mon travail de recherche et d'encadrement des étudiants m'avaient conduit aux Antilles. Avec Jacques Petitjean Roget nous avons alors synthétisé le projet pour qu'il puisse l'examiner avec le secrétaire général de la Préfecture, à la suite de quoi il m'écrivit le 6 octobre 1967 :

[18]

(...) « Le Secrétaire général Silberzahn [[9]](#footnote-9) très intéressé m'a dit : « le dossier est bon mais il est trop maigre du côté de l'université de Montréal dont nous ne connaissons pas, en dehors de quelques rencontres avec le Professeur Benoist, les intentions. »

L'Administration est décidée, et ses décisions vont particulièrement dans le sens de l'Histoire, à faire aménager la maison existante pour la rendre habitable, à réparer la toiture de la purgerie qui est abîmée, à donner de la main d'œuvre pour dégager les ruines sous la direction de quelqu'un de compétent, à faire évacuer les squatters. Le premier point est particulièrement important et représente des sommes non négligeables. En échange de ces services l'Administration demande, en dehors de préoccupations de rayonnement culturel, l'occupation des lieux, leur surveillance, leur entretien courant et qu'il soit envisagé à plus ou moins long terme un plan de sauvegarde et de mise en valeur. Je pense que l'ameublement et l'aménagement intérieur de l'habitation seraient à la charge de l'université. (...)

Comme je vous l'ai dit, je suis personnellement prêt à assumer la nouvelle présidence de cette association, mais je ne veux pas, pour des raisons politiques, prendre l'initiative de la former. (...) Mais il est très urgent que les problèmes de fond soient réglés rapidement car on prépare le budget du Conseil Général et il faut que ces sommes soient prévues dès maintenant sans quoi nous serons remis à un an au moins. »

À Montréal, je transmis ce message au doyen Philippe Garrigue en précisant ce qui suit, dans une lettre du 16 octobre :

16 octobre 1967

« Au cours du séjour que j'effectuai de juin à août pour encadrer les travaux de huit étudiants du département d'anthropologie, j'ai pu rencontrer tous les responsables intéressés à ce projet :

— Monsieur le Maire de la ville de Sainte-Marie, site du projet

— Monsieur Gérard Tell, représentant de la Martinique au Conseil économique et social

[19]

— Monsieur le président de la commission des sites et monuments historiques de la Martinique

— Le docteur Camille Petit, député de la Martinique à l'Assemblée nationale française

— Monsieur le Sous-Préfet de la région de Trinité

À la suite de ces entretiens nous avons pu dégager clairement les propositions des autorités de la Martinique et les modalités qu'elles acceptent pour leur réalisation.

La concrétisation de ce projet ne dépend donc plus que de l'accord des autorités de l'Université. »

Enfin, en novembre, Claude Silberzahn, m'écrivait :

« Je suis entièrement disposé à vous faciliter avec l'aide de mon ami Bachelier, sous-préfet de Trinité, l'installation d'un centre de recherches à la propriété départementale de Fonds Saint-Jacques. J'y vois quant à moi un double avantage : celui de sauver cette vieille demeure historique, et celui de créer un foyer de rayonnement culturel tout à l'étude de ce monde à la frange que sont les Caraïbes.

J'ai inscrit sur le projet de budget départemental la somme destinée à réparer les toitures de l'habitation principale, de la cuisine et de la purgerie. »

Le vendredi 22 décembre, en tant que président de la société d'histoire de la Martinique, Jacques Petitjean Roget réunissait l'assemblée constitutive de l'association culturelle et scientifique du Fonds Saint-Jacques, qui serait le relais entre le département de la Martinique et l'université de Montréal.

Nous pouvions passer à la réalisation.

\*  
\* \*

La création du Centre de Recherches caraïbes et le développement des activités dans la propriété de Fonds Saint-Jacques rénovée datent donc de 1967. Mais ceci n'est qu'une apparence, car il s'agissait en fait d'une nouvelle étape dans une longue histoire sans laquelle l'équilibre entre des réalités souvent contradictoires aurait été difficilement atteint. Il fallait pour réussir dans cette entreprise les alliances, les amitiés et la confiance réciproque enracinées dans plusieurs années de rencontres et d'expériences partagées avec bien des personnes, à la Martinique, à Montréal et dans le milieu de la recherche caribéenne. Ces antécédents donnaient sa crédibilité au projet. Les uns tenaient à ma propre activité aux Antilles depuis une dizaine d'années, les autres aux travaux de chercheurs de l'université de [20] Montréal entrepris depuis le début des années 1960. Cela avait conduit à des courants d'échange, à des affinités, à des publications, à cette nécessaire sortie de l'anonymat qui compte tellement dans des sociétés de petite dimension, surtout lorsqu'elles sont soumises à un flux de passants porteurs d'idées inadaptées et de projets utopiques.

Mon travail de recherche s'était ébauché lorsque je travaillais à l'Institut Pasteur de la Martinique, entre 1956 et 1960. Bien que le laboratoire d'analyse biologique et de recherche, et la clinique des maladies tropicales, aient été très prenants, ils avait eu l'avantage de me conduire souvent au cœur de la vie martiniquaise, en particulier par ces contacts si intenses que l'on noue avec des malades atteints de la lèpre. Or ils étaient alors nombreux, et j'en suivais dans tous les milieux de l'île. Terriblement stigmatisante, la maladie rendait ses victimes méfiantes devant tout risque de voir leur mal connu par d'autres que le cercle étroit de leur famille et de leurs soignants. Une partie de notre tâche, telle que l'avait fixée et que la pratiquait le directeur de l'institut, Etienne Montestruc [[10]](#footnote-10), consistait à lutter contre cette stigmatisation. Il le faisait lui-même en s'affichant avec des malades, en refusant toute idée de léproserie et implantant dans l'hôpital général (hôpital Clarac) un service de dermato-lépro-vénérologie, vite connu sous le nom de dlv et en traitant le plus possible de lépreux rendus non-contagieux, en ambulatoire au dispensaire Calmette (devenu depuis dispensaire Montestruc). Notre équipe luttait pour faire savoir que la lèpre se soignait bien et que la contagiosité était très vite maitrisée. Car soigner la lèpre, ce n'était pas seulement repérer le bacille de Hansen, analyser des signes cliniques et distribuer de la *Disulone.* C'était aussi faire de celui qui avait été exclu, un être accepté, réinstallé dans sa vie. Ce n'était pas seulement soigner un corps malade, c'était aussi soigner une société de l'image qu'elle se faisait de la lèpre et qui retombait sur le malade avec un poids souvent plus lourd que le mal lui-même.

Mes études antérieures d'ethnologie m'avaient sensibilisé à la perception des faits culturels locaux comme porteurs de sens et de valeur ; mais je ne pouvais guère aller loin dans cette voie, tant la tâche purement médicale était astreignante. Manque de temps, manque de stimulation extérieure, et surtout ce sentiment, presque ce remords, du biologiste quand il s'écarte des réalités qu'il a appris à connaître pour se tourner vers cet impalpable qu'est la culture. Cependant, les orientations de Montestruc, puis mes dialogues avec les malades, m'incitèrent à franchir le pas : à mesure que je m'intéressais plus à eux, à les libérer du fardeau, ils m'incluaient dans leur quotidien, [21] dans leur vision du monde ; je découvrais la façon dont ils abordaient leur problème de santé, le vivaient, le prenaient en charge. Je n'avais plus seulement en face de moi une population mais une société, une culture. Il ne s'agissait pas encore de faire une « anthropologie médicale », notion alors bien peu répandue, mais de s'imbiber de la société pour affiner un langage commun. On ne reste pas indifférent au monde des autres et à mesure que passait le temps, ce que cette société me révélait d'elle-même dans les replis peu visibles de sa complexité devint en soi un objet intellectuel, une source d'interrogations, de recherche, puis de sympathie.

Des pêcheurs me firent connaître leur mer. Des propriétaires de grandes plantations me conduisirent à travers leurs terres [[11]](#footnote-11), des artisans me montrèrent leur art du bijou et un voisin l'élevage des coqs. Chemin faisant, mes malades me firent entrer dans diverses strates de la société martiniquaise, depuis les quartiers les plus pauvres de Fort-de-France, jusqu'aux grandes maisons des propriétaires de vastes exploitations agricoles, car personne, alors, n'était à l'abri de la lèpre qui touchait plus de 1% de la population. Un lien très particulier se créait lors de ces soins au long cours, à travers le secret partagé, et le fardeau allégé par le suivi médical. Du coup certains devinrent des collaborateurs lorsque je me mis à passer mes loisirs à mieux connaître cette société. Et cela me décida à aller plus avant.

Alors, m'évadant de l'Institut Pasteur et du cercle étroit du milieu professionnel, j'entrepris quelques recherches ethnologiques et pris contact avec le milieu de la culture. Il n'était sans doute pas aussi riche que de nos jours, mais la Martinique est une terre où la culture se sent bien, et où on l'aime. Cela me permit d'abord de présenter en 1958 une première recherche, sur les techniques de la pêche côtière, dans une exposition tenue dans les beaux locaux du Fort Saint-Louis, sous l'égide de la société d'histoire de la Martinique ; j'avais également présenté au Cercle martiniquais mon livre [*Kirdi au bord du monde*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030164134)*,* qui venait de sortir et de recevoir le prix des Vikings. Dès cette époque, je rencontrai ainsi certains de ceux qui plus tard seraient de solides appuis pour la réalisation du Centre de recherches à Fonds Saint-Jacques, si bien que lorsque le projet émergea, nous nous connaissions bien, et depuis longtemps.

Ce milieu culturel était assez fragmenté. Malgré leur intérêt commun pour l'histoire et la culture, ses membres avaient de profondes divergences d'orientation, qui traduisaient à leur insu leur place dans cette société stratifiée.

[22]

Personnalité en vue, biologiste de formation, ornithologue plus exactement, mais archéologue de vocation, le père Robert Pinchon [[12]](#footnote-12) était sans doute la figure scientifique la plus solide à l'époque. Il a été la dernière incarnation de ces hommes d'Eglise venus aux îles et qui ont consacré une grande partie de leur vie à les découvrir puis à conter le résultat de leurs voyages et de leurs travaux. Il partageait avec eux ce mélange de générosité et de sens de la supériorité de tant de « missionnaires », et il semblait venu d'un autre temps avec son courage et ses ardeurs d'explorateur, avec son avidité de connaissances sur des sujets très disparates, avec le bonheur d'être un pionnier en bien des domaines, ce qu'il cristallisa dans ses ouvrages sur la nature aux Antilles et dans des textes d'archéologie précolombienne. Il fut le dernier des prêtres chroniqueurs et savants qui, du XVIe au XVIIIe siècles, avaient parcouru le monde dans une ardeur de découvreurs. Sa longue barbe masquait une grande partie de son visage et soulignait deux yeux, très vifs, souvent ironiques, qui se plissaient lorsqu'il parlait des uns et des autres avec une verve pas toujours charitable et de grands rires. Sa soutane blanche et ses doigts jaunis par la pipe qu'il quittait rarement, faisaient de la rencontre avec lui, quand on entrait dans la pièce, mi-bureau, mi-entrepôt de poteries, d'herbiers et d'autres récoltes faites dans les îles, un voyage hors du temps. Nous parlions parfois plusieurs heures, partageant curiosité et enthousiasme.

Il y avait aussi Jacques Petitjean Roget. Il portait en lui le contraste entre sa conscience d'être un notable, ancien polytechnicien, membre du Rotary club et une certaine distance vis-à-vis de ce rôle, qui lui donnait un regard humoristique sur ses homologues que son esprit, son érudition et une grande liberté de penser lui faisaient dominer. Mais ce n'était pas son seul contraste. Homme d'affaires efficace, il ne parlait jamais d'affaires mais seulement de ses passions intellectuelles : l'histoire d'abord, puis, plus tard l'archéologie, terrain sur lequel il fut en contradiction avec le père Pinchon, qui ne parvenait pas à suivre les dimensions théoriques de son approche. Son épouse, Ady, était elle aussi passionnée de recherches ; orientée vers la psychologie de l'enfant, elle était en fait très proche de certaines dimensions de l'anthropologie. Je rencontrais aussi Maurice Nicolas [[13]](#footnote-13). Doux, d'apparence modeste, il était lui aussi attaché à l'histoire des îles, et sans doute plus encore à son île ; il tint des chroniques radiophoniques et écrivait sur ce [23] sujet. Il collabora avec l'archiviste départemental, Eugène Goyheneche [[14]](#footnote-14), à des émissions de radio et à des ouvrages destinés au grand public qui participèrent au recentrement culturel sur le patrimoine de l'île. Sans être aussi pittoresque que ceux qui précèdent, il n'en était pas moins solide et fiable. Il y avait aussi des érudits, tel Emile Hayot [[15]](#footnote-15), qui possédait une remarquable bibliothèque de livres anciens sur les Antilles et qui les mettait sans limite à ma disposition, tout en rédigeant lui-même des travaux historiques très méticuleux sur la période coloniale vue à travers ses fonctionnaires et ses planteurs.

Mais l'intérêt pour la recherche sur l'île qui se manifestait chez ces membres de la société d'histoire me posait un problème, me laissait une insatisfaction : la population contemporaine, la société réelle, semblaient absentes de leurs préoccupations. Ses racines elles-mêmes ne semblaient pas les intéresser, ni « l'histoire du silence » ainsi que l'historien Hubert Gerbeau [[16]](#footnote-16) a qualifié l'histoire des esclaves. Ils ne travaillaient que sur ceux qui, gouvernants ou planteurs, avaient dominé la société ; les seuls conflits qui semblaient les toucher étaient les luttes internationales, cet éternel jeu d'échecs autour des îles que jouaient la France et l'Angleterre, et non celles qui avaient placé presque sans interruption les sociétés antillaises sous une tension interne extrêmement forte. Même le point de vue quelque peu folklorisant de Lafcadio Hearn semblait loin de leur regard. Or ce que j'avais l'intention de faire concernait essentiellement ces aspects refoulés de la société. Et là, il fallait se tourner ailleurs, vers un autre milieu, moins « conservateur », un milieu qui tout en s'intéressant à la culture locale se sentait concerné par son évolution et par sa situation politique.

Je ne parle pas seulement ici de Césaire. Dès qu'il eut posé sur la Martinique ce grand phare qu'est le « *Cahier d'un retour au pays natal »*, tout l'éclairage avait changé à jamais. Mais il n'était pas seul. Je rencontrai alors ceux qui, par leurs écrits, surtout littéraires, parfois à orientation ethnologique, étaient enracinés dans la société contemporaine et concernés par [24] son avenir : Roland Suvélor [[17]](#footnote-17), qui sous la placidité de son apparence et la componction de son langage vivait dans une vraie radicalité ce qu'il espérait de l'avenir ; René Ménil [[18]](#footnote-18), plus explicite ; Michel Leiris, poète lui aussi certes, mais surtout en ce qui nous concerne auteur du premier véritable livre d'anthropologie de la Martinique et de la Guadeloupe. J'avais aussi fréquenté Alain Plénel, vice-recteur très engagé, tout particulièrement courageux en 1959 [[19]](#footnote-19). Tous portaient en eux le désir d'un profond changement de la société ; ils ne toléraient pas le décentrement massif de la vie sociale et de la culture martiniquaises, que la gueule ouverte de la Métropole semblait prête à engloutir et à digérer. Fondé sur une sensibilité que l'on peut dire existentielle, un projet politique encore confus se traçait, avec les déchirements que provoque toute prise de conscience d'une séparation qui est intérieure avant de s'incarner dans le remaniement des rapports entre des sociétés. Bien qu'encore peu explicites, la question identitaire, le lien entre exploitation économique et aliénation culturelle, la contradiction qui avait émergé avec la départementalisation d'une aliénation par ce que l'on reçoit et de moins en moins par ce que l'on vous arrache ou vous contraint à faire soutenaient un malaise, des espoirs et des projets...

Anca Bertrand [[20]](#footnote-20) occupait dans ce tableau une place à part, une place qui aurait pu être centrale si elle en avait eu l'ambition. Née en Roumanie, elle avait gardé l'accent de son pays, ce qui lui permettait de placer malgré elle en arrière-plan de tous ses propos une sorte de luminosité, et un ton de complicité qui facilitaient grandement son contact. C'était une femme passionnée par la culture, sous tous ses aspects. Epouse d'Alexandre Bertrand, qui fut sans doute l'un des peintres martiniquais les plus talentueux et les plus créatifs, elle aimait les arts, la musique, la littérature, la photographie. Mais elle s'essayait aussi au folklore, à l'ethnologie, collectait contes et chants populaires, écrivant bien des textes, éditant des disques à partir de ce qu'elle [25] avait enregistré sur le terrain. Son œuvre principale fut la revue *Parallèles,* dont elle assurait à peu près seule la rédaction des textes, la préparation des illustrations et la diffusion. Elle parvint à en publier un nombre suffisant de numéros pour que leur somme soit une véritable introduction à la connaissance culturelle de la Martinique. Sa mort prématurée lors d'une intervention chirurgicale fit disparaître la revue, dont personne n'assura la relève.

Et puis il y avait eu la rencontre d'anthropologues américains qui tout d'abord m'influencèrent intellectuellement, puis me conduisirent à un changement radical d'orientation et me firent quitter mon premier métier de médecin-chercheur pour me pousser vers la carrière universitaire, celle qui ferait de moi un anthropologue de métier. Il s'agissait d'Américains et d'un Canadien (on ne disait pas Québécois alors).

Je rencontrai ainsi à Fort-de-France Georges Devereux. D'abord pour des raisons médicales, car il était venu à l'Institut Pasteur pour un petit problème de santé que je n'eus pas de mal à résoudre, puis pour le plaisir de discuter ; j'allais le retrouver à l'hôtel l'Impératrice, et nous sortions « en ville ». Je lui dis le peu que je connaissais sur la société et la culture de l'île et il me fit apercevoir des portes demeurées pour moi jusque-là invisibles ; en les entr'ouvrant il me laissa pressentir ce vers quoi elles conduisaient. Il y eut ensuite John Murra. Personnage charismatique, ce spécialiste des Andes, professeur à l'université Columbia, séjourna assez longtemps à la Martinique pour encadrer, à la fin des années cinquante, certains de ses étudiants de maîtrise et de doctorat dans un programme financé par une anthropologue qui disposait d'une fondation, et qui jouerait plus tard un grand rôle dans ma vie de chercheur, Vera Rubin [[21]](#footnote-21). C'est alors que Mikael Horowitz étudia le Morne-Vert, village de la Martinique dont il publia la description dans le livre intitulé « *Morne-Paysan »*, et que, dans la même équipe, Guy Dubreuil [[22]](#footnote-22) travailla dans le quartier de la Duchesne, commune du Robert, et qu'il y accomplit ses recherches sur la structure de la famille. C'est lui qui m'orienta vers Montréal, en me faisant proposer un poste d'enseignant à la Faculté des Sciences sociales qui commençait à s'y développer sérieusement.

[26]

Sur ce fond, et grâce à ces acquis, s'amorça la dialectique entre mes interlocuteurs locaux, dont chacun aurait une part à la décision. Et je devais tirer parti de leurs convergences sans que le projet soit compromis par leurs éventuelles divergences.

\*  
\* \*

Cette chronique, ce livre, conte les étapes de cette création, puis les travaux que nous avons pu accomplir grâce à l'outil assez exceptionnel qu'a été le Centre, implanté dans un lieu aussi remarquable.

On verra que le Centre de recherches caraïbes allait devenir un organisme assez complexe ; fonctionnant avec très peu de moyens, il prit peu à peu grande apparence par ses locaux, aux Antilles, par ses publications et par le nombre des étudiants qui y travaillaient, à Montréal. La construction se fit pièce à pièce, dans une interaction continue entre la vision globale qui avait permis le lancement de l'opération et des opportunités souvent imprévues.

Le période de construction et de premier enracinement a duré environ deux années. Puis ce fut le temps d'une maturité venue assez rapidement.

Dire tout cela ne serait que rassembler des anecdotes, si, bien au-delà de cette aventure particulière et de ce que peuvent en être les conséquences pour la Martinique, il n'y avait là matière à explorer les jeux sociaux et intellectuels d'une entreprise qui rassemblait des acteurs très divers (chercheurs et enseignants, politiques, administrateurs), eux-mêmes insérés dans plusieurs pôles culturels et nationaux : le Québec, les Antilles dont en particulier la Martinique, la France métropolitaine, tandis que venaient aussi des Canadiens issus d'autres provinces que du Québec, et des chercheurs d'universités des USA ou de quelques pays d'Europe.

L'objet lui-même est suffisamment intéressant à observer pour que l'on ose penser que cette chronique a quelque peu valeur d'ethnographie d'une institution, et qu'elle reflète les réseaux d'interdépendance entre des questionnements scientifiques et les conditions offertes à la mise en œuvre des travaux destinés à leur répondre : conditions socio-politiques du travail entrepris, origine et formation des partenaires, mode d'articulation de points de vue culturels et nationaux qui construisent d'une même réalité des images différentes. Cette chronique donne aussi accès aux suites de l'entreprise, puisque près de cinquante années se sont écoulées depuis ses débuts. Quels effets sur ceux qui ont participé aux travaux ? Quel impact proprement scientifique, et quels échos dans le milieu culturel au sens large, en particulier chez les penseurs politiques et chez les écrivains ? Quelle leçon pour les diverses formes de « coopération » intellectuelle entre des universités [27] si diverses par leur fonctionnement et par leurs objectifs ? Il ne s'agit pas de tracer un bilan, mais de tenter, à travers les matériaux bruts, aussi complets et précis que possibles, de suivre l'enchevêtrement des événements tout en dégageant leurs lignes essentielles.

C'est là qu'on se heurte aux limites de la mémoire humaine. Tout récit, toute chronique sont postérieurs à ce qu'ils décrivent ; aussi, quand on conte tel ou tel épisode, en connaît-on la suite, qui vient remanier notre souvenir et altérer la façon dont les faits se présentaient quand cette suite était encore inconnue. Car la suite d'un événement change sa coloration dans la mémoire ; elle filtre ce que celle-ci retient, tamisant d'ombre certains épisodes et en amplifiant d'autres.

C'est pourquoi je reviendrai souvent sur le journal que j'ai tenu à diverses reprises. Parlant et pensant au présent, se plaçant devant un avenir inconnu, le texte d'un journal aide à tendre vers l'honnêteté maximale, car sa rédaction n'est pas contaminée par la connaissance de ce qui suivra, à la différence de ce qui se passe dans tant de « souvenirs ». C'est dans le même souci de serrer au plus près la réalité du moment que je reproduirai diverses notes, des projets de recherche, des lettres reçues ou envoyées. Car si rigoureux qu'il puisse sembler à celui qui l'écrit, le texte qui surgit au cours de l'action mêle illusions et visions lucides, espoirs, ambitions et erreurs. Par souci de véracité, je m'appuierai donc le plus possible sur des dossiers contemporains de ce que je retrace (rapports, correspondances, publications) tels qu'ils sont conservés dans mes propres archives et dans les archives de l'université de Montréal [[23]](#footnote-23).

[28]

[29]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 2

CONSTRUCTION

[Retour à la table des matières](#tdm)

L'accueil favorable de la Martinique, l'offre de locaux prestigieux et la possibilité de donner à l'université de Montréal un lieu inédit de rayonnement et de formation, tout cela pouvait sembler si attirant qu'il serait facile d'obtenir à Montréal les décisions indispensables. En fait ce n'était pas simple. Il fallait entrainer la conviction sur plusieurs points :

- le réalisme administratif et budgétaire,

- la crédibilité scientifique et pédagogique d'un projet situé loin du Québec,

- son insertion dans les structures existantes d'enseignement et de recherche.

Et puis, il y avait les questions de personnes. Il fallait user d'arguments très différents avec un doyen, un recteur, un gestionnaire, des collègues, des chercheurs. Symétriques des étapes suivies à la Martinique, celles qui se déroulèrent à Montréal, où était le véritable pouvoir de décision, prirent du temps et nécessitèrent divers ajustements.

\*  
\* \*

Finalement, Paul Lacoste, vice-recteur de l'université de Montréal, décida d'aller juger sur place et de passer quelques jours en ma compagnie à la Martinique.

Tout dépendait de l'issue de cette visite. Paul Lacoste avait été à la fois professeur de philosophie à l'université de Montréal et avocat ; investi depuis longtemps dans l'administration de son université, dont il deviendrait plus tard recteur, il était très attaché à son développement. Par ailleurs, dans une université où la philosophie pliait encore sous le poids du thomisme et des orthodoxies religieuses, il avait su prendre ses distances grâce à sa qualification de juriste, ce qui lui avait donné une ouverture intellectuelle et une liberté de pensée plus grandes que ce que pouvaient exprimer bien de ses collègues.

Nous passâmes ensemble cinq jours à la Martinique. Paul Lacoste, homme affable, cultivé, affirmait très fortement son identité québécoise. Dans ses valeurs, dans son parler, dans une forme de chaleur qu'on ne [30] trouve qu'au Québec. Il avait ce manque de morgue qui frappe les Français lorsqu'ils rencontrent des Québécois occupant des fonctions importantes ; et aux Antilles où bien des fonctionnaires, plus ou moins consciemment imbus de l'idée d'une supériorité due à la fois à leur fonction et à l'image qu'ils ont de leurs origines, se comportent avec une arrogance mêlée de paternalisme, cette attitude simple et directe déterminait immédiatement un accord, une complicité. Il m'est d'ailleurs plus d'une fois arrivé de ressentir une frustration, une jalousie lorsque, en compagnie d'un Québécois, je rencontrais un ami antillais. Après un moment, je les voyais l'un et l'autre liés par une complicité qui m'échappait et me laissait quelque peu en dehors ; cela s'exprimait par une sorte de parenté à plaisanterie, mais en réalité l'accord allait plus loin, et prenait souvent la forme d'une véritable affinité. Bien qu'étiqueté québécois, j'étais suffisamment français dans mon comportement, sans même m'en apercevoir, pour que se crée automatiquement cette distance si difficile à franchir qui tient à l'empreinte d'une histoire qui a modelé le regard des uns sur les autres, et comme assigné à chacun des rôles immuables. Que de fois ai-je senti que j'étais, pour mes interlocuteurs antillais, masqué par un écran : la réalité de ce qui était en moi ne « passait » pas, on ne me voyait que comme un « Métro », quoique je pense, quoi que je fasse. On se heurte souvent à cet écran, car bien des interlocuteurs ne jugent pas ce qu'on dit par le contenu des paroles et des idées mais par l'identité et l'origine de celui qui les exprime. Telle chose est vérité si elle est dite par l'un, et erreur si elle est dite par tel autre... Symétrie avec ce que ressentit Fanon quand il découvrit à son premier voyage en France que sa couleur était un écran, un rideau étendu sur lui, un rôle rivé à son corps et qu'il ne parvenait ni à percer ce décor ni à quitter ce rôle.

Il en alla donc avec le vice-recteur Lacoste comme avec tant de Québécois : les barrières tombèrent et les choses furent simples et directes, surtout dans les rencontres les moins officielles. Ce fut un grand moment que celui où, sur la plage du Diamant, je rencontrai avec lui, par hasard, M. Giscon, un pêcheur que je connaissais depuis longtemps, qui le traita en ami, et lui fit une déclaration enthousiaste et quelque peu emphatique sur le bonheur que c'était pour lui, Martiniquais, d'apprendre que l'université de son grand pays allait venir à la Martinique... La rencontre avec le maire Mercan eut la même tonalité réciproquement chaleureuse.

\*  
\* \*

Il est temps maintenant de revivre quelque peu le quotidien de ce qui a suivi. Je ne constate qu'aujourd'hui, en reprenant toutes ces notes, que cette partie de mon journal a commencé à parler de Fonds Saint-Jacques le 13 mai 1968. Bien évidemment je ne pouvais pas me douter alors de toute [31] la signification que prendrait par la suite « mai 68 » pour la vie intellectuelle et pour l'orientation de la pensée en sciences sociales. Mais ne s'agit-il que d'une coïncidence ? L'opération qui allait aboutir à la création du centre de recherches caraïbes ne procédait-elle pas à sa façon du mouvement de cette époque : sortir des cadres du prêt-à-penser, se dégager des hiérarchies héritées, libérer l'accès à la parole, disloquer les conformismes ? Mais j'avais horreur des proclamations, pétitions, manifestations et toutes autres formes, exaltées et bien peu efficaces, d'un nouveau conformisme alors naissant. Il fallait transformer le concret et non le désir ou l'image...

En mai 1968, une phase de gestation de nos recherches était achevée ; elle avait duré quelques années, durant lesquelles le projet de créer un lieu qui deviendrait le siège d'une action de recherche et de formation par la recherche sur une longue durée avait peu à peu émergé puis s'était cristallisé. On avait commencé à légitimer le projet, à le rendre désirable mais il fallait le rendre administrativement, matériellement et financièrement possible ; pour y arriver, il fallait opérer en deux centres de décision : la Martinique et Montréal.

À la Martinique, nous avons été bien conseillés à la sous-préfecture de Trinité et soutenus par des élus de diverses tendances politiques. En voyant rétrospectivement cette période, je suis frappé de la facilité avec laquelle tout cela a pu se faire, de l'attrait du projet pour des gens ayant des fonctions sociales et professionnelles - et des orientations politiques - très diverses. Même les plus attachés au statut départemental sentaient le besoin d'ouverture, la nécessité d'introduire d'autres interlocuteurs dans le face-à-face métropole-Antilles. Pour d'autres, nous étions un levier de plus pour faire sauter les verrous qui empêchaient l'émancipation. Et il y avait en prime un autre avantage : le nouvel attrait pour le Québec ; cette immense terre d'Amérique qui proclamait plus fort que jamais son existence et l'affichait en français faisait rêver. On allait y passer des vacances, on avait visité l'Expo 67 [[24]](#footnote-24), on commençait à rencontrer des touristes québécois et on appréciait la qualité des relations avec eux.

Toutefois le projet de faire de Fonds Saint-Jacques un lieu d'articulation entre le Québec et les Antilles via l'université de Montréal se heurtait à la grande difficulté technique qui était apparue lors de mes entretiens à la Préfecture : il fallait trouver le moyen de contourner le fait que le conseil général, puissance publique propriétaire, ne pouvait pas traiter avec une institution étrangère. Il apparut qu'une étape intermédiaire était indispensable : le conseil général céderait les locaux à bail à une institution privée française, qui, elle, aurait le pouvoir d'en sous-louer le tout ou une partie à l'université de Montréal. D'où une nouvelle tâche préalable à tout : constituer une association. Donc démarches, entretiens avec les uns et les autres, [32] en essayant de n'oublier personne parmi ceux qui se sentaient concernés par la culture... Finalement furent déposés les statuts de *l'Association culturelle et scientifique du Fonds Saint-Jacques.* Dans son conseil d'administration figuraient diverses personnalités, dont évidemment Jacques Petitjean Roget, qui en assura la présidence, Maurice Nicolas, Me Guy Desportes, Gérard Tell, membre du conseil économique et social, le président de l'institut Visioz, antenne de l'université de Bordeaux et à l'époque seule institution d'enseignement supérieur sur place, etc. Cette étape franchie, on put passer aux décisions fondamentales de location à l'université.

\*  
\* \*

Ainsi, appuyée sur tous ces antécédents, commença l'aventure de Fonds Saint-Jacques proprement dite. Comprendre la structure, la stratégie scientifique, les relations humaines, l'articulation avec le milieu, l'impact des résultats publiés, tout cela relève de l'ethnographie du quotidien qu'est cette chronique. Certaines pages de mon journal de l'époque, des lettres, des documents permettent de l'écrire. Nous pouvons y suivre, bien au-delà du cas particulier du Centre de recherches caraïbes, le tracé de la réalité complexe qu'est un centre de recherches, ce qu'il est dans ses relations avec le milieu, dans l'image qu'il donne, dans les attraits et les oppositions qu'il suscite. Réalité complexe aussi en son sein, lieu de relations humaines multiples, lieu de vie, lieu de pensée, lieu de conflits, puis un jour lieu de mémoire. La nature, l'orientation, et dans une certaine mesure le résultat lui-même des recherches qui s'y conduisent dépendent de ce réseau d'interactions, et c'est en les insérant dans ce réseau, dans leur espace social et dans leur temps que les publications qui sont issues de ces recherches reçoivent un éclairage qui à la fois les fait mieux comprendre et les relativise. Avant la mode du tout réflexif qui s'est emparée des anthropologues, la réalité leur commandait déjà de se voir au moment où ils voyaient, d'agir en face du miroir qui les déportait à la périphérie d'eux-mêmes.

En relisant ces notes je perçois mieux la part considérable qu'ont joué dans la crédibilité du centre en cours d'édification les étudiants qui avaient déjà amorcé des travaux de recherche aux Antilles. Ils étaient venus de Montréal, à travers divers projets que j'avais pu élaborer, avant que le centre existe formellement ; ils ont en général travaillé fort bien ; ils ont su nouer dans le milieu où ils étaient plongés des rapports très positifs, des liens qui dans bien des cas étaient destinés à durer. Ils ont ainsi construit les fondations sans lesquelles rien n'aurait pu aboutir. La première à venir ainsi du Québec fut Edith Kovats, qui réussit au prix de longs séjours, avec l'appui financier de Vera Rubin, à préparer, sous la direction de Roger Bastide, une excellente thèse sur les Blancs-créoles de la Martinique. Sa présence, ses [33] rencontres avec Roland Suvelor, Edouard Glissant, Jacques Petitjean-Roget et bien d'autres lui firent sentir le prix attaché localement à la recherche. En 1965, elle m'écrivait de Fort-de-France : « Ici on sent le besoin énorme d'études de tout genre soit sur des thèmes vastes, ou encore sur des problèmes très limités, en attendant (le moment de faire des synthèses est encore loin) en anthropologie, sociologie, criminologie, psychologie sociale, économie, archéologie - tout. »

D'autres étudiants vinrent en 1966 et 1967, et on en découvre quelques-uns dans ces pages de journal ; d'autres n'y sont pas mentionnés, mais on les rencontrera ultérieurement.

Avançons maintenant « au jour le jour » en lisant mes notes de l'époque.

\*  
\* \*

Martinique, 13 mai 1968

À Trinité, dans la petite sous-préfecture à l'architecture archaïque, rencontre avec le sous-préfet Michel Bachelier, qui gère le dossier du projet Fonds Saint-Jacques depuis les premières amorces issues de mes entretiens avec le maire Antonin Mercan de Sainte-Marie puis avec le secrétaire général de la Préfecture, Claude Silberzahn. Il semble très favorable, et nous passons rapidement à des questions concrètes. En résulte :

a. Voir avec lui l'office franco-québécois de la jeunesse. C'est une question qui est pour nous assez marginale, mais qui a toute son importance pour la Martinique, jusqu'ici quelque peu oubliée dans ce système d'échange de jeunes. Des élus, relayés par l'administration, sont heureux de prendre appui sur notre projet de faire à Saint-Jacques une base de l'université de Montréal pour orienter vers l'île une partie du flux de l'Office. Ils pensent avec raison que les choses seront bien plus faciles s'ils ont un partenaire québécois à la fois à Montréal et à la Martinique. Envoyer note ou rapport à ce sujet (le sous-préfet est ami du directeur de l'office).

b. Il reverra le bail de Saint-Jacques : on précisera en annexe les travaux que nous ferons sur les premiers crédits accordés par le département (60.000 francs) : fosse septique, toit, plancher du 1er, peinture véranda, électricité sous le terrain (deux branchements indépendants, l'un sur l'ensemble maison, cuisine, cellules, l'autre sur la purgerie).

Nous allons ensemble à Fonds Saint-Jacques et nous inspectons les lieux ; je lui présente la façon dont je conçois le rôle des divers bâtiments, en étant très explicite sur le fait que nous ne demandons pas d'inclure dans le bail d'autres locaux que le foyer central et sa cuisine, le bâtiment en ruines dit des « cellules » qui servira à loger les chercheurs de passage, et la [34] jouissance de la cour et des terrains directement au contact de la maison ; le reste, c'est-à-dire d'une part la purgerie et la chapelle et d'autre part les ruines de la sucrerie, n'est pas concerné et nous n'en demandons pas l'usage.

L'après-midi je me rends à Grand-Rivière. Joseph Lévy [[25]](#footnote-25) est venu préparer son séjour de terrain. Tout est maintenant en place ; il a trouvé un logement bien situé, chez Silvianello. Entretien très positif avec le maire, André Forestal, des plus favorables au Centre. C'est un homme accueillant et ouvert, sur qui Joseph Lévy pourra compter. Il m'a assuré de son soutien à nos projets au Conseil général.

14 mai

Reçu un exemplaire de l'étude d'aménagement de Fonds Saint-Jacques par la Setma, société d'études spécialisée dans l'aménagement. Cette société en avait reçu la commande de la préfecture pour préparer le financement de la restauration de fonds Saint-Jacques par le fidom (Fonds d'investissement des départements d'outre-mer). Sous l'impulsion de la municipalité de Sainte-Marie, la préfecture entend en effet profiter de l'argument de l'arrivée d'une université canadienne pour sauver enfin l'ensemble du site de Fonds Saint-Jacques de sa lente destruction. Il ne s'agit pas d'un argument artificiel : seuls les lieux qui ont une affectation permanente ont des chances d'échapper au retour des squatters et à une nouvelle destruction, tant qu'il n'y aura pas une meilleure organisation des sites à vocation touristique. Cette question a d'ailleurs beaucoup joué en notre faveur, car nous deviendrons en quelque sorte les gardiens du lieu et les garants de la sauvegarde des investissements de restauration que propose la préfecture. La Setma présente un dossier très impressionnant, qui passe au crible tout ce qui devrait être fait, tant sur les bâtiments que sur les terrains actuellement retournés à une brousse dense. Tout cela me semble très ambitieux, et m'inquiète un peu. Si jamais le financement arrivait, que ferions-nous ? Notre présence, excellent prétexte pour amorcer la restauration, ne deviendrait-elle pas un jour abusive aux yeux de certains qui n'auraient pas connu nos efforts et nous verraient comme des profiteurs de la manne publique au détriment des Martiniquais ? En effet, j'entends déjà certains murmures (non, je ne les entends pas : on me les rapporte) sur le fait que ce n'est pas à la France ni à la Martinique d'installer à grands frais un pays aussi riche que le Canada. [35] D'ailleurs le lieu, en se transformant d'une ruine peu attirante en un cadre qui sera vite jugé somptueux, conviendra-t-il toujours, ne dépassera-t-il pas nos besoins ? On est déjà loin de la petite maison que j'envisageais au début, ce simple pied-à-terre où notre recherche pourrait s'articuler au moindre frais avec le milieu. L'ampleur du lieu rendra exigeant envers nous, et cela risque de nous faire paraître bien insuffisants. En tout cas cela peut nous pousser à une sorte de fuite en avant : faire plus de choses, pour légitimer notre présence et faire vivre le lieu. Mais en aurons-nous la force et les moyens humains et matériels ? Maintiendrons-nous la qualité ? Saurons-nous échapper aux pressions qui peuvent naître de ces facilités ? J'avoue être inquiet de cette soudaine sollicitude. Et puis je me demande si nous ne sommes aux yeux de certains une sorte de catalyseur, un argument qui facilite la restauration, et qui, une fois que l'opération sera faite, devra être éliminé parce qu'il n'en est pas en réalité la véritable fin.

Pour le moment, restons concrets : arrivée demain de deux étudiants ; pour le travail sur la pêche, j'ai acheté des cartes 1/20.000 et des cartes marines.

Mercredi 15 mai

11 heures. Nouvelle visite à la sous-préfecture de Trinité de façon à mettre au point la convention entre le Département et l'Association. En tant que locataire du département, l'Association, qui est une personne morale de statut 1901, reçoit l'ensemble de Fonds Saint-Jacques et a la haute main sur son utilisation. Elle fera un bail à l'université de Montréal et c'est dans cette sous-location qu'elle délimitera les parts attribuées à l'université. Elle gardera le contrôle de l'usage du reste, essentiellement la grande salle de la purgerie, et passera ultérieurement des ententes avec tel ou tel organisme qui en aurait l'usage. Nous ne serons pas concernés, ce qui évite toute ambiguïté.

Rencontré à cette occasion Jean Cerez, chargé de mission au secrétariat général de l'Élysée, avec qui la conversation a porté sur les thèmes de recherche nécessaires ; pour lui le champ économique doit l'emporter, le niveau de vie prime dans ses préoccupations ; comme tant de politiques de passage, il semble aveugle aux dimensions culturelles, civilisationnelles, de la réalité antillaise, qui est pourtant un intense lieu de tension. De notre côté, nous avons sans doute la tendance inverse, et nous négligeons parfois de comprendre que divers éléments de la « culture » sont en fait des approximations construites à tâtons pour satisfaire des besoins qui seraient comblés plus efficacement si les moyens financiers, ou simplement le travail rémunérateur, ne faisaient pas défaut. Par contre, la cécité sur les dimensions immatérielles de la société, sur ce qu'est « être martiniquais », sur le vécu de l'histoire, sur tout ce que Leiris a si bien mis en évidence, décale bien souvent les initiatives de l'administration par rapport aux attentes de la population.

[36]

Par ailleurs, comment s'attaquer autrement aux problèmes les plus concrets, qu'en les prenant à bras-le-corps sans s'attarder aux inquiétudes flottantes, aux non-dits, à ce trouble qui saisit les élites locales, à leur malaise devant une situation pleine d'ambiguïtés sociales, culturelles, historiques, politiques, économiques, et où chacun porte en lui-même une part de ce qu'il refuse ? J'ai l'obligation de réussir, et cela ne peut se faire sans se priver de certaines nuances. Du moins dans l'action, car l'écriture permettra d'exprimer la sensibilité. Mais pour le moment j'ai cette obligation, les moyens obtenus portent en eux une obligation. Heureux les chercheurs et les universitaires, qui n'ayant pas à rendre compte de l'efficacité de leurs actions, peuvent ne prêter l'oreille qu'aux murmures et à la voix intérieure des peuples...

14 heures. Installation de J. Levy à Grand Rivière où je le conduis.

19 heures. Rencontre avec Gnesotto, ami et entrepreneur de travaux publics ; il me donne de précieuses suggestions. Il déconseille de poser des bardeaux à la place de ceux qui étaient là et qui ont pourri, et surtout il conseille de faire les travaux par tranches successives. Nous choisissons de confier la fonction d'architecte à M. Lison.

Jeudi 16 mai

18 heures. Entretien avec M. Bonneville, directeur de la Satec (Société d'assistance technique et de crédit). Son organisme a la charge d'encadrer des actions de « développement ». J'avais eu l'occasion de travailler avec certains de leurs représentants à Saint-Barthélémy, où ils s'efforçaient de développer la pêche dans le contexte hostile dû à la ciguatera, maladie grave consécutive à la consommation de poissons rendus toxiques par une algue microscopique. La zone de pêche de Saint-Barthélémy en est particulièrement atteinte. La Satec emploie des gens de terrain, bien souvent très impliqués et expérimentés, mais que des missions souvent trop brèves handicapent. Nous avons abordé les occasions de rencontre avec ceux qui travaillent à la Satec, en particulier dans les deux domaines auxquels ils prêtent le plus d'avenir : la pêche et tourisme. On semble attendre des anthropologues la remontée de la réalité du terrain, d'un terrain que les chargés d'action sentent mouvant et mal connu d'eux. Puissions-nous avoir quelques interactions efficaces ! Il y aurait beaucoup à réfléchir sur nos relations avec ces responsables de divers programmes. Nous ne faisons pas une « anthropologie appliquée », c'est-à-dire que nos recherches ne découlent pas directement des questions qu'ils pourraient nous poser. Mais nous sommes des sortes de géologues de la société qui donnons à ces ingénieurs du social une cartographie du fond sur lequel ils tentent de bâtir.

Aussitôt après, rencontré Maurice Nicolas qui souhaitait me voir ; il semble que des questions de susceptibilité l'agitent quant à la façon dont fonctionne l'association. Le problème des associations est souvent le même : [37] créées ad hoc, avec un but étroit et précis (ici celui de faciliter la location à un organisme étranger de locaux qui sont la propriété de la puissance publique, tout en échappant aux très lourdes contraintes qui peuvent peser sur ce genre d'opération), elles ont besoin pour exister de répondre au cadre légal, avec président, trésorier, secrétaire, voire membres. Du coup chacun d'eux a sa propre vision, son propre projet, son désir d'obtenir une part de pouvoir ; ils ne conçoivent pas que l'association puisse n'être qu'une fiction administrative, un outil à usage unique, auquel leur participation se limite à être la caution donnée par une personnalité compétente. Le président, qui doit assurer que soient remplies les fonctions réelles pour lesquelles a été créée l'association apparaît alors à certains comme ayant un comportement autoritaire, et même abusif, car il ne peut pas infléchir le rôle de l'association comme l'entendraient divers membres de son conseil qui ne veulent pas se sentir de simples témoins, certains allant jusqu'à se dire manipulés, bien que les choses soient claires au départ. Et cela crée des tensions, des frustrations. Nicolas me demande, dans cet esprit, de provoquer une réunion de l'association, et de la tenir à Trinité, c'est-à-dire sous l'égide du sous-préfet. On sent là une sorte de vigilance méfiante qui reflète certaines des failles de la société locale.

Un autre chercheur, jeune anthropologue, doit arriver sous peu : [Jean-Jacques Chalifoux](http://classiques.uqac.ca/contemporains/chalifoux_jean_jacques/chalifoux_jj.html), qui se rend en fait en Guyane mais que je vais rencontrer pendant quelques jours ici sur son projet. Aujourd'hui la grève de l'aéroport empêche son atterrissage...

Vendredi 17 mai

8 heures. Visite à nouveau à Maurice Nicolas ; je tiens à éviter qu'il se sente marginalisé, alors que j'apprécie sa compétence et la qualité de ses engagements intellectuels ; la conversation, très détendue, porte sur les échanges France-Québec, auxquels il semble beaucoup tenir. À mesure que je rencontre les uns et les autres, je perçois combien le Québec fascine. Il n'a plus du tout l'image qu'on en avait voilà huit ans, quand j'y suis parti ; on en ignorait alors à peu près tout ; d'ailleurs on parlait du Canada, voire du Canada français, mais pas du Québec, qui n'avait pas d'image propre. L'exposition internationale de l'an dernier a tout changé. Ainsi que cette véritable Renaissance qu'est la « révolution tranquille » : une Renaissance où les arts, les sciences, le rayonnement international, l'essor des aménagements urbains, le développement presque magique des universités et de la recherche, le rayonnement des chanteurs populaires, tout se fait à un rythme qui fascine ici. De plus, on sent que cela se passe du même côté de l'Atlantique, dans une autre aire que celle, éternellement absorbante, d'une métropole européenne, trop sûre d'elle et pas assez prête à l'écoute de la réalité antillaise. Nous devons donner le maximum de chance à des échanges.

[38]

9 heures. À la préfecture, nouvelle rencontre avec le secrétaire général, Claude Silberzahn. Dans tout ce qui concernera Fonds Saint-Jacques, c'est lui qui sera notre interlocuteur à la préfecture. Il sera de fait le préfet pour cette affaire. Il semble ouvert, direct, efficace. Il a reçu copie de la convention, accompagnée d'une lettre du sous-préfet Bachelier faisant diverses propositions sur le marché des travaux : l'architecte Lison doit revoir les plans ; l'installation de l'eau sera à la charge du génie rural ou du syndicat (ce qui demeure en suspens et doit être vérifié). On me recommande de préparer un dossier qui soit prêt dès le retour de Jacques Petitjean Roget, actuellement hors de l'île.

11 heures. Lamentin. Je conduis une étudiante, Suzanne Graham [[26]](#footnote-26), au Lamentin chez mon ami Hermann Perronette [[27]](#footnote-27). Il va s'occuper de son installation, pour qu'elle puisse mener à bien un travail de terrain préalable à sa maitrise d'anthropologie. Elle fait partie de ces quelques étudiants auxquels on a pu ainsi faciliter l'acquisition d'une expérience qui dira, en fonction de son résultat, s'ils sont en mesure de se voir confier des tâches plus importantes. L'enthousiasme de Perronette, sa connaissance du milieu, sa verve, sont si entraînants qu'on se demande comment quelqu'un qui travaille à proximité de lui ne se trouverait pas aspiré par son élan.

16 heures, Trinité. Nouvelle rencontre avec le sous-préfet Bachelier. Il me confirme qu'il a travaillé à l'accord pour la participation d'Antillais au programme de l'office franco-québécois de la jeunesse et qu'il a obtenu pour cela une lettre d'appui du Dr Camille Petit, député de Sainte-Marie. Il m'apprend aussi son prochain départ ; il sera remplacé par M. Bonnet, actuellement en Guyane.

Chaque changement d'administrateur est à la fois un péril et une chance ; on risque de perdre l'appui du précédent à tel aspect qui lui tenait à cœur, mais on peut aussi voir se débloquer ce qui ne lui plaisait pas trop. Mais l'important pour moi est de garder la barre. Comme me le disait Emile Hayot à propos des administrateurs coloniaux, et la leçon est vraiment importante : « Nous, nous en avons vu passer beaucoup. Quand ils sont bons, on travaille avec eux ; quand ils ne le sont pas, on se replie et on attend le suivant ». Leçon sage que je mettrai à profit. Mais ne l'ai-je pas déjà fait ?

[39]

Par ailleurs, M. Bachelier m'informe qu'il a pu régler la question de l'occupant illégal le plus encombrant, puisqu'il loge dans le bâtiment principal et qu'il plante des bananiers sur le terrain de Fonds Saint-Jacques, l'agent des Eaux et Forêts, M. Saline ; le département a trouvé une solution. Les locaux seront bientôt libérés et les travaux pourront aussitôt commencer.

Vers 17 heures je passe au Cercle Martiniquais où je rencontre diverses personnes, puis à 19 heures je me rends à Trinité avec Madeleine Saint-Pierre qui se basera là pour son enquête sur la diglossie créole-français. Je compte beaucoup sur ce travail, qui est ici assez pionnier. Son point de départ sera d'observer dans les conversations de tous les jours le passage alterné du créole au français, puis d'interpréter les ressorts des choix : rapports entre les locuteurs, thème de leur échange, situation sociale où se déroule celui-ci, etc.

Samedi 18 mai

*9* heures. Retrouvaille avec l'Institut Pasteur. Le nouveau directeur, M. Mille n'a pas l'aura de son prédécesseur, Etienne Montestruc, mais c'est un homme gentil, assez efficace bien que ce soit parfois difficile à deviner tant il est souvent vrombissant comme un bourdon, ce qui suscite la moquerie de certains laborantins. Je viens surtout le tenir au courant de ce que j'entreprends ; il semble déconcerté de me voir désormais à une telle distance de mes activités du temps où j'étais chef de laboratoire dans cet institut, et j'ai du mal à accrocher son attention, sauf lorsque j'aborde les questions de pathologie. Manifestement, il est ici « de passage », et comme tant de fonctionnaires, il transporte son univers avec lui. Cela ne l'empêche pas de bien assumer sa tâche, et l'institut semble bien se porter, les bâtiments sont rénovés, une partie de matériel renouvelé. Mais je ne pense pas trouver là un partenaire de recherches futures, sauf si elles sont très biologiques.

13 heures. Déjeuner avec M. Gnesotto, pendant lequel il est beaucoup question de Fonds Saint-Jacques ; à titre amical, il examine le dossier et me donne à nouveau de précieux conseils sur l'aménagement, les devis, les travaux de gros œuvre, même s'il semble évident que nous ne passerons pas par son entreprise.

Dimanche 19 mai

11 heures : visite chez Hermann Perronette au Lamentin, toujours expansif et chaleureux, plein d'anecdotes sur le pays et sur ses expériences de médecin-légiste ; 13 heures : cherché Chalifoux [[28]](#footnote-28) à l'aéroport, retour à 17 heures à Fonds Saint-Jacques, soirée de travail avec Chalifoux. Il s'agit de [40] préciser ce qu'il fera en Guyane, chez les Javanais de Sinnamary, terrain qui peut être difficile quant à son accueil et où il devra déployer attention et diplomatie. Mais le jeu vaut la peine.

Lundi 20

8h10 : départ pour Pointe-à-Pitre. Soirée à La Soufrière où je rencontre un intéressant homme de radio, Cipolin, et M. Sellier, inspecteur général chargé des affaires administratives au ministère des affaires culturelles.

Mardi 21

Arrivé hier à la Guadeloupe, je trouve un télégramme d'invitation du préfet de la Guadeloupe à une réunion demain, présidée justement par M. Sellier.

Mais la journée a été consacrée à un aller-retour aux Saintes où Jean Archambault [[29]](#footnote-29) travaille au projet sur les plus petites îles et en particulier sur les pêcheurs. Nous avons parcouru Terre-de-Haut, et j'ai pu juger de son introduction déjà bonne dans le milieu. Il avait laissé un excellent souvenir de son précédent séjour qui avait été bref mais avait abouti à un excellent rapport préliminaire sur l'organisation socio-culturelle des communautés de pêche de l'archipel des Saintes et des communautés saintoises de la Guadeloupe. Son affabilité, sa façon d'aller au devant des gens, son apparence très simple, même quant aux vêtements, qui lui avait valu à son arrivée à Pointe-à-Pitre le surnom de « Blanc-Matignon », sont des atouts. Il a un regard incisif sur les questions qu'il aborde, et se préoccupe de l'impact social de la modernisation technique de la pêche, qui remet en cause bien des acquis et qui retire une bonne part de leur prestige aux « anciens » face à des jeunes qui se sentent mieux adaptés qu'eux aux nouvelles techniques. Ce travail est prometteur.

Mercredi 22

Basse-Pointe. Réunion à la Préfecture où divers acteurs de la culture ont été invités à rencontrer M. Sellier de façon à recevoir de lui des informations à propos de la préparation du 6e plan. Il y a là, outre Sellier : Cipolin, le Dr Pitat, le vice-recteur Zebus, l'archiviste départemental M. Hervieu, le directeur de jeunesse et sport, Roger Fortuné directeur de l'office du Tourisme et quelques autres que je n'ai pas identifiés. Le ministère soutient les initiatives locales et insiste sur l'importance de l'origine locale des projets dont il est [41] en mesure de subventionner une partie. Par exemple, il subventionne à 30% les musées. Roger Fortuné souligne l'intérêt qu'aura à ce propos la section locale des ATP en particulier pour pratiquer un inventaire des traditions et des objets, en vue d'expositions ou d'un musée qui, en plus de son intérêt pour les Guadeloupéens, retiendra l'attention des touristes.

Vu ensuite la librairie « Les beaux livres » puis la Librairie populaire. Cela permet de mettre au point le mode de distribution de nos publications. Nous devons être attentifs à les rendre très accessibles, car c'est dans la logique du Centre de rediffuser dans le public ses travaux, qui le concernent au premier chef. Et il est nécessaire que les publications se vendent bien. C'est la condition essentielle pour être libres aussi bien quant aux thèmes que quant aux délais : l'autofinancement doit donc être le cap à maintenir pour tout ce qui est publié directement par le Centre. Les libraires sont d'accord pour procéder par dépôts, que nous ferons directement lors de visites en profitant des travaux des uns et des autres ; je suivrai les dépôts et les ventes et je participerai régulièrement aux visites de librairies, à la Guadeloupe et à la Martinique.

Repas de midi avec Cipolin. Journaliste, homme de culture, il est un appui précieux par son réseau de relations, par ses conseils et par l'enthousiasme qu'il met à nous aider ; il y avait aussi le vice-recteur Couillerot, le chef de cabinet du préfet Larpenteur, le directeur de l'école normale Zebus. Nous mettons au point la réunion de jeunes chercheurs des Antilles, qui fait suite cet été à celle tenue l'an dernier à Trinidad. Je précise qu'il s'agit d'étudiants des universités West Indies, Montréal, Me Gill, Colombia (N.Y.) et Brandeis (Boston) qui font un premier bilan de leurs recherches anthropologiques récentes ou en cours dans la Caraïbe. Accord définitif de principe pour tenir la rencontre, qui durera 4 jours, dans les locaux de l'Ecole normale. La collaboration de M. Zébus est très chaleureuse et on sent qu'on peut compter sur lui.

Pris le café chez Dr Pitat [[30]](#footnote-30). Insiste sur l'intérêt de voir l'Université de Montréal s'occuper aussi de la Guadeloupe et regrette que ce soient toujours les Martiniquais qui suscitent de telles initiatives, alors que l'intérêt pour cela est grand en Guadeloupe, et que des recherches sont nécessaires pour qu'elle se connaisse mieux elle-même ; je lui réponds, sans mentir du tout, que la base de la Martinique ne sera pas le siège de travaux portant exclusivement sur la Martinique ; le but est bien différent. Il s'agit de cristalliser en un lieu-carrefour ce qui sera programmé tout autour. Les travaux en cours actuellement à la Guadeloupe, plus nombreux et plus divers que ceux faits à la Martinique, le montrent d'ailleurs bien.

[42]

Sur l'initiative d'Huguette Dagenais [[31]](#footnote-31) que son travail de dépouillement d'archives fait souvent séjourner à Basse-Terre, rencontré Madame Adeline, qui a une position très forte dans la quête des traditions folkloriques guadeloupéennes. Même si elle est contestée pour un certain archaïsme de sa pensée, un certain conformisme face à l'état actuel de la société, elle n'en joue pas moins un rôle essentiel. Au milieu de toutes ses activités culturelles, elle trouve le temps de s'occuper d'échanges entre jeunes Canadiens et jeunes Guadeloupéens. Elle a créé un foyer d'accueil pour de jeunes Canadiens en échange avec un site comparable à Saint-Frédéric, et elle nous assure de son concours si nous le souhaitons.

Retour en autobus à Pointe-à-Pitre pour une nuit dans le cadre et l'environnement assez sinistre du Grand Hôtel.

Jeudi 23

10 heures. Visite de l'école normale avec M. Zebus puis 11 heures visite au vice-recteur, 13 heures départ pour Saint-Barth, via Saint-Martin. Bloqué à Saint-Martin. Nuit à l'hôtel Grand Saint Martin à Marigot. Visite au sous-préfet, rencontre avec le curé très hollandais de Marigot à qui j'expose nos projets, qui ne semblent pas du tout l'intéresser.

Vendredi 24

7h30. Arrivée à Saint-Barth, où je loge à Gustavia, dans ce petit hôtel qu'a fondé Toc-toc [[32]](#footnote-32)avec l'argent qu'il a reçu de la vente de son beau terrain à David Rockefeller, l'hôtel de la Presqu'île. Je suis allé contacter la mairie à propos du travail de dépouillement des archives paroissiales que nous reprenons pour la recherche de génétique des populations. Je signale la présence de nos chercheurs. L'accueil est très positif, surtout quand je mentionne les débouchés en matière de santé.

Toujours la même impression en revenant à Saint-Barth : le bien-être de me sentir comme enveloppé par les collines et par la mer, le bien-être aussi d'une forme de silence qui semble antérieur à l'ère des moteurs, malgré les quelques autos de l'île et les bateaux à moteur qui viennent dans le port depuis qu'on a fait un quai. Mais ce ne sont que de brèves taches sonores posées sur le fond d'un silence que traversent les vagues, le vent et quelques voix humaines. Ce bien-être est celui que devait sentir le Petit Prince sur sa [43] planète. L'île est un peu à distance du reste de la terre, sans toutefois l'avoir tout à fait quittée. Ici, on se sent inaccessible, donc invulnérable ; il n'y a plus d'urgences. Du moins en va-t-il ainsi pour le voyageur.

Mais la voix du monde retentit bien fort aujourd'hui : j'ai écouté le discours pas très convaincant de de Gaulle, qui semble vouloir reprendre les choses en main mais qui a perdu son charisme ; j'étais sur le bord du port, dans cette zone presque déserte qui est au pied de la ruine des grands magasins suédois ; seul avec mon petit transistor, à la nuit tombante. Contraste avec les troubles de Paris, avec le désarroi de de Gaulle. J'ai eu un moment l'impression que je vivais à une époque antérieure à la nôtre, et que ce que j'entendais dans le transistor venait d'une machine à explorer le temps, qui me parlait de ce qui se passerait dans un futur lointain. Charme de ce décalage, où l'emprise de l'île est comme l'emprise du rêve. Le bien-être de Saint-Barth, n'est-il pas de recevoir le bruit du monde comme s'il était celui de quelque autre planète, de quelque autre temps ?

10 heures. Il faut cependant travailler au dépouillement des archives de façon que la généalogie soutienne ce que donne l'état-civil contemporain. Je pense parvenir ainsi à préciser la structure génétique de l'île, donc comprendre la répartition des écarts de fréquence de certains gènes normaux (ABO) ou pathologiques (dans la mesure où la surdité relevée ici chez tant de gens a un support génétique discernable). Le travail de dépouillement d'une partie des archives paroissiales de l'île est confié à Dorothée Bertrand [[33]](#footnote-33). Elle s'occupe de la paroisse de Lorient, dont le curé, le Père Jaouen, est très coopératif. Je la rencontre ; elle travaille sérieusement, en commençant le relevé par l'année 1860 et en remontant jusqu'à nos jours. Nous réglons quelques questions techniques, de couleur des fiches, de numérotage des sujets. Mais cela semble bien aller. Par contre elle a des difficultés de déplacement car il y a pas mal de kilomètres à faire pour retourner à son logement ; envisager l'achat d'un vélomoteur.

Soir. Visite à Corossol chez Philippe Magras. J'aime beaucoup cet homme et sa famille. Il a été pêcheur toute sa vie, et il a élevé ses enfants dans une jolie petite maison, au bord de la route qui descend au minuscule port de Corossol. Nous évoquons le début des années 1960, quand je venais chez lui avec Jean Morice [[34]](#footnote-34). Excellent connaisseur des poissons et de leur [44] répartition, Philippe était l'un des plus précieux collaborateurs de Morice, un de ceux qui, parmi les pêcheurs, avaient le mieux compris la fonction du chercheur : aider à identifier les poissons rendus toxiques de façon à permettre un tri qui redonnerait confiance dans le poisson péché dans les eaux voisines. Car si les Saint-Barths sont prêts à prendre pour eux-mêmes des risques d'empoisonnement en mangeant leur poisson, ceux auxquels ils pourraient le vendre réagissent bien plus négativement et la mévente, voire des interdictions de vendre, bloquent sérieusement l'essor de la pêche, qui reste pour le moment (en attendant le tourisme si souvent invoqué) l'une des principales ressources de l'île (avec le commerce du port franc). Beaucoup de gens ici, et même certains médecins de passage, attribuent à l'empoisonnement par les poissons toxiques la surdité si fréquente dans l'île. On cite divers cas où elle serait apparue en même temps que les symptômes, souvent très spectaculaires, de l'empoisonnement.

Il y a toutefois de bonnes raisons d'en douter. Bien des sourds n'ont jamais été empoisonnés, et du coup on cherche un traumatisme dans leur passé (opération chirurgicale, accident, intoxication alimentaire) pour expliquer leur surdité. Tout semble se passer comme si on cherchait avant tout à faire de chaque cas le résultat d'un accident, dans un effort collectif, certes inconscient, pour ne pas s'orienter vers l'hérédité et la consanguinité. Cela méritera des investigations pour lesquelles nous ne sommes pas équipés.

Au soir, visite à l'Anse des Cayes. C'est d'abord le plaisir de revoir Eugénie Gréaux, veuve désormais de Jean-Louis, avec qui j'ai passé tant de soirées à évoquer ses navigations quand il était à bord du yacht d'un riche américain, au long des côtes de l'Alaska ou en Polynésie. Elle est toujours souriante, et douce, tout en gardant la vigueur qui lui a permis de surmonter bien des difficultés dans une vie dont elle m'avait conté certains déboires. Je dois préparer mon retour ici pour un temps plus long car Saint-Barth est une société fascinante ; Eugénie m'indique que la maison voisine qui appartient à son frère Adrien serait bientôt à louer. On peut aussi aller à Lorient où l'hôtel *Autour du Rocher* propose la pension pour 180 $ par mois.

Je suis frappé de voir combien les gens d'ici ont gardé l'inquiétude que j'avais décelée quand je faisais le remplacement du Dr Hourtiguet en 1961 : une véritable obsession de la maladie, surtout chez les femmes, même si par ailleurs elles sont capables d'être dures au travail. Mais les faits sont là : il n'y a qu'un seul médecin, pas de dentiste, pas d'hôpital ni de pharmacie. Il faut évacuer par avion d'urgence tous les cas graves, il faut aller à Pointe-à-Pitre pour tout examen spécialisé. Et on tremble aussi de voir partir le médecin en place ; toutefois, pour le moment, celui qui est ici, Edgard Weil, semble unanimement apprécié. D'ailleurs, le bruit court que les Suédois seraient prêts à financer hôpital et véhicule si un médecin venait s'attacher [45] à cet hôpital. Je ne sais ce qu'il y a de vrai, car la Suède est souvent ici un recours mythique...

Demain, retour à Montréal.

\*  
\* \*

17 juin, Montréal

Le maire Mercan m'informe par une lettre datée du 10 juin que « *[l]a commission Départementale du Conseil Général a approuvé les conventions à passer avec l'association du Fond Saint-Jacques et l'Université de Montréal. Ce n'est maintenant qu'une affaire de signature »*. Voilà : la voie est libre ! Le vrai décideur martiniquais a tranché, et le reste n'est effectivement qu'une question de signature pour entériner les modalités d'application de cette décision. Je vais rapidement prendre quelques mesures - je ne sais pas encore lesquelles - pour affirmer notre présence.

Mardi 25 juin

Nouveau voyage pour encadrer les chercheurs et concrétiser mes projets. Départ de Montréal à Uh20 par Air Canada ; à New York : Air France vers Pointe-à-Pitre.

Dès l'arrivée je trouve à l'aéroport Denise et Raphy Gréaux [[35]](#footnote-35) avec qui est J.-M. Philibert [[36]](#footnote-36). Dîner au Grand Gousier. Soir : premier tour d'horizon avec Philibert ; je lui ai proposé un sujet qui me semble important. Il existe en effet une forte migration de Marie-Galantais vers Pointe-à-Pitre. Dans l'esprit de beaucoup d'entre eux, il s'agit d'une étape sur la voie migratoire vers la métropole, mais cette étape peut durer longtemps, voire constituer un aboutissement. Ils occupent une place assez difficile dans la ville, où leur image est souvent négative. L'intérêt d'étudier cette micro-migration est de pouvoir en suivre de très près le cheminement, le développement et l'évolution. Nous mettons en même temps en marche un travail à Marie-Galante, avec deux étudiants, Nicole Pariseau et Georges Létourneau, qui résideront dans des zones de réaménagement foncier. Le travail de J.-M. Philibert entre en résonance avec ce programme, la migration étant l'une des voies que [46] peuvent suivre les Marie-Galantais, car les projets de développement ne peuvent combler toute la population.

Mercredi 26 juin

Le matin, entrevue avec M. Zébus, qui me confirme que l'école normale nous sera ouverte à partir du 1er août pour que nous puissions y accueillir les premiers arrivants des autres îles et préparer la session interuniversitaire de notre programme de formation par la recherche. Comme toujours, il est très ouvert, très aimable, aussi peu administratif que possible. C'est fort agréable. Tout marche bien aussi avec Roger Fortuné, qui, dans ses fonctions à l'Office du tourisme organise divers aspects du séjour et quelques festivités. La Chambre de commerce semble prête à assumer une réception.

Tout l'après-midi à Morne-à-1'Eau, pour travailler avec Huguette Dagenais qui est efficace et méticuleuse dans son travail sur la plantation et l'usine de Gardel. Elle est au cœur de nos études sur la plantation et son évolution, et elle a su récolter des données précises et riches ; elle semble avoir noué sur place des relations confiantes, mais la question financière se pose, et il faut trouver sans faute des moyens complémentaires pours ses frais, en particulier ses déplacements.

Jeudi 27 juin

7 heures. Départ pour Fort-de-France. Toute la matinée et l'après-midi rencontres diverses : entretien avec Madeleine Saint-Pierre sur son projet linguistique à Trinité puis visite, très positive, à la sous-préfecture. La librairie antillaise réclame des exemplaires de *Sociétés antillaises.* Le soir, bilan avec Jacques Petitjean-Roget, avant mon départ du lendemain.

Vendredi 28 juin

14h40. Arrivée à Cayenne. Je retrouve avec plaisir l'air humide mais non salin de la Guyane ; j'aime depuis toujours l'ambiance de la forêt tropicale, sans bien savoir comment cet amour m'est venu. Quand j'étais à peine adolescent j'allais déjà m'y plonger en passant de longs moments dans les serres tropicales du Parc de la Tête d'Or, à Lyon, et je rêvais de vivre sous ces tropiques. Là, je me sentais bien ; je palpais les feuilles de bananiers, je regardais à terre la foison de plantes à fleur, et il me semblait que les grands palmiers (ou cocotiers ?) vibraient au vent. Les quelques semaines de séjour à Sinnamary en 1961, quand, pour connaître la Guyane, j'y ai assuré le remplacement du médecin, avaient confirmé cet attrait, malgré les moustiques et un travail aux conditions difficiles. Je couvrais alors un vaste secteur, étant seul médecin de Kourou à Iracoubo, mais assisté d'une excellente sage-femme et d'une infirmière. Mille projets de recherche en Guyane [47] venaient me hanter, mais je n'avais alors ni le temps ni les moyens d'en amorcer même un seul.

Mais cette fois, çà y est : je ne reviens pas comme médecin ; il s'agit de participer au démarrage de la recherche de Jean-Jacques Chalifoux parmi les Indonésiens de Guyane, en retrouvant les relations que j'avais nouées avec leur leader, Papa-chef en 1961.

Dimanche 30 juin

Nous avons passé deux jours très efficaces avec J.-J. Chalifoux. Les Indonésiens, des Javanais, sont une petite communauté qui demeure sur quelques hectares à Sinnamary ; ils ont installé un village et des rizières sur ces terrains que le département leur a concédés. Ce sont des couples d'âge moyen, ayant un nombre assez limité d'enfants. Tous sont musulmans, sauf le chef du village, Papa-chef qui est hindou. Il sont là de leur propre initiative : venus du Surinam, ils ont quitté ce pays lors de la chute, en Indonésie, de Sukarno, auquel ils entendaient demeurer fidèles, à la différence des autres Indonésiens du Surinam, ce qui les mit en conflit aigu avec eux et les poussa à partir. Leur présence est bien acceptée car elle permet de tester le possibilité d'un développement de la riziculture, qui, très présente au Surinam, est absente de Guyane.

Papa-chef et sa femme nous accueillent chaleureusement ; ils se souviennent bien de moi, quand je les avais soignés pendant mes quelques mois à Sinnamary, et ils nous logent chez eux. Passé beaucoup de temps avec Chalifoux pour la mise au point de son travail. Le thème ultime à traiter est à peu près le suivant : au Surinam, les Indonésiens résistent à une assimilation dans la population générale et maintiennent fermement leur identité d'origine ; ils l'affirment et la démontrent. Une chercheuse hollandaise, Anne-Marie de Wall-Malefijtt, qui a étudié leur groupe, en conclut à une véritable résistance face à la société surinamienne, à un refus de fusion [[37]](#footnote-37). Constatant que Surinam (même par les symboles de son drapeau national) est explicitement multiculturel, je me suis demandé s'il en irait de même en Guyane quant à ce refus, dans une société régie par de tout autres principes, dans le cadre de la législation et des pratiques « républicaines » de la France assimilatrice. On peut en tout cas poser d'emblée que le contraste sera grand entre les Javanais de Guyane française et ceux, voisins, du Surinam. Il y a certes les conditions différentes d'immigration, mais surtout le contraste entre les deux sociétés d'arrivée. Au Surinam, les arrivants, dans un système résolument pluraliste, sont avant tout ethnicisés, identifiés à un groupe qui les capte et les retient ; la pression extérieure conforte les tendances centripètes du groupe ; en Guyane française, même si le cloisonnement [48] ethnique est loin d'être absent, la loi et les structures administratives ont pour effet, voire pour but, d'éroder ce qui est communautaire pour mettre au premier plan les choix individuels et pour permettre aux individus de s'affranchir du communautarisme sur lequel elles exercent un pouvoir dissolvant. Qu'en ira-t-il pour un groupe aussi allogène et aussi cohérent que celui des Javanais ?

La tâche de Chalifoux est d'amorcer les observations ; on ne pourra pas conclure car il faudra plusieurs années pour suivre le devenir de cette petite communauté. Cela on le verra plus tard. Je lui demande donc de faire une monographie, centrée sur l'organisation sociale et l'identité du groupe, qui soit une sorte d'état des lieux au point de départ. Ce soir j'ai eu le sentiment que tout est en place. Reste à voir ce que cela donnera [[38]](#footnote-38). Demain nous partirons pour deux jours au Surinam.

Vendredi 5 juillet

Retour du Surinam, où la visite a finalement été essentiellement touristique. Pas de contacts pris sur place. Après une soirée d'hier assez morose à Cayenne, dans la sensation de moisi d'un petit hôtel, je profite de mon passage pour me rendre à l'Institut Pasteur. J'avais connu quelques années auparavant son directeur de l'époque, le Dr Floch, un homme qui avait marqué la Guyane par sa lutte contre la lèpre. Ce problème est maintenant largement jugulé. Son successeur, le Dr Sérié a réorienté l'Institut vers la recherche sur les virus, aux Antilles et dans les bassins de l'Orénoque et de l'Amazone ; la question est immense, et elle implique l'insertion de l'Institut dans un réseau américain. Tout cela est bien plus ambitieux que ce que faisait Floch, et il semble qu'on se dote des moyens pour réussir. Nous parlons du Centre de recherches caraïbes. Ce qui l'intéresse est ce qui a une incidence sur les pathologies virales et infectieuses ; peu de sensibilité aux dimensions sociales et culturelles de la maladie. Il est certain que si la lèpre y sensibilise, les viroses ne le font pas, et que le travail sur elles est fondamentalement biologique et écologique.

Le soir, de retour à la Martinique où je trouve Gilles Lefebvre, et où demain je dois revoir Josy Lévy et faire le point sur son travail.

Dimanche 7 juillet

Visite Sainte-Luce et Diamant avec Gilles Lefebvre. Discussion poussée sur Fonds Saint-Jacques : sa structure, l'organisation de la direction à Montréal et à la Martinique, mon projet de publication à plusieurs niveaux (des livres universitaires, des travaux originaux publiés sous forme de petits [49] volumes, des documents pour un public plus large). Nous évoquons la composition que pourrait avoir le conseil de direction du Centre. Gilles accepte d'y participer.

Dimanche 14

Je retourne demain à Montréal ; toute la semaine a été prise par de multiples entretiens et déplacements vers Fonds Saint-Jacques afin de me permettre de bien établir le dossier que je présenterai à Montréal. J'ai pu aussi retourner à Grand'Rivière sur le terrain de Joseph Lévy ; il faudrait qu'il concentre son attention sur cette grande propriété familiale, mais ce ne sera pas facile. S'il n'y arrive pas, qu'il se lance dans une monographie de ce village assez isolé, et où les rôles sociaux sont assez aisément mis à nu.

Reçu divers avis et conseils sur les travaux de recherche, de Mario Mattioni puis de Jacques Petitjean Roget. Nous avons aussi fait avec l'architecte Lison un tour d'horizon des travaux à faire à Fonds Saint-Jacques. Nous avons établi les étapes nécessaires, depuis la première mise hors d'eau en se concentrant sur le foyer, puis la reconstruction des cellules et de la cuisine jusqu'à une restauration complète, qui nous dépasse. J'ai discuté avec l'entrepreneur qui assurera les travaux, M. Edmond.

Et surtout, ce dimanche, Jacques Petitjean Roget m'annonce que le bail entre le Conseil général et l'association est signé. Je peux partir : la route est libre. Cela confirme mon intention, en attendant la mise au point définitive de l'accord entre l'université et l'association, de faire commencer une forme d'occupation des lieux. Même s'ils sont peu habitables, il serait bon de ne pas attendre.

\*  
\* \*

À Montréal j'obtiens sans mal la possibilité d'engager aussitôt un premier résident pour six mois. Ce sera un étudiant en anthropologie, connaissant les Antilles et en train d'achever son mémoire, André Corbeil. Il aura avant tout à prendre contact avec le milieu environnant, à marquer notre présence, à rassurer les habitants du quartier et à participer à une première étape de la restauration des lieux, si les moyens promis localement arrivent. Ce premier résident doit marquer par sa présence que nous prenons notre contrat au sérieux, mais le Centre à proprement parler n'a encore aucune activité directement basée à Fonds Saint-Jacques, tout étant soit fort détérioré et à peine habitable, soit à l'état de ruine.

André Corbeil avait participé cependant aux recherches de Centre depuis un an, car il avait fait partie du premier groupe d'étudiants de l'université de Montréal engagé dans le programme du consortium que nous [50] avions fondé avec Me Gill et diverses universités des USA. Il s'était préparé pour participer au travail sur les activités de pêche, et je lui avais proposé de se baser à Saint-François, en Guadeloupe, où la pêche pratiquée par des locaux rencontrait celle que venaient faire des pêcheurs saisonniers des Saintes, qui séjournaient quelques mois sur la cote guadeloupéenne cependant que d'autres Saintois se rendaient à Gustavia, sur l'île de Saint-Barthélémy.

Je revois parfois, avec un certain remords, la façon dont je l'ai installé sur son terrain de recherche. Je l'avais conduit en voiture à Saint-François où, l'abandonnant sur la place qui est devant l'église, je lui ai dit : « Je reviens ce soir vers 18 heures. On se retrouvera ici. D'ici là tentez de vous trouver un logement, et de réfléchir à la façon dont se déroulera votre séjour ». Je le vis hésiter sur la direction à suivre, puis choisir celle de la mer. A mon retour, il était triomphant ; bien accueilli dans un petit café en tôle qui se trouvait sur la plage « des Raisins clairs », il y avait trouvé pension, et déjà rencontré plusieurs pêcheurs.

C'est à cet épisode que je pensai quand, cherchant à qui proposer ce premier poste de résident, je me tournai vers lui. Ce qu'il avait à affronter serait peut-être plus difficile mais moins angoissant que ces premiers pas dans un monde qui lui était alors inconnu.

\*  
\* \*

31 juillet

Pointe-à-Pitre. Arrivées pour le symposium interuniversitaire. Accueil à l'aéroport, dîner avec les collègues des West Indies. Nous commençons demain. Une petite réunion nous a permis de tracer rapidement le programme. Je suis assez fier de pouvoir les accueillir dans cette école, qui est propre, bien située et dont les locaux sont de bonne qualité. Nous serons près du centre ville que les étudiants étrangers seront heureux de fréquenter.

8 août

La semaine a été intense. Huit professeurs et soixante étudiants venus des universités de Montréal, Columbia, Me Gill, California Los Angeles, Brandeis, West Indies (Trinidad et Jamaïque). Quelques participants guadeloupéens, mais pas institutionnels. On espère que de plus en plus le monde académique se développera ici. Présentation de la Guadeloupe par quelques jeunes guadeloupéens. Longues journées d'exposé des travaux des uns et des autres. C'est très disparate, et nos étudiants supportent très bien la comparaison avec ceux des grandes universités des USA. Je suis assez fier d'eux. [51] Pour mémoire, je relève ici leurs noms. À la réunion précédente, l'an dernier, ils n'étaient que deux, Jean Archambault et Micheline Labelle [[39]](#footnote-39). Cette année, André Corbeil et Claude Bariteau, qui seront rejoints sur le terrain par ceux qui participeront à la prochaine rencontre : André Laplante, Lise Pilon, J.-J. Chalifoux, Huguette Dagenais, Serge Larose, Madeleine Lefèvre, Joseph Lévy, Nicole Pariseau et Jean-Marc Philibert. C'est la Fondation Ford qui, sous la gestion de Vera Rubin, soutient financièrement ces rencontres.

Reste cependant un sentiment complexe. Quand nous somme à Trinidad ou la Jamaïque, je perçois surtout les ressemblances, la « caribeanité » des choses, des lieux et des gens. Quand la rencontre se passe ici, c'est la différence qui me frappe. D'abord la question de la langue. Nos visiteurs sont perdus avec le français, alors que nous balbutions tous plus ou moins l'anglais. Ils sont en même temps frappés de la présence de la France, de l'Europe, et plusieurs me font la remarque du caractère étranger à la Caraïbe d'une bonne partie de ce qu'ils voient, des comportements des gens, des constructions, de la télé, etc. Cela vient surtout des étudiants originaires des West Indies ; les Américains ont plutôt tendance à percevoir comme typiquement guadeloupéen ce qui est souvent très « français », mais qu'ils ne connaissaient pas avant de venir.

Il y a chez tous un rejet profond des traces coloniales, voire une certaine déception de ne pas sentir plus de révolte contre une situation qu'ils jugent comme typiquement coloniale. Cela a plusieurs fois affleuré dans les débats. Un enseignement, en tout cas, à ne pas négliger dans nos recherches : bien tenir compte de la force de l'impact de la France depuis la départementalisation, de son infiltration au cœur du plus intime de la société, et savoir lire le résultat de cet impact comme une fusion parcourue de tensions internes plutôt que comme une simple juxtaposition ainsi qu'on a parfois tendance à le faire. Fusion qui, malgré ses bénéfices, a pour bien des Antillais un coût masqué, mais le statut semble avoir lancé pour longtemps ces îles sur cette trajectoire.

Nos étudiants sont partagés, mais, en tant que Québécois, ils sont très sensibles à tout ce qui ressemble à un pouvoir extérieur posé sur une population, un pouvoir qui véhicule des valeurs en grande partie étrangères et qui de ce fait rend chacun quelque peu étranger dans son propre pays.

[52]

Samedi 14 décembre 1968

Cette fois, nous allons sérieusement décider de l'aménagement des lieux. Je suis venu en mission à la Martinique avec Jean Gratton [[40]](#footnote-40). Il a une fonction capitale à l'université de Montréal, où il est responsable de l'ensemble du service, considérable, des bâtiments et terrains. C'est de lui que dépendra l'allocation budgétaire que j'espère recevoir, hors actions de recherche proprement dites, pour tout ce qui couvrira les frais matériels d'entretien des lieux. J'escompte ainsi disposer, comme cela se passe à l'université elle-même, d'un budget séparé « bâtiment et terrain » qui permettra entretien et aménagements. Il faut pour cela qu'il puisse bien connaître les bâtiments, et qu'il soit, je l'espère, conquis. Dès que notre installation est finie nous allons à Saint-Jacques pour une première visite, et je sens avec soulagement un grand enthousiasme chez lui. Son caractère ne le porte ni à tergiverser, ni à dissimuler ses impressions ; c'est un grand atout ici où il importe d'être chaleureux. Très ouvert à tous, Jean Gratton plaît d'emblée à ceux qu'il rencontre. Mais je comprends vite qu'il sera aussi un administrateur exigeant, ce qui est important en raison de la distance et des risques d'ambiguïtés dans la gestion d'un dossier qui passera par plusieurs mains.

Dimanche 15 décembre

Nous allons longuement à Fonds Saint-Jacques, où nous retrouvons Nikita Kasmine qui a pour métier des aménagements d'intérieur, et qui aimerait bien travailler pour Fonds Saint-Jacques, sans se rende compte de l'exiguïté de nos moyens financiers. Jean Gratton prend beaucoup de notes, me demande diverses explications, mais ne remet jamais le projet en question.

Lundi 16

Retour à Fonds Saint-Jacques. Je veux que tout soit prêt à démarrer désormais et je prends l'initiative de m'engager avec l'un des occupants qui seront relogés, M. Copel, qui sera chargé du jardin et de l'entretien des locaux dès que tout sera en place. Mais déjà, grâce aux subventions de la Mairie de premiers dégagements ont été entrepris dans la cour dont la perspective commence à s'ouvrir. Début d'après-midi, je me rends au Conseil général reparler du projet avec deux des conseillers qui le soutiennent le plus : Jean Bally, du Carbet et Forestal, de Grand Rivière. Le contact est très chaleureux ; ces élus « de droite » sont au moins aussi positifs que ceux de gauche ; je ne m'appesantis pas sur les raisons de ce consensus, et sur les [53] attentes qui le fondent. Pour le moment, il s'agit de maintenir l'enthousiasme. À la préfecture, le dialogue est également très agréable, avec Claude Silberzahn ; il incarne un type de grand administrateur tout à fait remarquable, par la clarté de ses vues et sa capacité à structurer ce qui doit être fait. Après un tour d'horizon qui synthétise bien tout ce qui concerne Fonds Saint-Jacques, il m'annonce une subvention 185.000 F pour les travaux de gros œuvre du bâtiment de Fonds Saint-Jacques. Il laisse entendre que, si tout se déroule bien de notre côté, on peut espérer une seconde tranche qui sera destinée à la réfection du terrain et de l'environnement de façon à ce que le lieu soit au plus tôt valorisé pour des visites touristiques. Atout immense que j'aurai à mon arrivée à Montréal et qui doit lever là-bas les dernières restrictions mentales à l'apport d'une participation financière respectable de l'université.

Mardi 17

À Sainte-Marie je fais le point avec Mercan et Lison, dont les plans sont acceptés. Puis dîner avec Anca Bertrand. Sans vouloir me décourager, elle me met en garde contre un excès d'optimisme. Crainte systématique, ou résultat de son expérience ? Elle m'affirme que tout semble facile au début ; chacun s'enthousiasme, promet son aide, et les obstacles semblent tomber un à un. Puis c'est l'enlisement. Pas l'hostilité agressive, mais l'inertie, dont on ne parvient pas à savoir si elle tient à de la négligence ou à une forme silencieuse d'obstruction. Alors le projet piétine, puis ceux qui l'avaient promu se lassent et se détournent, laissant quelques ébauches, sans grand avenir. Je la rassure sur ma ténacité et sur celle des Québécois et elle m'assure que nous pouvons compter sur elle.

Mercredi 18

*9* heures. Nouvelle rencontre avec le maire Mercan, au conseil général, cette fois autour de questions très concrètes : disponibilité de l'eau, réfection d'une partie de la route d'accès, règlement à l'amiable du départ des occupants illégaux. Nous tenons à ce sujet à ce qu'il n'y ait aucune expulsion, aucune contrainte, car ce serait bien mal compris du quartier où nous serons installés que de prendre ainsi la place des gens ; il faut au contraire que cela soit couplé avec une opération d'amélioration de l'habitat [[41]](#footnote-41).

Demain, départ pour Montréal, avec une escale à Antigua. Tout est maintenant possible : les travaux de terrain sont bien en place ; le texte du bail entre l'association et l'université est prêt, et porte sur une durée de quinze années renouvelables ; je le présenterai au vice-rectorat à la recherche à Montréal. Après les visites de Paul Lacoste puis de Jean [54] Gratton, et l'attitude très positive de Maurice l'Abbé, l'accord de l'Université est acquis et, en fait, nous avons déjà commencé à travailler sur place ; Fonds Saint-Jacques va sortir de l'oubli, devenir un lieu beau et vivant, et notre recherche, en y étant ancrée, deviendra peu à peu, je l'espère, une part du patrimoine antillais tout autant que le sont les lieux.

[55]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 3

INTERLUDE : REGARDS  
SUR FONDS SAINT-JACQUES

[Retour à la table des matières](#tdm)

Ce que nous avions entrepris attira l'attention de bien des gens. Les uns étaient surtout sensibles à l'effort en vue de sortir Fonds Saint-Jacques de l'état de délabrement qui le conduisait inéluctablement à disparaître, les autres s'intéressaient plus aux activités de recherche. Le fait que des Québécois soient à l'origine de tout cela ajoutait un certain exotisme aux visiteurs, et l'attrait que beaucoup sentaient confusément pour le Canada cristallisa à cette occasion. Il y eut aussi quelques-unes de ces réactions de repli que peut susciter le chauvinisme ; appuyées souvent sur l'inaction, elles font partie de l'environnement de toute entreprise, mais cela ne posa aucune entrave.

Je reçus bien des lettres, et les témoignages les plus positifs ne manquèrent pas. Je ne retiens ici que quelques uns des plus significatifs. Plus qu'un encouragement, ils étaient la caution et la confirmation de la nécessité de la tâche que j'amorçais.

Une lettre reçue de Gilbert Gratiant [[42]](#footnote-42), du 29 décembre 1966, disait bien les attentes de certains intellectuels qui voient dans la recherche des anthropologues un aliment pour leur engagement :

« Un monde de réflexions se trouve suscité par la lecture des études et enquêtes que vous présentez. La nécessaire aridité scientifique des pages lues se révèle d'avantage aux yeux de tel, qui, comme moi, voit cette même réalité antillaise en poète de fait, et en romancier (en puissance), en militant politique et en Martiniquais de vieille souche (je devrais employer le pluriel).

« Deux ou trois remarques en passant. À mon sens une étude spéciale devrait être réservée aux modifications profondes du type humain, du métissage, des mœurs et de la culture déterminées par l'appartenance des îles à des métropoles très différentes, au point que cette appartenance qui semble secondaire, dans bien des cas prend le pas sur les constantes [56] de la civilisation de la « plantation ». Entre Guadeloupe et Martinique, Trinidad et Porto-Rico, me semble-t-il (bien que je connaisse à peine ces deux dernières îles), les différences sont assez considérables pour contrebalancer les obligatoires similitudes. Cet état de choses retentit dès maintenant sur toutes sortes de facteurs actuels et est propre à influencer plus encore le proche avenir. Il faut se demander par exemple pourquoi des partis communistes importants existent à la Martinique et à la Guadeloupe et pas à la Barbade, pourquoi les îles françaises sont à la fois des Départements français mais aussi, malgré cela, des colonies « demeurées » ; pourquoi l'éventuelle autonomie, et un jour l'indépendance, de ces dernières, contrairement à ce qu'on voit d'autres Antilles assez engagées dans la voie du néo-colonialisme, ont des chances de les conduire à la voie socialiste du développement, ce qui n'ira pas sans retentir sur tout, y compris sur la réalité raciale des populations, sans parler des mœurs et de la culture ; pourquoi le vaudou est vivant à Haïti et inconnu à la Martinique, etc.

« Une autre réalité qui devrait retenir l'attention du groupe de chercheurs et de savants que vous constituez, c'est celle de l'existence du « créole », langue que nous avons vu se former sous nos yeux et qui à mon avis ne correspond pas du tout au « broken english » des ex-colonies anglaises ou à l'anglais populaire des Noirs Américains - mais serait plutôt la dernière née des langues romanes, langue originale, qui fait de la Martinique un pays authentiquement bilingue.

« Un autre trait enfin qui me semble digne d'intérêt, c'est celui de la coexistence, à la Martinique, de ce phénomène extrêmement intéressant au point de vue social (je dis intéressant) du Béké martiniquais, ou Blanc créole, et de la bourgeoisie mulâtre [[43]](#footnote-43) de nos pays et la facile intégration de celle-ci dans la vie métropolitaine. »

Georges-Henri Rivière [[44]](#footnote-44), dans un rapport du 19 avril 1968, commente un entretien avec Jean Benoist :

[57]

« B., à l'aide des ressources obtenues de son Université, a installé en Martinique un « groupe de recherches caraïbes de l'université de Montréal », dit aussi « Centre culturel et scientifique du Fort Saint-Jacques *(sic)* ou Fort Labat *(sic) »*. S'aidant de l'intervention de M. le Dr Camille Petit, député de la Martinique, Gérard Telle, représentant de la Martinique au sein du Conseil économique et social et Sorlin, architecte en chef des monuments historiques (France), il a obtenu que ce monument soit loué à l'université de Montréal par le Conseil général de la Martinique ; onze chercheurs et boursiers canadiens y travaillent déjà, autour de programme ethnologiques concernant par exemple la comparaison écologique des villages de pêcheurs, la réforme agraire de Marie-Galante, et la grande plantation. Les premiers résultats scientifiques qu'il me communique sont impressionnants, les premières publications sortiront bientôt.

« Nous avions tenté, en vain, André Leroi-Gourhan [[45]](#footnote-45) et moi, il y a quelque dix ans, de créer une antenne ethnologique au sein des Antilles françaises (...). Cette initiative commence à combler une très sérieuse lacune, dans un domaine beaucoup plus élaboré, jusqu'ici, par des ethnologues et anthropologues des États-Unis. Sinon à l'aide de moyens français, elle le fait du moins à l'aide de moyens amis. »

*(suivent des considérations sur les musées de la Guadeloupe et de la Martinique)*

Aimé Césaire m'écrivit le 6 novembre 1969 une lettre en réponse à l'envoi du rapport d'activité du Centre de Recherches caraïbes, lettre où il disait :

« Merci pour ce que vous faites à Fonds Saint-Jacques. J'ai toujours été choqué du peu de souci de l'histoire - de notre histoire - que montrent les pouvoirs publics. C'est dire que j'applaudis avec enthousiasme à votre initiative.

« Mais alors le succès oblige. Pourquoi ne pas étendre votre activité ? Il y a de belles ruines dans le Sud qui dans cinq ans, dix ans au plus, risquent de ne plus exister. Et le [58] château Dubuc à Caravelle ! Au fait, vous êtes voisin. J'espère que cela vous tentera. Et çà vaut fichtrement la peine !

« En tout cas je suis heureux qu'il existe désormais à la Martinique un centre de recherches, de réflexion et d'échanges. Bravo pour l'université de Montréal !

« Je ne manquerai de vous rendre visite dès mon retour à la Martinique. » La visite n'eut lieu que quelques années plus tard, mais dans des circonstances mémorables pour le Centre : Aimé Césaire était accompagné de L.S. Senghor.

Bien des chercheurs français venus au Centre, tels Guy Lasserre, Jacques Barrau ou Isac Chiva donnèrent eux aussi des conseils quant aux thèmes à développer, et plusieurs d'entre eux y participèrent dans leur propre champ de compétence.

Mais terminons avec Roger Bastide [[46]](#footnote-46). Avec sa lucidité équilibrée, il a su mieux qu'aucun autre dire les enjeux, les conditions et les risques de dérive de la recherche antillaise, à l'occasion d'un commentaire des premiers travaux issus de Fonds Saint-Jacques :

« On sait que Jean Benoist, étonné de ne pas voir les ethnologues français s'intéresser aux Antilles françaises (crainte sans doute de mettre en évidence une spécificité antillaise qui gênerait notre politique de départementalisation), a créé à l'Université de Montréal un Centre d'Études Antillaises.

« (...) Les Français sont restés obnubilés par l'ancienne anthropologie qui ne s'intéressait qu'aux « primitifs » ou qu'à la recherche des « archaïsmes ». *Le Journal de la Société des Américanistes* en est la preuve et c'est même pour contrecarrer ce courant que j'ai accepté de préparer un numéro spécial de ce journal sur les Afro-Américains qui, tout en tenant compte des « archaïsmes », s'ouvrait le plus largement possible à la nouvelle anthropologie. C'est dans cette voie qu'il faut s'engager, et il semble bien que nos plus jeunes anthropologues l'ont maintenant compris. Bien que la crainte de découvrir une spécificité antillaise ait pu jouer, je ne pense pas que ce soit la raison principale du peu d'intérêt des Français, mais bien une tradition universitaire toute [59] puissante, dont nous ne faisons maintenant que commencer à nous dégager.

« En second lieu, les Antillais comme les métropolitains ont bien pris conscience du malaise des Antilles et, si nous sommes en retard sur les Anglo-saxons et sur les Canadiens, il n'empêche que des promesses au moins de futures recherches se font jour, soit au cnrs où une équipe est en formation, soit en dehors du cnrs dans des équipes en train aussi de se créer. Certes, une grosse difficulté existe, le conflit des idéologies politiques, qui risquent d'entraîner les recherches sur les Antilles françaises sur de fausses routes, dans la mesure où l'on voudra « prouver » quelque chose au lieu d'essayer d'abord de « comprendre » la réalité. » [[47]](#footnote-47)

Cette dernière phrase dit mieux que toute autre ce qui a toujours été l'objectif du Centre : « comprendre la réalité » et non « prouver quelque chose ».

[60]

[61]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 4

RECHERCHE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Recherche ! Recherche ! Tiré par les succès de la physique et de la biologie, le mot éblouit ; tout devient « recherche », quelles que soient la méthode suivie et la question posée. Le mot est la caution du sérieux de la démarche, et l'affirmation de sa nécessité. La compilation de statistiques, le levé d'une carte, l'enregistrement de chants populaires, la description d'un culte, la traduction d'un document, la réflexion d'un philosophe, les tâtonnements d'un peintre... tout cela est recherche. Recherche aussi la quête de soi en soi, à la poursuite des angoisses et des névroses [[48]](#footnote-48)... Le transfert de l'idée de recherche des sciences « dures » aux sciences de l'homme suit souvent un chemin risqué qui conduit, derrière un masque de sérieux, vers l'approximatif, vers l'affaiblissement des exigences. Alors que la crédibilité d'un travail en sciences humaines dépend d'une rigueur d'autant plus grande que leur objet est plus flou. Le programme d'un centre tel que le devenait le centre de recherches caraïbes devait donc être contraignant, et exigeant, tout en gardant la souplesse qui rend disponible devant les hypothèses inattendues et qui protège contre les filtres doctrinaires.

Recherche, donc, mais quelle recherche, pourquoi, sur quoi, pour qui ? Recherche, certes, mais avec quelles données, quelles questions, quel encadrement théorique, quelles méthodes, quelles formes de vérification ?

Il fallait être d'autant plus vigilant que personne ne me poussait à donner beaucoup de précisions lorsque je présentais le projet de Centre : jamais, ni à la Martinique, ni à Montréal, un des nombreux responsables administratifs auxquels j'eus cependant beaucoup à faire ne m'a demandé sur quoi porteraient nos recherches. Le mot « recherche » semblait leur suffire et contenir en lui seul sa réponse. Il avait valeur d'emblème, et on était bien loin des exigences de présentation qu'ont les fondations qui financent la recherche et que nous allions connaître par la suite. Les décisions administratives se fondent sur d'autres critères, qui vont de l'opportunité politique [62] à l'intérêt porté à une institution, ce qui explique combien peuvent aisément être soutenus et approuvés des projets au fondement scientifique douteux, pour peu que leur enveloppe brille suffisamment ou qu'ils s'inscrivent dans une perspective qui serve non à la connaissance mais à l'institution qui décide de les soutenir. Nous n'étions pas en face d'évaluateurs scientifiques, mais de responsables de politiques institutionnelles, et les enjeux qu'ils percevaient étaient plus en rapport avec la conjoncture du moment qu'avec les questions à se poser quant au champ de nos ignorances. Mais ne soyons pas méchants ; il y avait sans doute aussi chez eux une grande part de confiance, qui s'appuyait sur les réalisations antérieures que je présenterai sommairement un peu plus loin.

Toutefois cela ne nous permettait pas de rester dans le flou quant à notre programme d'investigation. Car, si la création du Centre pouvait se satisfaire de certaines approximations en matière de thèmes de recherche, sa pérennité dépendait de la qualité de ce que nous nous proposerions d'y faire ; seul un bon programme permettrait d'attirer des collègues de qualité et de très bons étudiants qui viendraient compléter leur formation, et seul il permettrait de publier des résultats qui intéresseraient vraiment le milieu antillais et la communauté scientifique.

Le choix d'une stratégie était déterminant. Les conseillers ne manquaient pas, ni sur ce qu'il y aurait à faire, ni sur comment le faire. Chose courante : chacun avait une idée précise, et exclusive. Les professionnels du développement, et bien souvent les universitaires, pensaient en termes de « projets de recherche » centrés sur des questions bien explicitées et suivant un cheminement bien défini. C'est évidemment ce que demandent en général ceux qui financent la recherche ; on ne prend pas assez garde que ces exigences posées au départ orientent la démarche de la recherche, lui offrant des sortes de rails à la fois plus aisés à suivre et très contraignants lorsqu'on rencontre des chemins de traverse à explorer. Et il y avait là une des raisons pour lesquelles la création du centre m'avait semblé nécessaire. Car, en disposant déjà d'une infrastructure d'accueil, de quelques moyens de travail et de débouchés de publication bien diffusés, le Centre permettait aux chercheurs de contrebalancer la contrainte des contrats et des projets très structurés par une marge de liberté grâce à des moyens accessibles indépendamment de fins prédéfinies. Cela permettait d'adopter une stratégie qui me semblait, et me semble toujours, bien plus valable : celle qui part de la « recherche pour voir » et qui conduit à tâtons, sans que le chemin à suivre soit clairement prévisible, vers une démarche qui devient rigoureuse à mesure qu'elle se poursuit et qui enrichit son cadre théorique au long de son chemin. Ainsi que le recommandait déjà voila quinze siècles saint Augustin, il faut chercher pour trouver et trouver pour chercher, dans une succession d'imprévisibles.

Le centre avait donc pour principale fonction de permettre une autonomie matérielle suffisante pour que les financements venus de l'extérieur ne [63] jouent qu'un rôle complémentaire, sans que jamais ils pèsent trop sur la décision de l'orientation du chercheur. Il est indispensable en effet, et cela devrait être le cas dans le développement de toute institution de recherche, de laisser au chercheur la liberté d'improviser, celle de changer de voie et même de projet chemin faisant. Sa trajectoire doit ressembler à celle d'un chasseur, guidée par le gibier, alors que bien des organismes exigent qu'elle se présente comme un voyage organisé...

J'ai eu récemment le plaisir de retrouver cette préoccupation, tout à fait essentielle, dans un article que deux généticiens ont donné au journal « Le Monde » [[49]](#footnote-49). Ils rappellent combien la démarche du chercheur se rapproche de celle d'un artiste, car elle exige de la créativité, c'est-à-dire de l'imprévisible au départ. Elle suit un trajet qu'ils qualifient de « chaotique », ce qui ne signifie pas anarchique. « Il s'agit plutôt d'un jeu d'essais ou d'erreurs méthodiques de recombinaisons à partir de ce qui existe déjà (...). Ce vagabondage créatif fait émerger de nouvelles propositions. » Un peu plus loin, ils soulignent qu'être « créatif nécessite d'avoir du temps, ainsi que le droit à l'errance maîtrisée. Aussi les politiques scientifiques qui exigent un retour sur investissement planifié et rapide brident-elles la créativité et la capacité à anticiper l'inattendu. »

C'est effectivement à un « vagabondage créatif » qu'allait se vouer le Centre. Ni rigidité, ni divagation vague, mais des orientations souples, laissant à chacun la liberté de son itinéraire et ne l'évaluant pas sur sa conformité dans l'exécution d'un plan préétabli mais par sa capacité d'observer, d'innover dans son observation et dans sa synthèse, et par son exigence de la qualité du résultat final. Cela s'imposait d'autant plus que le Centre était aussi un lieu de formation, et on ne peut former des chercheurs qu'en leur donnant l'expérience d'une liberté à laquelle eux seuls puissent imposer les limites exigées par leur travail. Il fallait s'attaquer à l'inconnu sous plusieurs angles, avec des approches méthodologiques et théoriques différentes selon les questions retenues.

En fait les projets se placèrent à deux niveaux, complémentaires :

- la quête de structures générales, qui participeraient à la compréhension d'une grande partie des faits sociaux,

- une multitude d'enquêtes ponctuelles sur des thèmes étroits et hautement spécifiques qui pouvaient s'incorporer dans les lignes définies par la première approche ou bien passer entre leur maille et exister en eux-mêmes comme des composantes de la vie sociale et de la culture.

Les résultats de ces deux approches ont ensuite été déposés dans les publications du centre sous trois formes : des monographies pointues, des tentatives de synthèse, des documents à fin pédagogique sur la recherche [64] anthropologique aux Antilles (essentiellement des bibliographies analytiques). Au-delà des publications éditées, nombre de textes font partie de la « littérature grise » : rapports, mémoires, contenant les matériaux détaillés, sur quoi se fondent les textes parus.

Donc, il fallait pratiquer d'abord une sorte de quadrillage, par des coups de sonde, à la façon de ceux qui pour étudier le relief des fonds marins notent des profondeurs de proche en proche ; il fallait en même temps se soucier de la place de ce qui était ainsi reconnu au sein un schéma bien plus général, qui, par-delà toute particularité disciplinaire, tenterait de donner des clés pour comprendre la société. En dernier ressort, comme toute démarche scientifique, la nôtre devait chercher à rassembler dans une unité la diversité foisonnante et insaisissable des apparences.

La première dimension englobait la société toute entière : quels axes la structuraient, comment les héritages de l'histoire, les tensions liées au partage des pouvoirs et des richesses, la construisaient et faisaient évoluer, sur place et en rapport avec le monde extérieur, un système dans lequel s'inscrivaient les individus, selon cette contrainte apparemment souple mais extrêmement ferme qu'a toute société pour orienter au sein de sa structure le destin de ses membres ?

L'autre requérait une approche tout à fait contraire. Il s'agissait d'identifier des particularités, localisées à un espace, à un métier, à un sous-ensemble culturel ou ethnique, de les connaître au plus près, et d'en tracer une monographie qui rende compte à la fois de leurs traits et de cette spécificité et de leur insertion dans la société globale, et de leur sensibilité plus ou moins grande à son influence et à ses changements.

L'influence théorique la plus importante au cours des réflexions de mise au point de la stratégie de la recherche, celle qui fit surgir les questions les plus structurantes fut certainement celle de chercheurs américains, et tout particulièrement de ceux qui ont rassemblé leurs travaux dans un très grand livre *People of Puerto Rico* [[50]](#footnote-50)*.* Une autre influence qui a beaucoup marqué les aspects théoriques des recherches est venue des sociologues et des économistes de l'Universty of West Indies (implantée à la Jamaïque et à Trinidad) à travers leur revue *Social and economic studies* et plus tard le livre fondateur de Beckford : *Persistent poverty* [[51]](#footnote-51)qui montre comment s'enchaînent inéluctablement le développement de la plantation coloniale et les inégalités structurelles qui la fondent et qui lui permettent de se maintenir.

Les uns et les autres de ces travaux convergeaient sur un constat : on doit placer au premier plan des forces structurantes de ces sociétés de la Caraïbe l'économie de la plantation, qui, institution totale, a modelé les [65] rapports sociaux, localisé les implantations humaines, déterminé les outils du pouvoir, et, dès l'origine, organisé la constitution de la population et ses strates socio-ethniques en suscitant l'esclavage d'Africains sous la domination de planteurs issus de puissances européennes.

D'où le concept de *sociétés de plantation.* Appliqué aux sociétés de la plupart des petites et des grandes Antilles (à quelques exceptions près, qu'on rencontrera plus loin), il est un « metteur en ordre » de premier plan, car il permet de rendre compte et d'intégrer dans un schéma unique et pertinent des aspects des sociétés antillaises qui restent sinon très difficiles à connecter entre eux. Il opère comme un révélateur d'un ordre sous jacent et des forces qui le maintiennent, tout autant que des tensions qui le contestent et qui finirent par le faire crouler.

Mais il ne s'agissait pas d'en rester à des généralisations simplificatrices, ni de transposer de façon superficielle ce qui avait pu être fait ailleurs. Nous consacrions notre travail à élucider des zones mal perçues mais fondamentales des sociétés des Antilles françaises d'une part - et de Haïti d'autre part de façon toutefois moins intense. Même si le modèle de la société de plantation semblait opératoire, il se heurtait à des spécificités qui pesaient d'un poids considérable : importance de la paysannerie en Haïti, tandis que la grande propriété et sa domination semblent a priori atténuées depuis les suites de l'indépendance et d'une histoire broyée par les révolutions et les conflits, et cela malgré une structure foncière très inégalitaire. Aux Antilles françaises, nous étions dans le cadre légal et politique de départements français. Une tension sous-jacente se faisait sentir, bien qu'elle ne soit explicitée que dans certains propos politiques, tension née du décentrement entraîné par le statut de département, dans des territoires ayant une très forte identité locale. Le centre effectif de ces sociétés, malgré cette forte conscience d'une identité propre, n'était pas sur place : il siégeait à plusieurs milliers de kilomètres ; les décisions, les lois et règlements, le discours sur l'économie, sur la démocratie etc. ne procédaient pas de la réalité locale mais de celle d'un pays lointain qui n'était ni tout à fait étranger ni tout à fait le même. Quant à la plantation, si on lui reconnaissait une place dans la vie économique, comme entreprise, on en percevait peu le pouvoir structurant dans ses dimensions sociologiques, dans les orientations de vastes secteurs de la culture, dans l'ancrage historique des rapports ethniques. Le discours officiel l'aseptisait, à la fois dans le passé dont elle témoignait et qu'à bien des égards elle perpétuait, que dans le présent qu'elle figeait en étant soutenue par une élite économique qui convainquait assez facilement les représentants de la Métropole que le sucre était la seule voie de développement économique assurée. Le discours des opposants l'ignorait en tant qu'institution socialement structurante car ils pensaient en termes généraux de classes sociales ce qui leur masquait les sous-ensembles sociaux et les solidarités extra-économiques.

[66]

Aussi a-t-il été décidé de fonder la recherche en regardant les choses de très près, par une ethnographie minutieuse d'unités socio-économiques organisées par la plantation, mais aussi de celles qui pouvaient l'entourer en entrant en interaction avec elle, comme avant tout les petits paysans. Lorsque l'historien Jacques Petitjean Roget écrivit son grand livre sur la « société d'habitation », il travaillait sur l'émergence de ce qui allait se cristalliser autour de la grande plantation. L'habitation familiale était alors au fondement de cette société, avant que les regroupements, la concentration croissante de la production du sucre, l'accroissement considérable de la main-d'œuvre servile ne viennent mettre en place le système qui se perpétue dans la plantation post-esclavagiste et qui moule cette « société de plantation ». Les transitions de l'histoire ont laissé des traces des étapes antérieures, et à cet égard la Martinique est particulièrement marquée par le passé [[52]](#footnote-52). Une fois de plus, il se vérifie qu'une anthropologie sans une histoire perdrait une part importante de ses repères et de ses sources d'explication.

Un autre concept, celui de « plural society », très en vogue à Trinidad, parfois intéressant, mais souvent trompeur, et en tout cas peu applicable aux Antilles françaises, ou même à la Réunion où il peut entraîner de sérieuses distorsions, ne nous a pas été utile, si ce n'est comme contre-exemple. L'actualité le remet au jour dans certains discours idéologiques, au prix de la confusion entre diverses pluralités qui, tout en étant constitutives de certains attributs de ces sociétés, ne les structurent pas.

Mais les mutations en cours ébranlaient ce système d'une façon jusqu'alors inconnue. Depuis la transformation des îles en départements français, il s'était mis en place une autre économie, une autre référence que celle qui avait centré la vie des îles sur la production agricole, en particulier sur celle du sucre. La logique du nouveau système impliquait l'arrivée et le financement sur le budget national des organismes et des services publics, des fonctionnaires et des crédits de fonctionnement afférents à tout département. De plus, en raison du décalage économique avec la métropole, des formes complémentaires de subventions avaient été crées et s'ajoutaient aux budgets qui découlaient automatiquement de la départementalisation.

Ainsi se mit en place cette économie de transfert qui allait exercer ses effets massifs sur les îles. Accroissant les services et la consommation, inhibant de plus en plus la production, les transferts greffaient dans la chair des îles des expansions socio-économiques de la métropole qui allaient bouleverser la société locale.

Tel était le contexte. Quant à celui de Centre, il était favorable à nos activités. Nous disposions aussi déjà d'un certain acquis sur le milieu local. Dès 1958 j'avais commencé à m'intéresser à la société de plantation et je [67] l'avais abordée de plusieurs façons. Comme il n'y avait pas alors de cadastre de la Martinique, le travail sur le terrain avait commencé par le relevé aussi précis que possible de la structure foncière de l'île, de façon à bien cerner ce socle de la société que semblait être la plantation issue des plantations esclavagistes. Avec mon ami Christian Crabot [[53]](#footnote-53), nous avons parcouru toute l'île, carte au 1/20.000 en mains, nous faisant indiquer les limites des propriétés, que nous suivions en relevant les activités agricoles qui s'y déroulaient, repérant les sucreries et les distilleries en activité. Grâce à l'aide d'un arpenteur qui disposait d'importantes archives personnelles, M. Sobiesky, et à celle de propriétaires qui avaient des plans plus ou moins sommaires de leurs terres, nous avions alors pu compléter nos observations directes et établir une carte [[54]](#footnote-54) qui nous servit par la suite de document de base.

Cette première démarche permettait d'aborder les structures de la société globale et la répartition des diverses strates humaines dans cette structure ; on y percevait la place fondatrice de l'histoire dans les rapports sociaux et son rôle fondamental dans les questions relatives à la couleur, depuis l'esclavage jusqu'à ses suites dans le monde actuel. Là s'enracinaient bien des images relatives au travail, à la famille, à la hiérarchie sociale, à l'organisation spatiale d'une grande partie de chaque île. Mais cette société était cernée de marges et infiltrée en bien des lieux par des zones qui lui échappaient : dans certains territoires, la nature du sol ou l'exiguïté de l'espace cultivable ne se prêtaient pas à la plantation ; pensons à la Désirade, aux Saintes, à Saint-Barthélémy ; pensons aussi à des zones au relief trop contraignant, au climat hostile. Il y avait aussi des secteurs de la société qui, tout en étant bien intégrés à elle, ne dépendaient pas de la plantation, et en tout cas ne subissaient pas directement les contraintes de son univers : le monde de la pèche, en premier lieu, mais aussi diverses zones de paysannerie vivrière, une partie de la vie urbaine, celle des artisans, des administrateurs.

Dans et hors de la plantation, il fallait aussi tenir compte des dynamiques et des discontinuités au sein de la population. Elles reflétaient son histoire sociale et économique : métissages, existence de sous-secteurs marqués par leur origine et la position que celle-ci leur assignait dans la société. La plantation, vraie pompe à immigration, a retenti directement sur le peuplement des îles, et l'a en même temps marqué de l'empreinte durable de ses hiérarchies internes. Une dialectique métissage/séparation s'est établie, [68] entraînant la diversité à la fois convergente et cloisonnée des descendants des groupes humains formateurs. Il aurait été artificiel d'étudier chacun de ces groupes hors du système global. Mais les ignorer aurait été aussi artificiel. Rouages d'un système, ils en sont à la fois participants et distants. Travailler sur leur identité, sur leurs relations au sein de la société globale nous conduisit lentement vers la pensée sur la créolisation, qu'elle soit linguistique ou culturelle, tandis que le métissage apparaissait comme un marqueur biologique qui inscrivait dans les corps cette dynamique sociale. J'avais fait sur ce sujet une thèse de doctorat es sciences [[55]](#footnote-55).

L'histoire sociale se reflétait ainsi dans la langue, dans la religion, dans les corps métis, dans diverses pratiques artisanales, dans des façons agricoles, sans compter les arts, tout particulièrement la musique. Et puis il y avait, planant sur l'ensemble, la Métropole, puissante, mais ambiguë dans son jeu construit sur d'autres visions du monde et de l'avenir, avec les chocs en retour que cela entraînait, dans la culture, dans l'identité de chacun.

Fonds Saint-Jacques, acteur puis témoin de l'histoire de la plantation, offrait un cadre prenant à ces recherches, par la présence du passé où tout s'enracinait. Mais le lieu permettait aussi d'aller plus loin : il est situé dans une zone qui témoigne aussi d'un passé plus lointain, celui de ce monde précolombien dont l'archéologie, ébauchée à la Martinique par le père Pinchon et à la Guadeloupe par Edgard Clerc, avait pris son essor lors du congrès international d'archéologie des Petites Antilles organisé à Fort-de-France en 1961. Le Centre allait prendre part à ce mouvement de recherche et former, par sa participation aux fouilles et à leur interprétation, l'un de meilleurs archéologues québécois, Louis Allaire [[56]](#footnote-56) ; le Centre assura aussi pendant plusieurs années, sous la direction de Francine M. Mayer, la publication des compte-rendu des congrès d'archéologie des Antilles qui réunissaient des archéologues de divers pays d'Amérique et d'Europe et se tenaient dans les diverses îles de la Caraïbe.

\*  
\* \*

Tout cela formait l'arrière-plan d'un futur programme de recherche. Au moment d'assigner des objectifs à divers jeunes chercheurs et de tenter d'en choisir pour nous-mêmes, la conscience de cet arrière plan nous protégeait [69] du discours alors courant, bâti sous l'emprise des illusions que donne l'ignorance, et selon lequel toutes choses étaient simples, l'essentiel ne différant pas de ce qui existait en Métropole, la départementalisation étant destinée à parfaire l'homogénéité des îles avec le reste du pays. Que de fois ai-je entendu affirmer que ce qui, aux Antilles, semblait spécifique n'était que superficiel et accessoire, que seul comptait l'ajustement des niveaux de vie, et que le reste suivrait.

N'est-ce pas ce que pensaient en France bien des anthropologues qui, sans trop le dire, voyaient dans les sociétés de la Caraïbe des sortes de bidonville périphériques sous cocotiers, qui n'étaient même pas de véritables sociétés ? On était encore à une époque, qui semble maintenant bien lointaine, où l'orthodoxie anthropologique se fondait sur la distance, l'exotisme, l'homogénéité. Un ami, professeur au Collège de France, spécialiste d'une des grandes civilisations de l'ancien monde, ne m'avait-il pas déclaré un jour : « Vous n'avez pas eu ma chance : moi j'ai étudié une grande civilisation »

Il existait toutefois un péril symétrique, c'était le localisme excessif, la survalorisation de réalités anecdotiques, de faits qui ne relevaient que du hasard et de l'éphémère, et que les discours politiques nous ressassaient. Risque aussi du piège de l'érudition locale, qui pousse à fond l'étude documentaire d'un événement ou d'un objet mineur, sans se soucier ni d'explication, ni d'insertion dans le cadre et le mouvement de la société, faisant des objets de recherche des objets de collection plutôt que des indices pour accéder à une synthèse.

\*  
\* \*

La stratégie que je proposais convainquit assez aisément mes collègues du comité scientifique du Centre. Il s'agissait de préciser des cadres généraux, d'identifier des thèmes apparemment prometteurs, et de lancer des jeunes chercheurs, en apprentissage mais très encadrés, en exploration. Nous pratiquerions ainsi une sorte de quadrillage par sondages, tout en nous souciant d'intégrer au plus tôt les apports de ce quadrillage dans une trame d'analyse et d'interprétation destinée à connaître et à comprendre le système social et culturel dans son actualité, dans son histoire et dans ses changements.

Il fallait donc conduire au long du travail une investigation bibliographique, historique et théorique qui l'encadre et assurer que le questionnement s'élargisse et se renouvelle à mesure du progrès de la connaissance du terrain. Centrée sur les étudiants et les jeunes chercheurs, cette démarche était de fait une pédagogie, par l'exercice de responsabilités dans une recherche et par un dialogue entre nous tous. Idéalement les segments que [70] formait le travail de chacun pourraient être réunis par la suite dans une synthèse faite de la gerbe des contributions individuelles, assumées dans leur diversité.

La concentration des recherches sur une région (les îles de la Caraïbe, auxquelles s'ajouteront plus tard les îles créoles de l'océan indien) et un milieu (le milieu tropical mais surtout celui qu'a créé la colonisation européenne autour d'une agriculture d'exportation) permet de multiplier les modes d'approche. Les disciplines se rencontrent sans même l'avoir cherché. On est bien loin du souhait *a priori,* et le plus souvent vain, de « multidisciplinarité ». Les rencontres résultent au contraire de situations qui, faisant partager l'intérêt pour un même objet par des chercheurs de formation différente les conduit naturellement à se consulter et à travailler en commun, sans perdre cependant ce qui est propre à leur discipline. L'expérience montre qu'en matière de collaboration et de complémentarité entre disciplines, le pragmatisme permet d'aller bien plus loin que tant de propos sur la pluridisciplinarité et la multidisciplinarité tenus par des planificateurs qui, après avoir quitté la pratique de la recherche, tentent d'y revenir par le discours.

\*  
\* \*

Pour évaluer ces recherches, nous disposons maintenant d'un certain recul. Les premières datent de plus de cinquante ans, et l'ensemble de travaux du Centre de recherches Caraïbes s'est échelonné entre 1967 et 1984, ce qui fait que les plus récents ont déjà trente ans et les plus marquants plus de quarante. Or leurs échos continuent à raisonner. Il y a certes le milieu anthropologique, où certains de ces travaux se retrouvent régulièrement dans les citations et les bibliographies. Mais c'est le sort commun de tous travaux en sciences humaines ou sociales quand ils ne sont pas franchement médiocres ou périmés par leur archaïsme méthodologique ou théorique.

Car en ces domaines il n'y a pas à proprement parler de péremption comme il en va dans les sciences physiques ou chimiques. En effet, ce qui fut un jour le présent devient peu à peu un passé dont la connaissance est nécessaire pour comprendre le nouveau présent. Mais il y a plus, et c'est ce qui est très important. Jamais l'écho de travaux en sciences sociales ne se limite au milieu de la recherche ; toujours, d'une façon ou d'une autre les résultats des recherches pénètrent dans l'ensemble de la société. Ils peuvent être transcrits fidèlement ou profondément déformés par la presse ou par le discours politique, être réinterprétés dans l'enseignement ou faire l'objet de la curiosité d'une partie de la population ; de toute façon ils passent, bien ou mal, en totalité ou en partie. Les chercheurs eux-mêmes s'y emploient. N'est-il pas dans leur éthique de faciliter le « retour » de leurs travaux vers la population étudiée ?

[71]

Ce n'est d'ailleurs pas le seul souci éthique qui entre alors en jeu, mais le simple désir de vérifier par cet écho la façon dont sont comprises les conclusions, ce qui permet des réajustements, lorsque le chercheur a le courage d'accepter sans passion d'être discuté.

La société n'a d'ailleurs pas nécessairement raison contre lui. La charge idéologique de ceux qui parlent en son nom obscurcit souvent leur analyse et fausse leur évaluation, car la pensée de la société sur elle-même, strate par strate, n'est pas le résultat d'une connaissance mais l'expression de relations en son sein tout autant qu'entre elle et ceux qui lui sont extérieurs.

En ce qui concerne le Centre de recherches caraïbes, le fait que plusieurs de ses publications, dont surtout [*L'archipel inachevé*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657)*,* soient encore des références pour des personnes qui sont très éloignées de la recherche anthropologique mais qui s'intéressent pour diverses raisons à la société et à la culture des îles est un premier indicateur. Mais il faut aller plus loin. Les textes issus de la recherche anthropologique ont cela en commun avec la littérature que leur lecteur, une fois la lecture faite, a transformé, de façon subtile, mais inévitable, son regard sur la société. Il a intégré de nouveaux concepts, découvert de nouveaux points de vue, perçu des configurations qui ne lui apparaissaient pas. Pour peu qu'il soit lui-même engagé dans une réflexion ou une action culturelle ou politique, c'est dans les fondements de cette action que viennent s'insérer ces nouveaux apports. Car il est un effet de la recherche anthropologique qui apparaît quand ses résultats retournent à la société concernée ; celle-ci n'est plus, après qu'elle ait pris connaissance des résultats de la recherche, ce qu'elle était avant. Que le non-perçu devienne perceptible, que le non-dit soit explicité, cela déplace les équilibres des représentations et des idéologies sur lesquels s'appuient les écrivains et les politiques. Le livre de Michel Leiris a été à cet égard responsable d'un premier déblocage de la pensée en bousculant les représentations en cours à l'époque de sa parution. Cette place très privilégiée de la recherche anthropologique apparaît bien également lorsque Césaire évoque [*l'Archipel inachevé*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657)pour dire avec force la mission de transformation de la société qu'il assigne à la littérature antillaise. On la perçoit aussi au niveau d'entretiens parfois positifs parfois contestataires avec des étudiants, avec des écrivains tels que Raphaël Confiant et Patrick Chamoiseau qui disent explicitement l'influence qu'ont eu ces recherches lors de l'émergence de leur œuvre.

Dans cet ordre d'idées, j'ai été particulièrement frappé par un petit passage d'un texte de Jean-Pierre Sainton, brillant représentant des jeunes historiens Antillais [[57]](#footnote-57). Il note : « J'évoquerai volontiers ce que fut notre émerveillement, [72] jeune promotion étudiante des années soixante-dix, au cours que professait Jean Benoist comme missionnaire auprès de la Faculté des Lettres et Sciences humaines, alors sise dans les murs du vieux Lycée Carnot à Pointe-à-Pitre. (...) C'était en 1974, époque du premier développement des recherches anthropologiques sur la Caraïbe francophone à partir du centre de recherche de Fonds Saint-Jacques, à la Martinique. Les travaux de l'équipe Benoist, soutenus et pilotés depuis l'université de Montréal, étaient certes un peu boudés par quelques-uns des chercheurs autochtones en sciences sociales de l'époque, heurtés par quelque transcription hasardeuse d'une phrase créole ou agacés par une mise en relief systématique d'un caractère social à leurs yeux secondaire. Mais ces études publiées sous forme de fascicules ronéotés et de livres constituèrent nos premières bibliothèques socio-anthropologiques sur les Antilles françaises (...) et nous jeunes bacheliers martiniquais, guadeloupéens et guyanais, alors en pleine maturation identitaire, entendions dire, par la bouche de Jean Benoist, que nous étions une « civilisation ».

Bien plus jeune alors, l'anthropologue Gerry l'Etang [[58]](#footnote-58) aime rappeler combien sa visite à Fonds Saint-Jacques et la rencontre avec ses travaux de recherche a joué un rôle dans sa propre orientation. Le même témoignage m'a été donné par Jean-Luc Bonniol et par Yves Renard.

On ne saurait surestimer la valeur de la formation dans toute activité de recherche, et ce fut dès le départ de nos programmes, avant même l'ouverture de Fonds Saint-Jacques, un choix très systématique de ne jamais dissocier la recherche (celle de professeurs ou de chercheurs avancés) de la formation d'étudiants de divers niveaux, en conduisant ces étudiants à faire une véritable recherche, intégrée dans un programme, et non un simple exercice. Les retombées sont multiples : scientifiques, intellectuelles, certes ; mais il faut aller au-delà pour les apprécier. Une étudiante qui a participé aux débuts des travaux du Centre et qui a continué depuis à travailler assez régulièrement aux Antilles, Huguette Dagenais [[59]](#footnote-59) dit fort bien l'une de retombées essentielles de la formation par le terrain, la prise en compte de la relation humaine comme élément fondateur de la qualité de la recherche mais aussi comme révélation du chercheur à lui-même :

« Lorsque M. Frison acceptait que je l'accompagne lors de ses tournées dans son « habitation », ou me consacrait sa pause du matin à son bureau des Abymes, il était conscient, [73] je le sais, de m'être utile dans mes recherches, et il en était visiblement heureux. Je pourrais dire la même chose d'autres « géreurs », d'ingénieurs et de fonctionnaires avec qui j'ai été en contact. Etant donné les contraintes intellectuelle et surtout politiques dans lesquelles nous nous situons en tant que scientifiques, je considère aujourd'hui que cette forme particulière de respect, avec ce qu'elle comporte de satisfaction pour les personnes interrogées, est probablement la seule chose que l'on soit certaine de pouvoir, à court terme, offrir en retour de ce que nous retirons nous-mêmes de nos recherches. C'est cette dimension fondamentalement humaine qui constitue pour moi la spécificité du métier d'anthropologue. » [[60]](#footnote-60)

Le hasard qui avait orienté l'implantation du Centre à Fonds Saint-Jacques apportait des défis invisibles, qui allaient se révéler avec le temps, et qui sans cesse seraient à la fois des difficultés et des stimulants.

Quoi de moins neutre en effet qu'un tel lieu ? On peut l'envisager de bien des points de vue, chacun le montrant sous un aspect différent : domaine historique illustré par le père Labat, exemple de la plantation esclavagiste et rappel de ses abus, patrimoine martiniquais inaliénable, lieu propice au tourisme, exemple de la carence des administrations successives qui l'ont abandonné à la ruine, lieu poétique et évocateur d'un passé révolu dont la nostalgie efface les drames, etc. Endormi et oublié comme il l'était avant que le projet du Centre le fasse émerger à l'attention, il pouvait à la fois faire naître tous les souvenirs et se prêter à tous les destins.

Tel un orphelin devenu célèbre, Fonds Saint-Jacques s'est ensuite trouvé bien des parents ; et chacun faisait sur lui des projets, des projets bien différents, voire contradictoires, car à mesure que le projet se réalisait, il alimentait des convoitises. Que de fois, dans ce cas puis ailleurs, ai-je vu ceux qui sont incapables de créer tenter de s'emparer de ce qui est créé ! Il n'en alla pas seulement ainsi au début, mais tout au long de l'aventure du Centre. Il fut cependant possible de maintenir un équilibre entre les forces négatives en utilisant leurs contradictions. Certains convoitaient les lieux, mais en ne s'intéressant qu'à leur usage matériel, pour des fins bien éloignées de la recherche et de la culture ; d'autres voulaient les annexer à une [74] institution qui avait des rapports très tendus avec le conseil général, tel autre encore voyait dans l'activité scientifique une concurrence doublement irritante : des étrangers faisaient ce que des Martiniquais auraient voulu faire ; ils le faisaient avec l'appui des politiques et de l'administration, appui dont ils pensaient (sans doute avec raison) qu'ils ne l'auraient pas reçu eux-mêmes aussi clairement. Sans compter des positions idéologiques *a priori.* Je laisserai ici en paix l'âme d'une chercheuse non dénuée de valeur mais que sa passion aveuglait et qui osait écrire que j'étais un agent de la CIA, chercheuse qui d'ailleurs m'avait clamé sa haine lors de certains de mes enseignements qu'elle avait suivis à l'Ecole des Hautes Études. Je dirai pour lui rendre justice que ces surinterprétations persécutives procédaient de tourments profonds, de la contradiction entre ses légitimes ambitions, qui tenaient à sa réelle capacité intellectuelle, et la situation objective d'une femme diplômée aux Antilles. En ce sens elle était à la pointe d'une sensibilité, qu'elle exprimait brutalement, mais que partageaient bien d'autres jeunes intellectuels antillais, même s'ils le manifestaient avec plus de diplomatie, ou simplement par le silence.

La méfiance envers la recherche sur tout ce qui touchait à la société locale ne visait pas seulement les chercheurs québécois. L'une des figures majeures de la quête des faits culturels antillais, Anca Bertrand, ne l'avait-elle pas ressenti elle-même, bien que sa vie soit la preuve d'un engagement alors rare dans la vie martiniquaise ?

Un de ses amis ne rappelait-il pas récemment cette méfiance en ces termes : « Anca nous a proposé de l'accompagner dans les mornes pour prendre des photos, enregistrer les contes et la musique des mornes, à une période ou certains la critiquaient fermement car elle, venue de Roumanie, voulait renvoyer les Martiniquais dans la barbarie » [[61]](#footnote-61). Cette méfiance touchait aussi les intellectuels, dont la vulnérabilité face aux chercheurs venus d'ailleurs est bien expliquée par Jean-Pierre Sainton : « Dans le contexte antillais, la position de l'observateur, question délicate s'il en est, problématique comme partout, est rendue hautement conflictuelle du fait de la position brouillée qu'entretiennent les Antillais avec leur propre image et de l'extrême sensibilité qui s'y attache » [[62]](#footnote-62).

Cette « position de l'observateur » n'est pas propre aux Antilles, bien qu'elle s'y charge peut être plus qu'ailleurs de tonalités affectives qui oscillent entre amour et détestation. Elle est inhérente à l'anthropologie, car, en étant lui-même l'outil de son observation, l'anthropologue s'engage dans une relation, tout en la freinant ; il y a une sorte de double jeu dans le « regard éloigné » qui dit à la fois l'engagement que propose le regard et le refus qu'exprime le maintien d'une distance. Contradiction inévitable, car il [75] faut le regard pour percevoir et l'éloignement pour comprendre... Ce n'est pas seulement entre l'anthropologue et son entourage que peut naître un malaise, mais en lui, et cela rend parfois sa tâche assez rude. Tout cela est fort bien résumé par Didier Fassin et Alban Bensa : « l'inquiétude et l'inconfort sont le lot de l'ethnographe. À lui les bonheurs d'un savoir dont son corps, en prise sur des situations, est l'organe et le médiateur, à travers des séries d'épreuves - de compréhension de situations, de découverte de soi et de reconnaissance de l'autre - qui procurent une forme de jubilation à quiconque les a traversées. À lui, aussi, les malaises de la duplicité, les irritations du malentendu, les tourments de la suspicion, les explosions d'indignation et les angoisses de rejet » [[63]](#footnote-63).

Il reste en fin de compte, et sur la longue durée, un bilan très positif. Car, plus que tout autre métier, celui d'anthropologue voit naître des amitiés improbables... L'enquête est une rencontre, et cette rencontre dépasse souvent les besoins de l'enquête pour prendre un tour plus personnel. Alors opère un charme imprévu (charme au sens de magie). Des gens que rien ne prédisposait à se rencontrer, des gens que séparaient la culture, la langue, le milieu social, et tout simplement la distance géographique, amorcent un dialogue, voient éclore une sympathie, partagent les heures de leur quotidien et il naît entre eux une amitié que ne commandent que des affinités intérieures, et non ces contingences qui facilitent en général la naissance des amitiés. L'effondrement des verticalités sociales, qui tiennent tellement les hommes à distance, libère le face à face humain. Mon expérience m'a appris que le lien né ainsi a une force, une résistance au temps, une forme d'engagement qui va bien au-delà de ce qu'on entend en général par amitié.

[76]

[77]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

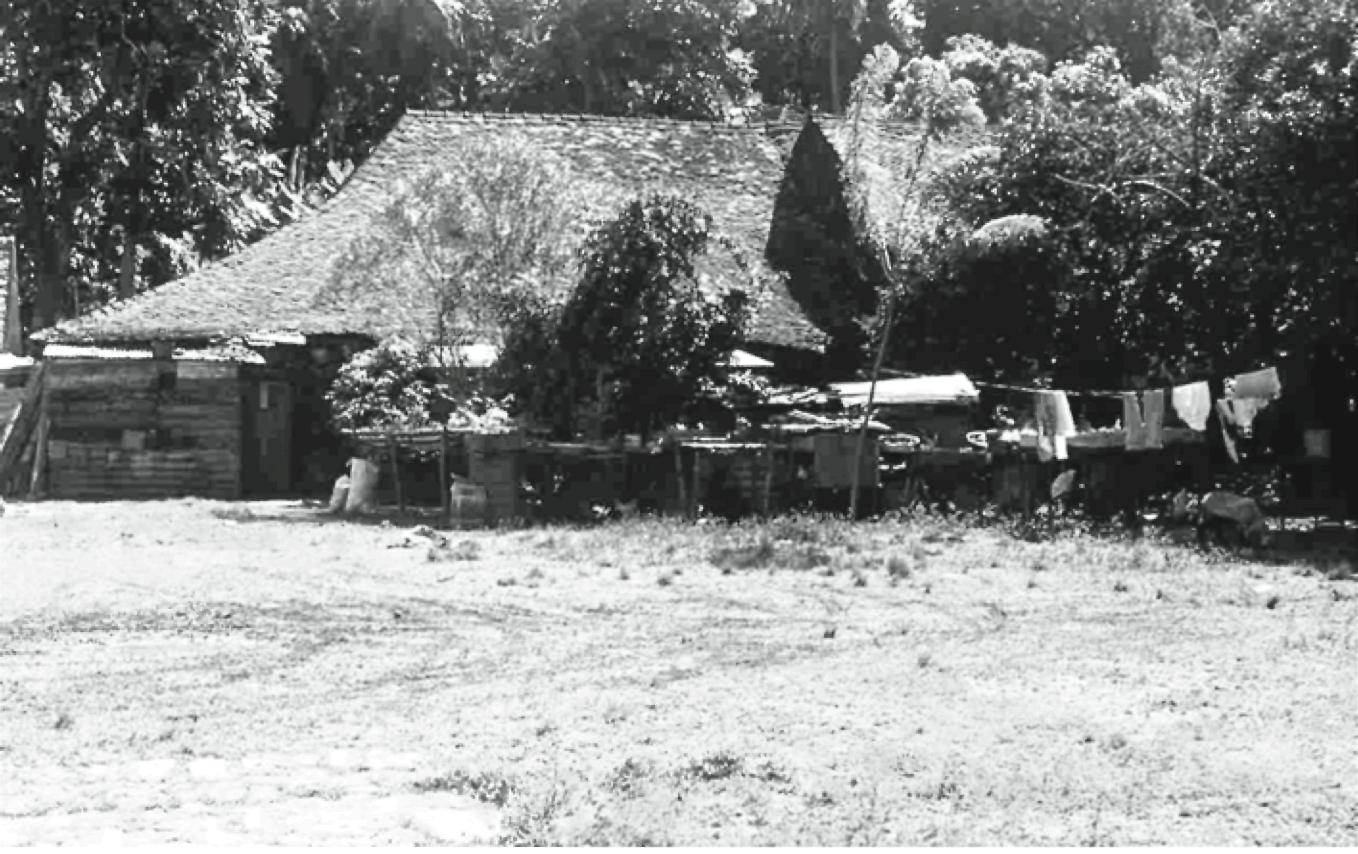
Chapitre 5

RESTAURER LES LIEUX,  
ORGANISER LA RECHERCHE

[Retour à la table des matières](#tdm)

À la période agitée allaient succéder les années intenses. Dès que tout eut été réglé sur le plan administratif à la Martinique, et sans attendre que tout le soit entièrement à Montréal, je décidai de rendre permanente notre présence à Saint-Jacques, pour éviter les lenteurs dans la restauration des lieux, pour commencer le défrichage des terrains et pour amorcer la domiciliation de certaines de nos recherches à Fonds Saint-Jacques.

Qui n'a pas connu Fonds Saint-Jacques avant 1967 ne peut imaginer à quoi ressemblaient alors les bâtiments et les jardins. On était avant tout dans un morceau de forêt que coupaient çà et là des fragments de ruines enfouis dans la verdure. Hormis le voisinage immédiat de la chapelle et celui du bâtiment central dit « foyer », tout était masqué par des arbres effondrés sur lesquels poussaient des lianes ; à la lisière de cet enchevêtrement, les habitants du quartier avaient édifié leurs petits jardins sur pilotis où de la salade poussait à l'abri des poules, des fourmis et des porcs.



[78]



La purgerie servait avant tout de hangar à bananes.



[79]

Le petit ruisseau qui traverse le terrain et le pont qui le franchit étaient invisibles. Seul un sentier du type de ceux qu'on voit dans la forêt guyanaise passait sur le pont sans même qu'on puisse deviner qu'il y avait là un pont, et moins encore un dallage de pierres.

Les façades subsistaient seules de ce qui deviendrait « les cellules ».





[80]

Celle du foyer était en meilleur état, mais elle était couverte de cette lèpre végétale qui caractérisait alors tant de maisons des lieux humides.





La terrasse était un amoncellement de tuiles cassées  
et de poutres effondrées.

[81]



La chapelle, préservée, était assiégée de jardins et de volaille.

La description que le père Labat donne des lieux tels qu'il les a trouvés à son arrivée est moins désolante que ce que je rencontrai. En voyant ce tableau au moment de la prise de possession je me suis demandé si je n'étais pas fou, si l'enjeu qui était d'obtenir la location de Fonds Saint-Jacques n'était pas devenu un défi en soi, qui m'avait fait oublier ses défauts.

Mais il était trop tard pour reculer, et la seule issue était désormais le succès, qui passait par la restauration des bâtiments et par l'organisation d'un centre de recherche actif...

Restaurer les lieux

Arriva de Montréal en fin d'été 1968 le premier « résident », André Corbeil [[64]](#footnote-64) ; il eut le courage de camper dans la maison dont le toit prenait l'eau, et surtout d'assurer, dans une solitude qui demandait un bon moral, des relations très positives avec un milieu qui nous voyait arriver avec appréhension car nous augurions de changements dans la liberté d'accès et d'usage de ces lieux jusque-là abandonnés au premier venu. Durant cette période difficile et encore incertaine, il était convenu qu'il ferait un essai de six mois et qu'il n'avait aucune obligation de rester plus longtemps. Ce fut le cas, non qu'il se soit mal adapté à Fonds Saint-Jacques mais parce qu'un emploi plus stable l'attendait ailleurs.

[82]

Son origine québécoise fut un grand atout. Il suscitait de la curiosité et ne soulevait aucune agressivité, autant par son comportement chaleureux que parce que, sorte de messager venu d'Amérique du nord, il semblait porter avec lui des promesses d'ouverture sur l'extérieur et d'échanges. Je suis venu le rejoindre plusieurs fois quand mon travail à Montréal le permettait. Etrange sensation de revenir à la Martinique, sur une terre qui m'avait profondément marqué, mais cette fois dans ce rôle, avec un tel point d'ancrage qui tenait à la fois du plus beau des rêves et du cauchemar. Bonheur et responsabilité à la fois, c'est-à-dire inquiétude et plénitude mélangées.

Moment intense quand, avec André Corbeil, nous avons enlevé les moellons qui bouchaient deux fenêtres de l'ancienne sucrerie, dans ce mur en ruine qui est le fond de décor de la grande cour. Nous avions une sorte de masse, et l'un après l'autre nous avons frappé sur les parpaings qui obturaient les ouvertures anciennes du mur solitaire, ultime survivant du bâtiment effondré et que s'est dégagée la vue d'ensemble sur les ruines et sur les bâtiments encore sur pied. On pouvait imaginer ce que serait cette perspective si on parvenait un jour à dégager la cour des arbres morts et si on pouvait reprendre les façades et l'environnement floral des bâtiments.

L'heure était surtout aux travaux de base. Il fallait trouver pour cela des moyens. Cela avait bien commencé : chaque organisme avait été sollicité pour apporter une contribution à ce qui le concernait le plus. Et cela demandait des choix très délicats. Une fois de plus nous étions au carrefour de plusieurs visions de ce que nous devions faire. Pour certains, la venue de l'université était un levier en vue d'obtenir des crédits pour sauvegarder les lieux et les remettre dans un état aussi proche que possible du témoignage historique qu'ils donnaient. Cela impliquait de gros crédits et risquait de faire de nous des gardiens de musée. Mais surtout comment restaurer ? Etait-il possible de restaurer sans passéisme ? Le lieu avait connu une longue histoire depuis le temps de référence, celui du père Labat. Cette histoire était celle d'un combat entre des constructions humaines et une nature violente, puissante, prête à tout saisir. De grandes pièces métalliques étaient enserrées dans des troncs d'arbre ; des murs effondrés avaient créé des encorbellements d'où tombaient des cascades végétales ; les failles dans les façades accueillaient des fleurs sauvages, tandis que des lianes semblaient ficeler des pans de murs qui seraient tombés sans leur soutien. La réalité de Fonds Saint-Jacques n'était pas que dans le passé. Elle était dans un présent fait de la somptuosité de la nature et des rides que portaient les pierres. Elle était aussi dans le quotidien de ces gens qui depuis des décennies avaient placé çà et là les petites constructions des jardins hors sol, dans les bananiers qu'ils avaient plantés et les régimes qu'ils entreposaient dans la purgerie. Fonds Saint-Jacques était aussi une sorte de forum, où l'on se rencontrait, où les enfants jouaient, où les adolescents s'exerçaient au football, et le lieu où M. Copel posait le siège sur lequel s'asseyait un homme auquel il coupait les cheveux, tandis que les poules passaient à ses pieds.

[83]

Et puis il y avait la chapelle. C'était le seul lieu qui semblait avoir franchi le temps sans perdre son rôle. Propre à l'intérieur, meublée de bancs et de chaises, ayant un autel souvent fleuri, elle abritait le tronc où s'entassaient des messages de souhaits, de prières ou de remerciements. Une fille de Madame Wagram y enseignait le catéchisme aux enfants du quartier ; parfois il y avait une messe, mais l'Eglise était loin et le lieu de prière appartenait aux habitants du quartier bien plus qu'à elle. Je ne sais qui on y priait, qui on invoquait ni ce qu'on demandait. Mais tout cela était intense ; cet espace sacré muettement ressenti par tous faisait comprendre que le cœur de Fonds Saint-Jacques n'était pas mort, que les ruines n'étaient pas des ruines mais le cadre de bien des vies.

Il m'apparut vite combien il serait brutal et faux de transformer tout cela d'emblée en un chantier de reconstruction. Les lieux exigent qu'on procède à la façon d'archéologues : dégager progressivement, couche par couche, les alluvions qui altèrent l'ensemble mais qui sont eux-mêmes une partie de lui, et effleurer avec attention le reste ; ne rien détruire de ce qui donne aux édifices la beauté de l'âge, ne pas les défigurer mais seulement les soigner des maladies dues au temps : la lèpre des façades, les effondrements de toitures, les arrachements de dalles sur le chemin, les troncs d'arbres morts pourrissant au milieu de la cour.

La Mairie de Sainte-Marie octroya très rapidement une petite subvention et assura la participation d'employés municipaux au dégagement d'une partie des espaces verts et à l'enlèvement des détritus. Cela fut réalisé avant la fin de 1968. Rapidement aussi la route d'accès au quartier, extrêmement détériorée, fut refaite, répondant d'ailleurs à une demande bien plus ancienne que l'installation du Centre.

L'université accepta d'engager un budget assez conséquent dans l'aménagement intérieur et dans certaines réfections. Le cabinet d'architecture Lison me fit parvenir fin décembre 1968 un devis descriptif et chiffré qui fut assez aisément accepté par l'université et les travaux commencèrent sans tarder au début de 1969. Jean Archambault venait de succéder à André Corbeil et il s'engagea pleinement dans ces travaux. L'université de Montréal dégagea aussi un crédit qui permettait l'achat de tout le matériel nécessaire au fonctionnement du Centre (pour les logements, la cuisine, la bibliothèque le bureaux). Tout serait acheté sur place, en négociant les meilleures conditions avec divers commerçants et entrepreneurs. Je nous revois, dans les boutiques avec Jean Archambault, faisant des listes, comparant les prix et transportant meubles et vaisselle... Nous avions aussi prévu de participer à l'aménagement des abords immédiats du Centre.

Restait le plus gros morceau, sans lequel rien ne serait viable au long cours : la réparation du gros œuvre (toits, réfection de parties effondrées ou disparues, reprise professionnelle des terrains et jardin). Une partie de ces travaux servirait directement au centre, mais l'essentiel contribuerait avant tout à la restauration de l'ensemble du site et à sa mise en valeur de façon [84] à en faire un lieu de patrimoine, un point d'appel touristique et un dispositif capable de servir, en particulier grâce à la purgerie (qui ne faisait pas partie du centre) à des activités culturelles. Depuis longtemps divers groupes, dont la société d'histoire, réclamaient une telle réfection.

Mais en l'absence d'un projet d'utilisation permanente des lieux et donc de leur gardiennage efficace, les autorités préfectorales et le conseil général avaient toujours temporisé. L'arrivée du Centre devrait permettre de débloquer le dossier et de faire enfin la rénovation. En tout cas, les choses allèrent assez vite. Les fonds, venant du hdom dont m'avait parlé le secrétaire général Claude Silberzahn (Fonds d'investissement des départements d'outremer) furent disponibles avant la fin de 1969. Tout cela dépassait de beaucoup nos espoirs.

Dans une lettre du 8 février 1969 Jean Archambault m'adressait un état de ce qu'il avait pu entreprendre au cours du mois de janvier. Le terrain actuellement gazonné qui s'étend entre les deux lignes de bâtiment avait été presque entièrement défriché ; les objets encombrants, les arbres morts, les constructions adventices avaient été enlevées, et il ne restait plus que deux « figuiers maudits » à extirper. Tout cela avait été fait avec l'aide du voisin, M. Copel, que j'avais embauché comme jardinier ; cet homme à la forte personnalité avait ses habitudes à Saint-Jacques, où il élevait ses coqs *game* [[65]](#footnote-65)et il était un leader du quartier ; malheureusement, sa santé se dégrada assez vite et il mourut quelques années plus tard.

Dans les locaux destinés au Centre, les premiers aménagements étaient achevés et il fut possible d'installer la cuisine et un logement correct pour le résident, tandis que ce qui serait la bibliothèque, mise hors d'eau puis restaurée, recevait son carrelage. Rétrospectivement, en relisant ses lettres je leur trouve un ton de Robinson Crusoë qui me fait sentir combien notre projet, à ce moment, était encore fragile et quelque peu fou.

Lettre du résident, Jean Archambault

« Février 1969

(...) Je vous communique maintenant ce qui est fait et ce qui reste à faire à Fonds Saint-Jacques quant à l'aménagement du foyer et des terrains.

Dans la cuisine, les cloisons des salles d'eau et de la cuisine sont achevées. Elles sont en briques recouvertes de béton et d'une hauteur d'environ 1m 90 tandis que le reste est fini en iso-fibre jusqu'au plafond. Toutefois on a dû découper des lucarnes sur le mur pour faire pénétrer la lumière. Elles sont faites à partir de persiennes ou de fenêtres anciennes, et ne choquent pas trop.

[465]

La pièce « repas et détente » est achevée et meublée. Salle « bibliothèque ». On doit achever le carrelage bientôt. Un ébéniste prépare un devis pour une bibliothèque murale à sections mobiles. Il a beaucoup d'idées.

À l'étage les cloisons sont achevées, les lucarnes percées et les carreaux posés. Les salles d'eau et de débarras du côté du résident sont en cours. Le reste est à peindre.

Les terrains. Devant le Foyer nous n'avons rien modifié, il y avait un espace de gazon à peu près intact. Du côté des ruines, j'ai fait défricher en partie ; on voit le ruisseau. J'ai acheté trois pieds de bougainvillier.

Du côté de la terrasse nous avons commencé à dégager les murs et à abattre les caïmitiers du côté de la SICA (côté est). Mais il y a un figuier maudit très difficile à enlever. »

L'année 1969 se poursuivit dans cette direction. Les travaux plus importants, de mise hors d'eau et de consolidation des bâtiments ainsi que la réfection de certains murs à reprendre dans la cuisine, puis plus tard dans ce qui deviendra les logements se firent sous le contrôle de l'architecte Lison. Il eut toute liberté d'initiative en ce qui a trait aux apparences extérieures, et il veilla à ne rien défigurer.

Tout fut coordonné par le résident et supervisé par Jacques Petitjean Roget et moi ; j'en rendis compte de temps en temps au sous-préfet de Trinité. L'épouse du secrétaire général, Madame Silberzahn, vint de temps en temps, non pour des raisons administratives mais parce que, excellente photographe, elle s'était éprise du cadre offert par Saint-Jacques ; certaines de ses photos, grâce à son obligeance, figurent dans ce volume. Elles disent mieux que mon texte ce qu'il y avait à faire dans ce qui semblait alors un bateau englouti sous les eaux.

Ainsi, autour du réveil de Fonds Saint-Jacques, comme autour du lit d'un bébé qui revient à la santé après avoir été gravement malade, se penchaient diverses personnes. De jour en jour, en moins d'une année on passa d'un site qui incarnait une sorte de romantique désespoir, à un lieu attachant par la densité de sa beauté.

Organiser le Centre

Quel que soit l'intérêt de restaurer des lieux, cet intérêt ne persiste que s'il a un sens, et, ce sens, il n'était pas dans les lieux mais dans ce qu'ils allaient accueillir : le Centre de recherches caraïbes.

Celui-ci était encore balbutiant. Du moins quant à sa réalité administrative puisqu'il y avait déjà quelques années qu'il fonctionnait de fait. Longue incubation qui ne pouvait plus durer maintenant que la disposition de tels [86] locaux, de plus situés hors du Canada, exigeait un statut bien défini. Le temps était venu d'agir, car il ne suffit pas de concevoir, il faut réaliser. Concevoir ne s'exprime que par des paroles, réaliser s'exprime par des actes. Une institution est à la fois le fruit et la matrice d'un projet ; ce projet doit être clair dans l'esprit de ceux qui fixent le cadre et les règles de l'institution, sinon les conflits apparaissent vite. Par bonheur, non seulement mon projet était-il très clair en moi, mais il l'était devenu pour quelques-unes des personnes qui devaient le faire aboutir.

Un Centre de recherches ne pouvait se limiter à un seul enseignant, ni à une seule discipline. En faire un simple programme du département d'anthropologie comme cela avait été envisagé au début conduirait inéluctablement à sa disparition rapide, car le déséquilibre que cette excroissance entraînerait au sein du département ne serait pas longtemps toléré par une petite communauté très soucieuse de l'égalité entre ses membres. Il fallait donc passer à la dimension supérieure. Comme à la Martinique, le succès n'irait qu'à un projet d'une certaine ampleur, et, bien que peu porté à la mégalomanie, je ne pouvais en rester à l'ambition initiale, trop modeste pour intéresser quiconque.

Mais un projet n'a de chance d'aboutir que si celui qui le propose n'est pas isolé au sein de son université. Quiconque a l'expérience de la difficulté qu'ont les universitaires à s'entendre de façon durable, comprend que cela n'était pas simple. Finalement, la même stratégie qu'aux Antilles s'est révélée efficace : impliquer nombre de gens, dans un cadre suffisamment souple pour que chacun puisse y pousser ses propres attentes sans déséquilibrer l'ensemble. Devenu ainsi un carrefour, le programme peut s'appuyer selon les circonstances sur les uns et les autres, et le risque d'échec en est très atténué. Mais tout dépendait en fin de compte de Maurice L'Abbé [[66]](#footnote-66), vice-recteur à la recherche de l'université de Montréal, et ce fut une chance. Grand universitaire par ses travaux en mathématiques, domaine dans lequel il avait été un pionnier au Québec, il s'était voué depuis quelques années au développement de la recherche à l'université. Plus tard cela le conduirait aux plus hautes fonctions dans les organismes nationaux de recherche.

D'emblée il me proposa de concrétiser la prise en charge de la station de Fonds Saint-Jacques en donnant au Centre de recherche les statuts des centres de recherche qu'il faisait créer dans bien des disciplines à l'université de Montréal. Ce statut insérerait tous nos travaux dans un cadre administratif clair, qui engloberait à la fois les bases matérielles du Centre et les moyens de la recherche (personnel, frais de missions, documentation, etc.). [87] Cela donnerait aussi une identité, indispensable pour présenter des demandes à des organismes subventionnant la recherche. Le Centre dépendrait du vice-rectorat à la recherche qui nommerait son directeur, sur la proposition d'un Conseil du Centre, qui aviserait sur les travaux conduits ou à faire, contrôlerait ses budgets et évaluerait chaque année son travail sur présentation d'un rapport annuel et après envoi de ses publications. Le Centre serait habilité à engager en son nom du personnel local à la station ; à Montréal, tout engagement (secrétariat, documentation, etc.) suivrait les normes et les règles de l'université, le centre pouvant demander l'attribution d'un poste et participer au choix de son titulaire. Tous les biens du centre, à Montréal comme à la Martinique, appartiendraient à l'université de Montréal et lui reviendraient en cas de disparition du Centre, et elle aurait la liberté d'en disposer comme elle l'entendrait.

Le conseil du Centre

Désignés par l'université sur la proposition du vice-recteur à la recherche ou du directeur du centre, les membres du premier conseil eurent tous un engagement réel dans la mise en marche du Centre. Trois avaient été choisis pour leur compétence dans le champ des études caribéennes : Guy Dubreuil, Gilles Lefevre et moi-même ; trois représentaient l'administration et la recherche dans des domaines que la station intéressaient : Maurice L'Abbé, vice-recteur à la recherche, Jacques Henripin et Pierre Dansereau.

Le premier à être impliqué fut Guy Dubreuil ; c'est lui qui avait eu l'initiative de me conseiller en 1959 de chercher à être nommé à l'université de Montréal, alors qu'il était sur le terrain à la Martinique sous la conduite de John Murra [[67]](#footnote-67) ; c'est avec lui que nous avions bâti le programme d'anthropologie qui allait devenir le département d'anthropologie de l'université de Montréal, dont il serait le premier directeur. Il avait effectué un long travail à la fin des années 1950 dans le quartier de la Duchesne, au Robert. Je me souviens de la petite conférence qu'il avait alors donnée, à l'étage du café l'Impératrice, conférence où il avait présenté ses recherches et où, pour la première fois, quelqu'un traitait de la structure familiale à la Martinique à partir du concept de matrifocalité. La graine qu'il avait semée ce jour-là a beaucoup poussé ensuite sur place et ailleurs, parfois au prix de généralisations simplificatrices, mais elle a vraiment contribué à faire émerger un point de vue sur la société martiniquaise qui ne se fonde pas sur des comparaisons avec Tailleurs et qui permette d'observer et d'analyser ses structures à partir de leur logique propre.

[88]

Impliqué lui aussi dans ce démarrage d'un Centre de recherches caraïbes, le linguiste Gilles Lefebvre [[68]](#footnote-68) était un petit homme à la fois exubérant et dépressif, vrai surdoué en bien des domaines, capable de parler nombre de langues, bon musicien, et compagnon agréable. Il n'avait commencé à travailler sur les créoles de la Caraïbe que depuis peu, mais il en devint un très bon spécialiste. Par la suite, dans le cadre du Centre de recherches Caraïbes, il consacra beaucoup d'efforts au parler de la petite île de Saint-Barthélémy, et rédigea sur ce parler une somme linguistique et ethnographique, malheureusement demeurée en chantier avec sa mort précoce, et dont le gros manuscrit inédit est accessible aux Archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence.

Les trois membres non spécialistes de la Caraïbe étaient :

Maurice L'Abbé. Son soutien ne se démentit pas. Il était suffisamment sûr de lui et engagé dans la recherche pour insuffler dans la création de centres de recherche son enthousiasme et sa confiance naturels. À la différence de certains de ses successeurs, et comme tout grand leader, il entendait d'abord faire confiance, et ne pas peser lui-même sur ce qui venait d'être créé. Rien ne venait freiner le dynamisme ou les initiatives de ceux qui étaient les promoteurs d'un Centre. Pour cela, il a conçu les centres comme relativement indépendants des départements d'enseignement et capables de créer des articulations interdisciplinaires, et il en a soutenu fermement le développement. Homme de science, très sensible aux questions de société, très engagé dans l'affirmation du Québec par des réalisations de haut niveau, il a certainement permis ce qu'il y a eu de meilleur dans l'évolution du Centre, sans jamais freiner quelque initiative que ce soit par le poids d'un pouvoir central qui, après lui, est devenu inhibiteur.

Jacques Henripin [[69]](#footnote-69) était là comme caution des autres sciences sociales, son travail de démographe l'ayant mis au contact étroit des économistes, des sociologues et des politicologues. Lui-même chercheur reconnu, engagé dans le développement scientifique local mais allergique à tout repli sur un Québec fermé sur lui-même, il comprit très bien le rôle que pouvait avoir le Centre, auquel il apporta conseils et relations.

Pierre Dansereau. Bien que le Centre soit dévolu aux sciences humaines, du moins initialement, il était important que des scientifiques y soient associés [89] dès le départ, et Pierre Dansereau [[70]](#footnote-70), ayant par son œuvre scientifique et par sa pensée philosophique un grand prestige, et de plus ancien doyen de la Faculté des sciences, était en mesure d'assurer la liaison entre disciplines et de cautionner le centre auprès de ses collègues.

D'autres naturalistes se joignirent par la suite au conseil Centre, tel le zoologiste Paul Pirlot [[71]](#footnote-71), qui succéda au Conseil à Pierre Dansereau et qui fit par la suite avec ses élèves nombre de travaux sur la zoologie de la Martinique.

Peu après, le démographe Jean-Pierre Guengant [[72]](#footnote-72), alors au Centre de recherches en développement international (crdi Ottawa) mais dont l'essentiel de l'activité se tourna vers les Antilles à partir de ses liens personnels avec la Guadeloupe, rejoignit le Centre et contribua de façon importante à sa réflexion.

Les membres de ce conseil eurent entre eux une qualité de relation que j'ai peu rencontrée ailleurs. Ni conflits, ni antagonismes, un souci commun de bâtir, exprimé dans des rapports confiants, dans une ambiance souriante ; le conseil a été à cet égard un véritable appui lorsque devaient se prendre des décisions risquées, ou lorsque se présentaient des difficultés inattendues.

Ce n'est que plus tard, quand le centre avait déjà franchi ses premières étapes, que le conseil s'enrichit de deux autres chercheurs de valeur. L'un, Romain Paquette, était professeur de géographie à l'université de Sherbrooke [[73]](#footnote-73). Il travaillait sur les paysanneries tropicales ; sa présence dans [90] le conseil du centre et l'existence de la station de Fonds Saint-Jacques allaient lui permettre de faire une recherche en profondeur sur les mécanisme du désengagement paysan à la Martinique. Il mettait en relief l'articulation des décisions et conduites des producteurs de la base avec les contraintes directes et indirectes qu'exerçait sur eux la société globale depuis la départementalisation.

L'autre figure nouvelle de ce conseil fut Georges Anglade [[74]](#footnote-74). Ce Haïtien flamboyant, qui finit écrasé dans le tremblement de terre de Port-au-Prince de janvier 2010, était d'abord un géographe à l'œuvre abondante. Mais sa personnalité débordait totalement son profil professionnel et lui donnait une toute autre dimension, celle d'un penseur charismatique, d'un chercheur engagé, d'un politique parfois utopiste (devenu ministre, il comprit vite la médiocrité du personnel politique et s'éloigna) et d'un écrivain. Le Centre a toujours eu le souci de consacrer une partie de son travail à Haïti, que ce soit à travers mes projets personnels, ou en rapport avec l'université de Port-au-Prince, à travers les travaux linguistiques de Gilles Lefebvre et du Comité international des Etudes créoles, ou grâce aux longues périodes de recherche de Serge Larose comme de Micheline Labelle ; mais Georges Anglade y était la voix d'Haïti ; il disait les espoirs, les horreurs de son pays, et son œuvre, très riche dans sa dimension purement scientifique, est aussi faite des paroles dites de sa voix forte et poétique dans ses écrits littéraires. Je ne peux m'empêcher dans ces pages de lui rendre ces quelques mots d'hommage.

Les résidents

L'administration du Centre ne pouvait pas se cantonner à ce qui se passait à Montréal et il fallait organiser le fonctionnement de Fonds Saint-Jacques.

Cela devait répondre à certaines contraintes. La structure du Centre était conçue pour être légère et efficace et pour fonctionner avec un budget très serré ; il fallait que chacun y soit très polyvalent, et que tout ce qui touchait à la gestion financière vise à obtenir le plus possible un autofinancement (par les contributions des chercheurs de passage, par la vente des publications, etc.). Cela permettrait de prendre des décisions rapides et d'avoir des initiatives au moment voulu. Trop passer de temps à solliciter des subventions, puis à les attendre pour agir, finit par devenir plus coûteux que de serrer le budget et de fonctionner avec les « moyens du bord ».

[91]

Gérer Fonds Saint-Jacques était une tâche qui irait en s'alourdissant quand, passant de l'encadrement de travaux sur un bâtiment, on se trouverait face à l'accueil de chercheurs et à la réponse à des questions relatives à divers thèmes de recherche. Les postes étant rares pour les étudiants en cours de mémoire ou de thèse, il me sembla bon de proposer que soit créé dans le Centre un poste affecté à Fonds Saint-Jacques, qui aurait un profil suffisamment souple pour qu'il puisse s'adapter à une fonction aux contours encore mal connus, mais qui, en tout cas devrait être orientée vers la qualité de la recherche. J'obtins que, sous le nom de « résident » un étudiant gradué occupe statutairement ce poste et soit chargé de la direction de la station, sous l'autorité du directeur avec le contrôle du conseil du Centre.

Cet étudiant aurait à la fois un rôle de responsable des activités matérielles, et de chercheur. Sa responsabilité serait grande, car à bien des égards il serait le visage du Centre. En effet toute l'activité du Centre ne reposerait que sur bien peu de personnes : une secrétaire à Montréal, un résident à Fonds Saint-Jacques. À Montréal, le directeur demeurait professeur à temps plein sans aucune décharge de ses cours, et il en allait de même des membres du conseil scientifique. Nous étions très loin de l'abondance de personnel des organismes publics. Nous fonctionnions avec une logique d'entrepreneurs privés, ce qui s'accordait fort bien avec l'esprit pionnier si vivant alors au Québec, avec son absence de formalisme et de rigidités.

Dans ces conditions le fonctionnement quotidien de la station de Fonds Saint-Jacques, mais aussi une bonne partie des initiatives scientifiques et surtout de leur rayonnement local, dépendaient du « résident », directeur de la station.

Ses tâches étaient multiples et assez lourdes, et cependant, au long des années, aucun des résidents n'y a failli, au contraire : ils ont pris des initiatives d'aménagement et de recherche, contribué de façon très importante aux relations personnelles et scientifiques avec le milieu, et il est possible de dire que les succès du Centre tiennent largement à eux.

Cependant leur statut était rude. Ils étaient responsables non seulement du Centre à proprement parler, mais des lieux historiques dont nous nous étions engagés à assurer la sauvegarde et à protéger les installations à mesure que les pouvoirs publics auraient effectué leur restauration. Ils devaient exécuter toutes les décisions d'achat de matériel, meubles ou documents, organiser et gérer la bibliothèque et sa mise à disposition des chercheurs et même du public. Ils réceptionnaient à Saint-Jacques les publications du Centre, il les distribuaient aux librairies et assuraient la comptabilité de ce secteur si important pour le rayonnement du Centre et pour la diffusion de ses travaux parmi ceux qu'ils concernaient au premier chef.

Le résident devait veiller à l'entretien des locaux et prendre toute décision quant à leur adaptation éventuelle à de nouveaux besoins (par exemple [92] aménager un local pour l'archéologie quand le besoin s'en est présenté). Il devait gérer le compte dont le Centre disposait dans une banque de Fort-de-France et rapporter chaque mois le relevé des dépenses et recettes au secrétariat du Centre à Montréal.

Il représentait la direction du Centre dans les contacts avec l'administration à la Martinique et lors de déplacements dans d'autres zones de la Caraïbe. C'est lui qui était la principale liaison avec les milieux universitaires locaux. Les résidents sont venus de diverses disciplines : géographe, anthropologue ou ethnomusicologue, mais tous étaient capables de vivre et de penser en relation avec tous ceux qui se rencontraient dans le carrefour intellectuel qu'était le Centre et qui attirait aussi sociologues, linguistes et psychologues. N'oublions pas non plus qu'il avait les fonctions d'un directeur d'hôtel, veillant aux arrivées et aux départs de chercheurs, à l'entretien des chambres, à la qualité et à l'approvisionnement de la cuisine, et dirigeant le personnel d'entretien, lui-même très restreint (trois personnes).

Demeurant sur place, le résident recevait par ailleurs bien des sollicitations, qu'elles viennent de touristes, de voisins ou de personnalités de passage. Métier astreignant, qui ne pouvait s'exercer que dans une pleine identification aux lieux et à leur rôle et demandait un engagement polyvalent de tous les instants, bien loin de ce qu'ont pu montrer divers services culturels où chaque membre d'un personnel nombreux se cantonne à travail bien délimité. Cet engagement ne pouvait se déployer que dans une grande liberté d'initiatives et une grande autonomie, ce que permettait la structure administrative du centre et la confiance des autorités de l'université de Montréal. Aussi le choix du résident, qui donnerait sa marque propre à Fonds Saint-Jacques pendant au moins une année, était-il capital. Je peux me réjouir qu'il ne m'ait jamais déçu.

Les premiers résidents qui se succédèrent furent : André Corbeil, de juillet à décembre 1968, Jean Archambault de fin 1968 à avril 1970. Absorbés — je devrais dire submergés — par les tâches quotidiennes et par le mauvais état des lieux, ces deux premiers résidents n'engagèrent pas, durant leur période de résidence, de nouvelles recherches. Tout au plus travaillèrent-ils la bibliographie, car leurs terrains, situés hors de la Martinique n'étaient plus à leur portée.

Il en alla autrement des résidents suivants, qui, tout en ayant à recevoir souvent beaucoup de monde, ont su, par un travail intense, poursuivre des recherches assez ambitieuses. Ces trois résidents, Jacques Desruisseaux de mai 1970 à l'été 1974, Serge Larose de l'été 1974 à août 1978 (avec en 1977 les intérims de Raymond Massé et de Dorothée Bertrand), et Monique Desroches, d'octobre 1978 à août 1979, période après laquelle elle revint souvent, centrèrent durant leur résidence leur activité sur la Martinique, et outre les résultats directs de la recherche cela permit de consolider les relations avec le milieu, que ces travaux intéressaient directement. Ma chronique ne couvrant que la période où je fus en poste à l'université de [93] Montréal, je m'arrête là, car, ainsi que je l'expliquerai plus loin, j'ai alors quitté le Québec pour Aix-en-Provence ; je laisse à d'autres le soin de compléter éventuellement cette chronique.

Le lien entre la Martinique et Montréal, c'est-à-dire entre les résidents et le directeur fut assumé au quotidien par un secrétariat basé à Montréal. Durant toute la vie du Centre la secrétaire fut la même personne, Elisabeth Crosnier. Elle aussi, elle avait un travail divers et exigeant. Dans les relations avec l'administration, elle mettait au point les rapports budgétaires préparés par le directeur, et coordonnait les rapports annuels. Elle entretenait une correspondance suivie avec le résident en poste à la Martinique et réglait directement avec lui bien des questions (achats de livres, envoi de matériel, transmission des données financières, archivage des factures et autres pièces comptables). Mais surtout elle passa un temps considérable à composer les publications des chercheurs.

Car il y avait un point essentiel à bien organiser, celui de la publication et de la diffusion des travaux faits au Centre.

Publier

Tout chercheur concrétise un jour ses travaux dans une publication. Du moins est-ce ce qu'on attend de lui, et ce qu'il se promet. Bien entendu, beaucoup de projets restent dans l'encrier, et c'est l'un des rôles d'un centre de recherches d'éviter cet échec. On se trouve alors pris dans une contradiction. Ou bien le centre édite sa propre revue ou sa collection de livres, et ces « publications-maison » perdent une partie du prestige que les mêmes textes auraient eu s'ils avaient paru dans une grande revue ou chez un éditeur connu. Ou bien on pousse les chercheurs à publier justement dans ces revues et chez ces éditeurs, mais dans ces conditions les articles des revues ne dépassent pas souvent le cercle des spécialistes, et les livres, dispersés, ne forment pas un corpus significatif.

Une politique de publication s'imposait ; elle devait se mettre en place dès le début de l'activité du Centre, et j'ai décidé de jouer sur plusieurs tableaux.

Il y aurait d'une part des « publications-maison », sous la forme de petits volumes clairement identifiés au Centre et confectionnés par lui. Cela comprendrait des monographies originales et des documents pédagogiques (essentiellement des bibliographies).

D'autre part je créerais une collection chez un véritable éditeur qui assurerait la qualité de la présentation et dont la sélectivité cautionnerait la valeur des volumes.

Il importait que la diffusion des deux séries soit largement assurée aux Antilles. J'allai donc voir personnellement les responsables des principales librairies de la Martinique et de la Guadeloupe et nous nous mîmes d'accord [94] pour que le Centre fasse chez elles un dépôt de tous ses volumes, le résident rendant régulièrement visite à chaque librairie pour assurer le suivi des ventes et le renouvellement des commandes. Le système marcha parfaitement, et nous avons ainsi pu diffuser un nombre inattendu d'exemplaires. Il y eut certes l'avantage que les recettes deviennent grâce à cette diffusion suffisantes pour que nos publications puissent s'autofinancer. Mais un autre avantage dépassait ce succès purement commercial. Nous avions la chance, mais c'était en même temps un défi, de travailler dans des sociétés dont le niveau moyen de culture était élevé, des sociétés qui s'intéressaient à tout ce qui les concernaient. Avides de se connaître, elles accueillaient nos textes, mais elles le faisaient sans concession. Les lecteurs étaient exigeants. Ils ne laissaient passer rien de ce avec quoi ils étaient en désaccord. Quelques-uns l'exprimaient selon des positions purement idéologiques a priori, mais ils étaient l'exception. La plupart lisaient avec attention, et donnaient leur avis dans un dialogue sans tension. Il y avait là pour le chercheur un défi, car, en diffusant ainsi ses textes, il comparaissait en quelque sorte devant un jury sans complaisance, mais un jury qui savait assez souvent exprimer son enthousiasme.

J'ai devant moi tous ces volumes, et ils éveillent avant tout des nostalgies. Je revois les visages de leurs auteurs, les lieux où je leur ai rendu visite durant leurs travaux, aux Antilles, en Haïti, en Guyane... Quant à leur contenu, il est en apparence multiple, mais il répond au projet initial du Centre : quadriller l'inconnu, poser des balises, puis tenter de relier le plus possible de faits pour avancer vers une connaissance et une compréhensions aussi générales que possible.

Je ne mentionnerai pas tout, mais en parcourant les titres étalés sur ma table, je vois d'abord ces instruments pédagogiques qui ont été systématiquement préparés pour leur diffusion dans le milieu. D'abord, première publication, un livret de traduction de textes fondamentaux sur l'anthropologie de la vaste zone que les auteurs, surtout américains, appelaient alors « l'afro-Amérique », où les Antilles s'inscrivaient d'emblée. Publié sous le titre *Les sociétés antillaises,* ce livret eu plusieurs rééditions. Ensuite vinrent d'autres ouvrages à finalité pédagogique ; il s'agissait de faire connaître à des lecteurs profanes, mais aussi à des étudiants en anthropologie, l'état d'une question à travers des bibliographies analytiques. Les textes résumés venaient de grandes revues scientifiques qui, dans ce domaine, étaient essentiellement de langue anglaise, peu accessibles aux Antilles françaises ; ils visaient à élargir l'horizon comparatif, à décloisonner les îles et cet arrière-pays qu'est pour elles le continent américain. Parurent ainsi des bibliographies analytiques sur le conte créole, sur l'anthropologie biologique des Antilles, sur la famille et la parenté, sur le vaudou, sur les migrations. Les autres publications de cette série étaient des résultats de travaux, et faisaient partie directement du « quadrillage » annoncé ; ces monographies d'une cinquantaine de pages portaient sur des points particuliers (les potières de [95] Sainte-Anne par exemple) ou sur des thèmes plus larges comme « écrivain et société en Haïti ». Il en sortit une vingtaine.

Elisabeth Crosnier joua pour ces publications un rôle qui alla bien au-delà de ce qu'il était légitime d'attendre d'une personne affectée à un secrétariat. C'est elle en effet qui prit entièrement en charge la réalisation matérielle de toutes les publications que le Centre éditait lui-même. Seuls les livres étaient réalisés par les presses de Université de Montréal.

Il faut se souvenir que nous étions dans une époque qui ne connaissait pas encore l'informatique. Tous les textes étaient dactylographiés sur une machine à écrire à boules IBM. Puis E. Crosnier reprenait ligne par ligne la première version, créait manuellement les écarts entre les mots et parvenait ainsi à obtenir dans une seconde frappe un texte justifié, dont les marges présentaient un alignement vertical parfait.

Elle veillait aussi à la présentation des pages de titre et de garde, et, avec un dessinateur, à la finition de la couverture. Cela permit de tirer une série de textes élégants qui eurent une large diffusion. Durant toute l'existence du Centre, nous avons assuré chaque fois les rééditions nécessaires, de façon qu'aucune publication ne soit épuisée, ce qui était important en raison du renouvellement constant de notre public. Elisabeth Crosnier alla plus loin : c'est elle qui décrypta le manuscrit du XVIIe siècle [*Histoire de l'île de Grenade en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030110940)*,* et le transcrivit de façon à soumettre au commentateur puis à l'éditeur un texte publiable.

Plus ambitieuse fut la collection que je lançai aux Presses de l'Université de Montréal. Il fallait pour cela l'accord de la direction des presses de l'université. Celles-ci venaient d'être rénovées sous la direction de Danielle Ros qui avait de grandes capacités pour cette tâche. Il fut décidé que serait créée une collection intitulée « Recherches caraïbes ». La dirigeant, je proposerais des ouvrages, essentiellement mais non exclusivement issus des travaux du Centre. Les Presses se réservaient le droit de les faire expertiser par un lecteur extérieur et éventuellement de ne pas accepter un titre qui aurait fait l'objet d'une évaluation négative et elles prendraient à leur charge la totalité des frais d'édition.

L'outil était construit ; il était assez complexe, mais aisément utilisable. Commencèrent alors les années d'activité.

[96]

[97]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 6

LES ANNÉES INTENSES,  
I, 1969-1971

[Retour à la table des matières](#tdm)

Voici venu le temps d'accompagner le Centre au long de ces années et de découvrir ses activités, ses recherches, et les personnes fort diverses qui y ont tenu un rôle. Une chronique, ce n'est ni une énumération, ni une analyse, mais de libres propos où se succèdent des faits et des réflexions, des personnes et des événements. Il s'agit de faire revivre et d'offrir des scènes, des portraits et des idées plutôt que de disserter et d'analyser. Parfois je me laisse aller à détailler un peu plus longuement une recherche, parfois je regroupe en un seul texte ce qui concerne certains travaux au long cours plutôt que d'y revenir plusieurs fois, selon un ordre strictement chronologique. C'est la seule entorse à l'aspect « chronique » de ces pages, qui accompagnent une visite du passé et incitent peut-être à parcourir ensuite certains des travaux publiés par le Centre.

Elles peuvent aider à comprendre combien importante et enrichissante pour la compréhension de notre temps est cette palette antillaise sur laquelle, de tant d'êtres, d'actes et de choses, se sont déposées et croisées les formes et les couleurs.

1969

Martinique, mars 1969  
Journal de Fonds Saint-Jacques (extraits)

Mars, quand la neige commence à fondre à Montréal et le carême antillais à dessécher les cannes. Première occupation de Fonds Saint-Jacques. Mais nous devons nous glisser dans les interstices libres, car peu de choses ont changé malgré les premiers travaux. Les ruines sont encore largement abandonnées aux cochons et aux moutons. Dans les bâtiments annexes de la purgerie habitent ceux qui se sont installés là depuis une vingtaine d'années et qui ont récupéré tout l'espace vacant. Face à la chapelle, les cabanes de planche et de tôle ondulée sont toujours là, et dans la cour carrée les plateaux de bambou, à hauteur d'homme, où poussent des salades. Un coin reçoit des cabines pour les coqs de combat. Le dimanche matin, sous les arbres, Copel coupe les cheveux des gens du quartier, les enfants Garnier jouent à terre, et le vieux Wagram, traînant sa chaise, vient bavarder avec quelques hommes du voisinage. Sa femme arrose tout ce qu'elle a semé dans ses caissettes sur pilotis.

[98]

Le « foyer » commence à être restauré. Les deux chambres d'angle, à l'étage, sont peintes, le toit a été refait et il ne pleut plus dans la maison ; les planchers, les volets sont réparés. On a installé à l'étage, du côté ouest, deux salles de douche et une toilette, et du côté est une salle de toilette complète. Ce côté forme un petit appartement pour le résident.

Les jardins continuent à foisonner de tous ces jeunes arbres qui anticipent le retour de la forêt ; les bananiers seuls y apportent une touche de l'activité humaine. Entre la maison et la rivière, dans une cascade de ces plantes que les fleuristes de Montréal élèvent dans leurs cages de verre, l'ombre est intense et le sous-bois humide. A chaque pas s'envolent des moucherons qui naissent et vivent dans les troncs pourris des bananiers abattus autrefois. Cà et là, même sur la crête des murs en ruine, des noix de coco ont commencé à germer et leur grande plume verte perce l'humus pourrissant. La rivière descend assez brusquement. Son courant saute de pierre en pierre. En ayant dégagé peu à peu le fouillis végétal qui cachait la rivière, près du mur qui soutient la propriété, on aperçoit sa courbe et, sur l'autre rive, la plantation de bananiers, qu'un petit avion submerge de temps à autre d'insecticide, et qui couvre tout le morne.

La chapelle, le foyer, le canal, la purgerie sont là où Labat les avait placés. De bien des bâtiments il ne reste que quelques murs. D'autres ont résisté aux siècles et aux perforations par les racines, avec leurs murs gris faits de grosses pierres entre lesquelles on tassait des briques et de plus petites pierres. Les toits, pour la plupart, sont encore couverts de tuiles en écaille de poisson ; seul le foyer est recouvert de tuiles mécaniques. Il en va de même de la chapelle, qu'un cyclone avait décapitée ; le chœur est recouvert par une chape de béton.

Cette chapelle, jusqu'à notre arrivée était demeurée le seul coin vivant de Fonds Saint-Jacques, du moins le seul où venaient les gens des alentours et même des visiteurs venus de plus loin. Revu hier la vieille dame, Madame Wagram, qui s'en occupe depuis quarante ans. « Sept ans avant l'arrivée du Père Labat, Monsieur, cette chapelle a été déposée ici par le Saint-Esprit, pour les Pères et pour les pauvres. Maintenant les Pères sont partis, et il n'y a plus de pauvres, à cause de la sécurité sociale. Alors c'est moi qui m'en occupe. Le Saint-Esprit me l'a confiée et je m'en occuperai jusqu'à ma mort. » Et elle rit, sous son chapeau de paille. Elle est petite, assez grosse, comme le sont souvent les vieilles femmes d'ici. Son visage est à peine ridé. Elle me regarde fixement dans les yeux quand elle parle. En même temps elle arrache quelques salades, qu'elle me donne. Puis, elle se tourne vers sa maison et s'en va d'un pas légèrement hésitant.

\*  
\* \*

[99]

Je viens de passer ma première nuit à Fonds Saint-Jacques. Jean Archambault a acheté le minimum qui nous permet une sorte de campement dans la maison. Il a plu toute la nuit, malgré la saison en principe sèche. J'ai très peu dormi. Il y avait les chants des insectes et des grenouilles, et, plus gênant, en contrebas de l'arrière de la maison, le bruit inhabituel pour moi de la rivière qui saute de pierre en pierre en criardes petites cascades. Mais surtout nuit d'angoisse : que suis-je venu faire ici ? Dans ces ruines qu'il semble impossible de remonter... Je suis accablé d'avoir entraîné tant de gens dans cette aventure, en promettant ce qui me paraît à ce moment impossible. Pendant l'année passée, j'ai rêvé si fort que tous m'ont cru, et je m'éveille dans cette ruine, au milieu d'un paysage bruyant et étouffant, loin de chez moi, responsable d'engagements que je ne saurai jamais tenir. Panique, avec le sentiment d'avoir à fuir une foule qui me pourchasse en me lançant des pierres. Eveils nocturnes ; j'essaie de raisonner, mais chaque fois le raisonnement alimente la panique ; la tâche à accomplir semble immense et absurde. Alternance d'éveils anxieux et d'insomnie dans la chaleur moite et le bruit de la rivière.

Au matin, devant les tasses d'aluminium où nous buvons notre Nescafé, nous en parlons. Jean Archambault partage mon sentiment. Lui aussi, il se demande ce qu'on fait là. Notre pari est fou...

Puis le jour se lève, et les nuages de la nuit se dissipent. Le lieu reprend son charme, les voisins nous saluent aimablement, les ruines ne sont plus hostiles.

Mais il y avait du vrai dans cette tension nocturne, dans cette seconde vue qui démasquait l'ombre des choses et qui montrait comment elles nous dévoreraient par leur échec si nous manquions de conviction et de la capacité d'entraîner la conviction des autres, (*fin de cet extrait du Journal)*

Durant ce séjour, nous avons accompli avec Jean Archambault un acte dont l'effet se voit encore en 2014 : nous avons planté un tulipier dans le jardin qui est en contrebas du chemin d'accès au Centre. Il est devenu un très grand et bel arbre.

\*  
\* \*

Je me réjouis de la prochaine arrivée d'un de nos étudiants, Yves Préfontaine. En réalité, il est plus qu'un étudiant. Ecrivain et poète déjà connu [[75]](#footnote-75), très cultivé, sensible aux gens et aux choses, il est de ceux, écrivains, cinéastes, philosophes qui sont venus étudier l'anthropologie dans notre département dès que nous avons organisé nos programmes. Ils y cherchaient [100] un milieu en harmonie avec la façon dont ils concevaient la culture, en opposition avec la culture dominante d'alors, contraignante et figée sous l'emprise d'une Eglise demeurée très archaïque et qui ne savait pas passer le relais. Ils y venaient aussi parce que l'anthropologie débouchait sur le monde dans sa réalité la plus intime, celle qu'ils voulaient rencontrer. Il y avait ainsi des pionniers du jeune cinéma québécois comme Claude Jutra [[76]](#footnote-76) et Michel Brault [[77]](#footnote-77), des écrivains comme Gaston Miron, Yves Préfontaine et le Haïtien Raymond Chassagne et d'autres, plus jeunes et moins connus, qui animaient des revues ou qui esquissaient des films.

J'avais proposé à Yves Préfontaine, en raison de son profil personnel, de rencontrer quelques figures intellectuelles martiniquaises et de réaliser des entretiens qu'il présenterait comme mémoire pour son diplôme. Il s'en acquitta parfaitement, et on garde à travers son texte des propos peu connus d'Aimé Césaire, d'Edouard Glissant, d'Emile Yoyo et de Roland Suvélor [[78]](#footnote-78). Ce travail a préludé à de nombreuses rencontres avec des penseurs et des écrivains antillais qui ont été souvent plus ouverts aux activités du Centre et qui en ont sans doute mieux perçu le sens profond que bien des enseignants ou chercheurs professionnels.

\*  
\* \*

Avant de retourner à Montréal, je fais le point avec Jean Archambault sur son travail aux Saintes, de façon à esquisser avec lui ce que pourra être sa contribution à l'ouvrage collectif que je projette avec les travaux déjà réalisés ou en cours. Je voudrais avoir les manuscrits au début de 1971.

Jean Archambault, avait comme André Corbeil, fait partie de l'équipe « pêche ». Il avait résidé en 1967 à Terre-de-Haut des Saintes grâce à une bourse que nous avait accordée la Fondation de Vera Rubin ; après un travail de terrain très actif, il avait rédigé une étude qui montrait bien ses aptitudes pour la recherche. Centrant ses observations sur ce qui s'était passé à la suite de l'introduction du moteur sur des canots qui naviguaient jusqu'alors à voile, il avait bien montré la réaction en chaîne qu'entraînait ce [101] changement technique : quelques remaniements de la structure du bateau, une monétarisation accrue due à l'achat du moteur, à son entretien et au carburant, la dévalorisation des connaissances anciennes sur les vents et la navigation à voile, ce qui entraînait une grand perte de prestige et d'autorité des anciens au profit des plus jeunes. On relevait aussi un important changement dans l'accès aux lieux de pêche qui ne nécessite plus de tenir compte du vent et peu des courants, ce qui a bouleversé les stratégies saisonnières. L'équilibre techno-économique en se déplaçant, a ébranlé toute la société.

Sa contribution met le doigt sur la façon dont un changement technique venu d'ailleurs, apparemment mineur, et qui s'impose par sa nature même sans qu'intervienne aucun « agent de développement », culbute non seulement l'économie mais les relations sociales et la perception de l'environnement ; il ne s'agit pas là d'un simple discours général mais d'une réalité concrète, qui se manifeste aussi dans d'autres zones de pêche, et d'autres secteurs de l'activité.

La visibilité des divers changements est inégale. Les plus matériels sont immédiatement perçus, tandis que ceux qui ébranlent la société et la culture sont ressentis bien avant d'être compris, et entraînent des inquiétudes dont on ne connaît pas les racines et un malaise d'autant plus troublant qu'on le localise mal et qu'on ne se l'explique pas. Les autres travaux sur la pêche faits par notre équipe (à la Désirade, à la Guadeloupe, à la Martinique, à Saint-Barthélémy) vont dans le même sens, mais montrent des particularités locales qui s'ancrent elles-aussi sur le socle de la société.

Si j'appréciais les capacités de chercheur de Jean Archambault, j'appréciais également beaucoup son grand dynamisme, indispensable lors de la phase au cours de laquelle il remplirait le rôle de résident.

\*  
\* \*

Le Centre a commencé à attirer des visiteurs : des curieux, et des chercheurs. Contrairement à ce que j'avais craint, l'isolement a vite cessé, et nos activités ont été relayées par la Presse locale :

20 octobre 1969

*France Antilles* titre dans son numéro du 13 de ce mois : « À Fonds Saint-Jacques un stagiaire martiniquais prépare une étude sur les conséquences de la fermeture de l'usine du Marin. »

Ce tout premier témoignage d'une activité de recherche du Centre commence en décrivant l'ambiance qui « est calme et studieuse et l'on y rencontre des gens intéressants qui se donnent, eux aussi, le temps d'approfondir leurs connaissances. Pour l'heure, le permanent canadien [102] délégué par l'Université de Montréal est Monsieur Archambault, qui travaille à une thèse sur les Saintes. Il n'est pas seul. MM. Tyburn et Burac [[79]](#footnote-79), tous deux du Gros-Morne, M. Calmont [[80]](#footnote-80), du Marin, M. Monsoro, de Fort-de-France et M. Yves François, du Lorrain font également des recherches géographiques, en compagnie de trois autres canadiens et de trois métropolitains, sous l'égide des professeurs Benoist et Lasserre (de Bordeaux) ».

L'article poursuit : « Fonds Saint-Jacques, c'est donc cela, un lieu de réflexion et de recherche sur les Antilles et un point de contact entre la Martinique et le monde culturel de langue française ». Optimiste, l'auteur affirme avec assurance que l'ensemble sera restauré, essentiellement pour les chercheurs. Quant à la purgerie, « le plus noble des bâtiments de Fonds Saint-Jacques dont l'admirable charpente nous est venue intacte du XVIIIe siècle, sa destination est toute trouvée : une salle de congrès manquait depuis longtemps à la Martinique. »

Pourquoi ne verrait-on pas un jour tout cela, me disais-je alors, « si Dieu veut » ?

Le journaliste ne mentionne pas d'autres stagiaires, les Québécois. L'un d'eux, Jacques Desruisseaux allait jouer un rôle très important dans le Centre au cours des années suivantes.

Le travail des étudiants de Guy Lasserre faisait partie d'un programme que nous avions élaboré en commun sur les changements socio-économiques des Antilles consécutifs au bouleversement apporté par la départementalisation et surtout à la crise de la production agricole. Ce programme, qui avait commencé deux ans auparavant, avait permis une bonne articulation entre l'approche géographique et économique venue de Bordeaux et l'approche historique et anthropologique que suivaient les chercheurs de Montréal. On en verra plus loin quelques aspects, fort divers.

Dès que la base fut devenue à peu près utilisable, le Centre prit l'initiative d'établir un inventaire de thèmes prioritaires établis à la fois en contact avec le milieu scientifique et administratif local et avec l'encadrement de la recherche au sein de l'université de Montréal. La question ne se posait pas tant pour l'anthropologie, qui disposait déjà d'une longue expérience et de nombreux contacts, que pour de nouveaux travaux, ceux qui justement seraient grandement facilités par l'existence de Fonds Saint-Jacques. Il apparut qu'une première priorité était l'archéologie ; des demandes locales, le développement croissant de l'archéologie amérindienne de la Caraïbe au [103] niveau international et l'existence d'une bonne formation à Montréal rendaient cela souhaitable. Le Pr Philip Smith [[81]](#footnote-81) passa deux semaines à Fonds Saint-Jacques et, sous la conduite de Jacques Petitjean-Roget, il eut de nombreuses rencontres, observa nombre de sites, et prit connaissance des collections archéologiques. Par la suite il orienta plusieurs étudiants vers des thèmes antillais, et l'un d'aux, Louis Allaire devint un spécialiste reconnu dans le domaine. Il est bon de noter que l'archéologie amérindienne occupait alors presque entièrement le champ de la recherche archéologique aux Antilles. A la différence de ce qui se passait dans les pays anglo-saxons, l'archéologie industrielle intéressait peu de personnes en France, et encore moins aux Antilles. Depuis, par bonheur, des archéologues ont travaillé conjointement avec des historiens autour des sucreries et des traces de passé esclavagiste. À Fonds Saint-Jacques, de tels travaux, fructueux, ont été accomplis bien des années plus tard, après le départ du Centre.

Une autre voie s'ouvrait, qui elle aussi ne fut que seulement esquissée : les sciences de la nature. J'organisai deux missions d'information à leur sujet, en 1969 et 1970. L'une fut assurée par Pierre Dansereau, qui laissa un rapport intéressant sur l'écologie et les questions qu'elle posait. Son expérience à Porto-Rico lui permettait d'être très positif sur les capacités de la station et sur le grand intérêt qu'auraient des travaux intensifs sur la végétation antillaise et son écologie. Il était par contre assez pessimiste quant à la possibilité d'une collaboration avec le département de biologie, tout entier tourné vers la biologie moléculaire. Parlant de l'attitude de ces biologistes, il m'écrivait : « *la politique de l'Université, ces dernières années, me laisse peu d'espoir pour un renouveau de la taxonomie et même de l'écologie, qui est pourtant enfin à la mode »*. Et il notait combien le département de biologie était opposé à la taxonomie « *de façon que je dirai méprisante »*. Effectivement le Centre ne put donner de suite au rapport cependant prometteur de Pierre Dansereau. Plus tard, l'accueil à quelques reprises du professeur du Muséum Jacques Barrau, lors de ses travaux sur l'écologie de la mangrove, et surtout un important développement de la botanique et de l'écologie à l'université Antilles-Guyane à la Guadeloupe combleraient ce manque.

L'autre rapport en biologie fut confié au Pr Paul Pirlot, ce qui le conduisit plus tard à mener plusieurs travaux sur la Martinique, en particulier sur les chauve-souris. Sa prospection, accompagnée par le P. Pinchon, passa en revue bien d'autres thèmes mais n'aboutit à un travail suivi que sur ces mammifères dont Fonds Saint-Jacques hébergeait plusieurs espèces et offrait un dispositif d'observation particulièrement efficace qui fut utilisé par Paul Pirlot et certains des chercheurs de son laboratoire. Il s'agissait de comparer le développement de certaines parties du cerveau entre les espèces [104] insectivores et les espèces fructivores. On sait que les insectivores repèrent avec précision les insectes volant dans la nuit avec un système de sonar qui exige à l'émission comme à l'audition des particularités anatomiques et physiologiques très spécifiques, qui manquent aux frugivores. Il résulta de la « collaboration » avec les chauve-souris de Fonds Saint-Jacques de véritables progrès dans la connaissance fine du substrat neurologique du comportement de ces petits mammifères chasseurs.

\*  
\* \*

La qualité du lieu, sa situation à la Martinique, une île qui jouit d'un prestige particulier, donnaient une étonnante caisse de résonance à ce qui pouvait se faire à l'université de Montréal en matière de recherches aux Antilles. Mon rôle de directeur était d'assurer à cela le plus de retentissement possible, et je présentai Fonds Saint-Jacques à divers milieux au Québec, aux Antilles (en particulier à la Guadeloupe), aux USA et en France. L'un des contacts qui eut le plus de conséquences très positives, se noua avec une association assez récemment créée, l'association des universités entièrement ou partiellement de langue française (aupelf). Elle était hébergée par l'université de Montréal, qui avait été son promoteur dans la foulée de la révolution tranquille.

L'un des traits marquants de cette « révolution » est d'avoir compté parmi ses effets l'ouverture du Québec au monde extérieur. Certes, les Québécois étaient souvent présents dans le monde, mais en tant que Canadiens, ou plus exactement que Canadiens-français, membres d'un pays, le Canada dont la structure, la langue très dominante, les orientations extérieures et l'image étaient sous l'emprise de sa majorité anglophone. Dans le monde universitaire, les diplômes, les structures, mais surtout le contenu de bien des enseignements étaient calqués sur ce qui se faisait au USA.

En 1960, quand les ébranlements commencèrent, le recteur de l'université de Montréal, Monseigneur Lussier [[82]](#footnote-82) (l'université était alors pontificale et son chancelier était le cardinal Léger, archevêque de Montréal), était un homme simple, aux apparences douces, presque naïves, et il semblait bien éloigné de l'agitation qui saisissait le pays. Mais, sous cette apparence, se cachait un homme convaincu, d'une grande volonté, un nationaliste canadien-français ouvert aux changements. Il eut alors l'idée d'entreprendre une vaste tournée des universités où l'on enseignait en français. En France, certes, et dans les pays francophones d'Europe, mais surtout en Afrique. Il [105] en revint ébloui et en 1961, sur son initiative et avec les conseils d'une personnalité intellectuelle respectée du Québec, Jean-Marc Léger [[83]](#footnote-83), militant d'une francophonie multilatérale, fut créée cette association.

C'est avec Jean-Marc Léger que je nouais rapidement des liens qui, sans être intimes, traduisaient entre nous un accord profond. Je le voyais de temps en temps, et un jour de 1969, alors que je lui parlais de Fonds Saint-Jacques, il me proposa de présenter une demande de financement à un programme qui allait être créé, le Fonds international de coopération universitaire (Ficu). Il s'agissait d'associer dans un travail commun de recherche plusieurs universités francophones, membres de plusieurs pays. Quelques mois plus tard je soumis au Ficu un programme qui associait les universités de Montréal, d'Haïti, de Madagascar et le centre universitaire de la Réunion dans une étude anthropologique comparée des diverses formes de grande plantation et de leur impact sur la société. Ce fut le début de la présence du Centre dans l'océan indien, présence qui se révéla très féconde. Fonds Saint-Jacques n'était en apparence concerné qu'à la marge ; en réalité, le programme y fut officiellement basé, certaines réunions s'y tinrent, et cela entraîna des échanges et en particulier l'investissement ultérieur de plusieurs chercheurs liés au Centre, dont moi-même, dans des travaux aux Mascareignes. Fait notable, ce programme était le premier projet accepté par le Ficu. Son secrétaire, Maurice Beutler [[84]](#footnote-84), le présenta souvent comme un modèle de bonne articulation entre les universités partenaires. Je ne m'attarde pas ici sur le contenu des travaux ; on en verra plus loin quelques éléments.

1970

C'est en fait l'année 1970 qui voit le véritable démarrage de Fonds Saint-Jacques comme lieu d'accueil et comme point d'ancrage du Centre de recherche à la Martinique. Cela ne l'empêchera pas, bien au contraire, de poursuivre ses activités dans d'autres régions, mais sa présence continue à la Martinique deviendra au long des ans un carrefour où se rencontreront en permanence des chercheurs venus d'Amérique du Nord, de France et de la Caraïbe, en relation directe avec les Martiniquais et les Guadeloupéens que leurs travaux concernent.

[106]

Succédant à Jean Archambault, Jacques Desruisseaux devient « résident ». Il le restera près de quatre ans. Pendant son premier séjour de recherches à la Martinique qu'il avait fait au sein de l'équipe de Guy Lasserre, j'avais remarqué ses qualités. Simple et direct, consciencieux et efficace, très à l'aise avec le milieu antillais grâce à sa chaleur spontanée et à son manque de toute prétention, il m'avait alors semblé particulièrement bien adapté à la fonction de résident et je lui proposai en 1969 le poste qui allait s'ouvrir après le départ de Jean Archambault.

Dès cette première année de fonctionnement effectif, le Centre a été sollicité de bien des côtés. L'appui des autorités a permis dès juin et jusqu'en septembre un échange à travers l'office franco-québécois de la Jeunesse : tandis que de jeunes martiniquais se rendaient au Québec, douze étudiants québécois en linguistique et ethno-linguistique, encadrés par Gilles Lefebvre, séjournaient à la Martinique. Mon journal note divers épisodes de la suite de cette année :

Journal

Octobre 1970

Visite d'Auguste Armet qui se lance dans un travail sociologique. Conversation intéressante avec cet homme d'une trentaine d'années, plein de projets. Sa recherche est encore en élaboration mais elle a des chances d'aboutir car j'ai senti une interrogation qui s'ancre solidement dans sa vie [[85]](#footnote-85). Il évoque ses engagements, et me parle de son concept de « société crazé », qui ne manque pas de force. Reste à savoir ce que cela peut donner sur le plan opératoire. Je retrouve avec lui cette grande différence de points de départs entre chercheur originaire d'une société et impliqué dans son fonctionnement et chercheur venu d'ailleurs, qui m'était apparu lors des discussions avec Guy Lasserre, qui est si peu sensible à toute tension affective issue de rapports sociaux. Comme pour bien des réalistes, le vécu des phénomènes sociaux semble peu compter pour lui. Quoiqu'il fasse, le premier, celui qui est « natif », part souvent de ses sensations, de ce qui, même dans sa vie intellectuelle, est motivé, voire construit, par ses émotions ; le second part de ses connaissances plus générales, d'une vue bien moins émotive : il sait, au plus profond de lui, que son avenir n'est pas là, que sa référence personnelle demeure ailleurs. Et alors que le premier chemine, difficilement vers la distance, nécessaire à la compréhension, le second [107] parcourt le même chemin en sens inverse pour atteindre, s'il en est capable, l'empathie nécessaire pour que la connaissance se fonde sur le vécu.

Je ne connaissais pas Auguste Armet, mais j'ai été frappé lors de ce premier entretien par une certaine force qui semble en lui, une vigueur d'engagement qui transcende la seule préoccupation intellectuelle. Puisse-t-il mener son projet jusqu'au bout ! Nos pistes se sont déjà croisées de loin, d'une part parce que j'ai bien connu son oncle qui travaillait à l'Institut Pasteur, d'autre part parce qu'il est de Case-Pilote et connaît bien dans ce village M. Varsier, qui, à la fin des années 1950, m'avait initié aux techniques et au langage des pêcheurs.

Nous recevons aussi très souvent la visite d'un personnage pittoresque, qui serait tout à fait attachant si certains thèmes de ses conversations ne laissaient pas planer un doute sur son équilibre. Professeur de philosophie au Lycée Schoelcher, M. L. a été déchargé de tout cours, tant il était chahuté, et il occupe désormais une fonction de documentaliste. Il vient de Fort-de-France à pied, dans un équipement de marcheur ; il entre dans la bibliothèque et se plonge dans des livres et des articles. Parfois il se lance dans des hypothèses historico-sociales, mais souvent il se contente de propos très généraux, puis il repart avec le véhicule de quelqu'un de ses amis venu le chercher. Il s'entretient avec des étudiants, d'ici ou du Québec, qui fréquentent la bibliothèque. Certains me disent qu'il leur a appris bien des choses, et donné des conseils. Il me parle parfois de ses projets, sans que je parvienne à discerner leur contour. Je le connais depuis plusieurs années, et je n'ai jamais vu aucune de ses promesses aboutir. Mais il s'élance dans l'univers intellectuel comme d'autres dans la mer, et il semble que ce bain lui suffise. Ils sont plus nombreux qu'on ne pense, ceux qui sont ainsi fascinés par le monde de la recherche et de la réflexion, sans en être eux-mêmes acteurs. Ils ont vis-à-vis de la recherche une attitude assez semblable à celle des visiteurs de musées ou du public des concerts ; ils lisent, ils discutent, ils lancent des hypothèses, et cela leur suffit. Je découvre avec un certain étonnement cette sorte de public, auquel l'université ne m'a pas habitué, et je m'aperçois que nous lui apportons plus que nous aurions pu penser ; et ils participent à la légitimité sociale de notre travail. Que serait le peintre si personne ne regardait ses tableaux ? À force de vivre entre chercheurs, ou avec des étudiants, nous oublions la réalité des amateurs, des curieux, de ceux qui, littéralement, consomment ce que nous produisons, et qui s'en nourrissent. Plus passe le temps, plus je comprends que nos relations avec eux font pleinement partie de notre rôle. Parmi ces « consommateurs », il y a un certain nombre de Martiniquais, qui viennent fréquenter le Centre, pour se plonger eux aussi dans une atmosphère de recherche et de discussion sans souhaiter participer à nos travaux. Certains sont devenus des habitués, et leur présence aux repas rend la conversation plus ouverte et plus fluide. Mais il est difficile de rendre compte de tout cela dans un bilan [108] académique ou dans un compte-rendu d'activité à ceux qui nous financent...

Septembre

La rentrée universitaire me retrouve à Montréal pour peu de temps car je suis ensuite en congé sabbatique, et je serai surtout à Paris, puis sur le terrain. Je fais au vice-recteur et au conseil du Centre un premier compte-rendu de ce qui s'est passé depuis un an, et que je peux décrire de façon optimiste, et m'a-t-il semblé, convaincante.

Mais Jacques Desruisseaux n'a pas eu à attendre longtemps pour connaître les premières difficultés. Il m'a écrit en date du 26 août :

« Le cyclone Dorothy a dû vous causer bien des inquiétudes, et avec raison car les dégâts sont assez élevés. Heureusement le Centre a peu souffert, tout au plus quelques gouttières qui ne causent aucun dégât. Les plus gros dommages proviennent de l'effondrement du mur de soutènement qui longe la rivière le long du foyer, sur au moins 50 mètres. Il y a eu effondrement du terrain jusqu'à moins d'un mètre du trottoir qui longe la maison. Les installations sanitaires sont à moitié découvertes mais encore en place. M. Thébaud estime les réparations à au moins 4 millions d'anciens francs. Il va faire effectuer des travaux d'urgence. (...) Le cyclone a été suivi de pluies torrentielles. Une telle crue de la rivière Saint-Jacques ne s'est jamais vue de mémoire d'homme. Le jardin en bas de la cuisine a été inondé, ainsi que les installations sica et toutes les maisons et boutiques du Fonds. Le vieux gué qui a presque trois siècles d'existence a été emporté. Des pans entiers de mornes se sont effondrés ; les quartiers les plus affectés ont été Bézaudin et Pérou ; le pont de la rivière du Lorrain a été emporté. La plaine et l'usine du Lorrain sont ensevelis sous près de deux mètres d'alluvions.

Le bourg de Sainte-Marie a été très touché : la pharmacie Castry a perdu tout son stock, ainsi que Madame Labranche qui possède un magasin de mercerie et de tissus. Une dizaine de femmes sont venues ici pour laver son stock. Beaucoup de personnes viennent ici s'approvisionner en eau car nous en gardons un excellent débit, alors que le village n'en est plus alimenté. On nous demande même comme une grande faveur la permission de prendre une douche ! Nous avons aussi fourni quelques victuailles aux femmes qui étaient venues travailler bénévolement aux lavages.

Mais un événement comme celui-ci constitue une expérience enrichissante. Face au danger et aux décombres, il n'existe [109] plus de différence de race ou de rang social, mais une solidarité très sentie. Je pense que cette expérience nous a rapprochés beaucoup des Martiniquais, tout au moins de ceux de Fonds Saint-Jacques »

14 octobre 1970.

Prêt par Émile Hayot du manuscrit de la *Dissertation sur les pêches de la Martinique.* Voilà plus de dix ans, lorsque nous préparions, à Fort-de-France dans le cadre du Fort Saint-Louis qui abritait alors un petit musée, une exposition sur la pêche à la Martinique, il m'avait montré ce manuscrit qui semble dater du début du XVIIIe siècle. Il accepte que nous lui donnions une diffusion plus large et nous allons le publier dans la collection du Centre, tel quel, comme document. Cela fait partie de notre responsabilité envers le milieu où nous travaillons que de faciliter le plus possible l'accès au maximum de sources et de textes, bien au-delà du cercle des spécialistes [[86]](#footnote-86).

1971

23 juin, Paris

J'ai reçu la réponse de Jacques Petitjean-Roget à ma lettre concernant le manuscrit sur Grenade, que j'avais trouvé dans une librairie de la rue Montmartre.

Il m'écrit par retour du courrier :

« Il s'agit je pense d'un manuscrit que signale Dampierre dans sa bibliographie des Antilles en le donnant comme appartenant à la bibliothèque de l'Ecole Sainte-Geneviève. Je l'ai cherché comme la prunelle de mes yeux, le bibliothécaire de mon ancienne « maison » [[87]](#footnote-87), interrogé m'a dit ne savoir où il est. La séparation et les inventaires sont passés dessus. Je pense donc que c'est un manuscrit très intéressant ».

Je suis donc allé l'acheter hier ; quand j'ai demandé au libraire d'où provenait ce manuscrit, il a cherché dans ses papiers puis m'a dit « il vient de la vente de la bibliothèque de Monsieur de Dampierre ». Que ne suis-je détective ! J'aurais eu un succès à mon compte dans l'enquête sur un larcin peu soupçonnable...

[110]

Quoi qu'il en soit, le manuscrit me semble si important que je vais essayer de le faire publier dans la collection du Centre, avec des notes et commentaires par Jacques [[88]](#footnote-88).

Juillet, Fonds Saint-Jacques

Est de passage pour trois semaines un étudiant américain qui travaille sur les questions noires dans son pays et dans la Caraïbe, Drexel Woodston [[89]](#footnote-89). Adressé par Sidney Mintz, il est accueilli avec plaisir et intérêt à Fonds Saint-Jacques. Nous avons accepté, sur sa proposition, d'organiser au Centre une soirée sur ses thèmes de recherche ; il y est venu un bon nombre d'étudiants martiniquais et quelques personnes des communes voisines. Tout a été assez serein ; l'exposé était bien loin d'un discours révolutionnaire. Cependant dès le lendemain j'étais convoqué à Trinité par le sous-préfet Yves Bonnet [[90]](#footnote-90), qui m'a tenu des propos assez durs sur le fait que le Centre était sorti de son rôle, que ce n'était pas dans ses activités de faire de telles réunions et que cela ne devait pas continuer, sinon... Le ton était rude, la discussion à peine possible, même si la rencontre s'est terminée somme toute poliment. Mais on sent combien derrière les sourires l'armature de fer est prête à fonctionner au moindre « écart », plus exactement au moindre soupçon de la préfecture. Quelle que soit notre activité, nous sommes suspects pour deux raisons majeures : nous sommes des intellectuels ; nous sommes immergés dans la population avec laquelle nous avons des échanges étroits, hors des canaux classiques, qui sont, de fait, souvent des écrans entre Métropolitains et Antillais. Tout ce qui s'écarte des représentations officielles, tout ce qui établit un contact direct entre des Antillais et un groupe étranger, est suspect d'animer quelque indépendantisme (dont on se demande d'ailleurs pourquoi il semble une telle abomination).

[111]

25 août

Je reçois une lettre de Joseph Lévy. Il est revenu à Grand-Rivière, où il entreprend cette fois une recherche plus ambitieuse que la précédente [[91]](#footnote-91).

Il m'écrit :

« J'ai retrouvé le Fonds Saint-Jacques que j'avais visité en votre compagnie et qui était alors en ruine, totalement transformé et pratiquement méconnaissable. L'accueil chaleureux et la disponibilité de Jacques Desruisseaux ont grandement facilité mon installation et donnent au centre un rayonnement admirable, d'autant plus que la bibliothèque permet enfin de confronter dans un aller-retour rapide théorie et terrain. La visite des chercheurs vient de surcroît personnaliser ce centre et donner lieu à des échanges qui dépassent le cadre des séminaires et des cours à l'université. »

Une lettre aussi de Jacques Desruisseaux, sur la visite à Fonds Saint-Jacques du Dr Boukson, de l'hôpital psychiatrique de Colson. Il venait proposer le manuscrit d'un livre dont la présentation semble très intéressante. Il se place dans la même lignée humaniste et attentive au milieu que le fondateur de l'hôpital, Maurice Despinoy, qui avait pu instaurer à Colson une approche inspirée de la leçon de son maître Tosquelles et de l'expérience de Saint-Alban. J'avais un peu travaillé avec lui entre 1957 et 1960. Proche de Fanon et du vice-recteur Alain Plénel, il avait bien saisi le lien entre la pathologie mentale, et les contradictions culturelles et politiques qui traversaient et agressaient non seulement la société mais chaque individu. Nous avions eu divers entretiens sur ces thèmes. J'avais même un jour conduit des anthropologues à Colson où nous avions discuté sur ces questions avec les infirmiers qui nous avaient frappés par leur conscience des tensions et leur capacité à les exprimer. Il y avait là Alfred Métraux [[92]](#footnote-92), à la recherche de traces du vaudou dans les thèmes des délires (ce qu'il ne trouva pas), et Michael Horowitz, qui travaillait dans la campagne du Morne-Vert. En collaboration avec le psychologue Edouard, le Dr Boukson avait rédigé son livre dans le même esprit. Il souhaitait éviter d'avoir à le publier à compte d'auteur et J. Desruisseaux me demandait d'examiner ce projet [[93]](#footnote-93).

[112]

Septembre

Dans le programme anthropologique initial du Centre, j'avais insisté pour que se réalise, à côté des projets de dimension importante (celui sur les plantations, celui sur la structure de la population de Saint-Barthélémy et de ses conséquences, le programme d'archéologie précolombienne) un quadrillage fait de travaux ponctuels sur des thèmes plus étroits mais dont l'étude contribuerait à un tableau global de la culture. Il y avait eu la recherche de Francine Chartrand [[94]](#footnote-94) sur les Blancs Matignon de la Guadeloupe [[95]](#footnote-95). Deux autres travaux se sont effectués cette année 1971 grâce au séjour de deux étudiantes venues du Québec. Noëlle de Roo Lemos a travaillé sur la poterie traditionnelle de Sainte-Anne [[96]](#footnote-96). Paul-Emile Victor avait attiré l'attention sur cette poterie dans une brochure parue vingt ans plus tôt, mais assez superficielle. Cette poterie féminine a des analogues à Sainte-Lucie, et localement on s'accorde pour la rattacher à une tradition amérindienne [[97]](#footnote-97). Toujours en relation avec un héritage amérindien, la vannerie, fort belle, du Morne-des-Esses a été étudiée soigneusement par Sylvie Pharand [[98]](#footnote-98).

Le programme international soutenu par le Ficu, intitulé « Formation de chercheurs et coopération interuniversitaire dans les îles de l'océan indien », a tenu en septembre 1971 à Fonds Saint-Jacques la première réunion de ceux qui l'encadrent et qui présentent les travaux effectués ou en cours : Edith Beaudoux-Kovats, qui a séjourné à la Martinique pour l'achèvement de son livre sur les Blancs-créoles ; Pierre Vérin, qui a travaillé à Pointe-Caraïbe (Sainte-Lucie) ; Jean-Aimé Rakotoarisoa, dont la recherche a porté [113] sur Mohéli (Comores) ; Josiane et René Potier, qui ont travaillé à la Réunion sur l'usine du Gol, et Denise Helly, qui s'est rendue à Maurice pour amorcer une recherche parmi les Chinois de l'île [[99]](#footnote-99).

Je ne sais ce qui l'emporte dans mon souvenir, de l'intérêt scientifique ou du pittoresque de cette réunion. Pittoresque des gens, tous transplantés dans ce lieu inhabituel où tombe le masque de leur personnalité officielle, mais tombent aussi certaines des défenses qu'elle permet en matière de politesse, si bien que, chaleur et fatigue aidant, des divergences idéologiques et des crispations de caractère pourraient conduire à des conflits, si le charme de la terrasse et l'alanguissement par les punchs ne venaient finalement effacer les dissentiments.

Il y avait là le doyen Jean-Baptiste Romain [[100]](#footnote-100). Voilà un homme que j'ai toujours aimé rencontrer. Il n'avait jamais la morgue et la prétention intellectuelle de tant de ses égaux ; par contre, il avait su, dans des conditions difficiles, réaliser une œuvre de qualité sur les paysans haïtiens, à partir d'un travail personnel de terrain et de l'encadrement d'étudiants. Il avait fondé un programme d'enseignement de l'anthropologie, très influencé par ses contacts avec Leroi-Gourhan et assez distant du courant nord-américain, ce qui paradoxalement donnait une sorte d'exotisme à ses propos et à ses références. Un seul poids pesait sur lui : il avait été nommé par François Duvalier, et on le soupçonnait de complicité avec le régime. Les choses étaient en réalité plus complexes. Lui-même, il s'intéressait fort peu à la politique, et se tenait loin de tout engagement. Par contre on sait que Duvalier se voulait ethnologue. Romain fut en fait l'ethnologue sans danger de confrontation politique qui lui semblait le plus adapté à son service, car il entendait donner à son pouvoir une caution ethnologique. Son « négrisme » se présentait dans un vocabulaire socio-culturel, et la faculté d'ethnologie, par certains de ses membres, venait alimenter son discours négriste. Romain se tenait à une distance prudente, celle du silence. Mais cela n'empêcha pas les soupçons. J'en fis moi-même l'expérience. Quelques années plus tard, en effet, il fonda l'Académie des sciences humaines et sociales et m'y fit nommer, ainsi que Gilles Lefebvre. Comment refuser ? Mais, à peine la nouvelle eut-elle été connue à Montréal qu'un des professeurs d'anthropologie de notre université, Pierre Beaucage, au moins aussi agitateur qu'enseignant, déclencha des manifestations de ses étudiants, fit bloquer l'accès à mon cours, jusqu'à ce que par une intervention très ferme et l'appui de Maurice l'Abbé, je puisse mettre fin à ces excès.

[114]

La rencontre Ficu portait sur la question centrale du projet : la fin des plantations et les convulsions sociales qu'elle entraînait. Guy Lasserre y présenta quelques travaux des géographes. Isac Chiva [[101]](#footnote-101), qui était à Fonds Saint-Jacques pour un autre objet et que j'avais invité, le critiqua fortement, en insistant sur l'aveuglement des travaux des géographes quant au contexte de contrainte issu de la colonisation, et quant à l'importance du rôle de la métropole dans le maintien de fait des inégalités sociales. Or Chiva venait de donner sa caution à un projet soumis par un indépendantiste notoire, Jack Berthelot [[102]](#footnote-102), dont le nom seul mettait Guy Lasserre en colère. Cela ne manqua pas d'exploser. Soumis à la dgrst [[103]](#footnote-103), le projet Berthelot sur l'habitat guadeloupéen prônait un développement autocentré, qui combattrait à la fois la destruction de l'héritage guadeloupéen en matière de construction et l'effondrement de la production locale, écrasée par les importations massives venues de la Métropole. Il comprenait surtout un important volet sur l'aménagement du pays selon des normes issues des traditions locales, notamment en matière d'habitat. La dépendance étroite, le caractère « périphérique » des Antilles étaient fortement ressentis, et le projet les décrivait clairement, mais les solutions proposées, même si elles étaient psychologiquement gratifiantes, étaient-elles réalistes dans le contexte national et international ? Guy Lasserre développa des arguments factuels sur l'incapacité d'une économie de si petite dimension d'atteindre un niveau de vie comparable à celui qu'avaient alors les Antilles. Comment, disait-il, vendre des ananas ou du sucre quand on a des concurrents où la main-d'œuvre vit dans des conditions misérables en recevant des salaires dix fois moindres qu'aux Antilles ? Tant qu'on n'accepterait pas de payer le kilo de sucre au même prix qu'un paquet de cigarettes, continuait-il, rien ne pourrait permettre d'éviter le choix entre la misère ou les transferts. La « dépendance » lui semblait un concept sans signification : il jugeait qu'il s'agissait de « solidarité nationale » et que seule celle-ci pourrait assurer rapidement la hausse du niveau de vie et le développement des services publics, et cela grâce aux transferts qu'elle entraînait. Il n'était en rien « carriériste » [[104]](#footnote-104) ; au contraire, il affirmait très fort que l'ampleur du budget de la [115] solidarité nationale répondait à un véritable devoir envers les Antilles, auquel personne ne serait en mesure de trouver un substitut ni ne devait se dérober. Par contre, il ne parvenait pas à concevoir que l'on puisse souhaiter se détacher de la France. Il ne cacha pas son indignation devant les positions de Berthelot et le soutien de Chiva, qui affirma que le rôle des universitaires n'était pas de prendre la place des chercheurs locaux et de penser à leur place, mais de soutenir leur essor.

Le débat est d'importance, et il dépasse les questions d'engagement politique pour toucher au cœur de la recherche en sciences sociales. « Objective », elle tend à figer la société, à tenir les contraintes pour des données inchangeables, et, malgré toute l'ouverture d'esprit des chercheurs, elle peut, faute de nuances, se prêter aux interprétations les plus conservatrices. Par contre, engagée, elle tient compte du fait qu'une société est l'œuvre et le projet de ceux qui en sont les membres, les acteurs. Et non un destin qui maîtrise cette société. Toutefois, faute de cette « objectivité », la recherche peut adopter une perspective volontariste à l'excès, qui, autant pour des projets sur le futur que dans l'explication du présent et du passé, occulte les contraintes, les inerties et la pesanteur de réalités que les sciences sociales doivent repérer, même au sein de la culture. Car ainsi que le disait Michel Crozier en 1979 : « On ne change pas la société par décret. »

De son côté, une autre invitée, la musicologue Claudie Marcel-Dubois, faisait presque figure d'extrémiste. Elle avait une position rigide sur la « pureté » de la recherche, qu'aucune application ne doit polluer, pas même sous forme d'une reprise par la société moderne. Elle craint toute altération de la « tradition » et laisse deviner une vision très essentialiste de la culture. Là aussi, le débat est vif, et sans consensus final. Il recèle un autre débat de fond : à qui appartient le « patrimoine culturel » ? À ceux qui l'ont construit, dans le passé, à leurs descendants qui en usent à leur guise, aux érudits qui veillent à sa conservation, aux créateurs qui le remanient et en tirent des formes nouvelles, à ceux qui, par le tourisme, le font participer à la vie économique de leur temps ? Questions oiseuses, finalement, car tout se passe dans une mêlée générale, et le présent est la résultante de forces contradictoires qui ont joué chacune son rôle en se moquant des principes et des affirmations péremptoires et exclusives.

L'anthropologue, dans tout cela, est un observateur, un enregistreur, aussi honnête que possible, et, sans se donner l'illusion d'avoir atteint une vérité absolue — s'il en est une en la matière — il retransmet ce qu'il a vu, ce qu'il a compris, à tous ceux qui, autour de lui, en feront usage, des usages contradictoires.

[116]

[117]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 7

LES ANNÉES INTENSES,  
II, 1972

[Retour à la table des matières](#tdm)

1972

Il y a parfois de bonnes surprises. Quand Michel Philippe, en charge de la mission d'animation culturelle avait pris contact avec nous et qu'il avait exposé ses projets grandioses, je n'y avais guère cru. Puis, en mars, nous avons reçu quelques feuillets manuscrits ronéotés présentant une annonce, sous une forme très modeste :

« Premier Festival du Fonds Saint-Jacques  
Commune de Sainte-Marie, avril 1972 »

« Manifestation artistique organisée, salle de la Purgerie du Fonds Saint-Jacques par la Mission Martiniquaise d'Animation Culturelle (directeur Michel Philippe), sous l'égide du Ministère des Affaires Culturelles et du Conseil Général de la Martinique, avec le concours de la Commune de Sainte-Marie, de l'association Culturelle et Scientifique du Fonds Saint-Jacques, du Siatno, du Centre d'Etudes Caraïbes de l'Université de Montréal, de l’ortf et d'Air France »

Le document précisait que la première soirée, le 19 avril, serait placée sous la présidence du Préfet Jean Terrade.

Deux temps forts devaient rythmer les dix journées de ce « Premier festival » :

- cinq représentations théâtrales des *Conversations dans le Loir-et-Cher* de Paul Claudel

- une soirée « Florilège poétique des Antilles françaises », avec des textes de Breton, Césaire, Glissant, Gratiant, Placoly, Tirolien, Saint-John Perse, Schwarz-Bart dits par Silvia Monfort [[105]](#footnote-105) et d'autres, accompagnés par Max Cilla et les batteurs du Morne des Esses.

La clôture était marquée par un hommage à Martin Luther King réalisé par le père Elie avec une série de chorales de la Martinique.

[118]

La venue d'acteurs de Paris pour interpréter la pièce de Claudel était le gros morceau du festival, celui qui devait affirmer la hauteur de ses ambitions et de ses espoirs.

Le choix des *Conversations dans le Loir-et-Cher* était cependant très risqué, en raison de la nature du texte et de l'absence de toute action. Il s'agit en effet de conversations à bâtons rompus, qui sont au nombre de quatre dans le livre de Claudel. Silvia Monfort n'en a retenu qu'une, qui se déroule dans un carrosse sur une route entre Chaumont et Amboise.

Ainsi, sur la scène construite dans la purgerie de Fonds Saint-Jacques, un carrosse transportait-il à travers la France des personnages d'un autre siècle qui discutaient, ou même dissertaient, sur le monde et sur la vie, passant de propos presque triviaux à des pensées fortes. Est-ce en raison de l'imaginaire de la plantation chez bien des gens de passage, la plantation qui évoque le romantisme des récits du « Sud », que le choix s'était porté sur ce texte interprété dans des costumes « nobles » ? Avait-on pensé à ce qu'est l'image de la plantation esclavagiste pour la majorité du public antillais ? Le contraste entre les intentions « culturelles » et la réalité de la culture telle qu'elle est vécue ici était saisissant... mais inapparent aux yeux des « décideurs ».

Cependant, en elle-même la représentation avait une réelle valeur ; le texte, peu connu, méritait de l'être et en le portant au théâtre, Silvia Montfort lui donnait une certaine vie, sans toutefois ôter ce qu'il portait d'ennui. On imagine combien la « culture » ainsi présentée répondait au stéréotype d'un domaine ennuyeux, snob, alors que la pièce avait en elle un message. Mais ce message passait mal. Dommage, si on songe que, ami très proche de Claudel, Romain Rolland notait dans son journal [[106]](#footnote-106) : « (Claudel) est à la fois un et multiple, comme il s'en plaint dans le meilleur peut-être de ses derniers livres, *Conversations dans le Loir-et-Cher,* où, de son propre aveu, il se montre tout entier. » Le texte avait paru en 1935 chez Gallimard, et c'est donc trente sept ans plus tard qu'il a été pour la première fois transcrit pour le théâtre et interprété, sur le site, bien imprévu pour Claudel, de Fonds Saint-Jacques.

Que penser de ces soirées ?

Il y a bien des façons de les percevoir.

Les promoteurs des représentations ont vu là une occasion excellente de diffuser la « culture », tout en mettant en relief un lieu récemment ressuscité du patrimoine martiniquais. Quoi de mieux que d'y réaliser une première, une « création mondiale » comme le précisaient les affiches, qui associait un auteur et des interprètes prestigieux. De son côté, Silvia Monfort semblait heureuse de présenter dans ce cadre étonnant ce texte qu'elle avait transposé [119] pour le théâtre (et qui s'y prêtait bien à condition que l'on ne s'attende pas à une action mais plutôt à une rêverie). Cela lui permettait en fait une dernière mise au point d'un spectacle qu'elle allait présenter l'année suivante au carré Thorigny. L'autre acteur principal, Marcel Cuvellier, semblait avant tout curieux de la Martinique ; le soir nous avions avec eux de longues et agréables conversations. Quant à l'équipe de Fonds Saint-Jacques, elle se réjouissait de cette exception à sa vie habituelle et de cet écart au travail quotidien, tout en étant quelque peu déconcertée du choix de la pièce et de son évident porte-à-faux vis-à-vis de l'environnement immédiat du Centre.

Que pouvaient en effet penser ceux auxquels étaient destinées les représentations ? D'ailleurs qui étaient-ils ? Fonds Saint-Jacques était alors bien loin de Fort-de-France, où se trouvait la majorité de ceux qui auraient pu y assister. Il vint certes des enseignants, quelques membres des élites intellectuelles locales mais cela était loin de former un public tel que ces acteurs pouvaient l'espérer. Le public des environs n'entrait guère ; il regardait, curieux, par les fenêtres et les portes entrouvertes et semblait plus intéressé par le décor que par le texte. Un texte difficile, plein de sous-entendus, et dont le sens n'était guère explicite. Et cependant certains passages, pris au second degré, pouvaient être entendus comme une métaphore des Antilles, que la préface [[107]](#footnote-107) de Claudel laisse deviner. Il avait mis dans ces textes, explique-t-il, « tout ce qui s'agite de souvenirs et d'idées hétéroclites dans la tête d'un voyageur comme les clous dans une calebasse mexicaine, tout ce qui peut s'arranger entre elles d'accrochements arbitraires, est assez bien représenté, comme du coq à l'âne, par la conversation intempestive et disjointe qu'entretiennent à la faveur d'une promenade sur l'eau ou d'une panne d'automobile quelques pèlerins de cet itinéraire éternel qui va de nulle part à n'importe où ».

... Mais l'heure de la créolité n'était pas encore venue, ni celle où l'on a compris combien les « accrochements arbitraires » issus des hasards de l'histoire avaient construit une civilisation créole. Et cet aspect passa inaperçu, même de nous.

Quelques effets négatifs se firent sentir au cours des semaines qui suivirent, du moins chez les intellectuels les plus militants. Ce carrosse sur la scène, ces conversations alambiquées, ces costumes qui étaient ceux des maîtres d'autrefois, tout cela avait à leurs yeux une connotation idéologique, qui, dans ce cadre qui évoquait la Plantation vue du côté des puissants, apparaissait comme un déni de la réalité contemporaine. Tout en sentant qu'il y avait dans cette opinion une simplification excessive, je fus [120] moi aussi mal à l'aise, car cette opération « culturelle » était vraiment très loin des attentes et des besoins.

Telles sont les servitudes de Fonds Saint-Jacques... À mesure que les apparences du lieu se transforment et que sa beauté émerge, son prestige s'accroit ; et ceux qui jusque-là l'ignoraient ou le méprisaient se mettent à l'admirer et assez souvent à le convoiter. Notre statut de locataires ne nous a d'ailleurs pas confié la totalité des lieux. Les pouvoirs publics, via le Conseil général, peuvent user de la purgerie, comme l'Eglise de la chapelle [[108]](#footnote-108).

Il fallait s'adapter à ces contraintes, qui d'ailleurs ne se multiplièrent pas : l'essor des lieux de spectacle à Fort-de-France, et les salons des grands hôtels nouvellement créés, reléguèrent Fonds Saint-Jacques au niveau d'une belle mais incommode curiosité.

Journal

20 juin 1972, Montréal

J'ai dans les mains [*L'Archipel inachevé !*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657) Ce volume est le premier de la collection « Recherches caraïbes », que je dirigerai aux Presses de l'université de Montréal. L'idée avait été acceptée, voilà presque deux ans.

La directrice des presses, Danielle Ros, est l'exemple d'un éditeur qui fait son métier avec conscience et rigueur. À la fois intuitive et organisée, elle a les qualités qui lui permettent de comprendre et de soutenir un auteur lors de ses doutes, tout en exerçant sur lui l'autorité minimum qui le contraint à poursuivre. Française arrivée de puis peu de temps au Québec, elle a apporté l'expérience de son travail chez Gallimard. Sa culture (littéraire plus que scientifique), son sens inné de la langue et de l'écriture la font apprécier des auteurs ; mais elle a aussi une forte autorité personnelle et un sens de l'organisation qui lui on permis de construire une véritable maison d'édition, d'attirer de bons auteurs et de réaliser avec compétence des publications de très bonne présentation. Elle a su rénover ces presses de notre université, jusque-là assez embryonnaires, et donner aux livres, tant par leur forme que dans leur fond, un niveau tout à fait international.

[*L'Archipel inachevé*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657)est un premier bilan des travaux du Centre, mais aussi un appel à les poursuivre. J'attache énormément d'importance à ce livre et j'en ai soigné la préface et la conclusion, de façon à bien faire comprendre où se situe la recherche, et comment, tout en étant une œuvre intellectuelle, [121] elle s'engage dans toute la vie de la société, car elle participe à la construction de son image d'elle-même. D'où ce titre, qui est un message aux sens multiples. D'abord, il est assez loin du titre des ouvrages anthropologiques habituels, laissant à un sous-titre le soin de préciser « culture et société aux Antilles françaises ». Ensuite, je souhaite que l'on perçoive que le livre est tout autant un écho à des sensibilités que la réponse à des questions. Je n'ai trouvé ce titre que tardivement : je voulais qu'il dise à la fois une description et une ouverture sur l'avenir d'une société qui n'avait pas fini de trouver son centre de gravité, ce qui lui donne souvent le sentiment d'être à la dérive... Or il existe aux Antilles un petit rapace aux apparences peu harmonieuses et qu'à cause de cela on surnomme le *malfini.* J'avais pensé à placer ce mot dans le titre, mais il risquait de passer pour méprisant, alors que je tenais à dire simplement « en construction ». Je ne voulais pas non plus anticiper sur ce que serait la voie suivie pour cette construction. Ce n'était pas à moi, issu d'ailleurs, de choisir telle ou telle voie, ni même de la prôner. Je tiens beaucoup à cette réserve car je crois que seuls ceux qui sont d'une société peuvent légitimement choisir son avenir.

C'est un froid matin, en quittant la neige pour pénétrer dans le tunnel du grand escalier mobile qui donne accès à l'université de Montréal, qu'est brusquement apparu le mot « inachevé », dont j'ai aussitôt senti la vigueur douce, qui conviendrait bien à ce livre, *{fin des extraits de mon Journal)*

\*  
\* \*

Il m'est ici impossible de résister à l'effet de ce titre sur cet homme sensible que fut Aimé Césaire. Il l'a écrit un an plus tard, dans le texte suivant [[109]](#footnote-109) :

« Un ethnologue canadien, qui connaît bien les Antilles, Jean Benoist, vient de me remettre un livre en passant à l'escale de Montréal ; il m'a remis un livre qu'il vient d'écrire, un livre collectif, un livre qui a été écrit par l'équipe qu'il dirige à la Martinique et ce livre sur les Antilles s'appelle joliment [*L'Archipel inachevé*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657)*.* J'ai trouvé cela admirable, l'Archipel inachevé... Et il conclut son livre de la manière suivante :

D'une façon générale, les sociétés et les cultures antillaises originales qui ont la chance (et le malheur) d'avoir un passé si brouillé que leur avenir doit être inventé ont besoin d'abord de mieux se connaître.

[122]

Eh bien, j'accepte cet appel à l'imaginaire et à l'invention :

Inventer le pays !

Inventer l'homme !

On ne saura mieux dire. Et il est hautement significatif que ce soit un Québécois qui ait écrit cela à propos des Antilles. En tout cas, tout y est. C'est bien cela la charte de la littérature antillaise : prendre en charge le passé, éclairer le présent, débusquer l'avenir, bref, aider à achever et à conduire à sa vraie naissance l'Archipel inachevé ... »

Ce livre se présente comme tant d'ouvrages collectifs, avec une série de chapitres signés par différents auteurs. Mais je pense lui avoir donné une unité qui est celle d'une équipe rendue cohérente par les temps forts des rencontres partagées sur le terrain, par des lectures et une formation commune, et aussi par un mode de rédaction qui a pu paraître autoritaire à certains mais qui veillait à faire de ce collectif une œuvre unitaire, et non un de ces rassemblements hétéroclites, un de ces « non-books » si courants dans le monde académique. Tous les auteurs (sauf mon collègue Gilles Lefebvre) ont été mes étudiants et, avant de participer au livre, ils avaient rédigé leur maîtrise en anthropologie sous ma direction. C'est à partir de leurs mémoires de maîtrise que nous avons ensemble préparé le chapitre qui était confié à chacun d'eux. Certains n'ont eu besoin d'aucune aide, d'autres ont plus souffert et j'ai participé à leur rédaction ; je n'ai jamais hésité à être un critique intransigeant, ni à retravailler la forme et parfois le contenu des chapitres. Puis, avant publication, chacun a relu ce qui paraîtrait sous son nom, et l'a éventuellement retouché une dernière fois. Tout cela fait de l'ouvrage l'expression partagée d'un travail commun.

J'avais choisi d'illustrer la couverture avec deux photos placées côte à côte. Celle de gauche montre un char tiré par des bœufs, qui s'éloigne, celle de droite un tracteur qui vient vers nous en sortant d'un champ de cannes. Je ne sais si beaucoup de lecteurs ont perçu ce symbole du passé qui s'éloigne et de la technique qui s'avance. Ils ont encore moins été en mesure de deviner que le char était photographié à Marie-Galante, depuis la fenêtre du petit hôtel du village de Saint-Louis qui appartenait à un M. Morin.

Or il existe, dans les campagnes de Marie-Galante, une expression courante pour parler d'un individu débrouillard, que ne déconcerte aucune situation même périlleuse : on dit « Ça, c'est un Michel Morin ! » On m'expliquait que cela tenait au fait que cet hôtelier était un homme débrouillard. Je crus à cette explication jusqu'à ce qu'un soir, cinq ans plus tard, dans une discussion avec quelques « petits Blancs des Hauts » de la Réunion, l'un d'eux me dise à propos d'un homme politique particulièrement habile « C'est un Michel Morin ! » Du coup, recherche, documentation, et finalement je tombe sur l'histoire de Michel Morin, récit populaire paru dans la [123] « bibliothèque bleue » que les colporteurs diffusaient dans les campagnes au xviie siècle [[110]](#footnote-110) et qui m'ouvre l'accès à un fragment de l'archéologie du créole...

Quelques jours après la mise en place de [*l'Archipel inachevé*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657)dans les librairies, Jacques Desruisseaux, qui en avait reçu bon nombre d'exemplaires, me téléphonait à Montréal pour me dire : « Magnifique ! C'est un best-seller ».

L'accueil fait au livre ne s'est pas démenti, et il semble garder son actualité comme le dit dans un entretien assez récent Gerry L'Etang qui enseigne l'anthropologie à l'université Antilles Guyane et qui connaît remarquablement les sociétés des îles :

« Ce livre, considéré comme une œuvre fondatrice de l'anthropologie des Petites Antilles, fut rédigé par Jean Benoist et ses étudiants de l'Université de Montréal. Ce fut une des premières publications du Centre de Recherches Caraïbes de l'Université de Montréal, qui, à partir de son antenne de Fonds Saint-Jacques (Sainte-Marie, Martinique), allait pendant quinze années produire une somme considérable de travaux analytiques sur les sociétés caribéennes. L'intérêt de ce volume est toujours actuel. Il renseigne sur l'organisation sociale de l'archipel et sa vision du monde à l'aube des années soixante-dix, dans l'habitation et dans ses marges, peu avant la disparition du système des plantations. »

D'ailleurs le livre continue à vivre, maintenant qu'il est en ligne sur les *Classiques des sciences sociales :* il est téléchargé plus de deux mille fois par an.

Mieux qu'un résumé du livre, de larges extraits du compte-rendu qu'en a fait à l'époque Roger Bastide dans le *Journal de la société des Américanistes* permettent de juger de son contenu et de ce qu'était alors le contexte l'anthropologie des Antilles :

*«*[*L'Archipel inachevé*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657)part de deux constatations : l'existence de nombreux travaux de haute qualité pour les autres Antilles, particulièrement les Antilles anglo-saxonnes, alors qu'à part les historiens, les géographes et quelques folkloristes, les Français se sont peu intéressés à la Martinique et à la Guadeloupe, la nécessité en second lieu d'une « micro-anthropologie » plus que de l'établissement de statistiques générales (à quoi s'emploient aujourd'hui les autorités préfectorales) si nous voulons vraiment comprendre les Antilles [124] françaises, car celles-ci sont caractérisées par la multiplicité des îles (La Désirade, Marie-Galante, Saint-Barthélémy...), la stratification complexe de chacune d'elles, les tendances enfin à la segmentation des populations qui y vivent, et qui malgré les migrations internes sont toujours prêtes à ressurgir. Naturellement, il ne pouvait s'agir d'étudier en 354 pages l'ensemble des problèmes posés par les Antilles françaises ; des secteurs entiers de recherches ont été laissés de côté, le régime des grandes plantations par exemple, ou le milieu urbain avec la formation d'une classe moyenne ; J. Benoist nous laisse espérer que de prochains volumes suivront, que nous allons maintenant attendre avec impatience ; pour le moment, il ne s'agit que de quelques coups de sonde, destinés à démontrer la fluidité et la fragilité du « tissu social » de nos Antilles, coups de sonde portant sur certains aspects de l'écologie et modes d'adaptation socio-économiques (S. Larose, J. M. Philibert, J. B. et G. Lefebvre), de l'organisation sociale (Beaudoux-Kovats, J. J. Lévy, L. Pilon-Lé), de la vision du monde (M. Labelle, A. Laplante, Dan et M. Boghen), du changement social (M. Saint-Pierre, G. Létourneau, J. Cl. de L'Orme), l'ensemble magistralement encadré entre une Introduction et une Conclusion de l'anthropologue qui connaît le mieux aujourd'hui les Antilles françaises, J. Benoist.

« On nous permettra d'insister sur l'Introduction qui tente de cerner le problème fondamental, dont il faut bien partir : en quoi les Antilles françaises font-elles partie de la Caraïbe et sur quels points elles en diffèrent. Certes on trouve bien entre tous les pays dont l'ensemble constitue l'aire dite caraïbéenne un certain nombre d'analogies structurelles, qui viennent d'une histoire commune, d'une même organisation économique et sociale fondée sur la grande propriété et l'esclavage, il n'en reste pas moins que chacun de ces territoires a subi des influences culturelles différentes. À juste titre, J. Benoist distingue toute une série de cercles concentriques, depuis le plus vaste, l'aire des plantations qui s'étend à une large partie de l'Amérique intertropicale à la plus restreinte, l'aire du créole français, qui s'étend jusqu'à la Trinidad, en passant par l'aire intermédiaire de la colonisation catholique. Mais en même temps il a bien soin d'insister sur les différenciations internes, par exemple entre la Martinique et la Guadeloupe qui n'ont pas évolué de la même façon et présentent, par voie de conséquence, des structures sociales différentes, des modèles de rapports interethniques [125] particuliers, ce qui empêche l'anthropologue de pouvoir leur appliquer, à l'une comme à l'autre, les mêmes schémas d'analyse, et les mêmes systèmes de mesure. On comprend mieux ainsi le pourquoi de cette « micro-anthropologie » dont « l'Archipel inachevé » nous donne de si beaux modèles.

« Il est curieux de noter que les études sur la pêche et les pêcheurs y occupent une si grande place. J. Benoist, dans son Introduction, justifie cette valorisation en affirmant la « position stratégique » que doit occuper la pêche dans une interprétation plus générale des sociétés antillaises car elle souligne la volonté d'indépendance des individus, le caractère transitoire de toute coopération entre eux au point que lorsque des changements techniques interviennent, obligeant les pêcheurs à substituer à leur système ancien de coopération égalitaire le système de la hiérarchisation professionnelle, on voit parallèlement la magie évoluer et passer de la lutte contre les éléments naturels à la lutte contre les marins trop prospères. Il est vrai que la pêche révèle bien cet individualisme antillais, mais l'agriculture aussi, qui ne devient communautaire qu'avec la modernisation, l'insertion des familles paysannes dans des circuits nouveaux d'échanges, économiques ou même touristiques. La volonté d'indépendance, se traduisant à la limite par l'atomisme social, nous paraît donc être un trait culturel, même s'il se manifeste plus clairement peut-être dans la pêche, qui est héritée de la paysannerie traditionnelle, Karl Marx le notait comme la caractéristique de la paysannerie française - et qui a été valorisé par la paysannerie afro-américaine après la suppression de l'esclavage : au Brésil où il existe des statistiques professionnelles selon les races ou les couleurs, on voit les Afro-brésiliens se masser dans le secteur des activités indépendantes (petite paysannerie, petit artisanat, petit commerce), celles qui rendent possibles la vie centrée sur l'autonomie familiale, et empêchent toute hiérarchisation, donc toute subordination des individus les uns par rapport aux autres.

« Bien entendu, l'étude de la famille, faite à travers les analyses des divers types de « maisonnée », occupe aussi une place de choix dans ce recueil de textes, car elle permet de révéler le conflit entre la matrifocalité et le modèle métropolitain de la famille paternelle. Certes, la famille matrifocale a donné lieu à de très nombreux travaux, en particulier pour la Martinique ceux de Dubreuil, mais son intérêt n'est pas épuisé pour autant et *L'Archipel inachevé* nous apporte de [126] nouveaux éléments de réflexion. Ainsi, pour la Désirade, il y a bien une liaison entre le niveau économique et la structure de la famille, ainsi qu'en témoigne la statistique suivante (Cl. Bariteau) :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Strates | Familles nucléaires | Familles matrifocales | Nucléaires centrées sur le père | Résiduelles centrées sur la mère | Total |
| I | 13 | 0 | 0 | 0 | 13 |
| II | 62 | 2 | 1 | 5 | 70 |
| III | 57 | 25 | 2 | 12 | 96 |
| IV | 21 | 28 | 6 | 11 | 66 |
| Total | 153 | 55 | 9 | 28 | 245 |

« Et si la matrifocalité se trouve chez les blancs pauvres (9,8%), elle domine dans la population de couleur (26,8%). Cependant, pour Cl. Bariteau, on ne peut parler d'un déterminisme économique ; le régime de production n'intervient qu'à travers les méthodes de socialisation : lorsque le père est aisé, il peut contrôler plus sévèrement les fréquentations de ses filles ; lorsque la mère est seule, elle est plus tolérante, d'autant plus qu'elle prend elle même souvent un concubin pour des raisons économiques. D'un autre côté, J. Benoist rappelle une idée de G. Dubreuil que les deux mouvements antithétiques, qui poussent soit vers la famille nucléaire, soit vers la matrifocalité, permettent à l'individu de choisir, en constituant une alternative culturelle, ce qui fait que l'individu ne devient jamais marginal. Il y a là un point qui me paraît capital. Une enquête que nous avons menée en Amérique Latine nous a montré que la femme de couleur préférait le régime matrifocalité, qui lui assure l'indépendance, tout en l'insérant dans des pays ou dans les secteurs de la population qui ne connaissent pas la Sécurité Sociale, dans un système de sécurité économique. G. Letourneau pense que la création d'une Société d'Équipement de la Guadeloupe à Marie Galante, en transformant le régime foncier et en faisant accéder les colons des anciennes plantations à la petite propriété, changera le système de la famille, sous le prétexte que la matrifocalité germinative domine dans le colonat (15 sur 18) et se raréfie avec la petite propriété foncière ; c'est possible, mais il ne faut pas oublier que la famille nucléaire n'est qu'un des termes d'une alternative culturelle et que nous trouvons la matrifocalité en dehors de [127] la grande plantation, lorsque c'est la femme qui est propriétaire (ce qui lui arrive plus souvent qu'à l'homme).

« Le thème de la parenté rituelle n'est pas oublié par les auteurs du recueil. Bien que le parrainage - et surtout le compérage - n'aient pas dans les Antilles françaises la même importance qu'ils ont dans les Antilles hispaniques, le chapitre qui est consacré à ces institutions est intéressant : d'abord parce qu'il nous montre que, contrairement à ce qui se passe dans le reste de l'Amérique Latine, ils ne jouent pas le rôle de frein aux tensions inter-raciales (L. Pilon-Lé n'a trouvé, dans le bourg martiniquais qu'elle a étudié, aucun cas où un blanc créole serait devenu parrain d'un enfant de couleur), en second lieu, parce que, comme par exemple en République Dominicaine, les relations de voisinage et d'amitié entre enfants d'un même quartier jouent un rôle relativement important dans le choix des parrains, en troisième lieu parce que la vie politique locale continue à exercer son influence (le maire et les élus municipaux sont très demandés), enfin parce que la parenté spirituelle développe infiniment plus la solidarité horizontale (222 parrains choisis parmi les parents contre 190 non-apparentés) que la solidarité verticale (parmi les 190 non-apparentés, 35 parrains seulement choisis dans une strate supérieure). L'auteur pense qu'avec les migrations internes, la parenté spirituelle tendra à perdre de son influence ; c'est possible ; ce n'est pas certain ; au Brésil très souvent, lorsque des membres de la famille émigrent des campagnes vers les villes, et que la famille tend aussi à se désagréger, le choix des parrains se fait en vue de lutter contre cette désagrégation et la parenté spirituelle est l'institution mise en place pour maintenir la solidarité horizontale menacée. Seulement, nous sommes dans l'Amérique lusitanienne où cette parenté spirituelle a un très grand rôle qu'elle n'a pas dans la culture française (tout au moins depuis la fin de la féodalité). Le culturel joue ici contre le social.

« Nous ne pouvons naturellement pas passer en revue tous les articles de l'ouvrage. Signalons toutefois une des meilleures études, à notre avis, du recueil, celle de Madeleine Saint-Pierre [[111]](#footnote-111) sur « Créole ou français ? Les cheminements d'un choix linguistique », où le créole est étudié non en lui-même, mais en tant que moyen de communication ou [128] comme symbole de la position sociale du locuteur et de celui à qui s'adresse, suivant aussi les situations des rencontres (marché, café, église, maisonnée...) et les thèmes abordés dans les conversations (religion, éducation, etc.). Il y a là un moyen, heureux, de renouveler le problème du créole en le replaçant dans le réseau des communications verbales, que nous aimerions bien voir appliquer aussi à l'étude du folklore, qu'il faudrait reprendre à travers les cadres sociologiques de son application (et plus seulement dans son contenu), comme techniques d'approximation ou de séparation, entre les ethnies, les races, et les classes sociales.

« Au terme du livre, J. Benoist fait l'inventaire de tout ce qui reste à faire et qui n'est pas peu : le problème de la transmission des terres, les formes du leadership et de l'organisation du pouvoir dans le monde rural, la typologie des relations des petits agriculteurs avec le système de la plantation comme des relations entre groupes sociaux et ethniques à l'intérieur des grandes plantations, les réseaux d'échanges économiques, la formation des classes moyennes, les mouvements migratoires, tout le secteur de la pathologie sociale, le très vaste champ de la psychologie normale et pathologique, les incidences de la structure de la famille sur la personnalité, les effets du conflit entre les modèles culturels... Et il termine en disant : « Le système de la plantation s'effondre, la démographie est bouleversée, la population est entraînée dans de multiples brassages migratoires et touristiques, les statuts politiques s'ébranlent... Comment se fait-il qu'on entreprenne aussi peu de recherches scientifiques systématiques, tout au moins au niveau du vécu, au sein du tissu social antillais ». Mais s'il reste en effet beaucoup à faire pour l'excellente équipe réunie autour de J. Benoist, une règle méthodologique est donnée, à laquelle l'équipe se tient, celle qu'on ne pourra faire du bon travail qu'à la condition de rester dans la « micro-anthropologie » (le latent des Antilles françaises ne pourra passer au manifeste qu'« à l'aide du microscope social de la recherche anthropologique » et non à travers l'accumulation des statistiques de la « macrosociologie ». Nous voudrions cependant, sur ces lacunes et le peu d'intérêt des Français dans le domaine antillais, faire deux remarques terminales.

« Les Français sont restés obnubilés par l'ancienne anthropologie qui ne s'intéressait qu'aux « primitifs » ou qu'à la recherche des « archaïsmes ». *Le Journal de la Société des Américanistes* en est la preuve et c'est même pour contrecarrer [129] ce courant que j'ai accepté de préparer un numéro spécial de ce journal sur les Afro-Américains qui, tout en tenant compte des « archaïsmes », s'ouvrait le plus largement possible à la nouvelle anthropologie. C'est dans cette voie qu'il faut s'engager, et il semble bien que nos plus jeunes anthropologues l'ont maintenant compris. Bien que la crainte de découvrir une spécificité antillaise ait pu jouer, je ne pense pas que ce soit la raison principale du peu d'intérêt des Français, mais bien une tradition universitaire toute puissante, dont nous ne faisons maintenant que commencer à nous dégager.

« En second lieu, les Antillais comme les métropolitains ont bien pris conscience du malaise des Antilles et, si nous sommes en retard sur les Anglo-saxons et sur les Canadiens, il n'empêche que des promesses au moins de futures recherches se font jour, soit au cnrs où une équipe est en formation [[112]](#footnote-112), soit en dehors du cnrs dans des équipes en train aussi de se créer. Certes, une grosse difficulté existe, le conflit des idéologies politiques, qui risquent d'entraîner les recherches sur les Antilles françaises sur de fausses routes, dans la mesure où l'on voudra « prouver » quelque chose au lieu d'essayer d'abord de « comprendre » la réalité ; mais si on arrive à dépasser ce stade (non de l'engagement politique qui est valable, mais de la distorsion des faits au nom de cet engagement qui ne l'est pas), peut-être pourrons-nous un jour aboutir à ce stade que J. Benoist appelle de ses vœux, celui de la coopération entre chercheurs antillais, chercheurs canadiens, et chercheurs français et même anglo-saxons. Puissent les séjours de Benoist lui-même et avant lui de S. Mintz comme professeurs associés à la VIe section de l’ephe en être la première pierre, celle de fondation. » Roger Bastide.

Mon pauvre maître Bastide se faisait des illusions. Ce cours aux Hautes Etudes fut plus un lieu de tensions que de coopération. Sidney Mintz [[113]](#footnote-113), malgré sa courtoisie, ne m'avait pas caché sa déception. Lui succédant pour le [130] séminaire de l'année suivante, j'allais moi aussi être assez déconcerté. Je retrouve quelques notes de l'époque qui le disent bien. Par la suite, lors du séminaire que donna pendant plusieurs années Edith Beaudoux-Kovats, il semble que les choses aient été plus paisibles. Il est vrai qu'elle appartenait à la génération des étudiants, et non à celle de ces « notables » que nous étions plus ou moins à leurs yeux et qui suscitaient leur révolte viscérale... Et puis, 1968 s'éloignait...

Paris, mai 72 (notes de journal)

Séminaire sur les Antilles à l'École Pratique des Hautes Etudes. C'est la seconde partie, après un commencement à la fin de l'année passée, et j'ai hésité à venir la donner. Expérience étrange que ce cours. Il y a des aspects positifs : l'accueil amical de Chiva, la rencontre avec quelques collègues du Laboratoire d'anthropologie sociale, dont Pierre Clastres et Jean Pouillon. Mais il y a ce cours, ou plutôt son public. Quel contraste avec ce que j'ai connu à l'université de Montréal, où les étudiants sont assidus, par leur présence, par l'importance de leurs lectures, par un questionnement qui certes est souvent marqué de leurs positions politiques centrées sur les secousses et les efforts du Québec pour réaliser les possibilités qu'ils sentent en lui mais qui se fonde sur un raisonnement structuré ! À Paris, c'est avant tout l'hétérogénéité de ce public qui rend le cours malaisé. Etudiants ? Je ne sais. Certains viennent de façon aléatoire, d'autres sont là pour parler, agressivement, avec un seul thème : disqualifier l'enseignant en lui déniant toute compétence puisqu'il n'est pas Antillais. Et puis il y a le niveau de leur formation anthropologique. La plupart en sont au début de l'alphabet, ce qui ne les pousse pas d'ailleurs à lire plus et ne leur interdit pas de donner des avis qui relèvent de propos de café plus que d'une interrogation universitaire. Grosse déception. Ce n'est pas la première fois que je perçois les failles de cet enseignement fait de séminaires disparates, sans apprentissage des bases, et auquel s'inscrivent des individus au parcours erratique. Miraculeusement il y a parmi eux quelques personnalités fortes, des gens qui viennent chercher là un complément à ce qu'ils ont vu auparavant.

C'est la première fois qu'un enseignement me donne une telle impression. Rien à voir non plus avec ce qui se passe à la Guadeloupe où le public étudiant à mes cours est nombreux, fervent. Contestataire certes, mais de façon convaincue, voire convaincante et m'apprenant beaucoup sur d'autres façons de voir, visions différentes mais honnêtes, donc complémentaires. À Paris, rien de cela : un mélange d'ignorance, de prétention et d'agressivité (*fin de la note).* Passons, mais cela méritait d'être dit.

Déçu de l'ambiance, heurté par la contestation de nos travaux, sans même que l'effort de Fonds Saint-Jacques soit porté à mon crédit, je m'étais demandé si j'affronterai la seconde partie du séminaire. J'avais dit mes doutes dans une lettre à Chiva : « Je garde un sentiment d'échec partiel face [131] à ce groupe insaisissable. (...) Je crois qu'il existe une divergence fondamentale entre la majorité des étudiants antillais et quiconque d'entre nous ; elle tient au fait que la mise à l'écart de tout jugement de valeur, que nous jugeons comme une exigence éthique, ils la jugent comme une tare, un aveuglement ou une trahison. »

Chiva n'osait ni me pousser à revenir ni me conseiller d'abandonner. Il me donna ainsi son avis dans sa réponse : « Le phénomène du « séminaire d'Antillais » est *sui-generis.* Lors de votre séjour s'est reproduit en petit (turn-over, implication affective, dispersion, attitudes interprétatives, tout y était) ce qui était de règle dans le séminaire (plus conséquent parce que de plus longue durée) de Sidney Mintz et même ce qui se passe (parfois) dans celui de Bastide. (...) Je crois qu'en fin de compte, il vaudrait mieux leur faire exposer et discuter *leurs* propres recherches, travaux et projets »

De toute façon, la recherche en sciences sociales aux Antilles est toujours placée au centre de tensions. Il faudrait être bien aveugle pour croire à une neutralité politique de l'anthropologie. Dans une société où il y a une contradiction fondamentale entre plusieurs secteurs des élites quant à la définition de la société, de sa nature, de ses limites, une société où il n'existe de fait aucun consensus sur ce qu'est son identité, sur ce qui fonde sa culture et sa langue, la façon de poser une question et de retenir un cadre d'explication est de facto politique. Cela n'interdit pas la recherche, mais il importe alors qu'elle balise bien au préalable le terrain idéologique, et que celui-ci soit lui-même une des variables de son approche. Autrement dit, elle n'a ni à nier l'existence de points de vue contradictoires, qui tels autant de géométries différentes conduisent à des développements différents, ni à s'en tenir à un seul. Elle doit regarder de toutes parts, examiner le même phénomène selon les angles idéologiques les plus divers, observer les divers découpages et les constructions qui s'offrent, et tendre vers une généralisation. Celle-ci ne peut être une analyse statique. La pensée comme le résultat de la recherche doivent se placer dans une dynamique, où il n'y a pas d'objets prédéfinis mais un permanent modelage du réel par des idéologies contradictoires et les choix de conduites qu'elles impriment face aux événements. Tout cela étant fluide au long du temps.

Je n'ai jamais cru que l'affrontement de « vérités » différentes soit une voie vers *une* vérité. Mais de cet affrontement ressort un jour la conscience de la multiplicité de vérités dont chacune dépend des postulats sur lesquels elle est fondée.

L'affrontement qui avait eu lieu à Fonds Saint-Jacques, essentiellement entre Chiva et Lasserre, me fait repenser à tout cela, alors que je relis une lettre de Chiva qui y fait allusion, sans toutefois aller au fond du débat, et plutôt en l'esquivant. Dans cette lettre d'avril 1972, à propos de ce qui avait soulevé les passions, il m'écrivait : « ce n'est pas mon programme mais celui du groupe Berthelot formulé à la suite de l'appel d'offres sur les problèmes d'urbanisation. Mais parce que j'aime bien Berthelot et ses collègues et [132] parce que je pense, surtout, qu'il faut aider les Antillais à faire eux-mêmes les choses, j'ai prêté mon nom, bien qu'il s'agisse d'une affaire d'études privée, et c'est pour la même raison que François Raveau a prêté le sien. Me suis-je trompé ? Je crois qu'il y a des paris qu'il faut tenter, même avec des chances inégales... »

Sa lettre donne un écho atténué aux tensions, et, sans le chercher elle révèle bien des questions importantes dans la pratique de la recherche aux Antilles. Elle fait d'abord ressortir la tendance générale des chercheurs venus de la Métropole à adopter des points de vue très critiques envers la situation socio-politique des Antilles. Bien que sensibles à l'aspect souvent très colonial des sociétés antillaises et surtout des Métropolitains qui y vivaient, les Québécois avaient des positions plus nuancées, tout en marquant clairement leur sensibilité pour les fondements culturels et sociaux de la réalité antillaise submergée par le flux issu de la départementalisation. Un Québec en train de décaper en lui les alluvions de la domination britannique ne pouvait qu'être spontanément en harmonie avec la quête antillaise d'identité.

La complexité antillaise ne s'accommodait toutefois pas aisément des regards simplificateurs ; nécessaire dans l'action (et donc dans l'engagement militant) la simplification devenait une entrave lorsqu'il s'agissait de recherche. Et nous en revenons à l'ambiguïté apparente des travaux de recherche en sciences sociales. Ceux qui suscitent le plus d'enthousiasme immédiat de la part ceux qui aspirent à des changements s'appuient sur des hypothèses simples, et souvent ils évacuent les nuances et masquent les contradictions et la complexité. Ils séduisent, entraînent, mais l'enthousiasme retombe à la manière d'une mode car ce n'est pas de là que procèdent les changements profonds et durables. Les travaux qui résistent au temps ne doivent pas chercher à entrainer des élans. Ils doivent convaincre ; convaincre par leur solidité, par leur effort en vue de prendre en compte autant d'aspects de la réalité qu'ils sont en mesure d'en saisir. Les contradictions, les oppositions qui apparaissent alors, se reflètent souvent dans l'accueil qui leur est fait. Chaque travail contient des parties qui plaisent aux uns et que les autres refusent, sans qu'aucun d'eux plaise entièrement à tous, mais aussi sans qu'aucun puisse être entièrement refusé par quiconque. Position inconfortable, qui pousse parfois le chercheurs à quelques concessions pour obtenir enfin ces signes de connivence qu'il prend pour de l'amitié, si nécessaire durant l'isolement affectif qu'est le travail de terrain.

Il y avait de tout cela dans les choix de Chiva ; il avait rencontré des gens de grande qualité, et, sans adopter leur position politique radicale, mais tout en étant naturellement sensible par sa tragique biographie à ce qui la leur avait fait adopter, il était heureux de se sentir en communion avec eux. Ce qui n'était pas le cas de la très grande majorité des Métropolitains qui voyaient dans ce groupe des agitateurs dont ils ne comprenaient ni la souffrance, ni les buts.

[133]

C'est aussi au premier semestre de 1972 que s'est achevée la première phase du projet intitulé *Transformations actuelles de la société de plantation dans les Antilles françaises.* Ce vaste programme, qui s'était d'abord constitué sous forme de quelques monographies consécutives à l'étude ancienne que j'avais faite avec Christian Crabot sur les propriétés et exploitations agricoles de la Martinique, avait pu prendre une forme systématique grâce à la construction d'une équipe élargie à des géographes (à Bordeaux d'abord, autour de Guy Lasserre, puis à Sherbrooke autour de Romain Paquette). Le cadre théorique avait été approfondi à travers mes dialogues et avec les collègues de la Jamaïque (L. Lloyd Braithwaite [[114]](#footnote-114), Roy Augier [[115]](#footnote-115)) et des USA, en particulier avec Sidney Mintz, Vera Rubin et Lambros Comitas.

Nous disposions en 1972 d'un assez vaste éventail de travaux qui allaient alimenter les réflexions et les publications des années suivantes durant lesquelles d'ailleurs d'autres travaux sur ce très vaste thème seraient entrepris à partir du Centre, aux Antilles, puis étendus aux îles de l'océan indien (Réunion, Maurice). D'un premier texte de synthèse rédigé en 1972, il ressortait les lignes générales de la mutation majeure qui était en train de bouleverser la société toute entière, car la plantation qui l'avait largement engendrée et structurée en était aux dernières années du sursis que lui avaient permis diverses mesures de survie. Elle montrait tous les signes de sa condamnation face aux conséquences à la fois de la situation spécifique de la Martinique et de la Guadeloupe depuis la départementalisation et à la question plus générale de la fragilité des territoires de petite dimension face à l'expansion agricole des pays tropicaux qui les concurrençaient désormais, comme le Brésil, l'Argentine ou l'Australie. La lente fin des plantations atteignait sa dernière phase aux Antilles et, avec un peu de retard, à La Réunion.

Et cela ébranlait une grande partie de l'organisation sociale qui avait prévalu depuis le milieu du xixe siècle (et qui n'était que le remaniement sans vraie rupture de la période esclavagiste). Car pendant des siècles, et franchissant presque sans coup férir la fin de l'esclavage, la plantation avait été beaucoup plus qu'une activité économique : la « société de plantation » était encore très vivante au cours des années 1960. Ce système social global avait pris corps dans la presque totalité des territoires tropicaux dévolus à [134] la production de sucre ; il présentait depuis ses origines, et en raison de ces origines, des caractères généraux qui affirmaient sa spécificité, tout particulièrement en Amérique tropicale. La terre y était détenue par une minorité qui se constituait en aristocratie foncière et avait des connexions étroites avec les pouvoirs politiques et administratifs d'une métropole européenne ou nord-américaine. Les propriétés, de grande dimension, aux mains de cette minorité, étaient dévolues, partout où le sol s'y prêtait, à la monoculture d'exportation, qui, dans le cas de la canne à sucre s'accompagna nécessairement, quand un certain seuil de production eut été franchi, des activités industrielle de production du sucre. Cette société était très imprégnée des séquelles de l'esclavage, dans un système de valeurs qui hiérarchisait les races et qui maintenait de très profondes failles entre les groupes sociaux. Presque tout le monde rural était pris dans ses mailles.

Ces sociétés nées de la force n'avaient survécu que sous la pression d'une contrainte économique et sociale qui avait laissé des traces, tant sous la forme de la rigidité de leur structure, que des révoltes affirmées ou larvées qui cherchaient en vain à les ébranler.

La crise de la société, que nous avions analysée dans ses effets sur le terrain, prenait racine au cœur de la plantation. Incompatible avec l'application progressive des règles économiques et sociales nationales sous l'effet de la départementalisation, le système de production tel qu'il avait été perpétué aux Antilles françaises (et à la Réunion) ne subsistait que dans un coma assisté par des transfusions financières qui ne pouvaient durer. Les propriétaires se dégageaient des terres pour investir dans les activités liées au nouveau statut (commerce, importation, tourisme, bâtiment). Un semblant de réforme agraire tentait de maintenir la production de canne à travers la multiplication de petits propriétaires encadrés par des organismes techniques... Mais cela ne faisait guère illusion. On assistait à la mort d'une société et à la naissance chaotique d'une autre. Par une série de monographies, géographes et anthropologues en traçaient le tableau. Parallèlement, d'autres chercheurs, qui fréquentaient un peu le centre mais en demeuraient indépendants, avaient créé un programme d'étude, avant tout économique, de ces questions (Michel Giraud, Jean-Luc Jamard, A. Gilloire, Edith Kovats) en s'appuyant sur un cadre théorique un peu différent et inspiré d'une approche qui avait été mise au point par les auteurs sud-américains dans la dialectique centre-périphérie.

Il allait falloir encore quelques années pour que le Centre ait accumulé suffisamment de travaux pour aboutir à une synthèse. Cela se ferait après le détour par les îles de l'océan indien. Mais on verra que les années immédiatement suivantes ajoutèrent à ce thème d'autres thèmes, bien différents.

[135]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 8

LES ANNÉES INTENSES,  
III, 1973-1975

[Retour à la table des matières](#tdm)

1973

L'Atlantique est à quelques centaines de mètres de Fonds Saint-Jacques, et certains jours de grand vent l'odeur des embruns croise la senteur de la forêt tropicale et la nuit le bruit sourd des vagues rythme les chants des insectes. La côte est découpée, laissant entre caps et baies le passage à plusieurs rivières. Les plages, ouvertes à la grande houle du large, sont périlleuses ; les récifs ne forment que rarement une véritable barrière comme à la Réunion et à l'île Maurice, mais les fonds ne descendent que lentement vers l'abîme et laissent un large espace à la pêche côtière. De l'autre côté des montagnes, la côte caraïbe borde une mer plus calme, où par contre les fonds marins sont immédiatement très profonds.

Ce sont les rives atlantiques que les Amérindiens choisirent de préférence pour installer leurs villages, près de la mer, à côté d'une rivière, ou sur de petites hauteurs proches de plages de débarquement où tirer les pirogues. C'est là aussi qu'ils gardèrent quelques années un territoire protégé après le partage de l'île avec les Français, avant que ceux-ci le remettent en question et que les derniers Amérindiens disparaissent ou se fondent dans la population.

Fonds Saint-Jacques se trouve donc à proximité de plusieurs importants sites archéologiques, dont tout particulièrement celui de Vive, au Lorrain. Or, l'archéologie précolombienne des Petites Antilles, et de la Martinique en particulier, avait connu une véritable mutation lors du premier congrès international d'archéologie des Petites Antilles, tenu à Fort-de-France en 1961. Toutefois, lors de l'installation du Centre, le projet d'une archéologie de la Martinique (et de la Guadeloupe) se concrétisait surtout par les travaux de plusieurs amateurs, dont certains, comme Edgard Clerc à la Guadeloupe, avaient fait un travail considérable. Auparavant, les tentatives avaient été rares, dispersées et assez superficielles : le R.P. Delawarde, Eugène Revert et une brève mission du Musée de l'Homme avaient fait quelques sondages, collecté des tessons, voire des pièces en bon état, sans susciter un grand intérêt. Seul, ensuite, au cours des années 1950 le P. Robert Pinchon fit des fouilles qui ramenèrent de beaux objets. Professeur dans le secondaire, il attira l'attention de ses élèves sur ces recherches et plusieurs reçurent là le début d'une vocation, que malheureusement l'absence de soutien local en la matière fit presque toujours avorter. Puis R. Pinchon commença à tenter une synthèse de ses fouilles, synthèse [136] que le congrès de 1961 balaya, ce qu'il prit très mal, cessant dès lors toute recherche en ce domaine, ce qui n'enlève rien à son rôle de pionnier ni à la qualité de sa collection.

À la Martinique un Musée s'ébauchait alors autour de Mario Mattioni [[116]](#footnote-116), tandis que Jacques Petitjean Roget entreprenait un travail scientifique au long cours ainsi que des fouilles au Diamant. Le congrès d'archéologie de 1961 avait appris beaucoup aux chercheurs de la Martinique et de la Guadeloupe, mais il les avait aussi déconcertés, car le professionnalisme des spécialistes nord-américains (Irving Rouse, Ripley Bullen) leur semblait hors de portée. Certains en furent ébranlés et cela réduisit leur élan, d'autres, stimulés, eurent des projets plus ambitieux et des exigences techniques plus poussées. Pour aller plus loin, il fallait un appui professionnel extérieur. Pas question de compter sur la France métropolitaine qui ignorait tout de la question et qui l'avait bien montré lors du congrès de 1961 : invité à déléguer un spécialiste venu de métropole, le ministère envoya certes un spécialiste de la période, en l'espèce le remarquable historien de la Renaissance qu'est Jean Delumeau, dont l'œuvre commençait à s'imposer, mais dans un bien autre domaine. Certes, cela concernait « sa période », mais l'assimilation transatlantique allait un peu trop loin... Pas question non plus de compter sur des étudiants en cours de formation en France, il n'y en avait pas.

La venue du Centre répondit miraculeusement à ce besoin. En Amérique du Nord, et il en allait ainsi à l'université de Montréal, la formation en anthropologie se faisait sur la base de quatre disciplines que les étudiants devaient bien maîtriser : l'ethnologie, l'anthropologie biologique, l'archéologie et la linguistique, de façon à cerner les fondements de la diversité des populations humaines. L'archéologie comprenait une initiation à la préhistoire générale de l'humanité, puis, pour la période récente, une étude de l'archéologie précolombienne.

Mario Mattioni, qui allait en quelques années donner un statut officiel à l'archéologie et mettre sur pied en 1971 un musée à Fort-de-France, s'intéressa immédiatement au projet de Fonds Saint-Jacques, et dès fin 1967, alors que rien n'avait véritablement commencé, il m'écrivit :

« Je vous adresse cette lettre suite à une conversation avec madame Anca Bertrand au sujet d'une éventuelle campagne de fouilles archéologiques à mener à la Martinique et à laquelle l'université de Montréal serait intéressée. Mon ami Jacques Petitjean Roget m'a prévenu de votre visite chez [137] nous début février. Le hasard bien faisant parfois les choses, à mon avis, Fonds Saint-Jacques serait le lieu idéal pour l'installation d'au moins une partie du matériel et constituerait un des centres les plus importants sur les horizons culturels précolombiens des Petites Antilles ».

Mon collègue Philip Smith, du département d'anthropologie de l'université de Montréal vint, peu après l'ouverture du centre, se rendre compte, au nom du Centre, du réalisme de ces propositions : possibilités de travail archéologique, questions de recherche à traiter et position des responsables locaux. Finalement, un premier étudiant de Montréal, Louis Allaire, put venir évaluer la façon dont il pourrait s'associer à ce qui se faisait et surtout à ce qui se projetait à la Martinique. Les choses se présentant très bien, le Centre put ouvrir son programme d'archéologie par une étude de la période récente de l'occupation caraïbe. De septembre 1971 à mai 1972, Louis Allaire, assisté de Johanne Cadieux et de Richard Lehouiller participa aux fouilles coordonnées par le Musée ; on aménagea à Fonds Saint-Jacques un petit laboratoire d'archéologie, qui servit aussi de dépôt de fouilles pour cette recherche, en attendant que soit mis en place le dépôt départemental auquel comptait s'employer Mario Mattioni, devenu directeur des Antiquités en 1972.

Louis Allaire décida alors de s'investir pleinement dans l'archéologie précolombienne des Antilles [[117]](#footnote-117), ce qui le conduisit à sa thèse de doctorat soutenue à l'université Yale sous la direction d'Irving Rouse. En 1973 et 1974 il visita soigneusement plusieurs nouveaux sites, dont trois dans les environs immédiats de Fonds Saint-Jacques, et il entreprit aussi une brève fouille de sauvetage au site de l'Espérance. Poursuivant ses travaux sur la période amérindienne la plus récente, il fouilla, aussi en 1974, au Macabou, dans le sud de la Martinique et à l'anse Trabaud, à Sainte-Anne.

L'ensemble de ces fouilles a permis de définir pour la Martinique deux complexes « post-saladoïdes » (la culture céramique la plus ancienne des petites Antilles) et un complexe probablement transitoire couvrant la période d'environ 650 après JC à environ 1500 après JC, selon les datations faites au laboratoire du centre de recherches radiologiques de l'université de Nancy sur deux échantillons de charbon de bois du site du Macabou.

Louis Allaire, depuis ce point de départ dû à Fonds Saint-Jacques, a poursuivi une carrière d'enseignant et de chercheur à l'université de Winnipeg de 1975 à 2003, et il a publié de nombreux travaux sur l'archéologie des Antilles, et tout particulièrement de la Martinique.

[138]

La collaboration avec le musée départemental de la Martinique n'en est pas restée là. Elle s'est traduite par la participation de chercheurs québécois à l'analyse de l'important gisement de Vive, peu éloigné de Fonds Saint-Jacques, fouillé par le Musée. Le Centre a aussi accompagné une campagne d'exploration archéologique de la côte caraïbe accomplie dans le cadre du Centre universitaire Antilles-Guyane, par le Pr Pierre Vérin et quelques-uns de ses étudiants. Par la suite, en 1977, une campagne de fouilles eut lieu à Marie-Galante dans le cadre des activités du musée des Arts et Traditions populaires local. Elle fut confiée au Pr P. Smith qui, en collaboration avec Edgard Clerc et le père Maurice Barbotin, y cordonna l'étude du site de Taliseronde. Un squelette amérindien fut découvert dans sa sépulture et fit l'objet d'une étude à Montréal, tandis que les restes animaux étaient analysés à l'université de Floride.

S'il est une retombée imprévue des travaux d'archéologie amérindienne, c'est bien la façon dont ils allaient s'insérer dans la culture martiniquaise. Ils ne sont pas restés les témoins bizarres d'un passé entièrement révolu et fondamentalement étranger. Au contraire. Les peintures et les décors modelés qui figurent sur les poteries inspirèrent des artistes, qui, en les réinterprétant amorcèrent leur incorporation dans le patrimoine culturel local. René-Corail [[118]](#footnote-118) en particulier, peintre et créateur martiniquais bien connu, ami de notre Centre où il venait souvent passer la fin de l'après-midi devant un punch, a été l'un des premiers à s'inspirer des ornements des poteries anciennes de la Martinique pour décorer des tissus avec lesquels il faisait des tuniques féminines et quelques autres pièces de vêtement. Il organisa même un défilé de modes sur ce thème. Puis on vit la conscience de la présence amérindienne dans les racines de la Martinique prendre une place croissante. Certes, il y avait toujours eu quelques familles se réclamant d'ancêtres « caraïbes » ; on connaissait aussi l'origine amérindienne de divers mots utilisés en créole, qu'ils désignent des animaux, des plantes ou des objets, et de certaines techniques de pêche, de navigation et d'agriculture. Mais il se passa autre chose, une sorte de greffe sur ce passé, une solidarité avec les Amérindiens et avec les malheurs qui les avaient fait disparaître. On assista à leur inclusion dans la quête d'ancestralité. L'archéologie a ainsi apporté sa part au renforcement de la construction identitaire qui accompagnait le recentrement sur le monde antillais, alors que s'estompaient après avoir achevé leur rôle ce que l'on pourrait nommer les « désaliénations aliénantes », qu'il s'agisse de la pleine identification à la culture française ou des formes absolues de la négritude.

Ce rattachement au passé amérindien n'est d'ailleurs pas artificiel. On avait évacué de façon trop absolue les Amérindiens de l'histoire de la population et de la culture des îles, et en particulier de la Martinique où la cohabitation [139] dura jusqu'en 1658 ; les rapports avec les Français y furent assez intenses d'après ce qui ressort des chroniqueurs pour que l'on puisse considérer que c'est aussi du passé de la Martinique et non d'un exotisme disparu que rend compte l'archéologie amérindienne. Si, en 1661, un traité entre les Français et les Anglais laissa aux Caraïbes la propriété de la Dominique et de Saint-Vincent, ils purent aussi habiter librement à la Martinique où ils vécurent jusqu'au début du XVIIIe siècle pour se fondre ensuite lentement dans la population. On sous-estima alors leur héritage, et les divers courants idéologiques de la première moitié du XXe siècle ne leur laissaient guère de place. Le recentrement de « l'antillanité » par contre les remettait pleinement en relief, voire leur donnait parfois une importance excessive.

1974

Journal (extraits)

Fonds Saint-Jacques a bien changé en cinq ans. La vaste pelouse qui s'étend entre les deux rangs de bâtiments est coupée par le ruisseau qu'on a bordé de quelques arbres et de quelques fleurs. Près de la chapelle, un oranger est seul, là où se trouvaient des arbres tombés depuis longtemps et les petits jardins sur pilotis ; la purgerie est dégagée et le profil de son toit de tuiles anciennes disposées en écailles de poisson offre un pente légèrement recourbée, très agréable à suivre de l'œil ; sa teinte, d'un rose mêlé de gris et de grenat, s'harmonise avec le vert multiple des arbustes.

Dans le silence de l'aube, quand les derniers insectes se sont tus, « tout est ordre et beauté ».



[140]





La terrasse et la vue depuis la terrasse

Il y a un lieu privilégié : la terrasse, sur laquelle nous prenons le petit déjeuner. Chacun arrive à l'heure qui lui convient et se sert dans la cuisine, tout en trouvant sur la grande table des fruits et des confitures. La terrasse est agréable ; on a envie d'y rester longtemps. Orientée à l'est elle est constamment effleurée par le souffle de l'alizé, adouci par la traversée des arbres qui, à une vingtaine de mètres, font une haie à la limite de la propriété.

[141]

Entre les arbres et la terrasse, la prairie ne contient que quelques bananiers ; à gauche elle surplombe la rivière qui jour et nuit emplit l'air de ses sonorités. La terrasse elle même est simple, un vaste espace carrelé de rouge, couvert d'un auvent sur toute sa surface, bordé par un muret suffisamment bas pour servir souvent de siège, et deux portes donnant l'une sur la cuisine, l'autre sur la pièce qui sert de salon, d'accueil et qui porte sur un mur le tableau de René-Corail : un taureau qui pourrait venir de Lascaux, qu'il a peint avec du sable et de la terre de la Martinique, pour l'ancrer dans le sol de son pays. Jacques Desruisseaux le lui avait acheté à titre personnel et l'avait laissé à Fonds Saint-Jacques. On ne sait ce qu'il est devenu à la fermeture du Centre et je crains qu'il n'ait été saisi par quelque main indélicate.

La terrasse est accueillante pour la solitude du grand matin, quand le jour s'apprête à éclater. Mais elle est aussi le lieu des conversations du soir, après le dîner. Dans le lieu mort qu'elle est devenue, car un bâtiment sans voix n'a plus de conscience, j'entends pourtant des voix qui s'y entrecroisent, hors temps. Longs échanges avec les biologistes ou les archéologues, rire très fort et toujours nuancé de moquerie du père Pinchon, voix aussi de Jacques Desruisseaux, d'Anca Bertrand, de Joseph Lévy, de René-Corail, de Jacques Barrau, d'amis antillais, pas nécessairement chercheurs et qui étaient là d'abord comme amis ; avec cette force que nous donnait le statut du centre et aussi la simplicité québécoise, les distances sociales ne comptaient pas. Nous ne faisions rien pour les abolir ; elles disparaissaient d'elles-mêmes dans ce lieu, dans ces rencontres. Je me souviens de personnages importants, et d'autres qui en arrivant osaient à peine s'asseoir... Ils étaient à Fonds Saint-Jacques, et tout devenait simple dans leurs rapports avec nous et entre eux...

On parlait beaucoup des recherches en cours, et ce qui intéressait le plus, c'étaient les rencontres les plus improbables : tel étudiant américain que la distance culturelle rendait à la fois maladroit et observateur aigu, telle rencontre entre l'archéologue travaillant sur des figurations pouvant être des chauve-souris, modelées ou peintes sur les pièces qu'il découvrait et le biologiste spécialiste des chauve-souris. Convergence inattendue de leurs regards. Convergences, inattendues elles aussi, du linguiste et de l'historien, de l'anthropologue et du musicien. Rencontres qui tiennent à ce que le Centre exerce ses activités dans des domaines variés ; mais il les concentre sur une région (les îles de la Caraïbe) et un milieu (le milieu tropical insulaire). Si bien que, souvent par hasard, avec cet imprévu qui est au cœur de toute recherche, se nouent des croisements entre disciplines. Il ne s'agit pas de cette « interdisciplinarité » si souvent souhaitée par divers promoteurs de la recherche, mais des effets spontanés d'une situation favorable aux rencontres. Des chercheurs très différents, partageant leur intérêt pour un même objet sont conduits naturellement à se consulter.

[142]

Tout cela n'avait rien de pédant, rien de « société savante ». Propos amicaux lors de soirées nourris d'un quotidien qui s'inventait sur place, très décalé de celui de nos pays d'insertion. Nous étions un peu les passagers d'un navire.

Mais la chaleur apparente des contacts ne suffisait pas, dans bien des cas, à franchir pleinement les limites des disciplines. Pendant des années un chercheur est éduqué à devenir économiste, ou démographe, ou anthropologue, ou linguiste ou historien, ou géographe. L'apprentissage lui donne des techniques, des outils. Mais surtout il lui rend familier un cadre de pensée, une hiérarchie des connaissances, une façon de les aborder et de les transmettre. C'est toute sa personnalité qui est modelée par ces années, et c'est avec elle qu'il fait sa recherche, selon elle qu'il dialogue avec des collègues d'autres disciplines. Ce qu'il connaît, ce qu'il sait faire, ils l'ignorent pour une bonne part. Sa façon de travailler, ses références théoriques, les problèmes qu'il aborde leur sont peu familiers. Le dialogue peut aisément porter sur des aspects périphériques, sur des faits à propos desquels il donne à l'un et à l'autre des compléments à ce qu'il connaît. Rarement il engage ces zones sensibles où les positions intellectuelles et la vision du monde s'entrelacent et dépendent l'une de l'autre.

Souvent l'anthropologue se sent isolé face à ses collègues d'autres disciplines. Non que ceux-ci l'ignorent ; au contraire, la notoriété d'un Lévi-Strauss, l'impact sur le public des livres qui présentent des cultures différentes, l'attrait pour l'étrange lui donnent souvent une aura. Mais cela ne rend pas plus faciles certains aspects du dialogue. Tout particulièrement sur ce point très particulier qu'est le rapport au terrain. Par sa discipline, l'anthropologue a sur le terrain à une position très particulière, qui n'est pas toujours aisée à comprendre par d'autres : il est lui-même son principal instrument d'observation ; sa personne, voire son corps dans ses apparences, dans son sexe, dans ses gestes, tel est son outil privilégié d'investigation. Les méthodes et les techniques, si centrales pour la plupart des autres disciplines des sciences sociales sont pour lui outrepassées par sa confrontation immédiate (littéralement, sans relais, sans écran, sans instrument) avec ceux qu'il rencontre au cours de sa recherche. L'image qu'il donne, les thèmes auxquels il est sensible, le milieu social dont il vient, tout cela oriente la direction de son regard, et participe à la collecte des données de sa recherche ; cette situation le rend attentif et sensible à tel ou tel domaine, mais elle suscite aussi des zones aveugles, où il ne perçoit rien, justement parce que son éducation, sa vue théorique, son sexe, son âge les lui masquent, alors qu'un autre anthropologue, parce qu'il est une autre personne, percevra ce que lui ne voit pas, ou mal, tout en ayant lui aussi ses zones aveugles.

Dans un Centre, dans la formation d'une équipe d'anthropologues cela n'est pas sans incidence. Je m'en suis aperçu à mon détriment quant j'ai commencé à diriger des étudiants sur un projet que je voulais très structuré pour que, les recherches portant sur plusieurs lieux différents, on puisse [143] faire des comparaisons systématiques, à la façon de ce que font des économistes ou des démographes. Et en fin de compte, malgré les efforts de coordination, on recueille des travaux fortement marqués par les options propres au chercheur, ce qui limite beaucoup la possibilité de parvenir à une œuvre d'équipe, réellement intégrée.

\*  
\* \*

Si le visage de Fonds Saint-Jacques est transformé, après ces quelques années d'existence, sa vie l'est aussi. L'essor du nombre de séjours faits par des chercheurs extérieurs au centre (746 nuitées en 1971, 1204 en 1972, 1483 en 1973), le développement du fonds de la bibliothèque, qui atteignit en 1974 1360 ouvrages dont 850 sur la Caraïbe et 885 brochures et tirés à part, presque tous sur la Caraïbe, l'achèvement de la restauration des lieux, tout cela dit cette transformation. L'époque des ruines et des doutes est terminée. Leur souvenir même commence à s'effacer devant la vie, devant ceux qui travaillent, ceux qui viennent les rencontrer, et aussi de plus en plus nombreux ceux qui passent une ou deux heures simplement pour voir l'équilibre et la beauté de ces lieux, où flottent encore les échos contradictoires d'un temps passé.

Ce Centre devenu adulte, est marqué en 1974 par un premier changement d'importance : Jacques Desruisseaux, qui a été résident durant quatre ans, quitte son poste à Fonds Saint-Jacques. Durant ces années, il a su construire un modèle qui sera suivi par ses successeurs car il a concilié un travail personnel de recherche [[119]](#footnote-119) avec les multiples activités sans lesquelles un Centre tel que celui de Fonds Saint-Jacques ne saurait fonctionner. Son succès, et celui de ceux qui sont venus ensuite, tient à ce qui fait l'opposé de tant d'employés de bien des organismes publics, rebelles à la polyvalence, comptables minutieux du temps passé. Responsable, il a pris sur lui de construire et de tenir en main le dispositif complexe que nous avions conçu pour assurer à la recherche les meilleurs conditions de réalisation et pour contribuer efficacement à la diffusion de la connaissance. Aucun organisme de ce genre ne peut atteindre les résultats que nous avons accumulés sans cet investissement personnel, cette identification. Il a mis sur pied le service d'accueil et d'hôtellerie, il a installé et développé la bibliothèque, il a noué de nombreux contacts à travers la Caraïbe, il a participé aux discussions et apaisé les doutes de ceux qui, nouveaux arrivants, étaient pris par un « trac » analogue à celui de l'artiste qui entre en scène.

[144]

Au moment où Jacques Desruisseaux va être remplacé par Serge Larose, laissons-le tracer à travers un extrait d'un texte [[120]](#footnote-120) ultérieur un bref tableau de cette première période de l'existence du Centre.

« Il faut se reporter au milieu des années soixante. On le sait, le Québec, à cette époque, est en effervescence ou, selon certains, en émergence d'une longue saison frileuse. Fort de son vécu à la Martinique, le Dr Benoist réussit à convaincre les autorités de l'université du bien-fondé d'installer un centre de recherche à la Martinique afin que les jeunes étudiants puissent non seulement s'adonner à la recherche, mais aussi - et peut-être surtout - confronter leur vécu à l'aune de la diversité culturelle. C'est le début de cette fenêtre ouverte sur le monde, à Fonds Saint-Jacques, cette ancienne habitation sucrière rendue célèbre par le Père Labat. Nous sommes en 1968, alors que les travaux de rénovation débutent.

« En septembre 1968, trois jeunes québécois se retrouvent à Bordeaux pour une maîtrise en géographie tropicale : Michèle Bernier, Danielle Dancause et moi-même. Lorsque le Prof. Guy Lasserre cherche à placer ses étudiants pour une étude de terrain, il dit aux Québécois : « Vous, pas de problème, vous irez à la Martinique, au Centre de Recherches Caraïbes de l'Université de Montréal. » Nous avons sans doute eu l'air un peu éberlués car, tous les trois, nous ignorions l'existence de ce Centre. N'empêche, en septembre 1969, nous nous retrouvons à la Martinique, avec quelques autres étudiants français. J'ai eu le privilège d'être le premier étudiant accueilli au Centre, avec mon épouse et notre petite fille d'à peine un an. C'est Jean Archambault qui en était le responsable-résident. Ce fut le début d'une belle aventure.

« Quelques mois plus tard, le Dr Benoist me contacte en me proposant de retourner à Saint-Jacques, comme responsable-résident. Mon épouse et moi en discutons et acceptons. Pour un an. Nous y sommes demeurés quatre ans, de 1970 à 1974. Chaque été, nous recevions une cohorte de 12 à 15 étudiants en anthropologie, dont : Joseph Lévy, Dorothée Bertrand, Claire Lefebvre, Suzanne Laberge, Pierre Falardeau. Aussi, Raymond Leclerc, en biologie, Louis Allaire et Richard Lehouillier en archéologie, les professeurs Paul Pirlot et Gilles Lefebvre, et beaucoup d'autres, la liste serait trop longue.

[145]

« Ces années furent déterminantes pour moi, d'abord comme expérience et enrichissement personnels, et pour le déroulement de ma carrière, puisque j'ai toujours continué à œuvrer sur la scène internationale, à l’acdi d'abord, puis au ministère des Relations internationales du Québec.

« Par dessus tout, je veux rendre hommage au caractère visionnaire du projet de création d'un centre à La Martinique à une époque où le Québec cherchait à s'ouvrir sur le monde. Il a permis à des générations d'étudiants de découvrir, avec intelligence, étonnement et émerveillement, les mille et une facettes des différences culturelles qui nous entourent. Pour tous, je crois que cette fenêtre ouverte sur le monde fut déterminante dans leur vie. »

Ce premier emploi à Fonds Saint-Jacques allait marquer la vie de Jacques Desruisseaux et influencer de façon très positive une carrière qui serait brillante. S'éloignant du monde académique, il prit en effet un emploi à l’acdi (Agences canadienne de développement international), agence du gouvernement fédéral canadien, où il se vit confier comme agent de planification d'abord l'Afrique francophone, puis l'Amérique centrale. Il passa ensuite un an au Honduras au titre de conseiller administratif et technique du même organisme. Il entra ensuite dans la fonction publique du Québec où le Ministère des Affaires intergouvernementales lui confia des responsabilités concernant divers pays d'Amérique latine avant de le nommer délégué du Québec à Bogota, poste qu'il occupa durant quatre ans avant de devenir responsable de la coordination avec le cône sud, puis avec les pays andins, et finalement Délégué du Québec pour l'Amérique centrale et les Antilles.

Serge Larose avait une personnalité toute autre que celle de son prédécesseur, mais il réussit aussi bien que lui. Tout en finesse, intellectuel mais très proche des gens, ayant horreur des hiérarchies sociales et peu attaché à d'autre succès personnel qu'à celui de ses engagements, il se glissait au sein de son terrain avec une facilité extrême. Et pourtant ce n'était pas un terrain facile : après sa maîtrise en anthropologie à l'université de Montréal, il avait choisi pour sa thèse inscrite à Londres, de travailler sur le monde paysan d'Haïti. Ses publications montrent le degré de finesse et de précision auxquels il est parvenu, tant dans l'approche de la vie économique à travers les activités agricoles quotidiennes, que dans celle de la vie religieuse. Marié sur le terrain avec une jeune haïtienne, il s'installa avec elle à Fonds Saint-Jacques, ce qui suscita de la curiosité et souleva des questions imprévues qui tenaient entre autre à la distance culturelle entre Haïti et la Martinique, malgré quelques traits apparemment communs.

Haïti a toujours été important pour le Centre, d'abord par les nombreuses relations avec des chercheurs et des écrivains haïtiens (Jean-Baptiste Romain, Raymond Chassagne, Emerson Douyon, Hérard Jadotte, Leslie [146] Manigat, Georges Anglade, Michel Laguerre), ensuite par les travaux de terrain conduits en Haïti par des membres du Centre. Mais sa véritable importance est autre. Elle tient à l'histoire, à la culture (à la littérature, à bien des pratiques rurales, au socle spirituel qu'est le vaudou). Selon les regards, Haïti est à la fois exemple et repoussoir ; plus exactement, le pays tend vers l'un et vers l'autre mais quand on pense l'un, aussitôt vient l'image de l'autre. Dans toutes les études antillaises, Haïti a une place privilégiée. Comme l'est la Jamaïque pour la Caraïbe anglophone, c'est le pôle d'affirmation, dans le monde francophone d'une vie proprement antillaise. Les anthropologues l'ont bien compris, et c'est là que s'est effectué le travail pionnier de Melville Herskovits [[121]](#footnote-121) qui a marqué pendant longtemps l'anthropologie. Là que Price-Mars a conjugué l'ethnologie avec les retrouvailles avec les racines d'une identité. Là qu'Alfred Métraux a conduit plusieurs recherches et rencontré le vaudou, et que, au delà de l'anthropologie, Malraux a été saisi par un art dont il a su dire la force.

À la Martinique, comme à la Guadeloupe et en Guyane, une autre image recouvre tout cela : celle de l'immigré, autorisé ou clandestin, que l'on voit comme arriéré, parfois risible et que l'on est prêt à soumettre à toutes les formes d'exploitation. Son image humiliée a pour contrepoids celle, admirée, du marron, cet esclave révolté, qui a su briser ses chaînes et devenir ainsi un exemple. Cet immigré s'est cependant peu à peu implanté et une partie de sa culture a diffusé dans certaines strates populaires de la population urbaine antillaise. A Montréal, l'image est autre ; on est passé de celle de l'intellectuel, professeur ou médecin qui prévalait jusqu'à la fin des années 1970, aux résultats négatifs d'une immigration massive et qui fait du Haïtien un chauffeur de taxi, ou un proxénète connecté à la pègre. De toute façon, le « pays réel » est loin et peu s'y intéressent dans ces terres « d'accueil »...

Serge Larose était celui de nous tous qui connaissait le mieux Haïti. Il y avait vécu, travaillé à ses recherches, été en contact avec le peuple des campagnes [[122]](#footnote-122) et de la petite ville de Léogane, collecté des objets vaudou pour l'université de Montréal. Avec lui, la présence de Haïti dans l'esprit de ceux qui venaient au centre se développa, et contribua quelque peu à une meilleure connaissance de la réalité infiniment complexe de ce pays. Plus tard, au cours des années 1980, il allait jouer un grand rôle dans la [147] recherche du Centre parmi les immigrants haïtiens au Québec, tout en participant de façon marquée à la prise en compte de leur situation et de leurs besoins.

1975

La navigation continue. Car Fonds Saint-Jacques est une caravelle, qui, de projet en projet, passe d'île en île. L'équipage se renouvelle, les capitaines se relaient, mais la chronique peut continuer, à la façon de celles des anciens voyageurs, des « étonnants voyageurs » de Baudelaire.

À bord, on se sent bien. La bibliothèque est riche, et attire des jeunes et d'autres qui le sont moins, les jardins sont beaux, la terrasse accueille des discussions. Les rencontres qui se suivent de jour en jour déposent avec le temps leurs alluvions d'idées et d'informations, de bilans et d'esquisse de projets.

... La navigation continue.

Une île parfois tenue pour marginale a été le lieu de bien des travaux, au long de plusieurs années, et cela en collaboration avec divers services administratifs et avec des enseignants et chercheurs de la Guadeloupe et de Paris, c'est Marie-Galante. Nous en avions une certaine connaissance car, dans la volonté de « quadriller » la diversité sociale et culturelle des îles, certains des premiers travaux du Centre avaient porté sur Marie-Galante et demeuraient parmi les témoignages les plus solides disponibles sur sa culture populaire.

À l'écart de la Guadeloupe mais ayant des communications aisées avec elle, Marie-Galante ressemblait plus à la grande île qu'à ses homologues de l'archipel guadeloupéen : sa surface, son relief, la nature de son sol la rendaient aptes à une agriculture de plantation, qui s'y était installée fort tôt. Mais les ressemblances s'accompagnaient de contrastes dus à une évolution historique différente : les habitations de taille moyenne avaient survécu plus longtemps, des zones de petit paysannat s'étaient plus développées.

Au cours des années 1960 un vaste effort de restructuration entreprit de développer l'île en modernisant sa production sucrière. L'urgence l'imposait : faillite d'une usine, faible capacité d'une autre, fragilité des distilleries, tandis que les colons vivant sur les grandes propriétés étaient contraints à produire de la canne... Le Conseil général de la Guadeloupe mit au point une ambitieuse opération agro-industrielle, en fondant pour cela une société d'économie mixte, la sodeg dont il devint actionnaire. Une usine nouvelle, de grande capacité, serait construite, les terres feraient l'objet d'une réforme foncière et seraient vendues à crédit aux colons alors en place, leurs obligations et contraintes étant beaucoup allégées tandis qu'ils bénéficieraient d'un encadrement technique dans leur activité agricole. M. Courbois, chef de mission de développement agricole de l'île de Marie-Galante, dirigea l'opération ; passionné par cette tâche, il s'y investit pleinement. Il en comprit [148] rapidement la dimension humaine et l'impact culturel, si bien qu'il donna toute facilité aux anthropologues de travailler en harmonie avec ceux qui entreprenaient la réforme. Il fut, dans le travail des jeunes québécois que je pus envoyer à Marie-Galante, à la fois très disponible et très exigeant, et il leur apprit beaucoup. Certains travaux sur la dimension économique lui semblèrent toutefois critiquables, plus marqués d'idéologies, que de documentation, d'autres, ceux qui portaient sur la vie quotidienne et la culture locale retenant beaucoup plus son attention. En cela, il fut un critique attentif.

Cette réforme économique était un grand bouleversement. La réforme agraire qui accompagna la création de la nouvelle usine sucrière, très moderne et capable de traiter toutes les cannes de l'île, fut soutenue par des moyens publics importants. Les anciens « colons » de grandes propriétés sucrières devenaient à crédit petits propriétaires ; ils s'acquittaient au long cours de leur achat de terre en livrant des cannes à la nouvelle usine, et cela avec un encadrement agronomique et technique qui entendait être très performant. La sodeg étant maître d'œuvre de l'ensemble, cela créa quelques ambiguïtés ; devant verser à la sodeg les paiements affectés à leur achat, les anciens colons ne se sentaient pas vraiment propriétaires, puisqu'ils continuaient à être redevables envers une autorité qui gérait l'usine et encadrait les pratiques agricoles. Si bien que, percevant mal leur changement de statut, ils se définissaient eux-mêmes comme « colons sodeg » et transféraient sur M. Courbois les liens de dépendance, porteurs d'attente de paternalisme et générateurs de tensions qui avaient toujours marqué la relation entre colons et propriétaires. Ce simple signe révélait les écarts de perception entre la population et les responsables de la réforme. Peu armés pour explorer ces écarts, ces responsables attendaient des éclaircissements venant des anthropologues. Je crois qu'on prêtait aux anthropologues plus que ce dont ils étaient capables.

Parallèlement au monde de la canne, et cela nous intéresse ici, André Laplante, qui était alors un étudiant très prometteur en anthropologie à Montréal, se consacra en 1966 et 1967, avec l'aide du Père Barbotin [[123]](#footnote-123), curé de Saint-Louis et curieux de folklore et d'archéologie, à la connaissance d'une autre société paysanne de l'île, celle qui, dans les « Bas » de l'île, vivait à l'écart du système de la plantation. Même s'ils venaient parfois assurer des journées de travail salarié lors de la coupe de la canne, ces « gens des Bas » se tenaient loin des bourgs, loin des plantations, dans une vie rurale qui était alors fort autonome. Les travaux d'André Laplante, qui allaient fort loin dans la connaissance de « l'ethos » de cette partie de la population, ont [149] paru plus tard dans un volume du Centre [[124]](#footnote-124) et dans un chapitre de *l'Archipel inachevé.*

Vers un écomusée à Marie-Galante

Lorsque fut nommé le nouveau directeur de l'Office National des Forêts de Guadeloupe, Pierre de Montaignac [[125]](#footnote-125), il s'intéressa d'emblée à Marie Galante. Il était en effet porteur de la riche expérience du parc des Cévennes où il avait introduit une importante innovation en mettant en valeur le lien entre nature, terroir et culture. Cette orientation qui, dans les Cévennes, avait abouti à des résultats considérables, prenait tout autant en compte la connaissance et la préservation de la nature que celle de la vie culturelle et sociale. Surtout, et cela fut particulièrement bien réalisé dans le parc des Cévennes par Marcel Jollivet [[126]](#footnote-126), le point de vue était clairement celui d'une écologie humaine : la nature était à la fois en amont et en aval de l'homme, dans un cycle d'interdépendance, et l'équilibre ne pouvait se concevoir que par la prise en compte des éléments composant l'ordre naturel et de ceux composant l'ordre culturel, qui étaient en interaction constante.

Aussi entreprit-il très tôt de mettre sur pied un inventaire du patrimoine culturel de Marie-Galante. Nous eûmes alors nombre d'échanges auxquels se joignit vite son collaborateur Yves Renard [[127]](#footnote-127). Et cela aboutit à l'engagement d'André Laplante en 1975 grâce à son expérience professionnelle et à sa connaissance du terrain. D'un inventaire on passa assez vite à un projet plus ambitieux : créer un écomusée à Marie-Galante, et André Laplante fut chargé des travaux de collecte préalable ainsi que de la conception de ce que pourrait être la réalisation des collections de l'écomusée. Il bénéficia dès le départ de la collaboration d'un enseignant qui accomplissait sur place des [150] travaux remarquables, essentiellement en ethnobotanique, et qui a continué jusqu'à ce jour, Michel Granguillotte [[128]](#footnote-128).

Le Centre de recherches caraïbes n'était pas un acteur direct de l'opération mais il y était impliqué par ses conseils et sa participation au choix des orientations. Il permit surtout que la dimension anthropologique ne soit pas traitée de façon succincte, alors qu'elle est au cœur des questions d'identité locale, et qu'elle offre les principaux outils conceptuels pour appréhender la signification sociale des techniques agricoles et domestiques telles qu'elles sont pratiquées quotidiennement.

Écoutons maintenant ce qui s'est passé à la suite de l'arrivée d'André Laplante, ainsi que le décrit en 1977 une lettre de Raymond Massé :

« L'opération a des racines modestes, dans la volonté de deux enseignants en poste à Marie-Galante de mieux connaître deux volets de la culture de leur île : la fabrication du manioc et le travail du coton. Constatant le manque total de données sur tous les aspects de la culture locale, ils ont tenté d'intéresser les instances politiques à la nécessité d'établir un vaste programme de recherche sur le mode de vie des habitants de l'île.

« L'idée a fait son chemin et la société d'histoire de la Guadeloupe de même que le Parc naturel régional ont décidé de soutenir cette expérience. Des équipes de bénévoles seraient constituées, qui travailleraient sur divers aspects de la culture populaire de l'île. C'est là qu'intervint l'engagement d'André Laplante.

« Au départ une dizaine d'équipes furent mises sur pied. Seules trois ou quatre d'entre elles produisirent des résultats. En général les uns et les autres, malgré leur bonne volonté, ne voyaient pas trop à quoi servait ce travail. Et surtout, le scepticisme l'emportait quant aux ambitions affichées : tous croyaient que le projet n'aurait pas de suite, et demeuraient en état d'attente. Mais au vu des résultats intéressants obtenus par le travail des quelques groupes actifs, vingt autres équipes furent constituées qui fonctionnèrent très bien. Le résultat fut qu'après neuf mois plus de mille pages dactylographiées (mises en forme par le secrétariat du Parc naturel), plus de trois mille photos et diapositives, des centaines d'heures d'enregistrements sur bandes et des objets matériels avaient été recueillis sur divers aspects de la vie matérielle et de l'histoire de l'île. Soulignons que les auteurs n'étaient pas [151] des « intellectuels » et qu'ils avaient agi sur la base d'une activité conjuguant des loisirs et une quête de l'identité marie-galantaise dans une société en changement rapide.

« Une exposition fut mise sur pied dans l'habitation Murât avec pour thème le manioc. Photos, montage audiovisuel, objets techniques, textes sur de grands tableaux ont attiré la majorité de la population de l'île. Les gens voyaient avec un grand intérêt ces techniques agricoles habituellement dévalorisées. Un atelier de fabrication de farine de manioc avait été monté dans le « musée » et spontanément les gens s'amusaient à mimer les gestes de la fabrication de cet aliment de base. »

André Laplante avait mis au point un système de classification, destiné à un traitement par ordinateur, domaine où il était particulièrement compétent et où il jouait alors un rôle de pionnier.

Le Musée National des Arts et Traditions Populaires envoya sur place son directeur, Jean Cuisenier puis plus tard des ethnomusicologues. C'est Georges Henri Rivière lui-même qui rédigea un rapport très documenté sur l'intérêt de la création de l'écomusée de Marie-Galante. Mais à cette phase du projet, le Centre n'était plus concerné. Le projet se poursuivit et prit peu à peu l'ampleur que l'on connaît maintenant, l'écomusée de Marie-Galante ayant su étendre son activité au delà de ses projets initiaux et ayant pris en main la conservation patrimoniale de divers lieux d'intérêt historique ou architectural, tout en gardant très active son ouverture sur une écologie humaine.

On verra plus loin comment, en 1977, l'expérience de Marie-Galante inspira un recherche-animation que conduisit Raymond Massé au voisinage de Fonds Saint-Jacques.

1er septembre, Fonds Saint-Jacques

Nous avons reçu en juin deux géographes de Sherbrooke, Romain Paquette, membre de notre conseil, et M. Thouez. Plus tard est passé Marc Sauter de Paris. Les discussions du soir ont été une bonne illustration des difficultés de partager autour d'un même objet les regards de deux disciplines cependant apparemment proches. Parfois je juge les géographes plus « scientifiques » que nous, plus soucieux de données objectivement vérifiables. Puis cette « scientificité » me semble cacher un manque de perception : ils semblent ne voir que le « visible », c'est-à-dire ce qui est visible par des membres de la classe dirigeante de la société et de la culture qui les ont formés. Même ceux qui semblent remettre en question ce qui ne va pas dans cette société le font à partir de positions qui les situent parmi les cadres de la société souhaitée.

[152]

C'est en comparant leur façon de faire du terrain que l'on saisit le mieux le contraste entre les disciplines. L'anthropologue entre doucement, n'aborde pas d'emblée le sujet qui l'intéresse ; il se comporte comme le clinicien qui regarde, écoute, palpe, met lentement en confiance et interroge sans forcer, laissant parler jusqu'au bout, sans briser son écoute par une question. Aux Antilles cela s'accompagne des lenteurs joyeuses de la convivialité. Que de fois le travail du géographe m'a semblé sauter ces étapes ! Et cela se ressent dans ses écrits. On n'entend pas les gens dans leur discours, on ne voit pas le monde avec les yeux de ces gens, on ne transmet pas leurs aspirations. Non que l'anthropologue y parviennent toujours, mais il essaie... Toutefois l'apport des géographes est un contrepoint essentiel à notre vision ; comme les économistes, dont ils sont souvent proches, ils mettent en relief les contraintes, la dure réalité qui s'oppose aux dérives de l'imaginaire. Dans notre ambitieux projet sur la société de plantation et ses marges, les géographes sont indispensables, et l'équipe de Sherbrooke, en se basant à Saint-Jacques pour travailler sur le désengagement paysan promet des résultats fondamentaux pour saisir l'articulation entre l'évolution de la paysannerie et les changements sociaux et économiques de la société globale.

Deux autres chercheurs intéressants séjournent ici depuis quelques temps. Le premier, Ulrich Fleishmann, est un linguiste allemand. Ce grand bonhomme, bâti comme un footballeur, cordial et rieur est en même temps un homme délicat et sensible ; il connaît avec beaucoup de finesse la littérature haïtienne. Les chercheurs allemands qui s'intéressent aux parlers et à la littérature créoles ont un grand avantage sur les Français : pour eux, il s'agit tout simplement de langues romanes récentes, alors que bien souvent les Français doivent refouler, et avec certaines difficultés le sentiment qu'il s'agit de langues inférieures, de français déformé, de « baragouins », sans compter un relent de l'inégalité coloniale. Certes, les chercheurs français ont dépassé ce stade élémentaire, mais ils n'ont pas la sérénité simple avec laquelle les Allemands ou les Américains abordent le créole.

Ulrich Fleishmann est venu à la Martinique pour la mise au point d'un projet qui lui tient à cœur, et que sa bonne connaissance des diverses îles et de leur langue, ainsi que sa parfaite maitrise du français, lui permet de réaliser : une étude comparative du continuum linguistique dans les îles où l'on parle un créole français ; c'est aussi la démarche, plus ciblée sur un étroit espace et une petite population, de Gilles Lefebvre à Saint-Barthélémy Gilles Lefebvre a aussi achevé cette année un travail important : le linguiste haïtien Jules Fane avait laissé à sa mort le manuscrit en mauvais état, et inachevé, d'un dictionnaire créole haïtien-français. Il a réussi à le mettre en ordre et à compléter certains manques, ce qui a permis de le publier aux éditions Leméac de Montréal.

Cette question du créole est en train de monter dans l'actualité culturelle. Elle est de toute façon très importante. Quel que soit l'avenir de cette [153] langue (de ces ?) à moyen terme, elle est non seulement un outil de communication, mais aussi, et cela est de plus en plus ressenti à mesure qu'elle est confrontée au français, porteuse d'une tonalité affective dans la perception et l'expression du monde et des sentiments. Cela la place au tréfonds de chacun, à l'enracinement de sa personne. La contester, c'est déchirer cette personne, surtout lorsque cette personne participe elle-même à cette contestation. Le travail sérieux des linguistes doit se doubler d'une analyse fine du vécu de la langue et de la connaissance de ce qu'elle véhicule, en auréole implicite à ce qu'elle dit.

L'autre chercheur est un étudiant de l'université de Montréal, Raymond Massé. Il est venu pour faire un premier sondage à propos d'un projet que je le crois capable de bien réaliser, sur les Adventistes du 7e jour. Ses qualités personnelles, telles que j'ai pu les observer à l'université, sa grande capacité de travail, un sens inné du contact amplifié par cette chaleur que savent dégager bien des Québécois, m'ont semblés le rendre capable de travailler sur ce sujet dont l'approche peut être difficile. On ne saurait sous-estimer ce qui se passe à la Martinique et en général à travers les Antilles quant aux nouveaux mouvements religieux face à un catholicisme alourdi par son passé et demeurant le plus souvent sans vigueur devant les demandes locales. Il ne s'agit pas là que de religion ; ce qui se passe est un reflet des tourments internes de la société et l'adhésion à divers cultes, généralement chrétiens mais qui ne portent pas l'empreinte du passé duquel se démarque mal l'Eglise catholique, participe - même si c'est d'une façon illusoire - au recentrement de la société sur elle-même. Raymond Massé passera quelques semaines, puis il reviendra sept mois l'an prochain grâce à un financement que j'ai pu obtenir. On verra bien, mais je crois que cet investissement aidera à faire émerger cette nouvelle génération de chercheurs québécois à laquelle j'aspire à contribuer.

Octobre, Montréal

Reçu une lettre d'Huguette Dagenais, qui s'est installée à Bouillante, en Guadeloupe, pour conduire la recherche sur le milieu rural que lui a confiée la sodeg. Après son travail sur la plantation, elle se tourne vers la petite paysannerie. Si nous avons en effet conduit nombre de monographies sur des usines et de grandes propriétés, nous avons aussi l'obligation de bien connaître ce contrepoint social que sont les zones de petite propriété, dont certaines sont très anciennes et d'autres n'ont émergé qu'au cours de ce siècle à la suite de morcellements. Elle se lance dans cette enquête avec l'ardeur qui la caractérise : « Je suis montée dans les hauteurs du village hier matin et remonterai encore dans les jours à venir afin de me faire connaître des agriculteurs que j'espère pouvoir interroger chez eux. (...) On s'attendait vraiment à ce que je glisse et tombe, on ne pensait pas que je puisse poser des questions pertinentes et précises dans le domaine technique et agricole, etc. » Elle aborde ensuite une question récurrente : quelle place [154] donner aux questionnaires dans une enquête anthropologique ? Comment rendre nos résultats représentatifs ? Et de quoi ? Elle vient de passer un an à Paris dans le laboratoire de Chombart de Lauwe [[129]](#footnote-129), et elle a été très impressionnée par la rigueur des sociologues et des géographes de son équipe. Outre la précision des données qu'il apporte, le questionnaire, m'écrit-elle, rassure les interlocuteurs par son anonymat, par le fait qu'ils peuvent le consulter et cela lève leurs hésitations. Sans débattre de la question, je conviens qu'il y a là un espace de tension entre le désir d'avoir les données les plus fiables, et celui d'avoir les plus approfondies. L'anthropologie ressemble plus à la clinique qu'au laboratoire. Mais les jeunes chercheurs sentent vite le piège de l'excès de subjectivité et l'angoisse des longues journées sans nouvelles données. Le questionnaire les rassure sur ces deux points. Lorsqu'ils me demandent conseil je ne les empêche jamais de préparer un questionnaire et de l'utiliser, mais en insistant sur les limites de sa contribution. Pour eux, il doit être avant tout un instrument d'exploration rapide, puis de vérification. Mais jamais il ne remplace la longue démarche clinique, cette « observation participante » qui résiste finalement à toutes les critiques.

Décembre, Montréal

En pensant au bilan de cette année, je m'aperçois que le Centre est maintenant placé sur la carte des lieux qu'on fait visiter aux personnalités qui passent à la Martinique. C'est venu d'un coup, et le courant, qui a commencé l'an dernier, s'est renforcé cette année où nous avons reçu successivement le recteur Robert Mallet, cet écrivain bien connu qui est maintenant président de l’aupelf, Monseigneur Xibangu, recteur de l'université du Zaïre, le président de l'université de Montpellier, et des ministres : Michel Guy, ministre de la culture, et Olivier Stirn, secrétaire d'État au départements et territoires d'outre-mer. Malgré cela nous ne risquons pas de devenir des « officiels », la liberté de pensée et le non-conformisme de notre structure, si nécessaires à la recherche en sciences sociales, sont protégés par l'absence de toute allégeance au système local de hiérarchie qu'assure le fait d'être avant tout un centre québécois.

[155]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 9

LES ANNÉES INTENSES,  
IV, 1976-1977

[Retour à la table des matières](#tdm)

Vendredi 13 février 1976, Fonds Saint-Jacques

L'avion transportant Léopold Sédar Senghor, le chef d'État sénégalais [[130]](#footnote-130), atterrit à l'aéroport du Lamentin.

Dimanche 15 février

Voilà longtemps qu'Aimé Césaire m'avait promis de venir à Fonds Saint-Jacques. Il me fait savoir qu'il viendra avec le président Senghor. J'en profite pour faire inviter une de leurs amies de longtemps, Paulette Nardal [[131]](#footnote-131), cette grande dame de la pensée et de l'art, très proche de nos deux hôtes et qui a joué un grand rôle dans la vie de la Martinique.

La visite se passe avec beaucoup de simplicité ; pas de solennité, pas de tralala officiel : je fais visiter les lieux, on s'attarde dans la bibliothèque où je présente les travaux faits et certains projets, puis nous allons nous asseoir sur quelques chaises disposées devant la porte du foyer, là où on peut sentir la sérénité et la beauté du lieu et son profond ancrage dans la genèse de la vie martiniquaise, sous tous ses aspects, des plus tragiques épisodes de l'histoire sociale, à la convivialité rieuse du voisinage.

Rien d'essentiel n'est dit. Césaire est cordial et rieur, Senghor plus sur la réserve mais très souriant. Avec Paulette Nardal ils évoquent des souvenirs de jeunesse. Rien sur la négritude, ni sur les problèmes actuels de l'Afrique, mais l'évocation d'amis, des anecdotes, une sorte de nostalgie sans pesanteur. Mais Senghor tient aussi à nous parler de cette question qui lui tient à cœur, et qui est pour moi un mystère : sa conviction que la culture wolof et la culture tamoule ont des racines communes. Nous parlons aussi du Québec et de la francophonie. La façon dont il parle du Québec fait ressortir combien sa présence au monde s'est accrue en quelques années. Je sens aussi dans cette rencontre une absence d'artifice, et en particulier de cette retenue un peu méfiante qu'une telle rencontre suscite lors qu'elle a lieu [156] avec des Français. Selon que l'on est avec un Français ou avec un Québécois, la « présentation de soi » diffère. Or, au gré des interlocuteurs, je suis alternativement français ou québécois, sans rien y pouvoir car tout dépend des conditions dans lesquelles ils m'ont connu, et je rencontre ces deux modes de comportement envers moi. Bien plus, je ressens deux types différents d'interprétation de ce que je fais et dis, selon que l'on me prête l'une ou l'autre identité. Expérience passionnante pour l'anthropologue, qui aide à la nécessaire « triangulation » qui permet d'échapper quelque peu aux vues simplistes et aux affirmations péremptoires. Et ce jour-là, je suis manifestement Québécois ; aucune tension historique, aucune infériorité vécue mais refoulée. L'ambiance est simplement conviviale, et surtout, ce qui m'est dit sur notre présence et sur nos travaux dégage une approbation qui nous conforte.

La veille j'avais entendu Senghor prononcer un discours à la mairie de Fort-de-France. À ma surprise et à celle de quelques autres, il avait passé un temps non négligeable à parler de cette question de la présence tamoule. Selon lui, un grand courant historique relie le Tamil-Nadu et le Sénégal, courant dont il assure trouver des traces dans la langue wolof. C'est pourquoi il a établi des échanges universitaires entre Dakar et Madras, en particulier pour des linguistes. J'ai senti autour de moi une certaine réserve, mais personne, pour mille raisons à la fois locales et de respect envers ce personnage prestigieux, n'a exprimé de critique frontale.

Nice, novembre 1976

Parler créole n'est pas neutre. Il s'agit certes de communiquer, d'utiliser la langue de son enfance, de dire par elle des émotions, joyeuses ou pénibles avec une acuité telle que l'expression semble naître avant la parole.

Mais ce n'est pas neutre non plus quant à la sociologie de la langue. Aux Antilles comme à la Réunion ou à Maurice, le créole est à la fois la langue la plus généralisée et une langue vécue comme de second ordre. Un écho de ce sentiment a été chanté au Québec par Gilles Vignault quant il a dit « je n'ai pas une langue châtiée, j'ai une langue punie... ». La situation de diglossie, où cohabitent deux langues ayant un statut inégal, est le fait de toutes les îles créolophones. La contradiction entre ce statut et la valeur identitaire expressive du créole est la source de tensions, aussi bien entre les strates de la société qu'au coeur même de bien des individus.

Cette situation existe certes de nos jours. Elle était à la fois bien plus forte et bien plus masquée jusqu'aux années 1960-1970 quand, après de longues années où le créole était un proscrit de la sphère intellectuelle, linguistes et anthropologues ont commencé à prendre sérieusement en main la question des langues créoles, tandis que cette langue devenait le symbole fort de la révolte identitaire. Depuis Fonds Saint-Jacques, nous avions entrepris, grâce à la présence de Gilles Lefebvre et à certains travaux comme [157] ceux de Madeleine Saint-Pierre, l'étude de divers aspects du créole martiniquais, puis des relations entre créole et français à Saint-Barthélémy. À la Martinique et à la Guadeloupe quelques travaux qui aboutiraient plus tard à un corpus particulièrement riche, étaient en cours de la part de quelques étudiants antillais, tandis que l'écriture du créole et en créole faisait l'objet de réflexions qui aboutiraient à des textes et à la codification de l'orthographe, sujet débattu s'il en est. C'est l'époque où commençaient à émerger les futurs spécialistes antillais (Jean Bernabé [[132]](#footnote-132), de la Martinique, Guy Hazael-Massieux [[133]](#footnote-133), de la Guadeloupe). Haïti, pays de fait unilingue créole, n'avait pas les mêmes débats ; la question tournait autour de l'alphabétisation, et celle-ci ne pouvait se faire qu'en créole si on désirait qu'elle dépasse ceux qui se nommaient eux-mêmes « l'élite ». Les Français s'y impliquaient peu tandis que les universitaires des USA y jouaient un rôle très actif. La Réunion faisait figure de pionnier, en raison de l'avance qu'avaient pris quelques chercheurs lors de la réalisation de thèses importantes. La « créolistique » connaissait aussi des développements importants en Europe, en particulier en Allemagne, au sein des études sur les langues romanes, et en Grande-Bretagne.

Lors des travaux que nous avions pu faire avec l'appui du ficu de l’aupelf, il avait été possible d'amorcer un premier axe de contact entre des chercheurs centrés sur la Caraïbe et d'autres qui travaillaient dans l'océan Indien. Leur conjonction, et l'initiative très acharnée de Robert Chaudenson [[134]](#footnote-134), qui était linguiste spécialisé en créole et président de l'université de la Réunion, permirent de convaincre l’aupelf qu'il était dans ses attributions de créer un moyen d'interaction durable entre les chercheurs, les universitaires et les écrivains des zones créolophones. Une première rencontre eut lieu à Nice, et elle prit deux décisions qui eurent d'importantes conséquences pour les études créoles. La première fut la constitution d'un « Comité international des Etudes créoles » auquel l’aupelf assurerait des moyens de fonctionnement de base, la seconde la création d'une revue, « *Études créoles »*, qui dépassant le seul champ de la langue, rassemblerait des travaux linguistiques, anthropologiques ou historiques sur la vaste aire créolophone qui va de l'océan Indien à la Caraïbe et à la Louisiane. Robert Chaudenson présida le comité, et j'assurai la rédaction de la revue. Le [158] centre de gravité des spécialistes du créole et de la Caraïbe se déplaça alors, et on se référa désormais à l'immense espace où est dispersée la constellations des terres où l'on parle créole. Pour ma part, je concentrai longtemps mes efforts sur la Réunion, en contrepoint de ce qui se faisait Fonds Saint-Jacques.

Réunion, 1976 (Journal)

Retour à Villèle. La grande maison [[135]](#footnote-135) a beaucoup changé ; je l'ai connue en 1972, quand elle était encore habitée par les Villèle, même s'ils avaient perdu les terres. La semi-désolation des lieux, marqués par le manque de moyens d'une famille en train de s'éteindre, les rides des façades et l'abandon d'une grande partie des jardins, s'accompagnaient des bruits de la vie quotidienne alentour. Maintenant la maison est devenue un musée départemental. Un petit parallèle avec Fonds Saint-Jacques, que cette reprise des anciennes demeures coloniales, qui, comme les châteaux en France, sont reconvertis au profit de la culture... La façade est refaite : encadrement des fenêtres, et volets, en gris, tout le reste en blanc. Le terrain est nettoyé, les parterres de fleurs sont revenus, les ruines de la sucrerie et de l'hôpital dégagées.

Un mât, avec un drapeau français planté sur le gazon. A l'entrée du terrain, un fléchage indique « Musée » et des chaînes barrent le passage pour interdire l'approche des autos.

Cette maison, quand je l'ai connue habitée, était à l'image de ceux qui y vivaient : des vieillards ridés et fragiles. Maintenant, elle a les couleurs de la vie, mais elle n'a plus la vie ; elle fait penser à ces corps embaumés de saints que les gens adorent dans les chapelles.

On dit qu'il y aura plus tard des meubles dans la maison et qu'on mettra dans le musée un trésor trouvé à Saint-Paul, qu'on restaurera la chapelle, et qu'il y aura des manifestations culturelles. Mais ce symbole de la fin de la plantation fait lui aussi écho à bien de demeures de la Martinique, mourantes ou déjà mortes, dont on se demande si elles deviendront elles aussi un jour des musées. Et c'est sans doute la même scène qui se déroule d'un archipel à l'autre, celle que j'avais vue quand les trois dernières vieilles gens de la famille de Villèle, la veille de leur départ pour la France où ils allaient bientôt mourir, recevaient la longue file des gens de la plantation venus pour leurs adieux. Exprimé ou demeuré enfoui dans les consciences, surgit probablement partout le commentaire que m'avait alors fait l'un de ceux qui venaient de saluer les partants : « Ils s'en vont... Pas trop tôt, après tout ce [159] qu'ils nous ont fait depuis des siècles ». Fin des plantations : pas seulement une mutation économique, mais aussi un jeu de sentiments et de souvenirs, et une révolution apparemment douce mais impitoyable.

1977

Janvier, 1977, Gustavia

« Alexandre va avoir du travail ! » dit ma voisine de table.

La radio vient d'annoncer que, sans qu'on s'y attende, Jacques Chirac a posé sa candidature à la mairie de Paris ; et cela contre d'Ornano, le candidat soutenu par le président Giscard.

Alexandre de Marenche, l'époux de cette dame, est depuis 1970 le directeur du SDECE ; il est un proche du président. La discussion porte alors sur Chirac, avec des propos assez ambigus, mais jamais très négatifs.

Le repas allait commencer ; nous étions loin de Paris, dans la maison d'Eugénie Gréaux, à l'Anse des Cayes, au cœur de Saint-Barthélémy. J'étais venu lui rendre visite peu après mon retour à Saint-Barth pour la préparation des enquêtes sur la surdité dans l'île que le Centre entreprenait en collaboration avec l'équipe d'épidémiologie génétique de l'inserm. Jamais, en arrivant à Saint-Barthélémy, je ne manquais d'aller à l'anse des Cayes, lieu de mes débuts dans l'île en 1960, lieu de naissance d'une profonde amitié avec Jean-Louis Gréaux, sa femme Eugénie et leurs enfants. Depuis, Jean-Louis était mort, les enfants vivaient ailleurs, et Eugénie restait seule dans la maison de bois que son mari avait construite avant leur mariage, avec les économies qu'il avait faites en navigant plusieurs années au service de riches Américains.

Elle m'avait demandé de revenir le soir même, car elle fêtait son soixantième anniversaire ; sa fille, Armelle, serait là, avec son mari. Et il y aurait aussi quelques invités.

Ce n'étaient pas ces invités que je m'attendais à voir. J'avais pensé retrouver des gens du quartier ou des parents de la famille Gréaux. Je vis quatre inconnus. Un homme, élégant dans le costume clair d'un passager d'un bateau de croisière, et trois femmes. L'une, longue et mince, fort belle, manifestement antillaise mais dont le vêtement et l'accent indiquaient qu'elle venait des îles anglaises. Elle avait la peau très sombre, le visage harmonieux de certains des plus beaux masques africains, et un regard paisible mais très présent, comme projeté vers vous. Ses gestes étaient raffinés, délicats, et ils traduisaient une grande attention à notre hôtesse. Une autre femme, grande elle aussi, mais moins délicate, pleine d'assurance, affirmait sa présence par une voix forte ; on sentait qu'elle avait l'habitude d'être au centre de l'attention, et qu'elle ne concevait pas une autre place. En me présentant à elle, on m'avait indiqué son nom : la princesse Napoléon. La troisième femme, l'épouse d'Alexandre de Marenche, était très affable ; elle ne [160] cherchait manifestement pas à faire quelque effet que ce soit ; son parler doux et poli envers tous, adouci par un léger accent anglais, était facilement écrasé par le reste de la conversation. À table, j'étais à sa droite, et cela me valut un long questionnement sur l'île et ses habitants, et sur ce que faisait l'ethnologue ; tout en appréciant la curiosité et l'attention pleine de sympathie de cette dame je ne pouvais pas m'empêcher d'être frappé par la naïve bonne volonté de ses questions. On aurait pu croire qu'elle rencontrait quelque explorateur revenu d'un monde souterrain, inaccessible et étrange, sur lequel flottait son imagination. Puis la conversation se tourna vers la princesse qui conta qu'elle venait de donner quelques souvenirs de l'Aiglon au musée et l'on évoqua divers points historiques relatifs à lui. Ensuite on parla des beautés des Antilles, de l'essor du tourisme, et on se raconta quelques anecdotes, dont plusieurs à propos de gens que je ne connaissais pas.

Ces voyageurs faisaient escale à Saint-Barthélémy, au cours d'une visite dans les îles du Nord à bord du yacht de monsieur de R... La veille, ils étaient venus se promener dans le quartier de l'anse des Cayes, et avaient parlé par hasard avec Eugénie Gréaux, qui leur avait sans doute dit qu'elle fêtait le lendemain son anniversaire. Ils lui avaient promis de revenir la voir à cette occasion ; elle les avait invités à diner...et nous dinions donc ce soir là. Au Champagne grâce aux bouteilles apportées en cadeau par nos visiteurs.

Inutile de retracer plus longtemps ce tableau, cette table et ses personnages, posés dans le petit salon de l'Anse des Cayes comme ils auraient pu l'être sur la scène d'un théâtre parisien. Je revivais « en temps réel » ces « Conversations dans le Loir-et-Cher » réapparues d'un coup dans « l'étrange lucarne » de mon souvenir...Et je comprenais aussi que « chercheur », surtout « anthropologue », est un statut apprécié par les « gens du monde », ce qui doit nous rappeler le risque d'être happés par les élites, au prix de la véracité de notre regard, voire de l'honnêteté de nos pensées.

Mon retour à Saint Barthélémy tenait à un entretien que j'avais eu peu auparavant avec Charles Quérard, maire de l'île. Infirmier, il était sensible à une question de santé qui hantait l'île depuis longtemps : la grande fréquence d'une surdité qui apparaissait vers la fin de l'adolescence ou un peu plus tard. Sa formation lui permettait de ne pas se satisfaire des causes accidentelles très variées auxquelles on attribuait de nombreux cas de surdité. Une surdité envers les sons aigus surtout, qui faisait remarquer à un jeune homme de mon entourage : « Je deviens sourd : j'entends mieux qu'avant l'arrivée des bateaux ». Il indiquait par là que les bruits aigus de la mer et du vent ne masquaient plus pour lui le son grave des moteurs... Charles Quérard me demanda s'il n'y aurait pas lieu de rapprocher cette pathologie si fréquente dans l'île de ce que j'avais pu trouver quand je travaillais sur la génétique de sa population. Il m'assura que notre centre de recherche serait très bien accueilli et aidé par la municipalité si nous faisions ce travail.

[161]

Effectivement, dès 1960 j'avais commencé une investigation qui allait durer longtemps sur la population et la société de Saint-Barthélémy. À cette époque, l'île était encore aussi repliée sur elle-même qu'elle l'avait été depuis son premier peuplement européen du XVIIe siècle ; on ne se mariait qu'avec des gens de l'île ; les femmes ne sortaient pratiquement jamais de Saint-Barthélémy, sauf si elles émigraient vers l'île voisine de Saint-Thomas où s'était constitués deux villages de Saint-Barths. Le fait d'être blanc était vécu comme une valeur forte qui faisait rejeter vivement le métissage.

Passionnante pour l'ethnologue, l'île posait aussi bien des questions à la biologie des populations humaines. Depuis près de trois siècles, cette population très séparée des autres populations des Antilles se reproduisait avec une grande endogamie ; de plus son organisation sociale la fragmentait en sous-ensembles eux-mêmes assez strictement clos. Il s'y était établi deux paroisses formées chacune de plusieurs quartiers, et les mariages se faisaient presque exclusivement entre personnes de la même paroisse, et majoritairement du même quartier.

Il en résultait un taux de consanguinité très élevé. Grâce aux archives paroissiales il était possible de reconstituer la structure des mariages, plus exactement celle de l'origine précise des conjoints ; nous disposions aussi de plusieurs indicateurs de la consanguinité : le nombre, élevé, de dispenses accordées pour consanguinité par l'évêché, et dans bien des cas une reconstruction généalogique qui remontait sur plusieurs générations. Saint-Barthélémy était un véritable modèle pour l'observation de la façon dont s'organisait la transmission génétique au sein d'une population humaine.

Ayant pratiqué systématiquement la recherche des groupes sanguins sur une très grande partie de la population de l'île, j'avais trouvé des particularités génétiques assez exceptionnelles quant à la fréquence des certains groupes sanguins. Cela n'avait aucune incidence sur la santé mais une grande signification quant à la façon dont une petite population close voyait évoluer avec le temps la transmission de ses gènes. Le cas de « l'isolât » de Saint-Barthélémy[[136]](#footnote-136) contribuait de cette façon à la connaissance des processus par lesquels des populations se différencient biologiquement les unes des autres. Un lien avec la pathologie était possible, mais je ne l'avais pas étudié.

Par la suite je m'étais surtout tourné vers la dimension sociale de l'histoire de l'île tout en conduisant avec Claude Magnan [[137]](#footnote-137), une enquête sur la santé des enfants : comment et pourquoi la population avait-elle édifié de véritables barrières génétiques autour d'elle, comment s'était-elle subdivisée [162] en sous groupes qui se mariaient très peu entre eux, et comment cela avait-il abouti à cette consanguinité particulièrement élevée. Avec la collaboration étroite des détenteurs des archives (les curés des deux paroisses de l'île et le directeur des archives départementales de la Guadeloupe, Jean-Paul Hervieu), une équipe du Centre de recherches caraïbes (Dorothée Bertrand, puis Francine M. Mayer assistée de Ginette Brochu) avait pu dépouiller et porter sur ordinateur à l'université de Montréal plus d'un siècle de mariages et de naissances. Ce travail au long cours avait déjà donné lieu à plusieurs publications et il allait au cours des années déboucher sur une série de travaux démographiques et historiques.

Aussi, lorsque Charles Quérard me demanda de prendre en compte la dimension médicale, il répondit à un souhait que j'avais vaguement formulé, sans oser m'attaquer, avec les moyens très limités du Centre, à une recherche qui demandait des compétences multiples et l'arrière-plan de laboratoires de biologie et de génétique. La caution de la municipalité me donna l'audace de tenter de lancer ce projet.

J'avais pris d'abord contact avec le docteur Stéphane Lédée, originaire de l'île, installé à Paris, et qui avait plusieurs fois parlé au maire de la nécessité de pousser les investigations dans cette direction. Ensemble nous nous sommes tournés vers un chercheur de grande réputation, qui venait de créer l'unité de Génétique épidémiologique de l’insern, Josué Feingold [[138]](#footnote-138). Il était assisté par un bon connaisseur du monde caribéen, le Dr Etienne Bois, qui s'engagea pleinement dans la mise au point et l'exécution sur place d'un projet d'une grande ampleur qui allait pendant quelques années passer au crible à la fois la pathologie auditive de l'île et ses caractéristiques génétiques ; le centre de recherches caraïbes concentrait sa participation sur l'utilisation des données généalogiques dans l'étude de la transmission des caractères héréditaires qui entraînaient la maladie. Les travaux plus anciens que j'avais conduits sur la démographie historique de l'île prirent alors une plus grande ampleur dans la collaboration avec les généticiens. Sous la conduite de Francine M. Mayer [[139]](#footnote-139), ils permirent de tracer avec finesse et précision la structure et l'histoire de la population de l'île. Avec la collaboration d'une chercheuse venue du département de démographie, Yolande La voie, la recherche s'approfondit en ajoutant aux registres paroissiaux et d'état-civil les recensements faits lors de la période suédoise de l'île (1784-1877) ; simultanément, une historienne de l'université Concordia (à [163] Montréal), Carolyn E. Fick, travaillait sur la question de l'esclavage à Saint-Barthélémy [[140]](#footnote-140). La recherche combina ainsi des approches socio-démographique, ethnologique, biologique, génétique et médicale, toutes induites par la nécessité de comprendre une situation où ces divers niveaux de la réalité se recroisaient.

Il résulta de ce travail épidémiologique, qui allait durer plusieurs années, des applications pratiques en matière de dépistage systématique, de prévention et d'appareillage auditif dans l'île, alors fort peu dotée de moyens médicaux.

\*  
\* \*

À Fonds Saint-Jacques, la station connaissait une activité grandissante et tout 1977 a été très chargé. Les séjours de chercheurs se multipliaient, et nous devions régulièrement refuser du monde ou demander à certains de choisir une autre date ; on ne voyait plus seulement des étudiants, canadiens ou antillais, mais des enseignants et des chercheurs renommés, venus de diverses institutions, tels Jacques Barrau et Marie Martin, du Muséum national d'histoire naturelle, Anne-Marie de Waal Malefijt de New York University, Antoine Besse, médecin psychiatre, Jean-Pierre Jardel de l'université de Nice [[141]](#footnote-141), un groupe de chercheurs de l'Ecole des Hautes Etudes, Bernard Saladin d'Anglure, de l'université Laval. A leurs yeux, le Centre s'incarne dans Fonds Saint-Jacques, au point que bien souvent on le désigne par le nom de cette ancienne habitation. Cette incarnation ne touche pas seulement des professeurs et des chercheurs ; elle concerne tout un quartier et ses environs, et y suscite la curiosité ; des élèves des écoles viennent, des travailleurs sociaux, mais surtout, lentement, à mesure que résidents et chercheurs ont connu ceux qui demeuraient dans le voisinage proche et dans les quartiers qui l'entouraient, des relations se sont nouées. Beaucoup étaient simplement de ces relations humaines qui peuvent être si agréables aux Antilles quand chacun dépasse les stéréotypes initiaux. Une amitié marquée d'affection joyeuse s'enracine alors, et elle peut durer très longtemps, si j'en crois mon expérience.

Mais, au-delà de ces rencontres, une certaine influence de la recherche se mit à concerner des milieux qui lui étaient jusqu'alors étrangers. Qu'il s'agisse des musiciens d'occasion qui détenaient une part très vivante des traditions, de femmes qui avaient de « petits secrets » de cuisine ou de soins, [164] de cultivateurs qui organisaient leur « jardin créole », de conteurs et surtout de personnes ayant grandi dans le quartier, et que leur formation scolaire et leur profession semblaient éloigner du quotidien de leur entourage, beaucoup nous questionnaient, dialoguaient avec tel ou tel chercheur, et il en naissait chez l'un et l'autre le plaisir réel d'un échange.

Il est frappant de voir que le Centre a pu alors inspirer dans son voisinage des initiatives qui n'auraient pas existé sans lui, ou qui tout au moins, sans cet accueil universitaire, auraient sans doute été moins ambitieuses. Quelques écrivains antillais ont fait écho à ces échanges, ce qui m'a beaucoup frappé, car ils ont su reconnaître l'intensité et la véracité de la plongée des chercheurs vers les zones obscures de la culture, celles qui sont au fondement souvent inconscient de « l'être-au-monde » de chacun, et certains m'ont dit que cela avait contribué à l'orientation de leur œuvre.

Tout cela se passait à la suite de rencontres le plus souvent tout à fait informelles. La bibliothèque était un lieu favorable ; un jour ou l'autre à peu près tous ceux qui, vivant à la Martinique ou y étant de passage, s'intéressaient aux sciences humaines et sociales de la Caraïbe continuaient à y passer. Au cours de conversations, souvent lors de repas pris avec les chercheurs sur la terrasse, s'exprimaient des attentes et s'ébauchaient des projets.

Parfois cela allait plus loin. Je ne veux pas m'appesantir en énumérant les expériences mais j'en conterai brièvement une qui, commencée en 1977, fut particulièrement marquante et qui illustre la dynamique entraînée par le Centre.

Lorsque, quittant Fonds Saint-Jacques en direction de Sainte-Marie, on pénètre d'un peu moins dans l'intérieur des terres, on rencontre le quartier de Fonds Brûlé. La nature exubérante du nord-est de la Martinique et la proximité de l'Atlantique qui donne un parfum marin à l'alizé font de ce lieu un cadre particulièrement agréable. Les restes d'un grand domaine y cohabitent avec des zones de petite propriété où l'habitat est dense, le quartier dépassant 600 personnes.

C'est en cette année 1977 que s'est amorcée, sous l'influence de ce qu'offrait Fonds Saint-Jacques, une activité d'animation-recherche qui a engagé nombre de personnes jusque-là bien éloignées de toute idée de recherche.

Raymond Massé avait été invité par le « foyer rural » [[142]](#footnote-142) local à présenter les travaux du centre sur la culture populaire. Il fit alors ressortir l'importance économique des milieux ruraux dans la Martinique contemporaine. Il [165] en découlait que la culture populaire des quartiers n'était pas, comme le système de pensée en place le laisse entendre, arriérée, dépassée, vouée à l'extinction rapide ou au rôle de vestige marginal d'un passé révolu. Cette culture populaire se révélait comme formant la base du mode de vie d'une grande partie de la population martiniquaise. A la fin de sa conférence Raymond Massé suggéra, en son nom et en celui du Centre, qu'il serait intéressant de faire, à partir des questions qu'il avait soulevées, une anthropologie du quotidien, partagée entre professionnels et amateurs, permettant une réflexion collective sur la vie rurale.

Après le débat qui suivit la conférence, bien des auditeurs proposèrent de participer à ce projet. On décida de constituer quelques équipes qui feraient une étude de tous les aspects historiques, sociaux et culturels de leur quartier, qui comptait six cents habitants. Il a été alors possible d'en former sept, de trois ou quatre personnes qui se destinaient à travailler sur divers thèmes : la culture du manioc, les croyances magiques, l'histoire du quartier en s'appuyant sur la biographie de vieilles personnes, les orchestres traditionnels, les plantes médicinales. Raymond Massé constata, en août 1977 (je le cite) : « les gens de tous les âges travaillent très fort et l'on sent une volonté de mieux connaître les divers aspects de la vie du quartier, chez les jeunes surtout. La Fédération des foyers ruraux est fortement intéressée par ce projet et me demande de refaire cette conférence dans d'autres foyers ».

Comparant ce qui se passait à Fonds Brûlé avec les travaux qui avaient donné d'importants résultats à Marie-Galante, Raymond Massé remarquait :

« La principale différence avec Marie-Galante est que le projet n'est pas structuré dès le départ, avec un responsable salarié, des animateurs salariés du matériel et de l'argent ; il se bâtit graduellement à partir des gens les plus actifs des foyers ruraux impliqués. Il va de soi que ce projet est celui des foyers ruraux et que le rôle du centre se limite à un peu d'animation et d'encadrement technique. Je rencontre les diverses équipes assez régulièrement et je leur ai donné les rudiments du travail de collecte, d'utilisation de magnétophone, de la façon de faire une entrevue, etc. Je leur suggère des méthodes de travail. (...) Pour la suite, le principal problème est de trouver des leaders locaux qui pourront prendre éventuellement le projet en main ».

Après quatre mois de fonctionnement, Raymond Massé notait avec enthousiasme : « Le petit groupe de recherches d'une dizaine de personnes du milieu populaire martiniquais de Fonds-Brûlé a connu un développement, une auto-croissance que je n'aurais jamais imaginé. Les résultats recueillis par les premières équipes ont suscité tellement d'intérêt dans la population locale que tout le monde veut les lire et ajouter sa part personnelle d'informations. »

[166]

Il fallait assurer l'avenir. Qui prendrait le relais ? Raymond Massé tenta de lier ces travaux avec des activités et des étudiants de l'université Antilles-Guyane, mais sans rencontrer la disponibilité espérée. Il en alla de même du côté des enseignants des écoles, qui, malgré beaucoup de bonne volonté, ne se sentaient pas en mesure d'assumer l'encadrement de ce travail. Cette absence de relais conduisit lentement à l'effritement puis à la disparition du projet. Mais son existence, même brève, et plus encore ce qui s'est passé à Marie-Galante (j'ai eu des expériences analogues à la Réunion) permet de sentir combien nombre de personnes sont intéressées à connaître ce qu'occulte l'image généralement présentée de leur société et tout ce que l'irruption de la modernité tient pour mort et tend à enfouir dans le silence...

[167]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 10

LES ANNÉES INTENSES,  
V, 1978

[Retour à la table des matières](#tdm)

1978

Année de mutations. Il est ainsi des années où tout semble basculer. Ce qui paraissait stable s'ébranle et de nouveaux acteurs, de nouveaux projets entrent en scène. Il y a des gains, il y a des pertes, mais telle est l'histoire, bien que sous les apparences d'un changement subsistent de grandes constantes. Une première mutation a été le remplacement de Serge Larose, résident ayant laissé une empreinte profonde, par Monique Desroches qui allait à son tour marquer l'évolution du Centre. La seconde a été l'engagement croissant de ma recherche dans l'océan Indien, marqué par un long séjour à l'île Maurice, à cheval sur la fin de 1978 et la première moitié de 1979. Fonds Saint-Jacques et l'activité dans la Caraïbe ont donc dépendu plus qu'avant des résidents et des chercheurs membres du Centre, tandis que celui-ci, au-delà de Fonds Saint-Jacques, prenait une dimension bien plus large. Pendant mon absence, un directeur intérimaire a été nommé à Montréal, Joël Grégory ; il a amorcé un programme démographique (sa spécialité) sur les migrations antillaises vers le Canada. Pour ma part, je me détachais quelque peu du Centre, tout en tenant à faire le maximum pour Fonds Saint-Jacques. D'autres terres apparaissaient à l'horizon, et m'attiraient...

Donc, cette année-là a vu la fin du mandat de Serge Larose. Voilà peu, je lui ai demandé de me parler de Fonds Saint-Jacques ; écoutons-le évoquer, dans cette lettre d'octobre 2013, ses années de résident :

« J'ai été résident de l'été 1974 à l'été 1978. De septembre 1977 à janvier 1978, vous m'aviez fait rentrer à Montréal question de développer de nouveaux projets, notamment en ce qui concernait l'immigration haïtienne au Québec ; durant cette période, Dorothée Bertrand et Raymond Massé avaient assuré l'intendance tout en poursuivant leur propre recherche, Dorothée sur Morne Vert où elle faisait une réétude du classique d'Horowitz et Massé sur le développement de l'église adventiste en Martinique.

« Quant à nos partenaires sur place, je me souviens des rapports établis avec le cuag (Centre universitaire Antilles-Guyane) tant à la Martinique qu'en Guadeloupe où j'ai donné des cours sur Haïti.

[168]

« Les rapports individuels ont toujours été très chaleureux : relations très positives avec Jean Bernabé et son épouse, responsable de la bibliothèque du cuag-Martinique ; échanges avec le cerag (Centre de recherches Antilles-Guyanes) animé par les frères Cruzol. La station de Fonds Saint-Jacques facilitait les contacts entre chercheurs de tous les horizons et de toutes les disciplines ; je me souviens de Jacques Portecop, botaniste et écologiste, et aussi des rapports établis avec le professeur Pirlot et des soirs où celui-ci tendait ses filets pour capturer les chauve-souris dans la cour intérieure de Saint-Jacques.

« En Guadeloupe, le Centre avait établi d'excellents rapports avec le département des parcs et forêts et en particulier avec Yves Renard qui y travaillait à l'époque ; nous avons été associés à la mise sur pied du Musée d'arts et traditions populaires de Marie-Galante où de nombreux chercheurs québécois avaient travaillé ; je pense ici à l'engagement d'André Laplante.

« Il y eut aussi la collaboration avec Mario Mattioni (musée d'archéologie de Fort-de-France) et Jacques Petitjean Roget, ainsi qu'avec ses fils ; Louis Allaire n'aurait pu conduire ses recherches archéologiques sans l'existence de la station et a beaucoup contribué à une certaine professionnalisation de l'archéologie locale aux petites Antilles françaises.

« Institutionnellement, je pense que la station a pu contribuer à ouvrir un espace américain de recherche aux chercheurs martiniquais et français à un moment où les universités locales venaient de naître. En même temps, la station est devenue un lieu privilégié de contacts avec Haïti, encore sous la dictature à cette époque. Je pense aux liens existant avec la faculté d'ethnologie de l'Université d'État d'Haïti (Jean-Baptiste Romain en était le doyen) et le centre d'étude linguistique de Pradel Pompilus.

« Mes recherches sur la paysannerie haïtienne ont pu contribuer à jeter un œil nouveau sur les pratiques agraires (tenure foncière) de la paysannerie haïtienne ainsi qu'à revaloriser les savoirs paysans dans la mise en culture des petites exploitations agricoles ; l'expérience de Madian-Salagnac (localité dans le sud d'Haïti), où un agronome martiniquais, Vincent de Reynal, jouait un rôle moteur, a pu bénéficier de la petite plaquette sur l'exploitation agricole en Haïti que le centre avait éditée. Ces recherches faisaient partie d'une réévaluation positive par les agronomes haïtiens de la valeur [169] des pratiques paysannes traditionnelles (faculté d'agronomie de Damien en Haïti, dirigée par Jacques Edouard Alexis). Tout cela participait à un programme de recherches beaucoup plus vaste et qui cherchait à susciter un réenracinement de l'agriculture antillaise dans des pratiques paysannes jusque là décriées et dont l'existence à la marge des grandes plantations, alors en crise aux Antilles françaises, avait jusque-là été négligée.

« Je me souviens des discussions que nous avions alors sur l'intérêt théorique que représentait Haïti, pour les Antilles françaises. En particulier, la paysannerie s'y était développée sans les contraintes que posaient aux Antilles françaises les grandes plantations alors en crise. Par la suite les travaux de Marie-Christine Chivalon se sont engagés avec profit dans cette voie... Je pense aussi aux collaborations que le Centre avait développées avec Georges Anglade et son épouse, Mireille ; je pense à Jacques Barrau et à Alice Peeters (étude des plantes alimentaires en Martinique), à Romain Paquette, géographe de l'université de Sherbrooke travaillant sur la petite exploitation en Martinique et aux travaux des étudiants canadiens, Raymond Baril à St-Joseph, Yolande Frenette à Morne des Esses.

« En d'autres domaines, la station a pu faciliter les échanges entre chercheurs haïtiens et Antillais ; je pense ici à Raymond Chassagne et à son étude sur l'œuvre d'Edouard Glissant, à Jean Casimir, alors représentant des Nations unies à Trinidad, à la visite de Leslie Manigat [[143]](#footnote-143). Je crois qu'il avait fondé le département d'études internationales de l'université de Caracas. Il faudrait aussi parler de la collaboration avec l'université de Bordeaux (je pense ici à Christian Girault).

« En terminant, il faudrait aussi parler des contacts établis avec l'île de Ste-Lucie ; le père Katty et le père Anthony, tous les deux de la paroisse de Castries, (Folk Research Center of St Lucia) et madame Patricia Charles [[144]](#footnote-144) ; les contacts que j'avais commencé à établir ont semble-t-il abouti à la création d'un Centre de recherches caraïbes de Sainte-Lucie... »

[170]

Les relations avec Patricia Charles eurent des conséquences remarquables. C'est alors qu'elle était responsable des travaux universitaires à Sainte-Lucie (elle était « *Resident Tutor at Saint Lucia's Extra Mural Department of the University of the West Indies »*) qu'elle participa aux activités du consortium interuniversitaire, déjà évoqué, qui associait son université avec diverses autres universités dont l'université de Montréal. Les rencontres avec le Centre se renouvelèrent par la suite, en particulier avec Serge Larose, et la poussèrent à créer à Sainte-Lucie le *Caribbean Research Centre* (CRC), qu'elle dirigea jusqu'en 1992. Ce Centre, dévolu aux recherches en sciences sociales, s'orienta rapidement vers l'aide au développement, puis aux microentreprises. Devenu *National Research and Development Foundation* (nrdf), il a toujours une place importante à Sainte-Lucie.

Quant à Leslie Manigat, j'eus souvent l'occasion de le rencontrer, aux Antilles et à Paris. Nous nous entendions bien, et il suivait nos travaux avec attention. Cet homme enthousiaste, dont la carrure physique et intellectuelle et le tempérament chaleureux faisaient penser à Alexandre Dumas n'a pas eu la carrière qu'il méritait. Balloté entre une vie universitaire hachée par l'exil et une ambition politique qui semble avoir été avant tout porteuse d'une véritable ambition pour son pays, il illustre à lui seul le malheur d'Haïti qui détruit ou exile les meilleurs de ses citoyens et ne garde que ceux qui, par la violence ou la corruption, savent profiter de ce malheur tout en l'entretenant.

\*  
\* \*

L'appel de l'île Maurice allait de soi dans une trajectoire de recherche sur les diverses formes des sociétés créoles issues de la plantation coloniale. Après plusieurs petits séjours, en particulier à l'occasion d'un colloque sur les économies et les sociétés de plantation tenu à l'école d'administration sous l'impulsion d'un jeune enseignant mauricien situé à mi chemin de l'économie et de la sociologie, Raj Virahsawmy, je me rends cette fois dans l'île pour un séjour de près d'un an, afin d'y effectuer une recherche comparative avec ce que j'avais fait à la Réunion et aux Antilles. Mêmes thèmes apparemment : plantation, indianité, métissage, complexité de la construction identitaire. Il s'agit en quelque sorte d'ajouter un cas à ce chapelet de « toutes semblables, toutes différentes » que sont les îles issues de la colonisation et de la plantation. Quelques données fondamentales analogues, mais une histoire très différente. Du coup, on a un véritable système de transformation, où les hasards de l'histoire jouent avec ce que l'on peut pressentir des lois issues des structures socio-économiques, et en diversifient les effets sans jamais parvenir à les briser (sauf en Haïti, et encore). Cela [171] nous permet de mieux saisir dans l'évolution d'une société les jeux respectifs du « hasard et de la nécessité ».

Passer d'une île à une autre, c'est parcourir ce système de transformation ; mais le prix personnel est assez lourd à payer, car entrer dans une île c'est n'est pas simplement franchir une frontière, c'est pénétrer dans un univers qui d'une certaine façon se suffit à lui-même, en discontinuité avec tout autre lieu, même avec son plus proche voisinage. Toute île est cernée par une clôture mentale édifiée sur son rivage : il faut se soumettre à une rupture radicale quant à la vie quotidienne, perte des repères, des amis qui vous ouvrent des portes, de la connaissance des ces mille petits faits, de ces recettes pour vivre qui nous adaptent à un pays. Il faut tout reprendre à zéro, créer des relations, présenter son projet, bâtir une image positive de soi (et ce n'est pas la même d'une société à une autre), et plus prosaïquement trouver un logement, un moyen de transport, établir un budget... L'effort en direction de l'océan indien allait s'avérer fécond, à moyen terme, après une délicate période de dépaysement, de désorientation. De toute façon, la distance géographique entre l'océan Indien et le Québec interdisait toute idée d'étendre le Centre en tant que tel à cet autre monde créole. Tout ce qui s'y ferait devrait relever de l'initiative personnelle de quelques chercheurs particulièrement motivés ; les rencontres périodiques du Comité international des Etudes créoles, tenues alternativement dans la Caraïbe (ou en Louisiane) et dans l'océan Indien, allaient cependant sceller l'unité de la démarche et créer nombre d'interactions entre chercheurs.

\*  
\* \*

Le travail à Maurice et à la Réunion a en tout cas permis de donner dans les travaux du Centre, y compris aux Antilles, une plus grande ampleur à un secteur de la société : la population originaire de l'Inde. La fixation de travailleurs venus de l'Inde, surtout durant la seconde partie du xixe siècle, a laissé en héritage aux îles des communautés humaines et des apports culturels. Leur ampleur varie selon les îles, mais la trace de l'Inde est toujours clairement visible, même là où le nombre d'immigrants indiens a été le plus faible (à la Martinique). Lors de mes premiers contacts, à la Martinique en 1956, la communauté indienne y était essentiellement cantonnée à quelques villages du nord-est, seules quelques familles étant dispersées ailleurs dans l'île. Ces Indiens (beaucoup les dénommaient « coolies ») attiraient des curieux par leurs cérémonies religieuses ; ils conservaient quelques habitudes alimentaires qui diffusaient peu à peu dans le pays, mais on parlait peu d'eux ; ils ne s'affirmaient pas, et ils étaient plutôt l'objet de la dérision, voire du mépris d'une large partie de la population martiniquaise ; seuls les Blancs créoles paraissaient leur accorder un jugement favorable, du moins [172] tant qu'ils demeuraient dans les limites de leur rôle subalterne. Pour les Métropolitains, ils étaient une curiosité touristique.

Telles étaient les apparences. Mais il y avait une autre dimension de la présence indienne, qui n'apparaissait pas alors en plein jour. Les Indiens avaient su capter un pouvoir dans la société grâce à l'aura que leur donnaient leurs cultes spectaculaires. Perçus comme capables d'exercer une influence puissante, ils attiraient des non-indiens de toutes origines et de toutes classes sociales, qui pratiquaient auprès d'eux, de façon clandestine, des offrandes et des promesses de dons et de sacrifices. Renversant leur position de faiblesse en matière de pouvoir économique et politique, ils s'assuraient ainsi un pouvoir symbolique qui, depuis, n'a cessé de croître.

Depuis longtemps, tout cela avait suscité mon intérêt, qui s'était concrétisé à la Martinique par la réalisation d'un film [[145]](#footnote-145) et de quelques écrits. Tout avait été rendu facile grâce au soutien devenu profondément amical d'un homme assez exceptionnel, Joseph Tengamen, dit Zwoizo, qui avait vu en moi une sorte de relais vers l'avenir, du moment que j'écrivais des textes. Né en 1900 sur une propriété du nord de l'île, décédé en 1990, il avait reçu l'influence directe des derniers arrivants de l'Inde, et il était devenu le porteur de leur mémoire. Ultime bon connaisseur de la langue tamoule, attentif aux traditions religieuses et musicales venues du sud de l'Inde, il était respecté et il tenait un rôle de guide dans les cultes publics comme dans certaines cérémonies privées. Par bonheur, l'anthropologue Gerry l'Etang, spécialiste incontesté des Indiens de la Martinique, a longuement recueilli l'autobiographie de Zwazo et je le remercie chaleureusement de m'avoir permis de citer ici quelques passages de ce récit, avant qu'il ne soit publié. Dans ce passage, Zwazo situe avec clarté nos contacts anciens :

« J'ai rencontré le Docteur Benoist il y a longtemps, si longtemps que je ne me rappelle plus quand [[146]](#footnote-146). C'est Raoul [[147]](#footnote-147), le Béké de Gradis, qui me l'a présenté. Le Docteur était curieux de tout. Il soignait les malades de l'Institut Pasteur, mais dès qu'il avait un moment, il venait ici questionner les Békés, les Indiens, les Nègres. En fait, il écrivait des livres, c'est pourquoi il passait tant de temps avec les gens. Il fut le premier à s'intéresser à la Religion des Indiens ; il voulait tout savoir là-dessus. Et quand il en a su suffisamment, il a fait un film. Sur la Religion et sur moi.

« C'était la première fois que les Indiens voyaient arriver quelqu'un qui s'intéressait vraiment à leurs cérémonies.

[173]

Quelqu'un d'extérieur pour qui c'était important. Pas comme tous ces Blancs qui viennent le dimanche assister aux services et qu'on ne revoit jamais. Nous les Indiens, avons toujours su que c'était important, mais en ce temps-là, nous étions seuls à le savoir. Aujourd'hui qu'on ne parle plus que de la Religion des Indiens, qu'on ne voit plus que ça à la télé, qu'on n'arrête pas de venir me poser des questions, ça a bien changé, mais à l'époque, seul le Docteur s'intéressait à nous. Il aimait vraiment les Indiens, les respectait, savait leur parler, c'est pourquoi il obtenait d'eux tout ce qu'il voulait. »

J'avais pu par la suite conduire chez lui un jésuite tamoul de passage dans la Caraïbe, à la recherche des traces des Tamouls aux Antilles, Xavier Thani Nayagam, qui m'avait confirmé la qualité des connaissances de Zwazo, tout en les situant clairement dans le champ spécifique de l'hindouisme populaire des campagnes du sud. Promoteur militant de la culture tamoule, Thani Nayagam, avait mis sur pied les congrès internationaux d'Etudes tamoules, et il m'invita à celui qui se tint en 1968 à Madras, premier séjour en Inde qui fut suivi de plusieurs autres. Au retour, je pus apporter à Zwazo des disques et des textes, et esquisser avec lui le projet d'un voyage en Inde, qu'il n'eut malheureusement jamais l'audace d'entreprendre...

Quand le Centre s'était installé à Fonds Saint-Jacques, Zwazo et certains de ses proches avaient commencé à s'y rendre et à rencontrer quelques chercheurs. Mais c'est en 1978 que se concrétisa ce qui aboutirait au sein du Centre à une contribution majeure grâce au travail de la nouvelle résidente, Monique Desroches, qui succéda à Serge Larose en octobre.

La venue de Monique Desroches a été de loin la plus improbable, mais sans doute l'une des plus bénéfiques pour le Centre et pour la recherche locale. Rien apparemment ne la destinait à devenir responsable d'un centre de recherches à la Martinique. Etudiante avancée en ethnomusicologie, elle avait travaillé dans le grand nord Canadien, chez les Inuit. Son principal professeur, Jean-Jacques Nattiez, musicologue très connu, s'intéressait tout particulièrement à la sémiologie musicale, et les chants de gorge des Inuit lui avaient donné en ce domaine un matériel très intéressant. Cette orientation de la pensée ethnomusicologique, soucieuse de décrypter le message social des pratiques musicales m'avait énormément intéressé, et j'avais donc fait le pari de lui proposer de venir comme résidente pour que la dimension musicale de la présence indienne à la Martinique, et dans la Caraïbe en général, cesse d'être traitée de façon superficielle. À cette motivation initiale s'ajoutait la possibilité d'ouvrir le Centre à la connaissance de ce fondement et de cette expression de bien des aspects du monde créole qu'est sa musique.

Monique Desroches avait pris sa fonction de résidente le 3 octobre 1978. Elle allait remplir cette tâche jusqu'à fin août 1979, avant de revenir [174] l'assurer pour quatre mois en 1984, alors que l'avenir du centre était compromis, les priorités ayant changé à Montréal et à la Martinique. Je l'avais désignée sans bien la connaître, mais sur la foi de la recommandation extrêmement positive de Jean-Jacques Nattiez, qui avait éprouvé ses qualités lors du travail de terrain chez les Inuit. Le pari portait surtout sur la possibilité d'ajuster au mieux avec les travaux des chercheurs venant au Centre, les préoccupations de quelqu'un qui, même orienté vers l'ethnomusicologie, devait l'essentiel de sa formation à une faculté de musique, et qui ne connaissait pas les Antilles. Ce choix s'était pourtant imposé comme une évidence tant la musique tenait une grande place dans la vie de chacun et dans les activités collectives, alors qu'elle était si absente des travaux des ethnologues.

À plusieurs reprises, le hasard ou quelques travaux sans lendemain m'avaient laissé espérer que se développerait une recherche sur la musique en étroit contact avec l'anthropologie. C'est ce qu'avait commencé avec succès Anca Bertrand avant sa disparition précoce. J'avais aussi, grâce à George-Henri Rivière, pris contact à Paris avec le musée des Arts et traditions populaires et le centre avait ainsi pu accueillir une mission de ses deux ethnomusicologues, Claudie Marcel-Dubois [[148]](#footnote-148) et Mme Pichonnet-Andral [[149]](#footnote-149). Elles avaient collecté de la musique créole, et elles déposèrent au Musée nombre d'enregistrements, dont elles tirèrent ultérieurement un disque 33 tours, mais l'opération n'eut pas d'autre suite.

Pour ma part j'avais enregistré à St-Barthélemy quelques pièces musicales, que j'avais déposées aussi au Musée des arts et traditions populaires. Mais surtout j'avais eu la chance d'y accompagner un immense collecteur des musiques du monde entier, Alan Lomax [[150]](#footnote-150).

Je revois l'aventure qu'a été son passage en 1967. Il s'était donné trois jours pour découvrir l'île, pénétrer dans cette population assez méfiante, et collecter ses chants et musiques traditionnels. Je séjournais alors à Saint-Barthélémy, et Anca Bertrand lui avait donné mon nom. Je vis arriver un grand et fort gaillard, dont la présence occupait tout le décor où il pouvait se trouver. Autour de lui, il semblait faire surgir une scène d'opéra où il aurait tenu la vedette, par sa démarche, par sa voix, et aussi par un charme [175] certain. Il emprunta une voiture, et me demanda de le conduire chez quelques personnes capables de connaître des chansons St-Barth. Je le conduisis à Corossol, chez Philippe Magras, puis chez Ingénu Magras, et il organisa dans le quartier, pour le soir même, une réunion où il souhaita qu'on invite le maximum de gens ; il promit d'apporter de quoi boire et manger. Il se rendit ensuite à l'autre bout de l'île organiser une réunion pour le lendemain. Le soir venu, arrivant avec une voiture chargée de bière et de whisky, il entama la rencontre à Corossol en chantant lui même, et en entraînant quelques-uns des assistants à participer à son chant. Puis on but, sans manger grand chose. Je ne restai pas toute la nuit, mais il paraît que ce fut épique : à Saint-Barthélémy, on n'a pas de réticence pour boire, et cela fait sauter bien des inhibitions. En tout cas, Alan Lomax rapporta de ces deux soirées plusieurs heures d'enregistrement, dont bien des chants que ne connaissaient que quelques personnes. Par la suite il publia l'essentiel de cette collecte sous forme de disques. Quant à moi, il fallut plusieurs jours pour que l'on ne me reproche plus d'avoir été le complice de cet Américain qui avait saoulé tout le monde et qui avait tout enregistré...

Tout cela portait sur la musique que l'on peut dire « créole ». Mais revenons à la présence de l'héritage indien dans les îles. Elle s'y marquait par une autre musique, très intéressante : celle qui accompagnait les cérémonies religieuses indiennes. Accompagnait ? Je devrais dire qui *participait* à ces cérémonies, car elle y était indispensable, appelant les dieux, marquant le sacrifice, cloisonnant le profane et le sacré. En particulier j'étais intrigué par le battement des tambours, que l'on me présentait comme formant de « couplets », ayant chacun son sens dans le dialogue entre les tambours et les Dieux. Il semblait ainsi exister un couplet d'appel pour chaque divinité, et aussi d'autres rythmes liés aux divers temps de la cérémonie. Sur ce sujet la bibliographie était muette, même dans les revues indianistes. Pour avancer, il fallait procéder à un décryptage appuyé sur une analyse fine et précise des rythmes, tout en poussant l'investigation de leur sens et de leur message. Travail que j'étais incapable de faire et qui exigeait une compétence incontestable dans le domaine de la sémiologie musicale qui était justement très solidement exploré à la faculté de musique de Montréal.

D'où ce pari de m'adresser à cette Faculté lorsque, le mandat de Serge Larose se terminant, il fallut pourvoir au poste de résident ; on pourrait ainsi orienter certains travaux du Centre vers la musique, en donnant à un ethnomusicologue la chance de travailler au long cours, sans souci matériel, à condition qu'il puisse assumer l'effort de connaissance de la culture et de la société antillaise qui serait fondamental pour son insertion ; il aurait aussi à pénétrer dans le monde complexe des cultes hindous. Ce pari a été totalement gagné. La venue de Monique Desroches [[151]](#footnote-151) a permis au Centre de [176] connaître de grands moments et de baliser d'abord puis d'approfondir la recherche dans ce domaine si fondamental qu'est la musique aux Antilles.

Plongeons dans le quotidien de cette période en écoutant cette fois Monique Desroches :

« J'ai d'abord dû me familiariser avec le milieu physique particulier. Octobre, mois de mon arrivée, signifiait la saison des pluies, avec des précipitations parfois torrentielles et qui pouvaient durer pendant des jours. La présence des grandes plantations de bananes et de canne à sucre meublait singulièrement, à son tour, le paysage (et non la mer qui habitait alors mon imaginaire). À cela s'ajoutaient notamment les nouvelles habitudes alimentaires, les heures de travail inhabituelles. Il m'a fallu quelques semaines pour m'adapter à ces données environnementales et sociales.

« Les tâches du résident étaient nombreuses, allant de la direction du personnel sur place (trois personnes) à la gestion du fonctionnement de la station (hébergement, nourriture, travaux d'entretien des bâtiments et du terrain, diffusion via les publications du Centre des travaux scientifiques menés par nos chercheurs, relations publiques avec le milieu universitaire des Antilles). Mais le coeur des activités demeurait le bon fonctionnement de la base de recherche et l'accueil des scientifiques.

« Le fait de vivre en étroite relation avec les gens procurait un cadre social unique, singulier, la station de recherche étant au cœur de deux mondes : l'académique d'un côté, celui des chercheurs qui venaient travailler dans l'île, et les insulaires créoles, la station étant située dans une commune où nous étions les « canadiens », comme on nous appelait là-bas. Le lieu de contact était bien souvent le centre de documentation spécialisée sur la Caraïbe (plus de 15 000 titres à l'époque), fréquenté tant par les chercheurs du Centre que par les étudiants et chercheurs locaux.

« Cette articulation et cette dynamique sociales peu usitées dans le cadre des recherches universitaires conféraient au site un charme unique, une certaine sécurité aussi, une [177] ambiance chaleureuse au sein de laquelle j'aimais me retrouver et retrouver ceux et celles qui dans bien des cas sont devenus plus que des collègues. La station permettait des échanges et des contacts spontanés qu'il aurait été difficile de trouver autrement.

« Je me rappelle ces retours de terrains où chacun autour de la table, après le traditionnel ti-punch préparé par Zulma, racontait sa journée, partageait ses découvertes, le fruit de ses rencontres avec les autres chercheurs présents.

« Ces moments d'échanges étaient bien plus que du social : ils étaient en fait le prolongement du terrain, par la mise en perspective des regards autour des enjeux sociaux ou des débats politiques. Ils permettaient aussi à des spécialistes de mettre en évidence leurs connaissances pointues d'un domaine. Je pense ici à Louis Allaire et à ses fouilles archéologiques, ou encore au biologiste Paul Pirlot et à sa recherche sur le développement du sonar chez la chauve-souris à partir d'examens minutieux de fœtus de « rats volants » capturés la nuit, sur le terrain même du centre, avec de larges et très fins filets et disséqués sur place, dans notre petit laboratoire. La recherche se faisait ainsi tant du côté des sciences humaines et sociales que des sciences dures, en biologie comme en ethnomusicologie.

« En cela la base de recherche constituait à mes yeux, une sorte de creuset scientifique.

« Plus encore, elle permettait une présence et une continuité dans les actions, une permanence qui donnait à nos recherches une crédibilité locale et scientifique.

« La continuité des présences dans l'île, le fait aussi de pouvoir y tenir des activités qui profitaient tout autant aux chercheurs du pays qu'à des scientifiques étrangers, d'échanger de façon continue avec des gens spécialisés sur la Caraïbe, tous ces éléments ont certainement contribué à établir une réputation solide du Centre de Fonds Saint-Jacques. Dans cet esprit, la richesse et la fécondité du Centre de Fonds Saint-Jacques ont nettement transcendé la création d'un lieu physique ; elles ont résidé dans la concrétisation d'un esprit et d'une philosophie de recherche, dans la mise en place d'une coopération scientifique durable, dans la démonstration de la richesse d'une recherche engagée et impliquée dans le milieu. La fin de son financement par l'Université de Montréal a signifié la mort d'une culture de la recherche et de la coopération scientifique, décision dont [178] des visions par trop gestionnaires et étroites n'ont pas su mesurer l'impact.

« Dans mon cas, ma présence continue sur une année m'aura permis, au plan de la recherche, d'établir dans un premier temps un bilan panoramique des activités musicales tant du côté créole que celui de la communauté tamoule. Mes premiers mois ont été consacrés à des rencontres et à des enregistrements musicaux de danses biguines, bèlè, de mazouk, de kadans, des chansons « an tan lontan », puis à partir de janvier 1979, je me suis concentrée, à la suggestion de Jean Benoist, sur les cérémonies tamoules, qui allaient devenir le sujet de mon doctorat en ethnomusicologie. De nombreuses rencontres et plusieurs enregistrements se sont déroulés dans les locaux du Fonds Saint-Jacques. Ces recherches ont donné lieu à plusieurs articles scientifiques et à un livre *(Tambours des dieux)* sur la musique des cérémonies tamoules. Sans la présence du Fonds Saint-Jacques, ma recherche aurait pu se dérouler certes, mais elle n'aurait pas été du même ordre : le Centre en a facilité la réalisation et contribué à la mise en place d'un climat de confiance entre la communauté et la chercheuse, une étape essentielle à la fécondité de ce type de recherche. Habiter quasi en permanence le lieu et comprendre le créole a permis cet échange quasi naturel avec la communauté. Je me souviens notamment des nombreuses fois où Tangamen (Zwazo), référence ultime des connaissances orales du monde indien local, est venu me chercher en voiture à Fonds Saint-Jacques pour assister à des cérémonies à Gradis ou à Sainte-Marie. Sans la collaboration, voire la connivence du personnel de Fonds Saint-Jacques, Zulma Tonès, intendante et cuisinière, et Marthe Copel, aide suppléante, et ses filles, Tonton Henri Tolendal, jardinier et conteur, et sa mère, mes voisines Tantes Ninotte et Folo, le père de mon filleul Ernest Montpelat, tous habitants du Fonds Saint-Jacques, je n'aurais pu m'intégrer au milieu et mener ma recherche avec autant de facilité. Je n'oublierai jamais non plus l'appui que m'a donné le peintre Alexandre Bertrand, grâce à la connaissance de son quartier d'origine, le Morne des Esses. »

Devenue par la suite professeur d'ethnomusicologie à l'Université de Montréal, Monique Desroches y créa en 1995 le laboratoire de recherche sur les musiques du monde et en 2011 le Laboratoire d'ethnomusicologie et d'organologie. Perpétuant le Centre après qu'il eut fermé [[152]](#footnote-152), elle n'a jamais [179] cessé de poursuivre travaux et publications sur les musiques des Antilles, tant sur un plan très ethnographique, que dans des dimensions théoriques qui, bien que dépassant ces seules musiques, les prend souvent comme principal point d'appui. C'est donc une œuvre importante, qui marque la connaissance des musiques des îles, puis conduit à une réflexion théorique de qualité, qui est née de cette résidence de Monique Desroches à Fonds Saint-Jacques ; il en resta aussi nombre de contacts locaux, avec des musiciens, des chercheurs, des responsables d'activités culturelles, dans une interaction dense qui, elle aussi, n'a jamais cessé. Monique Desroches a su également dépasser le cadre caraïbe pour étendre son activité à l'ensemble du mode créole, et elle a, par des enseignements, par la direction de recherches et par ses travaux personnels, fait une contribution essentielle à l'ethnomusicologie au-delà des Antilles, dans les îles de l'océan Indien, en particulier à la Réunion mais aussi à l'île Maurice et à Madagascar.

La trajectoire de Monique Desroches est de celles qui ont donné un sens à Fonds Saint-Jacques. D'emblée elle se plongea dans la musique créole, avec un centre d'intérêt spécifique : la place et le rôle de la musique dans le parcours identitaire et culturel des Martiniquais. Musicienne elle-même, elle sut nouer des relations de qualité avec le milieu musical local, relations qui ont fait d'elle au long des années à la fois la référence scientifique et l'amie de nombreux musiciens de la Caraïbe comme de la Réunion. Elle étendit son écoute et sa recherche aux praticiens des tambours cérémoniels de la Martinique, avec succès comme en témoigne Zwazo qui lui servit de réfèrent pour s'insérer dans leur réseau que bien peu de femmes avaient pénétré et elle reçut l'aide et la collaboration des tambourineurs de Sainte-Marie, du prêtre indien André, de Loulou Carpin, et d'Yves Gamess. Ecoutons à nouveau Zwazo, qui évoque dans son entretien avec Gerry L'Etang le Centre de Fonds Saint-Jacques et sa rencontre avec Monique Desroches :

« Et puis le Docteur a quitté la Martinique pour le Canada. Je pensais qu'il ne reviendrait pas, mais il est revenu. Il a repris l'habitation Fonds Saint-Jacques et l'a restaurée. Mais il ne faisait pas de la canne, non, il faisait des livres. Il ne faisait plus que ça d'ailleurs. Il avait arrêté de soigner les gens et avait réuni à Fonds Saint-Jacques des personnes qui étudiaient la Martinique. En fait, il vivait au Canada, d'où il dirigeait tout ce petit monde, venant de temps à autre les suivre sur place. Chaque fois qu'il revenait, il m'invitait à Sainte-Marie pour discuter, manger ou faire la fête. C'est là que j'ai connu Monique.

[180]

« Monique était une fille formidable. Elle était responsable de Fonds Saint-Jacques en l'absence de Benoist. Elle travaillait sur la musique et le Docteur lui avait conseillé d'étudier la musique des Indiens. Elle venait donc aux cérémonies avec des appareils compliqués pour enregistrer le son des tambours. Elle fréquentait aussi les *nadrons* et posait plein de questions, car Monique était plus curieuse encore que le Docteur. J'ai essayé de lui faciliter le contact avec les tambourineurs, en leur disant qu'il fallait la recevoir, répondre à ses questions. Ça a marché. Elle a obtenu d'eux tout ce qu'elle souhaitait, sauf une chose : il ne lui a pas été permis d'apprendre le tambour car c'est interdit aux femmes. Mais elle n'a pas insisté, elle comprenait les Indiens. Les tambourineurs aussi l'aimaient bien. En s'intéressant à eux, elle donnait de la valeur aux tambours et à la Religion. »

La présence de l'ethnomusicologie au Centre a donné l'essor à des interactions durables entre ce qui se fait à Montréal, et qui est issu du Centre, et les milieux académique et artistique antillais. Plusieurs années après le retour de Monique Desroches au Québec, et alors qu'elle était déjà devenue une bonne spécialiste des musiques de la Caraïbe, elle a pu mettre au point des enseignements intensifs de formation en ethnomusicologie à Fonds Saint-Jacques en 1985 et 1986. Après la fermeture de Fonds St-Jacques l'écho de ce qui y était né continua dans ce domaine, Monique Desroches travaillant activement avec le Bureau du Patrimoine dirigée par Lyne-Rose Beuze : formation d'enquêteurs sur le terrain, collecte d'instruments de musique, écriture conjointe d'un livre sur ces instruments. Depuis, et jusqu'à nos jours, le courant d'échanges, l'organisation de rencontres et la poursuite de recherches expriment les effets lointains de cette résidence.

\*  
\* \*

La musique n'était cependant qu'une partie, certes très importante mais limitée, des activités cultuelles d'origine indienne à la Martinique et dans les îles en général. C'est à l'ensemble des cultes que s'intéressèrent les travaux. La thèse de doctorat de Gerry L'Etang eut pour homologues à la Réunion celles de Christian Barat puis de Christian Ghasarian. Finalement mon séjour dans les Mascareignes me permit de donner une dimension inespérée à notre travail sur cette question que je pus traiter de façon synthétique dans le livre *Hindouismes créoles.*

Mais entre temps, la question indienne évolua. Dès 1990, année où mourut Zwoizo, on était bien loin de se contenter de l'héritage qu'il avait tant aidé à transmettre. De nouvelles générations avaient voyagé, étudiant [181] à Paris, allant en Inde, entrant en relation d'une île à l'autre, de la Caraïbe aux Mascareignes. Des centres de forte hindouisation comme Trinidad ou surtout l'île Maurice rayonnaient à travers les indianités insulaires, éveillant au sein de ce qui avait été un groupe longtemps humilié une nouvelle fierté que l'émergence de l'Inde au monde moderne venait d'autant plus accroître que, se tournant vers ces descendants d'émigrés de travail, le gouvernement indien leur offrit des privilèges économiques s'ils participaient au nouvel essor international du pays. Au-delà des seules questions d'intérêt, il y avait là une reconnaissance identitaire qui pesa lourd dans la reconstruction des racines indiennes.

Face à cette vitalité nouvelle, les chercheurs ne pouvaient plus en rester au rôle de témoins du passé, car si le passé expliquait certains héritages culturels et religieux, il ne pouvait pas suffire à comprendre le présent ni à évaluer l'avenir. Aux Antilles comme à la Réunion se multipliaient les initiatives religieuses et culturelles, tandis que l'indianité pénétrait plus avant dans le tourbillon où s'élaborait l'identité de sociétés qui se cherchent encore.

Cette longue histoire des liens du Centre avec la culture indienne se poursuivit longtemps après la fermeture de Fonds Saint-Jacques. Issu des anciennes rencontres qui s'y étaient déroulées, un nouveau projet se mit en route. Il aborda le renouveau de la présence de l'Inde dans les Antilles, sous l'angle de son impact sur les activités artistiques [[153]](#footnote-153). La musique, la danse, le vêtement, la cuisine, la sculpture, l'architecture, à la Guadeloupe mais, aussi à un moindre degré à la Martinique exprimaient de plus en plus l'importance croissante de l'apport indien, tandis que des créations locales issues de traditions indiennes se développaient. Au-delà des seuls descendants des anciens immigrants, la culture d'origine indienne diffusait sous diverses formes dans toute la société guadeloupéenne et à la Martinique. Cela n'allait pas sans contradictions ni parfois tensions, mais on assista en quelques années à un changement considérable, à une inclusion dans la culture et la société des îles d'un apport de l'Inde, tandis que l'hindouisme local se développait, avec les particularités d'un hindouisme créole. Là encore se manifestaient des tensions entre des formes venues du passé des immigrants et remaniées lentement sur place et la pression d'apports nouveaux, directement inspirés de l'Inde actuelle. Les tenants de ces derniers, se jugeant plus orthodoxes car se référant directement à l'Inde, poussèrent à trier parmi les héritages antillais ceux qui pourraient être conservés et ceux qui n'en étaient pas dignes. Contradictions entre deux authenticités, celle d'un patrimoine et celle d'une référence qui se veut universelle. Et ces contradictions expriment une tension sous-jacente au sein de l'identité : qui la définit, par rapport à quoi ? Chez les descendants des travailleurs indiens, où est la source [182] de l'identité ? Est-ce l'Inde actuelle vue comme la patrie d'une civilisation à laquelle on se rattache ? Est-ce l'apport ancestral qu'ont laissé les anciens immigrants ? Ou est-ce le partage de tout cela avec une créolité commune qui signe l'appartenance à un territoire et à un peuple ? Dilemme qui, sous des formes diverses et entre mille variantes, est celui de la plupart des sociétés antillaises, et qui est à la source, à la fois, de leur difficulté de vivre et de leur créativité.

[183]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 11

ÉBRANLEMENTS,  
1979-1980

[Retour à la table des matières](#tdm)

*20 février 1979, Guadeloupe, Pointe-à-Pitre.*

Mon cours (de 8 à 10 heures) n'a pas lieu : les étudiants sont en grève à cause des incidents de Baimbridge où des Métropolitains se sont affrontés à des Guadeloupéens. Ils semblent vouloir minimiser l'aspect racial, et refuser de porter leur lutte sur ce terrain, qui masquerait ce à quoi ils tiennent le plus, la question du statut.

Téléphoné à Jean-Pierre Guengant, qui semble assez amer ; il m'assure que les intellectuels antillais jugent marginale la recherche. Ils ne se sentent pas concernés, car ce n'est pas issu de « leur » société. La recherche ? Ils veulent la construire eux-mêmes et nous laissent en marge. Revu aussi Eric Lepointe, professeur de droit, qui prépare une thèse de sociologie sur les menaces d'éruption de la Soufrière, dans le cadre théorique de la sociologie des catastrophes. Bon contact, bien qu'assez troublant, car il m'est difficile de saisir ce qu'est la sociologie pour un juriste aussi orthodoxe.

*21 février.* Longues heures aux archives de Basse-Terre, sur Saint-Barthélémy. Le personnel, et surtout le directeur, Jean-Paul Hervieu, est remarquable par son accueil et son aide. J'ai travaillé sur les registres paroissiaux anciens. Il y a encore un long travail à faire si nous voulons atteindre le but fixé : avoir un modèle informatique de la population, qui s'appuie non sur un échantillon mais sur la quasi-totalité des individus. Même dans une petite population, cela représente une grande masse de données, et bien des vérifications en raison du nombre de gens qui ont le même nom et le même prénom... À midi, chez Pierre de Montaignac, rencontre de Agostini, architecte chargé de la conservation. Avec Jean Cuisenier, directeur du Musée des Arts et traditions populaires (qui décidément plaît peu), discussion sur l'avenir de Fonds Saint-Jacques. Évoqué avec Yves Renard divers projets pour que Marie-Galante soit dotée de publications. Conversation avec Schnakenbourg [[154]](#footnote-154) sur les usines. Il a décidé de publier une monographie du Galion.

[184]

22 février.

Le voyage de Cuisenier aux Antilles ne se passe pas bien. Par son attitude « parisienne », qui transparait à travers une gentillesse condescendante, il crispe bien des gens. Jean-Paul Hervieu est horripilé, Pierre de Montaignac aussi. Dîner au Capotel occupé par les employés, sans eau ni lumière. Exposé pathétique du comptable.

23 février.

Dernière matinée aux archives, exploré les recensements de 1954 et 1962 de St-Barth. Soirée avec Michel Bangou. Il parle avec réalisme, avec un sens de la construction, du passage à l'acte, me semble-t-il, qui manque souvent ici. C'est ce qui lui fait apprécier ce que nous faisons à Fonds Saint-Jacques. Il me parle de la menace que les communistes voient dans les gauchistes, bien que certains d'entre eux deviennent plus concrets à mesure qu'ils accèdent à des responsabilités. Soirée sur la terrasse de la Maison de la culture. Incidents divers dans les rues voisines.

Rencontré aussi Chérubin Céleste. Je l'avais connu quand nous étions ensemble en première année de médecine à Lyon. Depuis il avait quitté pour entrer au séminaire. Déjà, en médecine, il avait vocation de militant politico-religieux et il haranguait les étudiants dans l'amphithéâtre entre certains cours, sans grand écho. Il s'est lancé ici dans un discours extrémiste, mais il me semble assez isolé. Retrouvailles chaleureuses, mais nous abordons peu les questions politiques ou religieuses. Manifestement il n'y tient pas, et je le regrette, d'autant qu'il a l'air de connaître et d'apprécier certains de nos travaux.

Samedi 2 mars

Après deux heures de cours qui ont commencé en retard à cause de l'arrivée des députés RPR que des étudiants ont interpellés en créole au porte-voix, départ pour Basse-Terre. Discuté avec Lepointe qui juge que les étudiants ont un sous-encadrement intellectuel fantastique. Les gens sont sensibles à l'atrophie qui en découle. Mais aussi, quelles tensions !

Vu chez Yves Renard H. Choy Thomas, descendant des Caraïbes de la Dominique et Ph. D. d'Harvard. Il serait bien qu'il puisse venir au prochain colloque des études créoles, aux Seychelles. Dîner chez de Montaignac avec eux et Jill Sheppard qui me donne son livre *The Red Legs of Barbados.*

Dimanche 3 mars.

Dormi à l'office des forêts. Promenade dans Basse-Terre. Tranquillité des dimanches. Ces longues rues droites, ce bord de mer, cette grande place, si tranquilles ; le dimanche matin, c'est le retour du silence des temps sans autos ni camions...

Mardi 6.

Départ bon matin pour la Martinique, après ce séjour très réussi.

Jeudi 7 mars.

Fait visiter Saint-Jacques au sous-préfet. Reçu à Saint-Jacques la visite d'une jeune femme, Jacqueline Bosc, qui vient me consulter sur un mémoire de psychologie qu'elle est en train d'achever. Elle a travaillé sur les troubles présentés par les femmes d'officiers dont le mari est affecté aux Antilles. Ce qu'elle décrit traduit un choc culturel à la fois intense et [185] refoulé : alors qu'on leur avait enseigné que les Antilles étaient des départements comme les autres, et qu'elles adhéraient pleinement à cette représentation, elles se heurtent sans cesse à des faits qui la contredisent. Elles se vivent alors comme coupables de percevoir une différence qui va contre la vision de la société que leur milieu considère comme la bonne, et attribuent cela à un racisme qu'elles refusent. Mais elles se vivent aussi comme des victimes quand elles ressentent comme une discrimination inattendue le fait d'être taxées de Blanches, et donc marquées comme « autres » et exclues. Chez certaines cela devient une véritable obsession du rejet, un sentiment de persécution qui tend vers la névrose. Il y a là des observations précises, une analyse claire. Mais surtout cela me semble mériter d'aller plus loin. Ce que vivent ces femmes de façon aiguë (à cause de leur milieu, à cause aussi de leur confinement), n'est-il pas sous-jacent à ce que sentent sans le percevoir et encore moins l'exprimer, bien des Métropolitains ? Et cela ne conditionne-t-il pas certaines attitudes, certaines tensions ? Il faudrait creuser ce versant de la relation France-Antilles...

Vu Montero, qui a pour tâche d'animer des activités culturelles dans la purgerie. Il semble dégoûté. Jouet entre les mains de Renard, le maire du Marigot, qui, selon lui, bloque la vocation muséologique de la purgerie et veut s'approprier les lieux. Même convoitise que sur nos locaux, mais je le crois, même impuissance.

Rencontré Emile Hayot au restaurant de l'aéroport. M'a dit qu'à Saint-Vincent existe une intéressante communauté de descendants d'Ecossais. Vol vers la Guadeloupe où Albert Flagié m'attend [[155]](#footnote-155). Séminaire avec son groupe, punch à Boissard, déjeuner « chez Jeanne », cours, séminaire d'anthropologie au groupe d'étudiants en droit que coordonne Lepointe.

\*  
\* \*

Je ne poursuivrai pas cette chronique au delà de la période où j'ai eu en main les destinées du Centre. Elle n'a de sens que si elle s'appuie sur une expérience et sur des souvenirs, sur des notes d'époque et sur ce qui a été un engagement personnel très fort.

J'ai quitté la direction du Centre en novembre 1979, devant l'imminence d'autres projets ; au début de 1980 on m'a confirmé la possibilité d'être [186] nommé professeur à l'université d'Aix-Marseille, dans le cadre du développement de son centre de recherches sur les sociétés de l'océan Indien (cersoi). J'y avais été associé depuis 1976 quand cette université avait publié le premier volume de ce qui allait devenir la longue série des *Annuaires des pays de l'océan Indien ;* la collaboration avait été féconde et agréable ; elle formait un pont entre Antilles et océan Indien, tout en renouvelant la perspective car les économistes et les juristes avaient dans ce centre une place qu'ils n'avaient jamais eu dans le Centre de recherches caraïbes. Mon glissement du Québec vers la France, et des Antilles vers les Mascareignes, était ainsi l'occasion d'un renouvellement dans une certaine continuité. Or, après un certain temps de parcours sur le même terrain, s'installe la routine, ou pire, l'immobilité soucieuse avant tout de se défendre contre la nouveauté, et de garder l'acquis en le figeant derrière une muraille protectrice. Partir était un décapage nécessaire. Le Centre allait alors connaître les inévitables secousses de toute succession. Par bonheur la continuité de son travail et de son esprit purent être maintenus pendant quelques années par les anciens résidents, qui demeuraient très impliqués dans la recherche antillaise, en particulier Monique Desroches et Serge Larose.

Mais l'université de Montréal peina à maintenir la continuité de la direction et à lui faire conserver l'orientation qui faisait « l'esprit du Centre ». Le nouveau directeur, Joël Gregory, était un démographe que son précédent intérim et son expérience africaine semblaient, vus de loin, préparer à ce rôle. Par malheur, il était alors atteint d'un mal qui ne pardonnait pas et il mourut quelques mois plus tard. Son successeur, Victor Piché, prit fermement les choses en main. Mais il se trouvait dans une fausse position, en ce sens qu'il ne connaissait pas les Antilles lui non plus et ne s'y intéressait guère. Toute l'initiative de recherche se déplaça vers la démographie et vers l'étude des migrations antillaises vers le Canada, domaine dans lequel l'équipe qu'il mit sur pied accomplit un travail important. Presque toutes les publications du Centre au cours de ces deux dernières années furent consacrées aux migrations, surtout haïtienne, vers le Canada. Fonds Saint-Jacques perdit alors une grande partie de son sens, et l'aurait perdu d'emblée sans la continuité de recherche et de relations avec le milieu qu'assuraient les anciens résidents, et le nouveau qui entra alors en poste, Raymond Baril, dont le travail anthropologique à Saint-Joseph et les activités d'animation étaient clairement tournés vers la Martinique.

Le temps passa sans que s'installe vraiment un nouvel équilibre, et Fonds Saint-Jacques perdit peu à peu sa visibilité et son soutien au sein de l'université de Montréal. La démographie ne nécessitait ni les séjours ni les contacts que permettait la station ; les autres disciplines, faute d'une animation systématique, s'étiolaient. Les contradictions qui seront passées en revue à la fin de ce livre se renforçaient.

Enfin, à l'approche de l'échéance du bail et de son éventuel renouvellement, un cyclone vint ravager les locaux ; les jardins furent bouleversés ; [187] une partie du bâtiment où se prenaient les repas s'était effondrée, des toitures avaient été disloquées, l'eau pénétra jusque dans la bibliothèque.

Des travaux d'urgence furent réalisés à la fois par le propriétaire (le conseil général) et par l'université [[156]](#footnote-156). Toutefois l'université devenait réticente. La politique de centres de recherche était contestée au nom d'une gestion plus centralisée de la recherche et le nouveau vice-recteur, René J.A. Levesque, la remit clairement en cause. Plusieurs centres fermèrent. Tout cela se passait dans un contexte de réductions budgétaires pour les universités et ce changement de politique s'appuyait sur la nécessité d'optimiser des ressources devenues plus rares et de répondre plutôt à des besoins immédiats qu'au soutien d'entreprises au long cours.

Finalement, l'université de Montréal décida de ne pas renouveler le bail. Son départ se fit dans l'ordre, ses biens étant répartis entre le voisinage, quelques associations et l'université Antilles-Guyane qui reçut la bibliothèque. Une nouvelle association fut créée à la Martinique, et elle reprit le bail en se donnant pour objectif central de développer le lieu comme centre d'animation culturelle, ce qui aboutit après plusieurs années à en faire un centre de rencontres, sans que sa vocation soit clairement affirmée par des réalisations continues ; par contre l'entretien des jardins et des bâtiments fut très bien assuré, tandis que des fouilles dégageaient et étudiaient les restes de la sucrerie et mettaient au jour un ancien cimetière, sans doute d'esclaves.

Que dire du bilan du Centre et de son travail à Fonds Saint-Jacques ? Je laisse la parole à Raymond Massé qui y fit ses débuts, puis y joua un rôle de responsabilité, avant de poursuivre dans la Caraïbe une partie de son travail de chercheur :

« Loin d'avoir été un simple incubateur à chercheurs (ce qu'il a indéniablement été), le Centre fut aussi un lieu de rencontre entre chercheurs d'horizons disciplinaires divers, de pays et de traditions universitaires différents. Certainement, le Centre fut une dynamo de la réflexion sur l'identité antillaise. Certains plus fanatiques y ont vu une menace extérieure, voire un frein à l'expression des chercheurs [188] antillais. Mais globalement le Centre demeure, même trois décennies après sa disparition, un réfèrent majeur dans le discours de la majorité des intellectuels (voire de jeunes universitaires martiniquais qui utilisent toujours les publications produites). Mais il ne faudrait pas oublier de mentionner qu'il fut vraiment un incubateur pour plusieurs dizaines de chercheurs qui ont ensuite fait des carrières universitaires ou internationales. Et je crois que la majorité d'entre eux reconnaissent le rôle fondamental qu'a joué le Centre dans leur carrière d'étudiant, ce que je ne percevais pas à l'époque. »

[189]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

Chapitre 12

VERS LA FIN

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le Centre de recherches Caraïbes cessa un jour d'exister. Je n'entrerai pas dans les détails. J'avais alors quitté à jamais le Canada pour entrer à l'université d'Aix-Marseille, et je n'ai pas suivi de près les derniers épisodes de son existence. Mais, bien souvent, on me demande si j'ai mal vécu cette fin, si je n'ai pas de regret, si j'en impute la responsabilité à mes successeurs.

Les choses doivent être vues autrement, selon la logique de leur trajectoire.

Les institutions naissent souvent dans l'enthousiasme, et subsistent tant que leur sens est fort, leur nécessité évidente. Puis, quand change le monde, quand les tâches qui les ont suscitées ont été accomplies, elles perdent l'enthousiasme. Finalement elles survivent surtout par inertie. Le monde universitaire français est coutumier de ces permanences, quand des institutions fossilisées doivent leur survie désuète à l'intérêt personnel de quelques-uns et à la passivité des administrations.

Il en va autrement dans ce monde nord-américain, dont le Québec est pleinement membre. Outils bien entretenus tant qu'ils sont utiles, les institutions sont facilement mises au rancart quand elles n'ont plus d'usage. Ceux qui les dirigent tentent parfois quelque combat d'arrière-garde. Mais cela ne suffit pas. Et il ne naît aucun regret devant la disparition de l'édifice usé, alors que toute l'attention se porte sur l'édifice neuf, sur le projet orienté vers l'avenir qui prendra sa place, quitte à laisser quelques friches dans une partie de l'espace qu'il occupait.

\*  
\* \*

L'émergence des contradictions

De toute façon, aucun dispositif un peu complexe n'est stable. Au long du temps chacune de ses parties évolue, soit en raison de changements internes, soit parce que l'environnement impose des modifications ou perturbe le rôle qu'elle avait jusqu'alors. Des contradictions apparaissent alors entre ce qui jusque-là était en harmonie. Elles créent des tensions qui attaquent peu à peu l'équilibre initial. Changement lent, à peine perceptible bien souvent, car il est estompé par des adaptations et des innovations. Mais les contradictions persistent, les tensions potentielles s'accroissent, et [190] l'organisme, fragilisé, ne résiste pas, un jour, à une crise qu'il aurait surmontée sans peine quelques années auparavant.

Ce fut le destin du Centre de recherches caraïbes. Il se développa en lui et entre lui et les milieux dont il dépendait (aux Antilles et au Québec) plusieurs sortes de contradictions : celles qui affectent le quotidien et qu'on essaie de régler ou sinon de tolérer, et celles qu'on n'aperçoit pas et qui évoluent en sourdine.

Les délicats équilibres initiaux furent soumis à des pressions diverses, internes comme externes. Certes, telle un être vivant, une institution dispose de mécanismes de ce que les physiologistes nomment « homéostasie » : la capacité de rééquilibrage lors d'un ébranlement (à condition que celui-ci ne dépasse pas un seuil acceptable). Le Centre était suffisamment lié aux deux milieux auxquels il devait sa naissance et au bénéfice desquels il fonctionnait, pour être attentif à leur évolution. Mais ses divers acteurs percevaient-ils pleinement les adaptations nécessaires ? Car au long des années, tout changeait : le milieu antillais, en particulier celui de la Martinique, et la société québécoise qui se transformait à grande vitesse.

À la Martinique, la création du centre de recherches caraïbes s'était faite au sein d'un grand vide ; l'embryon d'université, un institut dépendant de Bordeaux, ne réalisait guère de recherche ; il concernait avant tout la formation de juristes et les rares chercheurs de passage ne s'y attardaient pas ; des érudits locaux s'efforçaient de travailler, dans des domaines relevant avant tout de l'histoire et des sciences naturelles, et ils maintenaient à eux seuls une activité de recherche que présentaient quelques livres et les bulletins de sociétés locales. Aussi, ne heurtant personne dans ce quasi-vide, le projet du Centre avait-il été accueilli très positivement tant par les hommes politiques et les administrateurs, que par un public diffus de très jeunes étudiants et de chercheurs en mal d'encadrement. Quelques grands intellectuels applaudirent également.

Une quinzaine d'années après sa naissance, bien des choses avaient changé, et d'abord le paysage intellectuel des Antilles. Tout allait changer encore plus avec la création en juillet 1970 et la mise en marche effective en 1972 du Centre universitaire Antilles-Guyane, qui recentrait sur les Antilles et la Guyane le pouvoir académique et les projets de recherche ; cette création s'accompagna bien entendu de l'affectation d'enseignants et de personnel. Ce centre universitaire Antilles-Guyane, qui avait vocation à devenir une université, était un « établissement public » disposant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Cela transformait notre environnement et entraîna quelques interférences. Cela ne tenait ni à la volonté des hommes, ni à des conflits de compétence entre institutions. Les choses furent plus subtiles. D'ailleurs les relations officielles furent toujours bonnes, dès le premier président de la future université, l'historien Jacques Adelaïde-Merlande ; il se rendit d'ailleurs à Montréal dès 1973 pour concrétiser les échanges. Cette bonne volonté administrative rencontra [191] cependant peu d'écho chez les nouveaux enseignants arrivés aux Antilles, qui, en majorité, demeurèrent à l'écart du centre, la plupart par manque d'intérêt pour nos orientations et certains sous l'effet d'un nationalisme qui acceptait mal la présence d'étrangers sur un champ de recherche qu'ils estimaient leur revenir de droit.

En 1982 fut enfin créée une université de plein exercice, l'Université des Antilles et de la Guyane, et, dans un document elle se proclame « Première dans la production et la diffusion de savoirs de la zone franco-caribéenne ».

Sans qu'aucune tension ne devienne explicite, la distance s'accrut encore, à mesure que l'université prenait de l'importance. Une sorte de mur invisible sembla s'édifier, et seuls quelques individus le franchirent mais le Centre sembla coupé des autres par quelque couche isolante. Les lieux eux-mêmes, cette « habitation » qui ressemblait trop aux grandes demeures de la « minorité dominante » [[157]](#footnote-157), étaient un obstacle pour certains qui s'y trouvaient mal à l'aise pour des raisons complexes. Cela n'empêchait jamais la cordialité martiniquaise, qui sait si bien transcender ou masquer les tensions, et de réelles amitiés purent se développer, tout en laissant place à des crispations dès que l'institution étrangère semblait s'affirmer trop fortement. Il n'y avait d'ailleurs là rien qui soit illégitime de la part d'une jeune université, à l'encadrement et aux moyens encore très faibles, mais qui entendait s'affirmer pleinement sur son territoire.

Et puis, avec le temps, avec l'arrivée d'une génération de chercheurs antillais, il se dégagea une autre contradiction, bien plus fondamentale, bien plus délicate à gérer : la divergence à laquelle j'ai déjà fait allusion à mesure qu'elle apparaissait, entre le « regard du dedans » et le « regard du dehors ». Il s'agit là d'une faille épistémologique très sous-estimée. Le mode d'insertion du chercheur dans la société, quel qu'il soit - que le regard vienne de l'extérieur ou de l'intérieur -, teinte son travail, sans qu'il en soit conscient, de ce qui pourra être perçu par d'autres comme une idéologie. Autrement dit, sa position n'est pas neutre, mais il l'ignore. Le chercheur « du dehors » exprime les résultats de son travail comme des constats factuels assortis d'explications issues de l'histoire, tandis que le regard du dedans ne dissocie pas cette démarche « scientifique » d'une dimension intentionnelle : quiconque est membre d'une société a un projet pour cette société, que ce soit un projet de changement, ou de résistance à un changement qui déplaît. Inattentif à cet appel intérieur, le regard du dehors ne l'entend pas. Et même lorsqu'il l'entend, il en fait une donnée du social dégagée de sa charge affective. Sinon, il doit changer de registre et passer de la recherche à l'engagement. Car pour lui ils sont dissociés, alors que pour le regard du dedans la [192] recherche elle-même est un engagement. C'est quand la conscience de cette tension est prise par chacun que peut s'opérer une transformation dans la rencontre, dans le croisement des deux regards : si chacun a la liberté et l'audace d'accepter l'autre à la fois comme critique et comme complément. Lieu de longs échanges, Fonds Saint-Jacques a joué là un grand rôle.

Il n'en reste pas moins que l'incommensurabilité demeurait et que, entre le dehors et le dedans la relation restait complexe, fragile. Et chacun, sans toujours oser le dire, doutait de la validité du travail de l'autre, en raison de la zone aveugle que lui imposait son origine.

Puis les années se sont écoulées ; les travaux réalisés ont changé d'époque : ils viennent désormais du passé dont ils sont les témoins. Paradoxalement, c'est alors qu'ils peuvent se réintégrer pleinement dans les projets d'avenir car ils disent un temps d'une histoire, qui est le soubassement du présent. Chercheurs du dedans et chercheurs du dehors se rapprochent alors, car, par la nature des choses, chacun est désormais à la fois en dedans et en dehors du passé. Les chercheurs d'autrefois deviennent des témoins pour ceux de maintenant. Les soupçons s'éloignent, ne serait-ce que parce qu'il est désormais clair qu'ils étaient erronés ; quant aux divergences de regard, elles peuvent être remplacées par des divergences de lecture, mais cela conduit plus au dialogue qu'à des tensions.

Tout cela se percevait aisément, mais il était difficile d'en évaluer le réel impact et de choisir la conduite à tenir. En effet, le centre ne devait en aucun cas devenir une institution « coloniale », fonctionnant pour elle-même et pour une terre lointaine, ni un de ces programmes d'aide qui sont si présents qu'ils inhibent par leur seule présence la croissance des initiatives locales. Il ne pouvait cependant pas prendre la moindre distance avec les impératifs qui tenaient à son rôle à l'université de Montréal : apporter de bonnes conditions de formation par la recherche à de jeunes québécois. Paradoxalement ceux-ci étaient bien plus proches de la population que ne l'étaient bien des intellectuels locaux, ce que montrent les travaux des uns et des autres. Par contre l'identité de natifs donnait, même au plus médiocre, une légitimité qu'il n'était pas tenu de confirmer par son œuvre, du moins en alla-t-il au début, car par la suite des chercheurs de qualité émergèrent dans l'université tant à la Martinique qu'à la Guadeloupe...

Encore une fois cela n'empêcha pas certaines relations, parfois excellentes. Je donnai moi-même pendant plusieurs années, d'abord en Lettres sur l'initiative de Pierre Vérin puis en droit sur l'initiative de Roland Thésauros, devant un auditoire très nombreux et très vibrant, un cours de trente heures sur l'anthropologie et la sociologie des Antilles aux étudiants guadeloupéens ; des chercheurs de passage ou des résidents de Saint-Jacques participaient à des séminaires et à des animations dans divers organismes.

La littérature, pour sa part, reflétait, et conduisait, un nouveau regard. Elle disait la réalité sociale, par la voix de Joseph Zobel, mais surtout, [193] depuis les pressentiments et les appels d'Edouard Glissant jusqu'aux œuvres des écrivains de la créolité, elle allait développer un recentrement antillais qui remplacerait heureusement la quête d'une identité externe, qu'elle soit africaine ou européenne.

Les contacts avec l'extérieur étaient devenus plus faciles ; l'écran politique, administratif et intellectuel qui séparait les Antilles françaises du reste de la Caraïbe avait un peu perdu de son opacité. Aussi la documentation qu'on ne trouvait jusque-là qu'au Centre devenait-elle d'un accès de plus en plus aisé. Bien plus, destin commun à tous ceux qui forment des chercheurs et de futurs universitaires, ceux qui avaient été d'abord attentifs aux apports venus de l'extérieur les avaient peu à peu considérés comme des concurrents à mesure qu'ils prenaient leur propre essor. Le Centre, accueilli comme une ouverture, commençait à être vu autrement, comme une présence conquérante, ou en tout cas un lieu de conservatisme. Malgré l'engagement de tel ou tel de ses membres, il était devenu une institution officielle, il avait des liens nécessaires avec le pouvoir politique et avec l'administration, avec la métropole, mais aussi avec l'étranger. Et certains commençaient même à murmurer que derrière le Canada, c'était la présence dominatrice des USA qui se profilait.

Malgré tout, rien de fondamentalement négatif n'est sorti des contradictions, généralement subtiles, avec le monde intellectuel antillais. Simplement, notre place a-t-elle ainsi été balisée, ce qui disait, de fait, la façon dont l'anthropologue doit se comporter dans le milieu où il a effectué ses travaux : les donner à voir et à lire, et laisser ceux qu'ils concernent libres de choisir l'usage qu'ils en feront. Ce qui interdit au chercheur de faire lui-même son propre « service après-vente » et encore plus de s'appuyer sur son travail pour acquérir un quelconque pouvoir.

D'autres contradictions étaient plus pénibles à supporter. Quand Fonds Saint-Jacques n'était qu'une ruine assez informe, occupée par des squatters bien difficiles à déloger, personne ne s'y intéressait, ni dans le voisinage immédiat, ni dans les communes voisines, ni à Fort-de-France. Mais le lieu changea, et devint vite remarquablement beau. L'équilibre des bâtiments anciens autour de la vaste cour gazonnée où poussaient quelques orangers et un bel avocatier, le prestige qui s'attache toujours à un lieu de vastes dimensions lorsque la nature et l'architecture y sont en harmonie suscitèrent des convoitises.

Lorsque je revenais de Montréal après quelques mois d'absence, j'entendais des mises en garde contre tel ou tel qui cherchait à nous évincer. Ce pouvait être un homme politique d'une commune voisine qui voulait récupérer les lieux pour y placer le siège d'un organisme intercommunal, ce pouvait être tel protégé du conseil général désireux de prendre en main ce qui lui semblait la fonction facile de mandataire d'un organisme étranger. On me parlait ainsi de convoitises dont je n'eus jamais la moindre preuve. Mais d'autres furent plus sérieuses, et il arriva même qu'elles soient soutenues par [194] un sous-préfet alors en poste à Trinité, qui voulait amputer la zone concédée par bail d'une partie essentielle qui serait allée à un organisme intercommunal. Il avait fallu rencontrer telle ou telle « autorité », dossier en mains prouvant que tous nos engagements avaient été tenus - et avec l'appui toujours sans réserve de l'association que présidait Jacques Petitjean Roget pour me voir enfin confirmer la teneur du bail. Bien plus tard, alors que j'avais quitté le Centre, dans une lettre de 1983, il me traçait en quelques lignes les difficultés qui menaçaient l'avenir : « Du côté de Fonds Saint-Jacques, toujours rien, si ce n'est la guerre entre le Conseil général et le Conseil régional [[158]](#footnote-158), et une dépression financière sur les universités de Montréal et de Martinique, le tout sous les ailes impuissantes du Préfet ! »

Là encore, ces tensions latentes eurent un avantage. D'abord, elles étaient en elles-mêmes dignes d'être étudiées, car elles permettaient de pénétrer dans les corridors obscurs où se déroulait une partie de la politique locale. Mais cela n'était pas vraiment notre centre d'intérêt. Par contre, comme toute pression extérieure, cela nous permettait de mieux nous définir, de mieux cerner les limites de notre rôle et son caractère bien évidemment transitoire. De là une incitation à travailler plus intensément, mais à garder le détachement qui sied à tous ceux qui entreprennent une action qui ne porte pas directement sur une société dont ils sont totalement membres, une société qui devra s'approprier ce qui a été fait, car c'est l'inéluctable destin de tout ce qui est créé depuis l'extérieur.

C'est au Québec même que, à mesure que passait le temps, les contradictions devenaient plus fortes. La plus imprévue et sans doute la plus importante tint à l'émergence au début des années 1970 d'une seconde façon d'envisager le patriotisme québécois. Quand le Centre était né, la Révolution tranquille du Québec était aussi une ouverture au monde, l'aspiration à ce qui venait d'ailleurs, la découverte des autres francophonies et de la force que cela donnait. Mais assez vite des forces différentes reprirent le flambeau et le transportèrent loin de ces premières aspirations. Désormais, il fallait se consacrer au pays, en travaillant sur lui, tout en se cantonnant à une image d'un pays incomplet où l'international n'était pas une véritable préoccupation, comme si, au fond, on le laissait aux Anglais. Les chercheurs qui allaient à l'extérieur semblaient des égoïstes ou des fantaisistes ; en tout cas on jugeait qu'ils s'écartaient de la voie prioritaire, de leur devoir, et on le leur faisait fortement sentir. Les travaux et l'esprit du centre heurtaient de plein fouet cette tendance. Le fait que je sois un étranger, un non-québécois qui ne comprenait pas le « vrai » Québec entra alors en ligne de compte et des collègues l'assénèrent comme argument... Cela s'associait à l'irruption, sous une forme très doctrinaire dans le monde des [195] sciences sociales, d'un marxisme qui devint le seul cadre d'analyse acceptable ; il venait biaiser la recherche et, avec des mots nouveaux , rétablir sur la pensée des contraintes que l'on croyait abolies : celles qui avaient régné sur le Québec au temps du thomisme tout-puissant, et des interdictions de toute orientation théorique non-orthodoxe. Au département d'anthropologie certains enseignants et de nombreux étudiants avaient adopté les nouvelles valeurs et contestaient ouvertement les travaux faits hors du Québec, et tout aussi vigoureusement ceux qui n'adoptaient pas un langage, faute de pensée, marxiste. Il est intéressant de remarquer incidemment qu'au même moment personne au Québec ne songeait à contester l'existence à Barbade du centre de recherche de l'université Mc Gill, comme s'il allait de soi que les relations avec le monde extérieur étaient dévolues aux anglophones.

C'est contre la tentation du repli, caché sous le masque du patriotisme, que luttèrent certains des plus ardents défenseurs d'un Québec indépendant mais adulte. Tel fut le cas de Jean-Marc Léger, qui fut, ainsi qu'on l'a déjà vu, d'un grand soutien. Ces polémiques eurent d'ailleurs un grand avantage : les « gens du centre » demeuraient des esprits libres, comme l'avaient été, toutes proportions gardées, les intellectuels québécois qui avaient sauvegardé leur liberté de pensée avant le Révolution tranquille et qui s'exprimaient dans la revue « Cité libre ».

Il n'en allait pas de même ailleurs. Au coeur décisionnel de l'université, on ne saurait assurer ce qui se passait exactement, mais on sentait que le temps de la grande ouverture s'achevait. Il y eut des flux et des reflux, mais tout changea lorsque s'acheva le mandat de Maurice L'Abbé, ce vice-recteur initiateur de la politique de développement de centres de recherche. Son successeur n'avait pas un angle de vision aussi large, ni la même tendance à faire confiance : la centralisation administrative, qui est l'exercice d'un pouvoir et non d'une écoute, devint la règle. Or les centres posaient aux autorités académiques un sérieux problème, car ils leur échappaient en partie. Ces organismes semi-autonomes, aux fonctions mal définies, qui avaient une vie propre appuyée sur le rayonnement international souvent grand de leurs membres inquiétèrent certains administrateurs. Ils paraissaient échapper à leur contrôle, malgré le respect des formes ; ils recevaient d'importants moyens de diverses fondations ou de programmes fédéraux de recherche. Si bien qu'une partie des dirigeants de l'université en vint à les considérer plus comme des hôtes hébergés en son sein que comme des composantes de sa propre substance. Par son exotisme, le Centre semblait légitimer ces appréhensions, alors qu'il était d'autant plus attaché à son université que ce n'est que par son lien avec elle que sa présence aux Antilles était, au fond, légitime.

Pendant longtemps, ces tensions demeurèrent latentes ; elle s'exprimaient parfois lors de la discussion du budget, puis semblaient s'estomper. Mais elles allaient prendre leur plein effet peu après l'ouverture de ma succession.

[196]

Enfin, c'est en moi-même que le temps remaniait les intérêts et les engagements. Il ne s'agissait pas de remettre en cause le projet ni les programmes, mais ils me pesaient en me limitant. Je pouvais mal élargir mes propres activités, en suivant la démarche logique de ma propre trajectoire de pensée. Car celle-ci tendait à réduire la part que je pouvais accorder à ce qui se passait non seulement à Saint-Jacques, mais même dans les Antilles ; en effet, dès 1971, j'avais voulu que notre recherche passe à l'échelle de l'ensemble des sociétés créoles. Loin de les découper en sous-ensembles régionaux, il fallait décloisonner, comparer, envisager tout ce qui s'était passé comme étant la formation d'une civilisation créole ayant ses modalités propres de naissance, de développement et d'insertion dans le monde contemporain. La diversité des îles recouvrait une unité profonde : chacune apparaissait comme une des variantes d'un modèle unique. Chaque île, chaque région, est en effet l'incarnation historique et localisée d'une de ces variantes : sur leur trame commune, leur histoire propre et l'environnement ont modelé leur visage particulier.

Pour prendre en compte l'ensemble du monde créole, il fallait cette fois encore des moyens et une insertion institutionnelle. Cela se fit en plusieurs étapes, dont chacune réduisait la place du Centre et de Fonds Saint-Jacques. Le projet dont ils étaient la matrice devenait plus ample, mais en se situant dans un ensemble qui le dépassait le Centre en paraissait amoindri. La continuité intellectuelle se faisait fort bien mais il devenait impossible, sauf périlleux artifice, de maintenir, au vu de l'Université de Montréal, l'unité administrative des recherches en plaçant sous l'égide du centre de recherches caraïbe ce qui se faisait dans l'océan indien.

Tout cela d'autant plus que mon travail dans l'océan Indien me valait des propositions tentantes, dont celle de venir un jour à Aix-en-Provence sur un poste universitaire pour conduire de là un programme sur les sociétés de l'océan Indien qui avait démarré en 1976 avec la publication de *l'Annuaire des pays de l'océan Indien* à laquelle son fondateur, le Pr Louis Favoreu [[159]](#footnote-159), m'avait associé dès le début.

Alors, le temps passant, fallait-il assurer une survie à tout prix ? L'exemple de certaines institutions de l'ancien outre-mer français n'incite pas à le croire. Il fallait demeurer fidèle au projet initial, accomplir ce qu'il promettait, puis se retirer quand le travail aurait été suffisant pour qu'il puisse se poursuivre par d'autres voies.

[197]

La trajectoire d'une institution est comme le tir du joueur de pétanque. La boule lancée en l'air, avec force, va loin, mais ce qui compte, c'est le point où elle retombe, c'est son impact, qui change à jamais une situation en déplaçant la boule visée. L'élan s'achève par quelques tours sans importance ; et c'est la trajectoire tout entière qui compte, depuis l'élan initial jusqu'à la retombée. Ensuite la place est libre pour autre chose, lancé d'ailleurs, et adapté à la nouvelle configuration.

Lorsque l'élan s'est achevé, il reste les traces de l'impact ; et elles durent encore : écrits, idées, nouvelles vocations, nouveau regard, sans compter dans le cas de Fonds Saint-Jacques la résurrection d'un lieu qui est resté beau depuis et qui, sans le Centre qui l'a sauvé in extremis, serait maintenant une ruine.

Le tulipier que nous avions planté en 1969 est devenu un grand arbre qui paraît avoir cent ans d'âge, l'avocatier produit toujours, le bruit de la rivière continue à se mêler aux chants de la nuit martiniquaise. Les lieux qui ont vu passer bien des gens sont devenus le reposoir de nos souvenirs, et on peut se demander si l'écho de nos voix ne se mêle pas aux chants de la nuit. Dans les bibliothèques et sur internet nos travaux sont là, nous assurant que tout ce que j'ai revu en écrivant ces pages n'est pas un rêve ; ils sont là, à la disposition de ceux qui, pour comprendre la société actuelle, ont besoin de plonger dans ce qui est maintenant un passé.

Il avait raison, le chanteur : « longtemps, longtemps après que les poètes ont disparu, leurs chansons courent encore dans les rues... ». Les poètes ne sont pas les seuls à léguer ainsi à chacun un peu de sens, un peu de beauté, et plus d'intelligence du monde. Fonds Saint-Jacques reste « un lieu où souffle l'esprit ».

[198]

[199]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

ANNEXES

I. APRÈS LA FIN… SUITE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le Centre s'est effacé. Il a vécu à Fonds Saint Jacques pendant quinze années, puis, voilà maintenant plus de trente ans, il s'en est allé. Mais le lieu demeure. Belle au bois dormant, il attend un réveil. Bien des projets ont été esquissés. Parfois quelques sessions de spectacles ou d'exposition ont animé son regard et Fonds Saint Jacques a brillé à nouveau. Mais chaque fois il est retourné à un sommeil paisible qui n'altère pas sa beauté.

C'est après diverses hésitations et des fouilles d'archéologie industrielle, qui durèrent de 1982 à 1994, que l'association « de gestion de l'habitation fonds Saint-Jacques », en charge des lieux depuis 1982, décida d'élaborer un « projet culturel » qui aboutit deux années plus tard à diverses expositions [[160]](#footnote-160). Se créa alors un « Centre des Cultures et des arts de la Caraïbe » dont le programme est ainsi décrit « *dans une démarche où arts et sciences dialoguent à égalité il s'agit d'explorer rythmes, danses, oralité et arts visuels pour voir comment les cultures caribéennes se sont constituées dans un univers coercitif tout en conservant leur place dans la narration du Monde »*.

Les lieux devenus Centre Culturel de Rencontre reçurent de très fortes dotations budgétaires pour leur rénovation : 1 200 000 euros du Conseil général, 440 000 du Fonds Européen, 192 000 de l'État. La réhabilitation dura jusqu'en septembre 2009.

Pour fonctionner, il fallait du personnel. Outre un président, vraisemblablement bénévole, le Centre a engagé une directrice, une secrétaire générale, une chargée de l'accueil et de la communication et trois personnes chargées de la régie et de l'entretien.

Le document cité indique que l'objectif est « de faire de Fonds Saint-Jacques le premier pôle de recherche sur le patrimoine culturel immatériel en Caraïbe » et il assigne une série de missions pour ce faire. On souhaite que cela se réalise un jour...

[200]

[201]

Chronique d’un lieu de pensée.  
*Fonds Saint-Jacques, Martinique*

ANNEXES

II. AUX ARCHIVES DE  
L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, LE FONDS DU CENTRE DE  
RECHERCHES CARAÏBES

1965-1988. - 4,75 m. de documents textuels,   
116 pièces d'archives imprimées

[Retour à la table des matières](#tdm)

Histoire administrative :

Le Centre de recherches caraïbes est créé en 1969. Dans les années soixante, les autorités antillaises se sont intéressées aux activités d'anthropologues de l'Université de Montréal, ceux-ci ayant publié de nombreux livres, thèses et articles sur les Antilles de langue française à partir de 1960. Un domaine, Fonds Saint-Jacques, a donc été concédé à ces chercheurs de l'Université de Montréal afin que ceux-ci en fassent le siège du Centre de recherches caraïbes. Son fondateur et premier directeur est Jean Benoist (1969-1979). Le thème général des recherches effectuées au Centre porte sur les transformations survenues de 1960 à 1980 dans la société antillaise quant aux grandes plantations et au système social qui s'y rattache. Le Centre cesse ses activités en 1988.

Portée et contenu :

Le fonds témoigne des activités de recherche et administratives du Centre de recherches caraïbes. Il offre également un portrait de la société antillaise, son contexte social, ses particularités culturelles.

Le fonds du Centre de recherches caraïbes comprend des travaux de recherche, thèses, mémoires, articles, analyses, essais, documentation, rapports de recherche, projets de recherche, séminaires, archives imprimées et actes de colloques.

On y retrouve également de la correspondance, des budgets, rapports annuels, bilans, demandes de subvention, sondages, procès-verbaux, coupures de presse, inventaires, documents de comités et de conseils et curriculum vitae. Ces archives sont consultables sur place.

[202]

[203]

Table des matières

Chapitre 1. Projet ou rêve ? [9]

Chapitre 2. Construction [29]

Chapitre 3. Interlude : regards sur Fonds Saint-Jacques [55]

Chapitre 4. Recherches [61]

Chapitre 5. Restaurer les lieux, organiser la recherche [77]

Chapitre 6. Les années intenses, I, 1969-1971 [97]

Chapitre 7. Les années intenses, II, 1972 [117]

Chapitre 8. Les années intenses, III, 1973-1975 [135]

Chapitre 9. Les années intenses, IV, 1976-1977 [155]

Chapitre 10. Les années intenses, V, 1978 [167]

Chapitre 11. Ébranlements 1979-1980 [183]

Chapitre 12. Vers la fin [189]

Annexes [199]

Annexe I. Après la fin... la suite [199]

Annexe I. Aux Archives de l'Université de Montréal, le fonds du Centre de recherche caraïbes [201]

[204]

[205]

Du même auteur [[161]](#footnote-161)\*

[*Kirdi au bord du monde*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030164134)*,* Paris, Julliard, 1955.

[*Les Martiniquais, anthropologie d'une population métissée*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/benoist_jean/martiniquais_anthropo_pop_metissee/martiniquais.html)*,* Paris, Masson, 1963.

[*Les sociétés antillaises : études anthropologiques*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030020774)*,* Montréal, Centre de recherches caraïbes, 1966 (édition augmentée, 1975).

[*Esquisse d'une biologie de l'homme social*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.bej.esq)*,* Montréal, Presses de l'université de Montréal, 1968.

[*L'archipel inachevé, culture et société aux Antilles françaises*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657)*,* Montréal, Presses de l'université de Montréal, 1972.

*Les carnets d'un guérisseur réunionnais,* Saint-Denis de la Réunion, FRDOI, 1980.

[*Un développement ambigu*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030020757)*, Structure et changement de la société réunionnaise.* Saint-Denis de la Réunion, FRDOI, 1983.

[*Paysans de la Réunion*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030024928)*,* Aix et Paris, PUAM, CNRS, 1989.

[*Anthropologie médicale en société créole*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030013743)*.* Paris, PUF, 1993.

[*Soigner au pluriel. Essais sur le pluralisme médical*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030150551)(sous la direction de), Paris,

*Anthropologie et sida. Bilan et perspectives* (J. Benoist et A. Desclaux éd.), Paris, Karthala, 1996, 381 pp. Collection “Médecines du monde”. (Publié avec l’aide de l’Agence nationale de recherches sur le sida.)

[*Hindouisme créoles*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174488)*,* Paris, CTHS, 1998.

[*Entre les corps et les Dieux. Itinéraires anthropologiques*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030024398)*.* Entretiens avec Joseph Lévy, Montréal, Liber, 2000, Paris, Teraèdre, 2010.

[*Convocations thérapeutiques du sacré*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/masse_raymond/convocations_therapeutiques_du_sacre/convocations.html)(R. Massé, J. Benoist éd.), Paris, Karthala, 2002.

[*L'Inde dans les arts de la Guadeloupe et de la Martinique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030110942)(avec M. Desroches, G. L'Etang et F. Ponama), Matoury, Guyane, Ibis Rouge Editions, 2005.

*L'Afrique des associations* (M.-C. Diop, J. Benoist éd.), Paris, Karthala, 2007. *Voyages aux confins du droit* (avec N. Rouland), Aix, PUAM, 2012.

[206]

Fin du texte

1. Jacques Petitjean Roget (1914-1999) Ancien élève de l'École polytechnique, docteur es lettres. Sa thèse d'État en histoire, « *La Société d'habitation à la Martinique : un demi-siècle de formation, 1635-1685 »* est un ouvrage fondamental. En collaboration avec le Centre de recherches caraïbes, il a fait l'édition critique de « [*Histoire de l'Isle de Grenade en Amérique : 1649-1659*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030110940)*»*, manuscrit anonyme de 1659. Outre ses travaux d'histoire, il a fait d'importantes contributions à l'archéologie de la Martinique. [↑](#footnote-ref-1)
2. C’est là que l'on déposait les formes de sucre sortant de l'usine. [↑](#footnote-ref-2)
3. Jean-Baptiste Labat. *Nouveaux voyages aux Isles de l’Amérique,* (vol. l, p. 110-112), Paris, G. Cavelier, 1722. [↑](#footnote-ref-3)
4. ... et cela se réalisa ! [↑](#footnote-ref-4)
5. Camille Petit (1912-1993), médecin de profession, fut un pionnier du mouvement gaulliste en Martinique. Il fut maire de Sainte-Marie 1967 à 1983 et député de la 1re circonscription. [↑](#footnote-ref-5)
6. Réédition 1981, Paris, Gallimard. [↑](#footnote-ref-6)
7. [*Contacts de civilisations en Martinique et en Guadeloupe*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030092220), Paris, Gallimard, 1955. [↑](#footnote-ref-7)
8. Lionel Vallée, après un doctorat sur la Caraïbe à l'université Cornell, s'est tourné vers l'Amérique andine où il a effectué de nombreuses missions. [↑](#footnote-ref-8)
9. Claude Silberzahn a eu par la suite une très brillante carrière. Il fut préfet de Guyane, de Haute-Normandie puis de Franche-Comté, avant de devenir, de 1989 à 1993, directeur de la DGSE. Il est devenu, jusqu'en 1999, président des chambres régionales des comptes de Guadeloupe, Guyane et Martinique. [↑](#footnote-ref-9)
10. Étienne Montestruc (1900-1970), médecin militaire formé à la médecine tropicale, avait été adjoint de Jamot dans la lutte contre la maladie du sommeil en Afrique centrale. Atteint par ce mal, il avait quitté l'Afrique, et il était devenu, en 1933, directeur du Laboratoire d'hygiène de la Martinique, qu'il fit transformer en Institut Pasteur d'outremer. Il collabora à ce titre avec Haïti, et surtout il devint un éminent spécialiste de la lèpre contre laquelle il s'engagea pleinement. [↑](#footnote-ref-10)
11. C'est alors que nous avons réalisé avec Christian Crabot la Carte des plantations et des habitations de la Martinique en 1960. [↑](#footnote-ref-11)
12. Robert Pinchon (1913-1980), docteur es Sciences, prêtre spiritain, a passé toute sa vie comme professeur de sciences naturelles au Collège diocésain de Fort-de-France. Auteur de plusieurs ouvrages sur la faune antillaise, il a également été un pionnier de l'archéologie précolombienne de la Martinique. [↑](#footnote-ref-12)
13. Maurice Nicolas, archiviste à la chambre de commerce, a publié nombre d'ouvrages sur l'histoire de la Martinique. Bien documentés, ses livres et articles sont très accessibles au public et ils ont joué un grand rôle dans la découverte par les Martiniquais de faits du passé sur lesquels les historiens plus traditionnels ne s'étaient guère attardés. [↑](#footnote-ref-13)
14. Eugène Goyheneche (1915-1989) a été archiviste départemental de la Martinique de 1952 à 1958. Il est surtout connu comme nationaliste basque, et pour ses nombreux travaux d'histoire du pays basque [↑](#footnote-ref-14)
15. Emile Hayot (1918-2002), grand bibliophile, était aussi un historien amateur auquel on doit plusieurs travaux d'une grande précision sur la société coloniale. Sa bibliothèque a été sauvée grâce à la Fondation Clément qui l'a acquise. [↑](#footnote-ref-15)
16. Hubert Gerbeau, professeur d'histoire à l'université de la Réunion puis à l'université d'Aix-Marseille, n'a jamais cessé de travailler à l'histoire des îles, en particulier de l'océan indien. Outre plusieurs livres, il est l'auteur d'une thèse magistrale, *L'esclavage et son ombre à Bourbon (XIXe-XXe siècles),* qui lui a valu le prix 2005 du Comité pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage. [↑](#footnote-ref-16)
17. Roland Suvélor (1922-2011) est le type de la figure intellectuelle qui, sans avoir laissé une œuvre personnelle importante, a été le soutien, l'écoute, l'appui de ceux qui travaillaient pour l'art et pour la connaissance. Il a exercé une grande influence, et, pour moi, il a été un ami attentif, toujours affable mais intransigeant quant à son profond engagement envers la culture de son île. [↑](#footnote-ref-17)
18. René Ménil (1907-2004), professeur de philosophie au lycée Schœlcher (Fort-de-France), était écrivain et essayiste. Engagé en faveur de l'autonomie antillaise, il est très sensible à l'aliénation coloniale, et sa pensée est au fondement d'une anthropologie antillaise dont la revue *Tropiques,* où il joue un rôle capital, trace, presque inconsciemment, l'esquisse. [↑](#footnote-ref-18)
19. De graves émeutes avaient agité la Martinique fin 1959, et la répression par les forces de l'ordre avait fait plusieurs victimes. [↑](#footnote-ref-19)
20. Anca Ionesco, épouse Bertrand (1921-1972), journaliste et cinéaste, engagea toute sa vie dans son amour de l'art et de la culture de la Martinique et de la Guadeloupe. Elle recueillit et édita en disque des chansons populaires ; elle publia et rédigea presque seule le magazine culturel *Parallèles* qui demeure une source intéressante de renseignements, ainsi que la *Gazette de la Martinique ;* elle réalisa des films et des expositions. Elle a toujours été une amie fidèle de ce qui se faisait à Fonds Saint-Jacques. [↑](#footnote-ref-20)
21. Vera D. Rubin (1911-1985) était anthropologue et directrice-fondatrice du « Research Institute for the Study of Man », dont l'objectif essentiel a été de faciliter à des étudiants une formation par le travail sur le terrain dans un cadre multidisciplinaire. Son intérêt pour la Caraïbe et son amitié avec Eric Williams lui firent orienter l'essentiel de ses recherches vers la région caraïbe, en particulier vers les îles anglophones. C'est dans le même esprit qu'elle appuya la formation d'étudiants francophones dans les îles de langue française en acceptant des projets venus de l'université de Montréal. [↑](#footnote-ref-21)
22. Guy Dubreuil (1925-2014) devint le premier directeur du département d'anthropologie de l'université de Montréal, créé en juin 1961. Il y accomplit toute sa carrière. Psychologue de formation, il travailla beaucoup sur des questions d'ethnopsychiatrie. [↑](#footnote-ref-22)
23. Je tiens à remercier [Monique Desroches](http://classiques.uqac.ca/contemporains/desroches_monique/desroches_monique.html) pour sa collaboration efficace à l'exploration de ces archives. [↑](#footnote-ref-23)
24. L'exposition internationale tenue à Montréal en 1967. [↑](#footnote-ref-24)
25. Joseph Josy Levy a consacré par la suite sa thèse de doctorat à Grand-Rivière ; elle a paru sous le titre *Un village du bout du monde. Modernisation des structures villageoises aux Antilles françaises,* Presses de l'Université de Montréal, 1976. Devenu professeur à l'université de Québec à Montréal, il a étendu ses recherches à la sexologie, aux questions de santé et sciences sociales, et il a joué un rôle important dans divers comités d'éthique. Il a publié en 2000 [*Entre les corps et les Dieux, entretiens avec Jean Benoist*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030024398)*.* Ces livres sont téléchargeables gratuitement sur : [Les Classiques des sciences sociales](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030024398). [↑](#footnote-ref-25)
26. Elle a réalisé à partir de ce séjour le mémoire *Le Lareinty : un cas un cas de reforme foncière à la Martinique* (Montréal, département d'anthropologie, 1970, 93 p.) [↑](#footnote-ref-26)
27. Hermann Perronette (1909-1984). Médecin légiste, Directeur de la PMI au Service Départemental de la santé (DDAS) il était un fin observateur de la culture populaire. Il a publié entre autres *Neuf histoires de quimbois. Faits vécus de la sorcellerie aux Antilles* (Fort-de-France, Desormeaux).

    Voir sa biographie sur <http://www2.cg972.fr>/arch/html/9J.pdf [↑](#footnote-ref-27)
28. Jean-Jacques Chalifoux a poursuivi depuis son travail en Guyane, où il s'est engagé pendant plusieurs années dans divers projets locaux. Ensuite, il a réalisé sa thèse après un long travail de terrain dans le nord du Nigeria (sous la dir. de Jean-Claude Muller). Il alors devenu professeur d'anthropologie à l'université Laval. [↑](#footnote-ref-28)
29. Jean Archambault, après cette recherche, soutint un mémoire de maîtrise en anthropologie, participa au volume [*L'Archipel inachevé*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657)et devint « résident » à Fonds Saint-Jacques pendant une année. C'est lui qui assura, de fait, le suivi des travaux d'aménagement puis du véritable démarrage des activités de recherche à Saint-Jacques. Par la suite il entra dans la fonction publique fédérale à Ottawa. [↑](#footnote-ref-29)
30. Joseph Pitat (1908-1969), médecin, fut dès 1945 président du Conseil général de la Guadeloupe et maire de Basse-Terre. Il y tint longtemps une place prépondérante et il eut une grande influence sur la vie économique de l'île. [↑](#footnote-ref-30)
31. [Huguette Dagenais](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dagenais_huguette/dagenais_huguette.html), devenue professeur au département d'anthropologie de l'université Laval, a poursuivi de nombreuses années ses recherches aux Antilles, en particulier sur le travail des femmes. Très impliquée dans les questions féministes, elle a fondé la revue *Etudes féministes.* Elle a aussi beaucoup travaillé dans des programmes de développement international, en particulier au Vietnam. [↑](#footnote-ref-31)
32. L'attribution de surnoms et leur usage quotidien sont très courants à Saint-Barthélémy ; « Toc-toc » est le surnom donné à celui qui a vendu à David Rockfeller, pour un prix jugé très bas, un splendide terrain. [↑](#footnote-ref-32)
33. Dorothée Bertrand, anthropologue, a en outre réalisé un mémoire sur les changements sociaux dans une commune de la Martinique, Morne-Vert ; elle a également été assistante à la direction du Centre à Montréal et pendant quelques mois été directeur intérimaire de la station de Fonds Saint-Jacques. [↑](#footnote-ref-33)
34. Jean Morice, chef de laboratoire à l'Institut des pêches, a accompli une mission de plusieurs années à Saint-Barthélémy dans le cadre d'un programme de développement de la pêche et surtout de lutte préventive contre les intoxications par les poissons péchés autour de l'île. On trouve la somme de ses résultats dans sa publication : « Catalogue descriptif des poissons vénéneux du banc de Saint-Barthélémy », *Rev. Trav. Inst. Pêches Mar.,* 29, 4-130, 1965. [↑](#footnote-ref-34)
35. Denise et Raphaël Gréaux sont deux des trois enfants de Jean-Louis et Eugénie Gréaux, de l'Anse des Cayes (Saint-Barthélémy). Proches amis, ils furent aussi de précieux appuis dans leur île et à Pointe-à-Pitre. [↑](#footnote-ref-35)
36. Jean-Marc Philibert, après son premier travail de recherche, effectué à Marie-Galante, s'est tourné vers la recherche en Océanie dont il est devenu un spécialiste reconnu et il est devenu Professeur au département d'anthropologie de l'université Western Ontario (Ont. Canada). [↑](#footnote-ref-36)
37. A. de Wall-Malefijtt, 1963, *The Javanese of Surinam, Segment of a Plural Society,* Assen, Van Gorcum à Comp. N.V., 206 p. [↑](#footnote-ref-37)
38. Après un second séjour, J.-J. Chalifoux réalisa un mémoire L'ilet Awara. Étude d'un village d'immigrants javanais en Guyane française et du rôle du leadership dans leur organisation sociale, 121 p., Montréal, 1970. [↑](#footnote-ref-38)
39. Elle a publié un chapitre de [*L'Archipel inachevé*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010657) sur l'enfance dans un village guadeloupéen, puis le livre [*Idéologie de couleur et classes sociales en Haïti*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030165952), Presses de l'Université de Montréal (coll. « Recherches caraïbes »). Elle est devenue professeur à l'Université du Québec à Montréal. [↑](#footnote-ref-39)
40. Jean O. Gratton (1920-1990), diplômé de l'École Polytechnique de Montréal, fut directeur du Service des bâtiments et terrains. À ce titre, il a joué un rôle essentiel dans l'élaboration du plan d'aménagement du campus. [↑](#footnote-ref-40)
41. Ce fut le cas. [↑](#footnote-ref-41)
42. Gilbert Gratiant (1895-1985). Né à Saint-Pierre, agrégé d'anglais et enseignant au lycée, à la Martinique (où il eut Aimé Césaire pour élève), puis à Montpellier. Après de premiers essais littéraires et poétiques, il obtint une réelle audience avec *Credo des sang-mêlé* et avec *Fab compè Zicaq.* [↑](#footnote-ref-42)
43. Milieu d'origine de Gilbert Gratiant. [↑](#footnote-ref-43)
44. George-Henri Rivière (1897-1985) a joué un rôle considérable dans l'ethnologie française. Sous-directeur du Musée du Trocadéro, il est de ceux qui en font le Musée de l'Homme. Il créa ensuite le Musée des Arts et Traditions populaires au sein duquel il mit sur pied de grandes enquêtes sur la France rurale, et le « Centre d'ethnologie française » du CNRS. Il prit en même temps une part active à la mise au point des écomusées (Camargue) et de divers musées régionaux et étrangers. L'Unesco fit de lui son premier directeur du Conseil international des Musées. Il fut en France, jusqu'à sa mort, un conseiller très écouté des pouvoirs publics. [↑](#footnote-ref-44)
45. André Leroi-Gourhan (1911-1986) fut l'un des principaux maîtres de toute une génération de l'ethnologie puis de la préhistoire françaises. Il a joué un rôle prépondérant dans l'étude des aspects matériels de la culture, en se montrant très soucieux de l'ancrage technique et écologique des sociétés. En ce sens il a été à la source d'un courant original de l'ethnologie, se méfiant des constructions philosophiques et cherchant à demeurer toujours au plus près des faits et des observations. [↑](#footnote-ref-45)
46. [Roger Bastide](http://classiques.uqac.ca/contemporains/bastide_roger/bastide_roger.html) (1898-1974) a été un observateur et un analyste remarquable des sociétés nées d'une « interpénétration de civilisations ». Ses travaux sur le Brésil lui ont permis d'atteindre une compréhension qui n'a pas été dépassée ; la modestie honnête de l'homme et de ses écrits ne lui ont toutefois pas donné l'aura que procurent les modes, car il n'a jamais cru bon d'inventer quelque « isme ». [↑](#footnote-ref-46)
47. Compte rendu : « L'archipel inachevé. Culture et société aux Antilles françaises *Journal de la Société des Américanistes*, vol. 60, 1971, pp. 331-334. [↑](#footnote-ref-47)
48. L'enseignement secondaire a en ce domaine une regrettable responsabilité en taxant de « recherche » la compilation documentaire sur internet, et en donnant ainsi aux élèves l'idée périlleuse qu'un résultat de recherche est la mise bout à bout d'extraits de divers textes, souvent sans référence à leur source. Cela se répercute dans l'enseignement supérieur sous la forme de nombreux plagiats presque inconscients dans la rédaction des thèses et mémoires, sans compter ce qui se trouve dans les publications de certains chercheurs où on peut rencontrer au détour des pages de longs paragraphes recopiés dans ce qu'on a soi-même écrit. [↑](#footnote-ref-48)
49. Nicola Gimpel et Benjamin Prud'homme, « Dans les cuisines de la recherche », *Le Monde* 19 mars 2014. [↑](#footnote-ref-49)
50. Julian H. Stewart éd., *The People of Puerto Rico.* University of Illinois Press, 1956. [↑](#footnote-ref-50)
51. George Beckford, Persistent Poverty : Underdevelopment in Plantation Economies of the Tbird World. University of the West Indies Press, 1972. [↑](#footnote-ref-51)
52. Voir à ce sujet J. Benoist, 1970, [*Types de plantations et groupes sociaux à la Martinique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030031444), Travaux du Centre de recherches caraïbes. [↑](#footnote-ref-52)
53. Christian Crabot était alors un jeune agrégé de géographie enseignant au Lycée Schœlcher. Rapidement saisi d'une véritable passion pour la Martinique (qu'il continue de fréquenter régulièrement depuis plus de cinquante ans), il a réalisé le premier *Guide de la Martinique* et il a publié depuis plusieurs ouvrages touristiques sur la Martinique et sur la Guadeloupe. [↑](#footnote-ref-53)
54. J. Benoist, C. Crabot, Carte des plantations et des habitations de la Martinique en 1960 (1/50.000). [↑](#footnote-ref-54)
55. [*Les Martiniquais, anthropologie d'une population métissée*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/benoist_jean/martiniquais_anthropo_pop_metissee/martiniquais.html), Paris, 1963. [↑](#footnote-ref-55)
56. Louis Allaire a travaillé à la Martinique sur les sites de Paquemar (Vauclin), de l'Espérance (François), de Macabou (Vauclin) et de l'anse Trabaud (Sainte-Anne). Il est par la suite devenu professeur d'archéologie à l'Université du Manitoba. Et l'un des grands spécialistes de l'archéologie antillaise. [↑](#footnote-ref-56)
57. Jean-Pierre Sainton Nous, civilisation antillaise... savons bien que nous sommes déjà mortelle, in Jean Bernabé, Jean-Luc Bonniol, Raphaël Confiant, Gerry L'Etang (diré) [*Au Visiteur lumineux - Des îles créoles aux sociétés plurielles*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/bonniol_jean_luc/au_visiteur_lumineux/au_visiteur_lumineux.html). Ibis Rouge Éditions, Matoury, Guyane, 2000, p. 65. [↑](#footnote-ref-57)
58. *Gerry L'Etang enseigne* l'anthropologie à l'Université Antilles-Guyane après une thèse consacrée aux Indiens de la Martinique. Il a également publié et suscité des travaux et des ouvrages collectifs sur plusieurs thèmes importants de la culture des Antilles. [↑](#footnote-ref-58)
59. Après ses travaux sur la plantation à la Guadeloupe, Huguette Dagenais, devenue professeur à l'université Laval (Québec), s'est orientée vers les questions féministes, thème qui lui a valu une grande réputation. Une partie de son travail dans ce domaine a été consacré à la Guadeloupe. [↑](#footnote-ref-59)
60. « Une expérience humaine complète : la recherche sur le terrain en Guadeloupe »*, in* [*La passion de l'échange : terrains d'anthropologues du Québec*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030034431)*,* sous la direction de S. Genest, G. Morin, Montréal, 1985. [↑](#footnote-ref-60)
61. Bernard Petitjean Roget *in*[http://touscreoles.graphidom.fr/2011/01/20/pour-roland-par-bernard-petitjean-roget/](http://touscreoles.graphidom.fr/2011/01/20/pour-roland-parbernard-petitjean-roget/) [↑](#footnote-ref-61)
62. Idem. [↑](#footnote-ref-62)
63. Didier Fassin, Alban Bensa (sous la direction de), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques,* Paris, La Découverte, 2008, cité par une recension de *Daniel Cefai,* le 18 mai 2009, <http://www.laviedesidees.fr/> [↑](#footnote-ref-63)
64. André Corbeil, premier « résident » nommé à Fonds Saint-Jacques. C'est avec lui que nous avons esquissé ce que serait la future organisation de la station, et amorcé les travaux. Par la suite, il s'est éloigné de la vie universitaire. [↑](#footnote-ref-64)
65. Coq élevé pour participer aux combats de coq. [↑](#footnote-ref-65)
66. Maurice L'Abbé (1920-2006). Mathématicien renommé, il a concilié son engagement dans sa discipline avec une participation importante au développement de la recherche, d'abord à l'université de Montréal, puis à l'échelle nationale. Il fut le premier vice-recteur à la recherche de l'Université de Montréal, en 1968. À ce titre, il accueillit avec enthousiasme le projet de Centre de recherches caraïbes, qu'il soutint sans failles tout au long des dix années de son mandat. [↑](#footnote-ref-66)
67. John Victor Murra (1916-2006), anthropologue spécialiste des sociétés andines, a encadré à la fin des années 1950 les travaux de terrain à la Martinique d'étudiants de l'université Columbia qui y préparaient une thèse de doctorat, dont Mikael Horowits, auteur d'un livre sur Morne-vert *(Morne-Paysan)* et Guy Dubreuil. [↑](#footnote-ref-67)
68. Gilles R. Lefebvre (1928-2003), professeur au département de linguistique de l'Université de Montréal, est connu pour ses travaux sur le français du Québec, les créoles français et l'inuktitut. Il a laissé un important manuscrit sur le glossaire du parler de Saint-Barthélémy. [↑](#footnote-ref-68)
69. [Jacques Henripin](http://classiques.uqac.ca/contemporains/henripin_jacques/henripin_jacques.html) (1926-2013) a fondé le département de démographie de l'université de Montréal après avoir soutenu à Paris une thèse de démographie historique (la première de la discipline). Il a accompli nombre de travaux au Québec et exercé une influence déterminante sur l'essor de la recherche démographique dans les universités et dans l'administration au Québec. [↑](#footnote-ref-69)
70. Pierre Dansereau (1911-2011), botaniste et spécialiste de l'écologie humaine, fut doyen de la Faculté des sciences à l'université de Montréal après avoir été à l'université Columbia de 1961 à 1968 et directeur adjoint du New York Botanical Garden. [↑](#footnote-ref-70)
71. Paul Pirlot (1920-1990), professeur de zoologie à l'université de Montréal, a travaillé toute sa vie sur la faune des régions tropicales, en particulier sur l'organisation du cerveau en relation avec le comportement. À la Martinique ses travaux ont porté sur les particularités du cerveau des chauve-souris insectivores en relation avec leur détection de leurs proies. [↑](#footnote-ref-71)
72. Jean-Pierre Guengant, économiste et démographe, était lors de sa présence dans le conseil du Centre le représentant régional pour l'Afrique de la Division « Population Santé » du CRDI (Centre de recherche en développement international, organisme fédéral d'aide internationale). Il a toujours centré sa recherche sur les évolutions démographiques qui ont un impact sur le bien-être des populations. Après plusieurs années à la Guadeloupe, il a travaillé à l'IRD, en Afrique. Par la suite, toujours profondément engagé dans l'aide internationale, il a été responsable de divers projets concernant l'ensemble des pays de la Caraïbe. Entré à l'IRD, il y a occupé plusieurs postes de responsabilité en Afrique. [↑](#footnote-ref-72)
73. Romain Paquette était surtout tourné vers les dimensions appliquées de la géographie. Aux Antilles, il travailla sur les petits paysans, en contrepoint des travaux du Centre qui portaient sur les grandes exploitations. Voir son livre : *Désengagement paysan et sous-production alimentaire, Martinique, Marie-Galante, Barbade.* Montréal, P.U.M et Presses de Sherbrooke, 1982. [↑](#footnote-ref-73)
74. [Georges Anglade](http://classiques.uqac.ca/contemporains/anglade_georges/anglade_georges.html) (1944-2010), géographe, homme politique et écrivain haïtien. Professeur au Québec, il y participe à la fondation du département de géographie de l'université du Québec à Montréal. Il a publié plusieurs ouvrages de géographie, et aussi de contes haïtiens. Conseiller puis ministre des travaux publics du président haïtien René Préval, il s'est ensuite retiré à Montréal où il s'est consacré à l'écriture, ne retournant en Haïti que pour de brefs séjours, jusqu'à celui, fatal, de janvier 2010. [↑](#footnote-ref-74)
75. II venait d'obtenir le prix France-Québec pour un très beau livre de poèmes, *Pays sans parole,* dont l'inspiration le préparait bien à la rencontre avec des écrivains antillais. [↑](#footnote-ref-75)
76. Claude Jutra (1930-1986). Médecin, il se tourna très tôt vers le cinéma comme acteur, metteur en scène et producteur. Il participa activement à la formation de cinéastes africains. C'est lui qui fit l'essentiel du montage de mon film sur le culte hindou à la Martinique *Offrande aux Dieux exilés.* [↑](#footnote-ref-76)
77. Michel Brault (1928-2013) fut un grand cinéaste québécois, ardent partisan du « cinéma-vérité », proche de Jean Rouch. Il enseigna le cinéma au département d'anthropologie de l'université de Montréal. [↑](#footnote-ref-77)
78. Yves Préfontaine, [*Quatre figures martiniquaises*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/prefontaine_yves/4_figures_matiniquaises/4_figures_matiniquaises.html), département d'anthropologie, Université de Montréal, septembre 1969. Téléchargeable gratuitement sur : [Les Classiques des sciences sociales](http://classiques.uqac.ca/contemporains/prefontaine_yves/4_figures_matiniquaises/4_figures_matiniquaises.html). [↑](#footnote-ref-78)
79. Maurice Burac a par la suite soutenu un doctorat d'État puis est devenu professeur de géographie à l'université des Antilles et de la Guyane où il a effectué et animé nombre de recherche et développé le rayonnement de l'université vers les milieux professionnels de l'aménagement. [↑](#footnote-ref-79)
80. André Calmont est devenu agrégé de géographie et docteur de 3e cycle ; il a enseigné dans le secondaire puis à l'université des Antilles et de la Guyane. [↑](#footnote-ref-80)
81. Philip Smith, Ph.D. de Harvard, était professeur d'archéologie au département d'anthropologie de l'université de Montréal. [↑](#footnote-ref-81)
82. Mgr Irénée Lussier (1904-1973), recteur de l'université de Montréal de 1955 à 1965. [↑](#footnote-ref-82)
83. Jean-Marc Léger (1927-2011). Journaliste, ancien élève de Sciences Po Paris, il a été depuis sa jeunesse le militant d'une francophonie multilatérale et un ardent indépendantiste. Auteur de plusieurs livres, engagé très tôt dans le développement intellectuel du Québec et dans une politique active de la langue française, il fut le premier secrétaire général de l'AUPELF de 1961 à 1978. [↑](#footnote-ref-83)
84. Maurice-Etienne Beutler (1924-2007) fut le deuxième secrétaire général de l'AUPELF de 1978 à 1987, après plusieurs années de collaboration avec Jean-Marc Léger. Suisse, professeur de lettres, écrivain et chercheur sur la poésie du XIXe siècle, il a aussi été un promoteur très actif des relations entre universités de la francophonie. [↑](#footnote-ref-84)
85. Effectivement, ce travail a abouti à une thèse de sociologie, puis à des publications. Outre cette recherche, liée aux fonctions d'inspecteur des affaires sociales qu'il a exercées, Auguste Armet est écrivain, poète, auteur de plusieurs ouvrages littéraires. Son activité politique a été importante ; il a été, entre autres, maire de Case-Pilote. [↑](#footnote-ref-85)
86. Grâce à internet, il est désormais possible d'aller bien plus loin. Le site québécois « Classiques des sciences sociales » offre le téléchargement gratuit de presque toutes les publications du Centre sur : Les Classiques des sciences sociales : collection “[*Les sociétés créoles*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/societes_creoles/societes_creoles_index.html)”. [↑](#footnote-ref-86)
87. II s'agit de l'École Polytechnique. [↑](#footnote-ref-87)
88. Le projet a effectivement abouti et le livre [*Histoire de l'Isle de Grenade en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030110940)a paru dans la collection « Recherches caraïbes » des Presses de l'université de Montréal, avec de notes de Jacques Petitjean-Roget. C'est une source fondamentale de l'histoire de Grenade, et de celle de la présence française aux Antilles, écrite par un témoin des dix premières années de celle-ci à Grenade. Par la suite j'ai échangé avec le Dr Chatillon le manuscrit contre un livre ancien, pour accéder à sa demande pressante. Il figure dans le legs de son exceptionnelle bibliothèque antillaise à la bibliothèque de Bordeaux. [↑](#footnote-ref-88)
89. Drexel Woodson deviendra professeur d'anthropologie à l'université de Tucson. Issu d'une famille noire de Philadelphie, il se tourna vers les études afro-américaines ; en 1971 il prenait son premier contact avec la Caraïbe. [↑](#footnote-ref-89)
90. Yves Bonnet fut sous-préfet de Trinité en 1968 avant de mener une brillante carrière qui le fit directeur de la DST en 1982 puis député (udf/pr) de la Manche - Cherbourg- (mars 1993). Il est l'auteur de nombreux ouvrages. [↑](#footnote-ref-90)
91. Elle donnera naissance au livre [*Un village du bout du monde*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030141617), Presses de l'université de Montréal. [↑](#footnote-ref-91)
92. Alfred Métraux (1902-1963). Originaire de Suisse, ayant vécu longuement en Argentine puis aux USA, cet anthropologue a laissé une œuvre importante, en particulier sur le Chaco argentin, et sur Haïti. Son engagement éthique et son soutien aux jeunes chercheurs méritent de n'être pas oubliés. [↑](#footnote-ref-92)
93. Malheureusement quand je répondis positivement mais en précisant que les délais seraient longs car deux autres ouvrages étaient en préparation, il préféra le publier lui-même, sous le titre *Les Antilles en question.* Ce projet marque toutefois le lien qui s'est toujours maintenu entre les travaux des anthropologues et les psychiatres et psychologues. [↑](#footnote-ref-93)
94. Francine Chartrand-McKenzie (1937-1988) a été l'une de mes premières étudiantes de Montréal à entreprendre une recherche à la Guadeloupe. Elle eut ensuite une carrière impressionnante, par ses responsabilités au Québec dans la rénovation de l'éducation et par son rôle dans les réformes que put promouvoir le Conseil du statut de la femme, qu'elle présida à compter de 1984. [↑](#footnote-ref-94)
95. Francine Chartrand « Le choix du conjoint chez les Blancs-Matignon de la Guadeloupe. Critères économiques et critères raciaux », *Anthropologica,* 7, 1, 1965. [↑](#footnote-ref-95)
96. Noëlle de Roo Lemos s'est orientée par la suite vers le milieu nordique (Nunavik) dans le cadre d'études d'impact sur l'environnement (sous l'impulsion initiale de Pierre Dansereau). Elle a été chargée de projet au Service de l'Environnement du Ministère des Transports du Québec pour le Projet d'aéroports nordiques et, dans le cadre de son travail au Nunavik, représentante du Québec au Comité consultatif de l'environnement Kativik. [↑](#footnote-ref-96)
97. Ce travail a fait l'objet du petit volume [*Les dernières potières de Sainte-Anne, Martinique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030152815)*,* qui peut être téléchargé sur : [Les Classiques des sciences sociales](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030152815). [↑](#footnote-ref-97)
98. Voir Sylvie Pharand, *La vannerie caraïbe du Morne des Esses,* Centre de recherches caraïbes. À son retour de la Martinique, *Sylvie Pharand* poursuivit ses études à l'université Laval et consacra ses recherche doctorales aux Inuit d'Iglulik, au Canada ; elle fit sa thèse puis publia un ouvrage très complet et fort apprécié sur leurs vêtements de caribou. [↑](#footnote-ref-98)
99. Denise Helly, docteur en anthropologie, est professeur à l'institut national de la recherche scientifique, du Québec. Elle a publié entre autres *Idéologie et ethnicité.* [*Les Chinois Macao à Cuba : 1847-1886*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030110931)*,* Les Presses de l'Université de Montréal, 1979, Collection « Recherches caraïbes ». [↑](#footnote-ref-99)
100. Jean-Baptiste Romain (1914-1994), fondateur de la faculté d'ethnologie d'Haïti et de son centre de recherche, fut recteur de l'université. Il publia de nombreux travaux sur l'anthropologie physique et la culture paysanne d'Haïti. [↑](#footnote-ref-100)
101. Isac Chiva (1925-2012), ethnologue ruraliste, proche collaborateur de Claude Lévi-Strauss, a joué un rôle central dans la mise en place du laboratoire d'anthropologie sociale du Collège de France et créé la revue *Etudes rurales.* Spécialiste de la France rurale, il a également fait quelques travaux en Suisse et aux Antilles. [↑](#footnote-ref-101)
102. Jacques Berthelot, architecte, ardent nationaliste guadeloupéen, avait travaillé à la construction d'un habitat populaire « créole » en continuité avec la case traditionnelle. Il a aussi construit le Musée d'archéologie Edgard Clerc. Il avait fondé avec quelques amis un groupe de réflexion qui se radicalisa jusqu'à la disparition tragique de son fondateur. [↑](#footnote-ref-102)
103. Direction Générale de la Recherche Scientifique et Technique. [↑](#footnote-ref-103)
104. Du nom du journaliste Raymond Cartier, qui demandait que l'on mette fin aux dépenses pour l'outre-mer. [↑](#footnote-ref-104)
105. Silvia Monfort, nom de scène de Simonne Marguerite Favre-Bertin. Née et morte à Paris (7 juin 1923-30 mars 1991) Elle fut comédienne et directrice de théâtre. Elle est également l'auteur de six romans. [↑](#footnote-ref-105)
106. Romain Rolland, *Journal de Vézelay 1939-1944,* Paris, Bartillat, 2012. [↑](#footnote-ref-106)
107. Paul Claudel, *Conversations dans le Loir-et-Cher, Œuvres en Prose,* Gallimard, Pléiade, p. 667-668. [↑](#footnote-ref-107)
108. La cour elle-même, ce vaste gazon qui s'étendait entre les bâtiments, trouva des usages imprévus : quand Jacques Chirac, maire de Paris, vint en tournée aux Antilles elle fut choisie par les autorités comme lieu de réception. On avait fait venir de France des fromages de la région du visiteur, et aussi des cochons de lait qui grillèrent à la broche. Musique, entretiens discrets sous les arbres, congratulations... Nous étions des spectateurs passifs, et quelque peu ennuyés de sembler associés à une opération politique, quelle qu'elle soit. [↑](#footnote-ref-108)
109. *«*Société et littérature dans les Antilles », *Études littéraires,* vol. 6, n° 1, 1973, p. 9-20. [↑](#footnote-ref-109)
110. *La vengeance du Trépas funeste du fameux Michel Morin,* éditéà Troyes. [↑](#footnote-ref-110)
111. Madeleine Saint-Pierre est devenue professeure au département de linguistique de l'Université du Québec à Montréal. [↑](#footnote-ref-111)
112. Elle sera dirigée par Michel Leiris. [↑](#footnote-ref-112)
113. Sidney Mintz est l'un des pionniers et des maîtres de l'anthropologie de la région caraïbe. Ayant commencé dans l'équipe de Julian Stewart et participé au livre fondamental *People of Puerto Rico,* il a ensuite publié de nombreux ouvrages sur la plantation et l'économie sucrière, avec un grand souci à la fois de proximité du terrain, de prise en compte de l'histoire et de généralisation théorique. Il a enseigné dans diverses universités, surtout à John Hopkins (Baltimore). [↑](#footnote-ref-113)
114. Lloyd Braithwaite (1919-1995), après une jeunesse militante à Trinidad, est devenu professeur de sociologie ; son livre *Social stratification in Trinidad,* (1953) fait de lui un des fondateurs de la sociologie de la Caraïbe. Il fut sur le campus de Mona le responsable de notre programme interuniversitaire. [↑](#footnote-ref-114)
115. Roy Augier, historien, a été le responsable d'un livre incontournable, *The Making of the West Indies* (avec Gordon, Hall, and Beckford, 1960). Doyen de la Faculty of Arts and General Studies, il fut avec Lloyd Braithwaite le coordonnateur de la participation de University of West Indies à nos programmes. [↑](#footnote-ref-115)
116. Mario Mattioni, originaire d'Italie (du Frioul exactement), après avoir travaillé à l'ORTF à Fort-de-France, a pu se consacrer à l'archéologie de la Martinique en entreprenant de nombreuses fouilles. Devenu directeur du musée de Fort-de-France, il en fit en 1971 le Musée d'Archéologie, de Préhistoire, d'Histoire, d'Art et de Traditions populaires, devenu depuis 1983 le Musée Départemental d'Archéologie et de Préhistoire de la Martinique. [↑](#footnote-ref-116)
117. II publia en 1973 une plaquette qui faisait le point et ouvrait un programme : *Vers une préhistoire des Petites Antilles,* Centre de Recherches Caraïbes, Fonds Saint-Jacques. A noter sa participation à un ouvrage intéressant : *Martinique, terre amérindienne : une approche pluridisciplinaire,* sous la dir. de Benoît Bérard, Sidestone Press, Leiden, 2013. [↑](#footnote-ref-117)
118. Kho-Kho, Joseph René-Corail, Paris, HC éditions, 2008. [↑](#footnote-ref-118)
119. Voir en particulier « *La structure foncière de la Martinique »*, Centre de recherches caraïbes 1975, et sa contribution à *l'Atlas de la Martinique,* publié par le CNRS. [↑](#footnote-ref-119)
120. « Adresse au Dr Benoist », prononcée à Montréal en septembre 2000. [↑](#footnote-ref-120)
121. Melville Herskovits (1895-1963) a été l'un créateurs de études afro-américaines. À partir de l'étude de l'héritage africain des Noirs d'Amérique, il a développé des travaux théoriques sur les contacts entre culture et sur les processus d'acculturation. Il a aussi publié des textes importants sur la littérature orale africaine et sur les institutions économiques des sociétés traditionnelles. [↑](#footnote-ref-121)
122. II publia au centre un petit ouvrage, guide de recherche sur le terrain, qui reste très utile : [*L'exploitation agricole en Haïti*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030151753)*,* 1976. Téléchargeable gratuitement sur : [Les Classiques des sciences sociales](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030151753). [↑](#footnote-ref-122)
123. Maurice Barbotin (1920-2013), père du Saint-Esprit, fut en poste dans diverses paroisses de la Guadeloupe puis finit sa carrière en Guyane. On lui doit plusieurs ouvrages (sur les proverbes créoles, sur les moulins de Marie-Galante), et divers travaux d'archéologie. [↑](#footnote-ref-123)
124. André Laplante, [*Un système traditionnel d'échange de journées : les convois marie-galantais*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030110930)*,* 79 p., 1972. Téléchargeable gratuitement sur : [Les Classiques des sciences sociales](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030110930). [↑](#footnote-ref-124)
125. Pierre de Montaignac, alors Directeur régional de l'Office national des Forêts (ONF) pour la Guadeloupe, avait auparavant été le premier Directeur du Parc National des Cévennes. Visionnaire et plein d'énergie, il donna une forte impulsion au Parc Naturel de la Guadeloupe, à ses actions de développement et à la mise en place de ses infrastructures. Il fut ensuite Directeur de l'ONF en Poitou-Charentes et à la Réunion. [↑](#footnote-ref-125)
126. Marcel Jollivet, sociologue rural, a exercé une profonde influence par son souci de réaliser des travaux interdisciplinaires où les diverses approches s'intègrent étroitement. Il a dirigé et coordonné nombre de publications collectives en ce sens, qui, outre la richesse de leurs données, sont en ce domaine de véritables guides de recherche. [↑](#footnote-ref-126)
127. Yves Renard, alors animateur du Parc Naturel de la Guadeloupe à l'ONF, assura la liaison entre le Parc et l'Inventaire de Marie-Galante, puis la création de l'Ecomusée. Il vit depuis 1980 à Sainte Lucie, et travaille avec plusieurs organisations caribéennes et internationales dans les domaines du développement durable et de la gouvernance participative des ressources naturelles. [↑](#footnote-ref-127)
128. II a depuis cette époque fondé une association, Ecolambda, fort active au sein de la réserve naturelle. [↑](#footnote-ref-128)
129. Paul-Henry Chombart de Lauwe (1913-1998). Il a marqué la sociologie urbaine par sa rigueur méthodologique. Il a aussi été l'un des premiers à travailler avec autant de précision sur les familles ouvrières, ce qui l'a conduit à ses travaux sur les transformations sociales et les mouvements sociaux. [↑](#footnote-ref-129)
130. II fut élu de 1960 à 1980. [↑](#footnote-ref-130)
131. Paulette Nardal (1896-1985), première femme noire à étudier à la Sorbonne, agrégée d'anglais, a joué un grand rôle dans l'animation de la vie intellectuelle à Paris. Avec l'écrivain haïtien Léo Sajous, elle fonda *La Revue du Monde Noir ;* c'est dans son salon que convergèrent les auteurs du courant de la négritude : Léopold Senghor, Aimé Césaire, Jean Price Mars, Léon-Gontran Damas, René Maran et bien des intellectuels venus de Haïti, de New York et d'Afrique. [↑](#footnote-ref-131)
132. Jean Bernabé, linguiste et écrivain, professeur des universités, a créé en 1975 à l'université Antilles-Guyane le GEREC (Groupe d'Etudes et de Recherches en Espace Créolophone). Il est l'auteur d'une importance œuvre linguistique et il a joué un rôle central dans l'enseignement et l'animation de la recherche sur les créoles. [↑](#footnote-ref-132)
133. Guy Hazael-Massieux (1936-1993), professeur à l'université de Provence, a marqué la discipline par sa thèse, ses travaux et son enseignement, qu'une mort prématurée a interrompus. [↑](#footnote-ref-133)
134. Robert Chaudenson a été président de l'université de la Réunion puis professeur à l'université d'Aix-Marseille. Il a accompli une œuvre importante et abondante sur les langues créoles de l'océan indien ; il a créé et animé durant 30 ans le comité international des études créoles. [↑](#footnote-ref-134)
135. II s'agit de la maison historique de la famille de Villèle ; elle abrita autrefois ces propriétaires d'un grand domaine qui joua un rôle décisif dans le développement des activités sucrières à la Réunion. Depuis les années 1950, cette famille avait perdu sa place au profit d'une grande société. [↑](#footnote-ref-135)
136. Voir à ce sujet « Anthropologie biologique de Saint-Barthélémy » dans [*Les Sociétés antillaises. Études anthropologiques*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030020774)*,* Centre de recherches caraïbes. Téléchargeable gratuitement sur : [Les Classiques des sciences sociales](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030020774). [↑](#footnote-ref-136)
137. Claude Magnan, après sa maitrise en anthropologie, se tourna vers l'administration où il occupa de hauts postes. [↑](#footnote-ref-137)
138. Josué Feingold. Docteur en médecine et généticien, il a fondé et dirigé de 1977 à 1999 l'unité de Génétique épidémiologique de l'INSERM. Ses recherches concernent la génétique des maladies héréditaires et le diagnostic pré-symptomatique des maladies héréditaires. [↑](#footnote-ref-138)
139. Francine M. Mayer, docteur en anthropologie, est devenue professeur au département des sciences biologiques de l'université du Québec à Montréal. Elle y a poursuivi, avec ses étudiants, des travaux sur l'épidémiologie génétique et la démographie génétique ; son équipe a développé un logiciel de gestion et d'analyse de registres de population. [↑](#footnote-ref-139)
140. Le programme de recherches à Saint-Barthélémy inspira par la suite à Francine M. Mayer et à ses collaborateurs un travail comparable dans l’Île-aux-Coudres, petite île du Saint-Laurent, très anciennement peuplée lors de l'implantation française au Canada. [↑](#footnote-ref-140)
141. Auteur d'une publication du Centre, « *Le conte créole, bibliographie »*. [↑](#footnote-ref-141)
142. Les « foyers ruraux », se chargent de la promotion de la culture dans les quartiers ruraux. Ils rassemblent toutes les deux ou trois semaines, dans les locaux scolaires, des habitats d'un quartier (surtout des jeunes). Ils pratiquent alors de l'artisanat, voient des films, participent à des conférences. [↑](#footnote-ref-142)
143. Leslie Manigat (1930-2014), philosophe et spécialiste des relations internationales, il enseigna dans nombre d'universités et fut brièvement président d'Haïti, en 1988. [↑](#footnote-ref-143)
144. Patricia Ellen Charles (1937-2010), née aux États-Unis et formée au Canada, se fixa en 1959 à Sainte-Lucie. Depuis son décès l'université tient chaque année une « Patricia Charles Mémorial Lecture ». [↑](#footnote-ref-144)
145. « *Offrandes aux Dieux exilés »*, 20 minutes, 16 mm, sonore, couleur, en coll. avec M. Bon-Saint-Côme et M. Faure (pour le son et certaines images). [↑](#footnote-ref-145)
146. C'était en 1957. [↑](#footnote-ref-146)
147. Raoul Depaz. [↑](#footnote-ref-147)
148. Claudie Marcel-Dubois (1913-1989) fut dès 1934 attachée au « département d'ethnologie musicale » créé par A. Schaeffner au Musée de l'Homme puis participa à compter de 1937, avec G. H. Rivière, à la création du Musée des Arts et Traditions populaires où elle ouvrit un département de musique qu'elle dirigea jusqu'en 1981. Son œuvre de collecte de musique et d'instruments est considérable. [↑](#footnote-ref-148)
149. Marie-Marguerite Pichonnet-Andral (1922-2004), collaboratrice constante de C. Marcel-Dubois en ethnomusicologie de la France, lui succéda en 1981. [↑](#footnote-ref-149)
150. Alan Lomax (1915-2002), ethnomusicologue, folkloriste, chanteur, musicien et collecteur de musiques a surtout collecté la musique des États-Unis et des Caraïbes, mais il a travaillé dans le monde entier. Il a publié de très nombreux enregistrements accompagnés de transcriptions et de commentaires. [↑](#footnote-ref-150)
151. Après une thèse sur l'analyse de la musique dans les cérémonies religieuses d'origine tamoule de la Martinique, publiée par la suite *(*[*Tambours des dieux*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030157874)*,* Paris, l'Harmattan, 1996), Monique Desroches a consacré sa carrière à l’ethnomusicologie, qu'elle enseigne à la Faculté de musique de l'Université de Montréal. Elle a publié ou dirigé plusieurs autres ouvrages dont *Construire le savoir musical* (2003) et *Territoires musicaux mis en scène,* Presses de l'Université de Montréal, 2011. [↑](#footnote-ref-151)
152. Elle ne fut pas la seule, et plusieurs des Québécois qui découvrirent les Antilles à travers le centre continuèrent à s'y intéresser et à y travailler pendant de nombreuses années. Tel fut le cas d'Huguette Dagenais, de Raymond Massé, de Jean-Jacques Chalifoux, de Lous Allaire, parmi d'autres. [↑](#footnote-ref-152)
153. Jean Benoist, Monique Desroches, Gerry L'Etang, Francis Ponaman [*L'Inde dans les arts de la Guadeloupe et de la Martinique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030110942)*,* Matoury, Ibis Rouge Éditions/PUC, 2004. [↑](#footnote-ref-153)
154. Christian Schnakenbourg, Docteur en Droit, Docteur en Sciences Economiques, Docteur en Histoire contemporaine. Il a réalisé une œuvre considérable sur l'histoire économique et sociale des Antilles, particulièrement de l'industrie sucrière et de l'immigration indienne. [↑](#footnote-ref-154)
155. Albert Flagié pratique une anthropologie appliquée aux questions d'insertion des personnes en difficulté. Il a soutenu sur son domaine d'activité une thèse d'anthropologie et donne des enseignements. [↑](#footnote-ref-155)
156. Raymond Baril, successeur de Monique Desroches, arriva à la Martinique quatre jours après que le cyclone David eut ravagé (le 29 août 1979) le nord-est de l'île : Fond Saint-Jacques demeura inhabitable plus d'un an. Il coordonna sa réfection puis accompagna la dernière période du Centre, jusqu'en 1983. Il devint ensuite, au Québec, chercheur à l'Institut de Recherche en Santé et en Sécurité du Travail, et l'un des fondateurs de la revue *Pistes.* Il enseigna aussi au Département de réadaptation de la faculté de Médecine de Sherbrooke. [↑](#footnote-ref-156)
157. Edith Kovats, « *Une minorité dominante, les Blancs-créoles de la Martinique »*, thèse soutenue sous la direction de Roger Bastide. [↑](#footnote-ref-157)
158. Certains élus de ce dernier voulant s'assurer l'usage des lieux... [↑](#footnote-ref-158)
159. Louis Favoreu (1936-2004), professeur de droit, spécialiste du droit constitutionnel, était président du Centre universitaire de la Réunion en 1971, avant de devenir en 1973 doyen de la faculté de droit d'Aix-en-Provence. Très attaché à la recherche dans l'océan Indien il a fondé en 1974 et n'a cessé de diriger *L’Annuaire des pays de l'océan Indien,* édité conjointement par le PUAM et le CNRS, et dont ont paru 22 volumes annuels. Il fut le créateur à Aix du CERSOI (Centre d'études et de recherches sur les sociétés de l'océan Indien). [↑](#footnote-ref-159)
160. Nous suivons ici un document diffusé par l'association et obtenu à Fonds St-Jacques. [↑](#footnote-ref-160)
161. \* La plupart des publications de l’auteur sont disponibles en libre accès dans Les Classiques des sciences sociales :  
     <http://classiques.uqac.ca/contemporains/benoist_jean/benoist_jean.html>. JMT. [↑](#footnote-ref-161)